

---

# Les circulations des enseignants et chercheurs africains

Controverses, pratiques et politiques

*The movement of African teachers and researchers. Controversies, practices and policies*

*La circulación de los docentes e investigadores africanos. Controversias, prácticas y políticas*

Hamidou Dia et Luc Ngwé

---

- 1 Ce dossier s'attache à combler un vide dans le champ des études sur les mobilités académiques. En effet, un intérêt constant pour les migrations des étudiants africains vers d'autres régions du monde s'est développé depuis l'accès à la souveraineté internationale de la plupart des États du continent. Ces travaux ont mis en relief l'engagement de cette population qui représente une élite éduquée dans l'élaboration de politiques d'émancipation économique, culturelle et sociale des pays dont elle est originaire (Ndiaye, 1962 ; Dieng, 2011). Ces recherches ont permis également de montrer les dynamiques de transformation de cette partie de la jeunesse toujours en quête de formation à l'étranger, notamment à travers la mise en évidence de l'évolution des caractéristiques sociologiques, démographiques et économiques des profils qui la composent, les phénomènes de différenciation des trajectoires en son sein, les investissements pluriels qu'elle révèle à la fois dans les pays d'études et ceux de départ, les difficultés auxquelles certains peuvent être confrontés pour valoriser leurs diplômes, leurs qualifications, leurs compétences et les rapports d'altérité qui sont éprouvés au sein des espaces où ils poursuivent leurs études, souvent des institutions universitaires de grandes villes européennes (Niane, 1992 ; Guimont, 1997 ; Renaudat, 1998 ; Amougou, 1998). Plus récemment, de nouvelles recherches ont mis au jour les dynamiques multipolaires de la poursuite des apprentissages à l'étranger des étudiants issus du continent africain ; des destinations longtemps invisibles dans les travaux dominants suscitent l'intérêt des chercheurs, par exemple les pays arabes ou encore ceux des pays de l'ex-Union des républiques socialistes soviétiques (Sall, 2009 ;

Dia, 2014 ; Leclerc-Olive et Hily 2016 ; Touré, 2014 ; Yengo et de Saint-Martin, 2017). D'autres chercheurs questionnent de nouvelles dynamiques dues aux mobilités entre pays du Sud, en particulier africains, à la faveur du développement et des transformations de l'enseignement supérieur depuis plus d'une décennie : renouvellement et agrandissement de la carte universitaire, structuration d'espaces universitaires régionaux, émergence et épanouissement d'institutions universitaires privées, mise en œuvre de partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur du Nord qui se déploient à l'international, entre autres (Lebeau, 2006 ; Mazella, 2009 ; Eyebihi, 2011a ; Sall, 2012 ; Gomis, 2013 ; Eyebihi et Mazella, 2014 ; Sy, 2015). Les évolutions en cours permettent d'ouvrir de nouvelles mises en perspectives historiques qui croisent organisations, mobilités étudiantes et situations/événements socio-politiques sur le continent, par exemple les situations de mobilisation, de contestation et les luttes armées (Blum, 2016 ; Katsakioris, 2016 ; Van Walrawen, 2016).

- 2 Ce dossier poursuit par conséquent la réflexion autour des diplômés africains et/ou afro-diasporés (c'est-à-dire des Africains établis hors du continent), qu'ils soient détenteurs ou non de la nationalité des pays où ils résident ou entre lesquels ils circulent, mais en portant cette fois-ci attention aux enseignants, aux chercheurs établis ou aux jeunes chercheurs (niveau doctoral ou postdoctoral). Pourquoi ? Il y a d'abord le constat de la faiblesse des travaux portant sur cette population, en dehors de quelques recherches pionnières (Guèye, 2001 ; Dedieu, 2003 ; Teferra, 1997 ; Zeleza, 2013). Ensuite, la structuration d'un marché mondial des compétences scientifiques est aujourd'hui largement admise ; les personnes hautement qualifiées, c'est-à-dire répondant « au niveau 5 et + de la norme CITE, ce qui correspond à un niveau de diplôme de 3<sup>e</sup> cycle universitaire (ou post-gradué) et plus » (Waast et Gaillard, 2018), développent la capacité de se mouvoir entre différents systèmes d'enseignement et de recherche, entre différents continents, à la faveur d'une ouverture de plus en plus grande au recrutement de professionnels venus d'ailleurs dans certains contextes universitaires à la fois en Afrique (c'est le cas par exemple de l'Afrique du Sud) ou ailleurs (l'Amérique du Nord constitue la référence en la matière). Aussi, ces *academics* sont-ils issus pour la plupart de « pays non hégémoniques » en matière de science (Losego et Arvanitis, 2008), c'est-à-dire dominés dans la division internationale du travail scientifique et ne disposant pas d'instruments financiers capables d'agir sur les grandes tendances de la production de savoir dans le monde. Toutefois, ces pays disposent de marges de manœuvre à l'échelle nationale pour agir à la fois sur leur propre production de connaissance, sur le choix des sujets et sur celui des partenaires avec lesquels ils travaillent. Dans le cas africain, la situation vient d'être objectivée ; sur la base d'un indicateur, à savoir le nombre d'articles scientifiques publiés annuellement dans le Web of Science (WoS), Waast et Gaillard affirment que l'Afrique représente environ 1,8 % de la production scientifique mondiale (Waast et Gaillard, 2018)<sup>1</sup>. Cette situation qui est liée à la faiblesse des moyens alloués par la plupart des États à la recherche, de l'ordre de 0,2 à 0,3 % de leur richesse nationale, soit dix fois moins en proportion par rapport aux pays développés, ne milite pas conséquemment en faveur de l'inversion, voire de la remise en question de cet ordre actuel des choses. Pourtant, il est admis que la situation économique, politique, sociale et culturelle de l'Afrique contemporaine nécessite la production de savoirs et de connaissances pour sa compréhension, mais aussi pour la construction d'un devenir autre, dont rend compte l'expression *Renaissance africaine* qui connaît un certain succès sur le continent :

[...] si la “renaissance africaine” est entendue, sommairement, comme la capacité de l’Afrique, enracinée dans sa propre histoire et forte de sa mémoire historique, de s’adapter aux défis des temps actuels, de s’insérer dans le concert des civilisations, et en définitive de vaincre le sous-développement, il ne fait pas de doute qu’elle doit tendre à redevenir une société du savoir, qu’elle a pratiqué dans maints épisodes de son histoire régionale, de l’Égypte ancienne au cœur de l’empire Songhaï, et jusqu’à Borno (Samb, 2010, p. 73).

La question légitime qui peut découler de la prise de conscience d’une telle situation est alors la suivante : dans un contexte d’internationalisation de l’enseignement supérieur et de la recherche, quel type d’engagement vis-à-vis du continent développent les professionnels de la production du savoir africains et afro-diasporés évoluant dans le marché du travail mondialisé, et conséquemment quel est leur apport à la science et aux contextes académiques dans lesquels ils sont positionnés ?

- 3 Ces trois éléments (le faible intérêt des chercheurs pour la circulation des enseignants et chercheurs africains, la structuration d’un marché mondial des compétences, la situation particulière des savoirs en Afrique croisée avec l’impératif de construire un devenir autre pour l’Afrique dans le monde<sup>2</sup>, et de faire de la science une science vraiment mondiale, c’est-à-dire soucieuse des apports de tous à l’intelligibilité de l’humain dans toutes ses composantes) permettent de construire une combinatoire permettant de dépasser les termes dans lesquels ont souvent été posés les débats sur la circulation des enseignants et/ou chercheurs africains. En effet, il existe un discours au sein même de l’espace académique, depuis le début des années 1960, selon lequel le départ des scientifiques hors du continent constitue une énorme perte pour les pays : il échapperait à ceux-ci un personnel hautement qualifié qui aurait été utile à leur développement de manière générale, et cette perte créerait les conditions d’un déclin continu hypothéquant chaque jour un peu plus le quotidien de l’Afrique. D’ailleurs, ceux qui partent sont assimilés à des fuyards, des individus ayant déserté leurs responsabilités historiques (Adams, 1968 ; Traoré, 1973). Un tel état de fait s’est popularisé dans la littérature scientifique à travers l’expression « brain drain »<sup>3</sup> ainsi défini par l’Organisation des Nations unies : « [...] a one way movement, or an exodus, that only covered migratory flows, from the developing to the developed countries and only benefited the industrialised countries » (United Nations, 1968). Cette posture tient à l’idéologie développementaliste, laquelle est enchâssée dans les rapports de domination et diligente la nature des relations (coopération de développement) de même que le sens des mouvements : ces derniers ne seraient légitimes que dans le sens Nord-Sud, parce que le besoin d’assistance, d’aide ou de collaboration ne s’exprimerait que dans celui-ci et non celui-là.
- 4 L’un des attendus forts de ce positionnement intellectuel était l’attente et l’exigence d’un retour des concernés à la case départ : les universitaires doivent rester chez eux ou y retourner s’ils sont formés à l’étranger, dans la mesure où les pays ne sortiront de leur état qu’avec, *a minima*, la mobilisation de ces personnes hautement qualifiées.
- 5 Cette thèse connaît de nouvelles inflexions à la fin des années 1980 et au début des années 1990 à la faveur du retour des scientifiques de la diaspora dans leurs pays. Ils s’impliquent dans les systèmes d’enseignement et de recherche et dans la structuration de réseaux permettant de mettre en relation les universitaires et chercheurs établis à l’étranger et leurs pairs restés sur place (Gaillard, Gaillard et Krishna, 2015).
- 6 L’autre grand thème qui structure les échanges et les débats autour des mobilités réfère à la capacité des personnes hautement qualifiées à s’investir pleinement dans des

communautés professionnelles spécialisées et des secteurs économiques où ils sont positionnés tout en restant liés à leurs pays d'origine grâce à une multiplicité d'initiatives à la fois dans leur champ d'activité, ici scientifique, mais aussi en matière politique, religieuse, sociale et économique ; en clair, il s'agit de l'*option diaspora* : on admet que la science est mondialisée, mais en même temps que les chercheurs peuvent se sentir liés à des communautés et des enjeux nationaux, indépendamment du lieu où ils exercent leur métier, fût-ce au Nord ou au Sud (Meyer, 2003 ; Guèye, 2011 ; Guèye, 2016). Dans le cas d'espèce, le pari sur l'efficacité des nouvelles technologies de l'information et de la communication est important. De fait, on peut espérer des retombées pour les États de départ en matière de transferts de technologie, d'envois d'argent, de structuration de réseaux politiques. On passe ainsi du *brain drain* au *brain gain* dont les manifestations peuvent renvoyer à ce qu'une spécialiste des études sur les migrations appelle les *social remittances* : « *Social remittances are the ideas, behaviors, identities, and social capital that flow from host to sending-country communities* » (Levitt, 1999, pp. 926-949). Toutefois, cette *option-diaspora* est elle-même très discutée ; elle serait porteuse d'une contradiction entre deux ancrages apparemment irréductibles (dans la science d'une part ; dans l'origine ou la nation de l'autre) :

[...] The S&T diaspora option is based on a concept with an internal contradiction: the universality of science versus the expatriate scientists feeling of allegiance. Studies show that more "scientific" researchers feel, the more they tend to prefer contacts with professional peers, rather with colleagues who are fellow citizens (Gaillard, Gaillard et Krishna, 2015, p. 276).

- 7 Le caractère diasporique d'un réseau réduirait son potentiel scientifique s'il se limitait au national. Enfin, les diasporas S&T auraient un impact faible sur les collaborations scientifiques internationales (Gaillard *et al.*, 2013 ; Gaillard, Gaillard et Arvanitis, 2013) : les grands projets et programmes de recherche conduits en partenariat, notamment avec les pays du Sud, ne sont pas forcément le fait des diasporas.
- 8 Dans tous les cas, les deux thèses continuent à s'affronter à travers plusieurs études de cas, le départ des chercheurs d'un pays à l'autre, d'une région du monde à l'autre, continuant encore sous certains aspects à être perçu comme étant problématique. Par exemple, il est démontré en Inde que le développement d'un enseignement supérieur de qualité sur place est nécessaire mais guère suffisant pour éviter le *brain drain*. L'Indian Institute of Technology a formé dans les années 1980 des ingénieurs qui ont été contraints d'émigrer pour trouver des emplois en congruence avec leur qualification (Gaillard, Gaillard et Krishna, 2015). Un constat est désormais assez partagé toutefois : « le paradigme de la circulation succède à celui de l'exode des compétences » (Meyer, 2012), pour au moins trois raisons : la recherche se banalise un peu partout du fait de l'émergence d'un espace scientifique de plus en plus complexe qui bouscule l'hégémonie de la triade Europe-Amérique du Nord-Japon et entraîne des rééquilibres aussi bien entre pays qu'entre des villes au sein d'un même territoire national ; ensuite se sont développées de puissantes collaborations scientifiques et technologiques nationales et internationales – ces activités sont caractérisées par la transnationalisation et la privatisation (c'est-à-dire qu'elles peuvent résulter d'initiatives de chercheurs qui ne sont pas forcément mandatés par leurs institutions de rattachement) au point que certains ont pu penser à un développement de « nouveaux collègues invisibles » prenant la forme de grands réseaux internationaux (Wagner, 2008) ; enfin, les systèmes d'enseignement et de recherche puissants élaborent des politiques à la fois de retour et d'attraction de professionnels de haut

niveau – par exemple, les États-Unis sont réputés depuis des décennies pour leur capacité de captation de ces ressources et l’Afrique du Sud offre depuis 2013 des permis de travail d’une durée de sept ans et recrute des étudiants étrangers formés sur place.

- 9 Ce dossier apporte de nouveaux éclairages sur ces controverses scientifiques à la lumière de nouvelles études ancrées sur les univers afro-diasporiques. L’un de ses apports majeurs est de montrer l’*engagement* des chercheurs et enseignants africains installés ailleurs auprès des institutions universitaires et de recherche du continent. Grâce à une pluralité d’initiatives (co-conception de projets et de programmes de recherche, co-publication, co-organisation d’événements scientifiques d’envergure, co-formation, mise à disposition d’informations, etc.), ils contribuent à la vie académique locale. Ce fait est attesté par des collègues installés en Afrique dont les récits constituent l’essentiel du matériau analysé et mis en perspective par Abdoulaye Guèye. À travers l’étude de quatre pays africains (Afrique du Sud, Ghana, Niger et Nigeria), Abdoulaye Guèye montre que ces interventions ont des effets sur les carrières et les dynamiques institutionnelles sur place et remettent profondément en cause la thèse d’une perte sèche pour le continent qui serait causée par l’implication des professionnels africains dans les sphères académiques occidentales. Cet engagement relève d’après Abdoulaye Guèye d’une « injonction éthico-idéologique » théorisée et pratiquée par une partie de l’intelligentsia africaine depuis l’époque coloniale. On est loin par conséquent de la désertion intellectuelle et politique ; la mobilisation est reformulée autrement que par la nécessité d’une présence définitive ou au long cours sur place.
- 10 Cependant, les Africains qui circulent dans différents contextes académiques ne constituent pas un groupe homogène, un groupe compact dont les composantes partageraient les mêmes caractéristiques et seraient mues par des mobiles identiques. Au contraire, les répertoires d’action envers l’Afrique révèlent des *hiérarchies*, des phénomènes de *sélection*, et même des *inégalités* jusqu’ici peu mises en lumière dans les travaux connus. L’article d’Abdoulaye Guèye montre ici comment, dans maints contextes et situations, on ne prête qu’aux riches ; les *African academics* installés dans les pays du Nord choisissent de collaborer avec des collègues restés sur le continent qui sont haut-gradés suivant les standards universitaires, ou qui exercent des responsabilités administratives. Ces inégalités dans l’accès différentiel aux mobilités transparaissent aussi entre les disciplines. Hilaire Pokam explique qu’au Cameroun, ce sont les universitaires issus des sciences naturelles et exactes qui se déplacent plus à l’international que leurs collègues des sciences humaines et sociales. De même, dans le cas de l’Algérie, analysé par Tristan Leperlier, les sociologues tirent davantage leur épingle du jeu que les littéraires du fait d’une meilleure implication dans des projets collaboratifs internationaux et de leur pratique de l’anglais, qui leur ouvre davantage de perspectives.
- 11 La circulation des enseignants et chercheurs africains dans le contexte académique mondialisé bouscule les clivages établis. Lionel et Beverley Thaver donnent des indications statistiques intéressantes sur la composition des effectifs d’Africains venus d’ailleurs en Afrique du Sud. S’ils représentaient en 2014 quelque 8 % des 50 000 enseignants et chercheurs en poste dans ce pays, la plupart d’entre eux, c’est-à-dire 3440/4214 – ce qui représentait 81,6 % – étaient des ressortissants de la partie anglophone de l’Afrique, alors que le chiffre des francophones était de 13 % (554 professionnels). Au-delà de la statistique, c’est l’émergence de pôles de mobilité

des enseignants et chercheurs africains autres que le Nord ainsi que le décloisonnement des espaces linguistiques et politiques constitués qui sont soulignés ici. Situation que prolonge l'analyse de Hilaire Pokam sur les enseignants de l'Université de Dschang au Cameroun.

- 12 Les conditions de circulation des enseignants et chercheurs africains se donnent à lire aussi dans les luttes propres au champ académique elles-mêmes tributaires des histoires singulières des pays, comme le montre l'observation d'un colloque des jeunes chercheurs en études africaines (JCEA) par Hélène Quashie. Dans ce champ des études africaines en France, dans les institutions qui forment pourtant beaucoup de chercheurs et enseignants africains, des savoirs sont invisibilisés ou simplement ignorés et méconnus par leurs vis-à-vis français. De telles pratiques sont assez répandues, y compris à un certain niveau de maturité académique, comme le montrent des études d'autres champs, par exemple celui des études sociales de la science ou STS : « L'indifférence relative des STS pour les Suds dans les années 1980 et 1990 n'a pas pour autant signifié l'absence d'études sociales des sciences dans les Suds » (Dumoulin Kervan, Kleiche-Dray et Quet, 2017).
- 13 Les circulations des chercheurs et enseignants africains dans d'autres contextes académiques peuvent offrir l'occasion d'un *renouveau des objets, des épistémologies et des idées* qui prévalent au sein de ces derniers. C'est l'hypothèse que font Lionel et Beverley Thaver lorsqu'ils soutiennent que l'arrivée en Afrique du Sud de professionnels issus des formations postcoloniales africaines (anglophones, francophones ou lusophones) présente un potentiel heuristique certain, au regard de la nécessaire contextualisation des savoirs et du caractère situé de ces derniers. L'ouverture est un terreau fécond pour le comparatisme. Hélène Quashie montre tout l'intérêt de la participation de jeunes africains et afro-diasporés à l'organisation de la troisième édition du colloque des jeunes chercheurs en études africaines ; ouverts à des savoirs dissidents produits ailleurs, ou en dehors du *mainstream* des théories africanistes dominantes, ils combattent des idées reçues sur la représentation des études africaines, sur les figures de ce sous-champ, sur les financements de manifestations scientifiques ayant pour objet l'Afrique, sur les entraves à la mobilité des chercheurs africains, sur les préjugés relatifs au rapport des *African academics* à la France. Ils se sont opposés aux quotas pour limiter la présence des collègues établis en Afrique, à la sophistication de l'argumentaire qui sert ainsi de filtrage pour n'admettre qu'un procédé parmi d'autres de soumission des propositions de communication. Hélène Quashie attire l'attention sur une réalité : « Les obstacles sont basés sur des représentations plutôt que sur des faits. »
- 14 De puissantes transformations travaillent l'organisation des systèmes d'enseignement universitaire et de recherche : le fait national est de moins en moins prégnant sous l'effet des activités économiques à grande échelle, et il en est résulté une standardisation progressive des pratiques de gouvernance, de définition des objectifs et des carrières, de sorte que les règles de fonctionnement du marché, et en particulier les principes de retour sur investissement, de rentabilité ou de performance imprègnent de plus en plus les univers académiques (Leclerc Olive, Scarfo Ghellab et Wagner, 2011). Il se dessine comme une espèce de marché mondial de la science, dominé par les pays du Nord ; dès lors, il est difficile de ne pas *croiser la question de la mobilité avec celle de la dépendance* des pays africains. En effet, l'on se rend compte que les circulations ne détruisent pas l'asymétrie qui régit les rapports entre collègues des Suds et collègues

du Nord parfois. Tristan Leperlier rappelle que les Algériens doivent passer par la France et le français pour accéder à l'international, en dépit d'une politique d'arabisation et de l'ouverture à d'autres univers linguistiques, en particulier européens. Hilaire Pokam montre que l'activité scientifique transnationale rejaillit positivement sur le rayonnement des universités et des universitaires camerounais, leur reconnaissance à la fois dans les cercles professionnels grâce à une gradation ascendante dans la hiérarchie universitaire, tout autant que leur statut social. La problématique de la dépendance est peu abordée en termes épistémiques ; par exemple, certains Algériens préfèrent privilégier le rôle politique et national de leur recherche, plutôt que la visibilité auprès de communautés scientifiques et politiques étrangères. Ils ne cherchent pas coûte que coûte à développer des activités en lien avec l'international ou à développer des coopérations scientifiques. Il est nécessaire de reconnaître que les rapports à l'international sont variables et dépendent de facteurs institutionnels, politiques, générationnels, linguistiques et de genre. Toutefois, sans tomber dans les travers du *différentialisme*, le constat de la prédominance du Nord dans la définition des objets scientifiques globaux invite à affronter l'impératif de la recherche et du développement d'une autonomie tout à la fois dans l'organisation des systèmes de recherche, d'enseignement et dans l'élaboration d'agendas scientifiques adossés à des réalités endogènes mais traduisant en même temps des préoccupations globales portées par les professionnels et les institutions du continent africain : on peut réfléchir monde et global à partir de tous les lieux.

- 15 En perspective, et à la lumière des controverses scientifiques et des conclusions majeures de ce dossier, il est possible de proposer de nouvelles pistes de recherche pour pousser plus avant les questionnements autour de la circulation des enseignants et chercheurs, en particulier d'Afrique.
- 16 Il semble important de mettre en débat *la reconfiguration globale de la production de savoirs sur l'Afrique* et sur le monde du fait des transformations économiques au sein du continent, de l'internationalisation accrue des systèmes d'enseignement et de recherche et de l'intensification des mobilités académiques. En dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord, d'autres cadres de construction de connaissances émergent à la fois en Europe de l'Est, en Asie et en Amérique du Sud, alors même qu'à l'intérieur de l'Afrique des nouvelles générations de chercheurs et d'enseignants se formant davantage en fonction des canons professionnels dits internationaux s'affirment. De plus, sur le continent, s'épanouissent de hauts lieux de la recherche comme l'Afrique du Sud, la Tunisie ou encore l'Égypte et des modes de plus en plus élaborés de structuration de réseaux de savoirs y voient le jour, à l'instar des *Ateliers de la pensée* dont la première édition s'est tenue à Dakar et à Saint-Louis du Sénégal du 28 au 31 octobre 2016 :
 

[...] Il s'agit donc [...] de reprendre l'initiative théorique et de poser un regard pluriel sur les réalités du continent africain et sur les futurs qu'il se donne, à partir d'un lieu : l'Afrique (Mbembe et Sarr, 2017).
- 17 Il devient important de faire le point sur *les capacités réelles telles qu'elles existent sur place et ailleurs* : les institutions d'enseignement et de recherche, les statistiques des professionnels engagés, les financements publics et privés de l'activité de recherche, les organisations professionnelles, les supports de publication, de valorisation et de communication, les nouveaux modes de professionnalisation, l'ouverture et l'intérêt pour les autres régions du monde, les connexions entre les ressources sur place et

diasporées, les objets de recherche et les régimes de savoirs et de connaissance qui se déploient.

- 18 Dans un contexte accru d'internationalisation, la prise en compte de la circulation des savoirs, en particulier en Afrique, permet d'interroger à la fois les politiques d'enseignement, de recherche et d'émigration/immigration. Les États au Nord semblent avoir pris une longueur d'avance en la matière en facilitant dans une certaine mesure les circulations des étudiants et des chercheurs étrangers ; à part le cas sud-africain, rares sont les pays du continent à avoir pris conscience de cet enjeu. En effet, formation-enseignement-recherche et politiques de migrations sont à penser ensemble : ce sont des composantes qui s'alimentent mutuellement. Pour la formation de leurs universitaires et chercheurs, pour la structuration et le renforcement de leurs communautés scientifiques, pour favoriser les échanges scientifiques entre pays, entre institutions d'enseignement et de recherche, les pays africains peuvent se permettre de penser de façon audacieuse les politiques de circulations qu'ils élaborent entre eux, et entre le continent et les autres régions du monde (au Nord comme au Sud) : par des incitations à la mobilité, des dispositifs de facilitation du séjour de formation, de recherche ou même d'installation comme le prouvent encore les initiatives sud-africaines dont il a été fait cas.
- 19 L'ambition de retrouver une nouvelle prise sur les savoirs devrait prendre à bras-le-corps la question du financement de la recherche et des systèmes d'éducation et de formation de manière générale, parce que les dynamiques portées par les circulations, par exemple l'émergence d'une élite académique africaine diasporique, ne suffisent pas à développer une réflexion et une pratique scientifique proprement autonomes d'abord physiquement en Afrique. Les États consacrent peu de ressources aux universités et aux rares institutions spécifiquement dédiées à la recherche ; l'un des résultats d'un tel état de fait est que le continent subit le plus durement les effets de l'amplification de ce qu'on a appelé le « mode 2 » de la production scientifique sur l'Afrique et ses multiples branchements diasporiques (Gibbons *et al.*, 1994) : c'est dire que la pratique du métier est guidée par la commande et l'opportunité ; la recherche se fait souvent dans le cadre de projets combinant plusieurs financements, en particulier de bailleurs privés ; ce sont de fortes collaborations internationales adossées à des ressources substantielles levées dans le cadre d'appels à propositions d'envergure comme ceux de l'Union européenne qui permettent de financer des recherches de première main dans plusieurs pays africains ; les résultats de ces recherches sont d'application souvent immédiate car répondant à des demandes précises d'acteurs établis dans d'autres sphères. Ce dossier invite par conséquent à élaborer un agenda de recherches autour de ces questionnements.

*Nous remercions la Revue d'Anthropologie des Connaissances qui nous a accompagnés dans ce dossier, depuis sa présentation à la sixième édition de la European Conference on African Studies le 10 juillet 2015 à Paris jusqu'à son parachèvement, particulièrement Joëlle Le Marec pour sa disponibilité, ses conseils et sa bienveillance.*

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Adams, A. (1968). *The Brain drain*. New York: The Macmillan Company.
- Amougou, E. (1998). *Étudiants d'Afrique noire en France. Une jeunesse sacrifiée ?* Paris : L'Harmattan.
- Blum, F. (2016). Ce que les indépendances firent à la FEANF : des étudiants en diaspora face à leurs États. In F. Blum, P. Guidi, O. Rillon (dir.) *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968* (pp. 265-278). Paris : Publications de la Sorbonne.
- Dedieu, J.-P. (2003). Les élites africaines, enjeu de la diplomatie des États-Unis. *Politique étrangère*, 68(1), 199-131.
- Dia, H. (2014). L'Afrique qualifiée dans la mondialisation. *Hommes et migrations*, 1307.
- Dieng, A.A. (2011). *Mémoires d'un étudiant africain. De l'école régionale de Diourbel à l'université de Paris (1945-1960)*. Dakar : CODESRIA.
- Dumoulin Kervran, D., Kleiche-Dray, M., Quet, M. (2017). Les STS ont-elles un Sud ? Penser les sciences dans/avec les Suds. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 11(3). 423-454.
- Eyebihi, E. (2011a). L'alignement de l'enseignement supérieur ouest-africain : la construction des savoirs entre intranéité et extranéité. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, hors série, 3, 43-59.
- Eyebihi, E., Mazella, S. (2014). Observer les mobilités étudiantes Sud-Sud dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 13, 7-24.
- Gaillard, J., Gaillard, A.M. (1998). *International migration of the highly qualified: A bibliographic and conceptual itinerary*. New York: Centre for Migration Studies.
- Gaillard, A.M., Canesse, A.A., Gaillard, J., Arvanitis, R. (2013). Euro-Mediterranean Science and Technology Collaborations: a Questionnaire Survey. In C. Morini, R. Rodriguez, R. Arvanitis, R. Chaabouni (Eds.), *Moving to the future in the Euro-Mediterranean Research and Innovation partnership - The experience of the MIRA project* (pp. 79-102). Bari & Paris: Options Méditerranéennes (Series B - Studies and research), CIHEAM.
- Gaillard, J., Gaillard, A.M., Arvanitis, R. (2013). Determining Factors of International Collaboration in Science & Technology: results of a questionnaire survey. In J. Gaillard, R. Arvanitis (Eds.), *Research collaborations between Europe and Latin America. Mapping and Understanding partnership* (pp. 101-150). Paris: Éditions des Archives contemporaines.
- Gaillard, J., Gaillard, A.M., Krishna, V.V. (2015). Return From Migration and Circulation of Highly Educated People: The Never-ending Brain Drain. *Science, Technology & Society*, 20(3), 269-278.
- Gibbons, M., Limoges, C., Nowotny, H., Schwartzman, S., Scott, P., Trow, M. (1994). *The new production of knowledge: the dynamics of science and research in contemporary societies*. London : Sage.
- Guèye, A. (2001). *Les intellectuels africains en France*. Paris : L'Harmattan.
- Guèye, A. (2011). Quelques réflexions sur la contribution des chercheurs africains expatriés à la recherche en sciences humaines et sociales en Afrique. In M. Leclerc-Olive, G. Scarfo Ghellab, A.C. Wagner (Eds.) *Le monde universitaire face au marché. Circulations des savoirs et pratiques des acteurs* (pp. 325-337). Paris : Karthala.

- Guèye, A. (2016). Expatriation et développement : l'investissement des universitaires africains en poste en Amérique du Nord dans le renforcement des institutions de recherche en Afrique. *Journal of African Transformation*, 1(2), 23-50.
- Guimont, F. (1998). *Les étudiants africains en France (195-1965)*. Paris : L'Harmattan.
- Katsakioris, C. (2016). Engagements politiques et mobilisations des étudiants africains en URSS (1960-1974). In F. Blum, P. Guidi, O. Rillon (Eds.) *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968* (pp. 299-313). Paris : Publications de la Sorbonne.
- Lebeau, Y. (2006). Pressions sur l'enseignement supérieur au Nord et au Sud. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 5, 273-196.
- Leclerc-Olive, M., Scarfo Ghellab, G., Wagner, A.C. (2011). *Le monde universitaire face au marché. Circulations des savoirs et pratiques des acteurs*. Paris : Karthala.
- Leclerc-Olive, M., Hily, M.A. (2016). Former des élites : mobilités des étudiants d'Afrique au nord du Sahara dans les pays de l'ex-bloc soviétique. *Revue européenne des migrations internationales*, 32(2).
- Levitt, P. (1999). Social Remittances : A Local-Level, Migration-Driven Form of Cultural Diffusion. *International Migration Review*, 32(124), 926-949.
- Losego, P., Arvanitis, R. (2008). La science dans les pays non hégémoniques. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2(3), 334-342.
- Mazella, S. (dir.) (2009). *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*. Paris : Karthala/IRMC.
- Meyer, J.-B (2003). Diasporas : concepts et pratiques. In R. Barré, V. Hernandez, J.-B. Meyer, D. Vinck (dir.), *Diasporas scientifiques/Scientific Diasporas*. Paris : Éditions de l'IRD, CD-Rom.
- Meyer, J.-B (2012). La circulation des compétences dans un monde multipolaire. Paris : Campus France, *Repères*, 11, 6 p.
- Mbembe, A., Sarr, F. (2017). *Écrire l'Afrique-monde*. Paris-Dakar : Philippe Rey/Jimsaan.
- Mbembe, A. (2017). Penser le monde à partir de l'Afrique. Questions pour aujourd'hui et demain. In A. Mbembe, F. Sarr (dir.), *Écrire l'Afrique-monde* (pp. 381-393). Paris-Dakar : Philippe Rey/Jimsaan.
- Ndiaye, J.-P (1962). *Enquête sur les étudiants noirs en France*. Paris : Réalités africaines.
- Niane, B. (1992). Le transnational, signe d'excellence. Le processus de disqualification de l'État sénégalais dans la formation des cadres. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 95, 13-15.
- Renaudat, C. (1998). *Les étudiants africains à Bordeaux*. Bordeaux : Centre d'Étude de l'Afrique noire.
- Samb, D. (2010). *L'Afrique dans le temps du monde*. Paris : L'Harmattan.
- Sall, M.Y (2009). *Al-Azhar d'Égypte, l'autre institution d'enseignement des Sénégalais. Indicateurs statistiques, contributions explicatives et base de données*. Le Caire : Éditions dar El Ittihad.
- Sall, A.S (2012). *Les mutations de l'enseignement supérieur en Afrique, le cas de l'UCAD*. Paris : L'Harmattan.
- Sy, H. (2015). *Classes moyennes et marché de l'enseignement supérieur. Aspirations et stratégies en contextes d'incertitudes*. Paris : L'Harmattan.
- Tefferra, D. (1997). Brain Drain of African Scholars and the Role of Studying in the United States. *International Higher Education*, 7.

Touré, N. (2014). Les étudiants maliens dans l'enseignement supérieur privé au Maroc. Enjeux et stratégies de distinction sociale à l'étranger. *Hommes et migrations*, 1307, 29-36.

United Nations (1968). Outflow of trained personnel from developing countries. Report of the Secretary General, United Nation General Assembly.

Traoré, S. (1973). *Responsabilités historiques des étudiants africains*. Paris: Anthropos.

Van Walrawen, K. (2016). Sawaba's Maquis in Niger and its Students in Eastern Europe, 1958-1969. In F. Blum, P. Guidi, O. Rillon (dir.), *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968* (pp. 279-297). Paris : Publications de la Sorbonne.

Wagner, C. (2008). *The New Invisible College. Science For Development*. Washington DC: Brookings Institution Press.

Waast, R., Gaillard, J. (2018). L'Afrique entre sciences nationales et marché international du travail scientifique. In Mina Kleiche-Dray (dir.), *Les ancrages nationaux de la science mondiale XVIIIe-XXe siècles* (pp. 67-97). Paris : IRD Éditions et Éditions des Archives contemporaines.

Yengo, P., de Saint-Martin, M. (2017). Quelles contributions des élites « rouges » au façonnement des États postcoloniaux ? *Cahiers d'études africaines*, 57(2), 226.

Zezeza, P. (2013). *Engagements between African Diaspora Academics in the US and Canada African Institutions of Higher Education: Perspectives from North America and Africa*. New York : Carnegie Corporation of New York.

## NOTES

1. Il nous semble toutefois important de diversifier les modes de comptage, de les contextualiser davantage, en intégrant plusieurs facteurs : tout d'abord les comptages ne concernent que les revues en sciences naturelles, sans tenir compte des sciences sociales et humanités, dans le fichier dit « SCI-Extended » du WoS ; ensuite les difficultés d'accès à certaines revues très étroitement liées à des réseaux ou encore l'absence totale de contacts avec certaines maisons d'édition, par exemple (ici nous entendons le rôle de la médiation de certaines personnalités disposant d'un pouvoir d'action dans les revues ou à la tête de certaines collections : une proximité avec ces individus peut baliser le chemin à une publication). Il est aussi utile de prendre en compte la valeur accordée à un type particulier de support dans un espace donné ; les collègues en Afrique francophone, par exemple, utilisent souvent le format du livre (en témoignent les nombreuses publications aux éditions L'Harmattan, qui ont implanté des filiales dans plusieurs pays). On oublie aussi les thèses : l'Association pour la recherche sur l'éducation et les savoirs (ARES) a publié en 2015 une étude qui montre que, sur les 448 thèses sur l'éducation dans les pays du Sud soutenues en France entre 1990 et 2013, la plupart ont été réalisées par des étudiants originaires des pays en développement. 67 % de ces thèses concernaient l'Afrique (ARES, 2015). Dans un travail en cours, en se limitant aux publications du WoS, R. Arvanitis (communication personnelle) signale que les pays d'Afrique représentent 2,03 % de la production mondiale.

2. En dépit d'un travail de déconstruction considérable de nombre de travaux africanistes, les représentations associées à l'Afrique restent tenaces, parce que « [...] dans maints régimes modernes du discours et de la connaissance, le terme "Afrique" évoque presque automatiquement un monde à part. [...] Parce que, à leurs yeux, la vie en Afrique n'est jamais une vie humaine tout court. [...] Au fondement des régimes modernes du savoir, se trouve par conséquent le prédicat selon lequel l'humanité ne partage pas un monde en commun. Ne partageant guère de monde en commun, la politique du monde (et la politique du savoir à

l'échelle globale) ne saurait guère être une politique du semblable. Elle ne pourrait être qu'une politique de la différence » (Mbembe, 2017).

3. La littérature scientifique sur le phénomène du « brain drain » est impressionnante. Jacques et Anne-Marie Gaillard ont listé plus de 1 800 références sur le sujet entre 1954 et 1995 (Gaillard et Gaillard, 1998).

---

## AUTEURS

### HAMIDOU DIA

Sociologue à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et rattaché à l'UMR 196 Ceped (Université Paris-Descartes-IRD). Son intérêt porte sur les circulations, les migrations, les mobilités académiques dans une perspective comparative entre l'Afrique de l'Ouest, l'Europe et l'Amérique du Nord. Il développe actuellement des recherches autour du renouveau des pôles de formation académique dans l'espace CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur). Il est en affectation au Sénégal au sein du laboratoire Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'éducation et les savoirs (GIRES) de la Faculté des sciences et techniques de l'éducation et de la formation (FASTEF) de l'UCAD (Université Cheikh Anta Diop de Dakar).

Adresse : Centre Population et Développement, Université Paris Descartes et IRD, 45, rue des Saints-Pères, FR-75006 Paris (France)

Actuellement : Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'éducation et les savoirs, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Boulevard Habib Bourguiba. BP 50 36, Dakar-Fann (Sénégal)  
Courriel : hamidou.dia[at]ird.fr

### LUC NGWÉ

Politiste, docteur de l'Université Paris X Nanterre. Il s'intéresse aux transformations de l'enseignement supérieur en rapport avec les mutations des sociétés et aux mobilités académiques. Il est auteur de plusieurs publications sur ces thématiques. Il coordonne actuellement des recherches sur l'éducation professionnelle au Cameroun. Il est chercheur indépendant rattaché à différents groupes de recherches, notamment le Réseau Interdisciplinaire Afrique-Monde de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (RIAM), l'Association de Recherche pour l'Éducation et les Savoirs (ARES) à l'IRD-CEPED, l'Association de Recherche en Sciences Sociales du Cameroun (Arscam).

Adresse : Association pour la Recherche sur l'Éducation et les Savoirs (ARES), Ceped-IRD, 45, rue des Saint-Pères, FR-75006 Paris (France)

Courriel : lngwe2002[at]yahoo.fr



## The movement of african teachers and researchers

Controversies, practices and policies

*Les circulations des enseignants et chercheurs africains. Controverses, pratiques et politiques*

*La circulación de los docentes e investigadores africanos. Controversias, prácticas y políticas*

Hamidou Dia and Luc Ngwé

---



**Electronic version**

URL: <https://journals.openedition.org/rac/279>

DOI: 10.3917/rac.041.0540

ISSN: 1760-5393

**This article is a translation of:**

Les circulations des enseignants et chercheurs africains - URL : <https://journals.openedition.org/rac/276> [fr]

**Other translation(s):**

La circulación de los docentes e investigadores africanos - URL : <https://journals.openedition.org/rac/494> [es]

**Publisher**

Société d'Anthropologie des Connaissances

**Electronic reference**

Hamidou Dia and Luc Ngwé, "The movement of african teachers and researchers", *Revue d'anthropologie des connaissances* [Online], 12-4 | 2018, Online since 31 December 2018, connection on 08 November 2023. URL: <http://journals.openedition.org/rac/279> ; DOI: <https://doi.org/10.3917/rac.041.0540>

---

This text was automatically generated on February 16, 2023.



The text only may be used under licence CC BY-NC-ND 4.0. All other elements (illustrations, imported files) are "All rights reserved", unless otherwise stated.

---

# The movement of african teachers and researchers

Controversies, practices and policies

*Les circulations des enseignants et chercheurs africains. Controverses, pratiques et politiques*

*La circulación de los docentes e investigadores africanos. Controversias, prácticas y políticas*

**Hamidou Dia and Luc Ngwé**

---

- 1 This report aims to fill a gap in studies undertaken on academic mobility. Indeed, continued interest in the migration of African students to other regions of the world has evolved since most of the states on the continent gained international sovereignty. This work has highlighted the commitment of an educated élite towards the elaboration of economic, cultural and social emancipation policies in their countries of origin (Ndiaye, 1962; Dieng, 2011). This research has also made it possible to show the dynamics of change within this distinct sector of youth who are always in search of further education overseas, notably by highlighting: the development of sociological, demographic and economic characteristics of the profiles of which it is composed; its contrasting trajectories; the plural investments that are revealed both in the home countries and those of study; the difficulties some may face in promoting their diplomas, qualifications or skills; and the relationships of inequality that are experienced in the spheres where their studies are pursued, often university institutions in major European cities (Niane, 1992; Guimont, 1997; Renaudat, 1998; Amougou, 1998). More recently, new research has updated the multi-polar dynamics of African students' pursuit of overseas learning; destinations that have never been part of mainstream research, such as Arab countries or those of the former Soviet Union, are now sparking researchers' interest (Sall, 2009; Dia, 2014; Leclerc-Olive and Hily 2016; Touré, 2014; Yengo and Saint-Martin, 2017). Other researchers are questioning the new dynamics caused by movement between countries in the South, particularly in Africa, as a result of the development and changes in higher education over the last

decade including, amongst others: the renewal and expansion of the university map; the structuring of regional university institutions; the emergence and development of private academic institutions; and the implementation of partnerships with higher education institutions in the North operating internationally (Lebeau, 2006; Mazella, 2009; Eyebihi, 2011a; Sall, 2012; Gomis, 2013; Eyebihi and Mazella, 2014; Sy, 2015). Current developments are historic in the sense that they are opening up new opportunities that traverse organisations, student movement and socio-political situations/events on the continent, for example cases of mobilization, protests and armed struggles (Blum, 2016; Katsakioris, 2016; Van Walrawen, 2016).

- 2 This special report therefore not only looks at the African and/or Afro-diaspora (that is to say, Africans not living on the continent) graduates, whether or not they hold the nationality of the countries where they reside or between which they circulate, but at the same time considers the teachers and established or young researchers (graduate or post-graduate level academics). Why? Firstly, apart from some pioneering research, there is a distinct lack of research with regard to this sector of the population (Guèye, 2001; Dedieu, 2003; Teferra, 1997; Zeleza, 2013). Secondly, a global marketplace for scientific skills is now widely accepted; highly qualified people, for example “those who meet the International Standard Classification of Education (ISCED) Level 5 or above, corresponding to a postgraduate degree or higher” (Waast and Gaillard, 2018), are able to move between different teaching and research systems, between different continents, thanks to an increasing openness in the recruitment of international professionals in certain academic contexts both in Africa (this is the case for example in South Africa) or elsewhere (North America is the reference in this field). At the same time, when it comes to the field of science, the majority of these academics come from ‘non-hegemonic countries’ (Losego and Arvanitis, 2008), that is to say, they are overshadowed in the international division of scientific work and do not have the necessary financial instruments available to enable them to act on the major worldwide trends in knowledge production. However, these countries do have room to manoeuvre at the national level: they can act on their own knowledge production, choose their own subject matter and select appropriate working partners. In the case of Africa, the situation has just been objectified, based on a sole indicator, namely the number of scientific articles included in the Web of Science (WoS) database per annum. Waast and Gaillard claim that Africa only produces approximately 1.8% of the world’s scientific output (Waast and Gaillard, 2018).<sup>1</sup> This situation, which is linked to the low level of resources allocated by the majority of states to research - somewhere in the range of 0.2 to 0.3% of their national wealth - or in other words, ten times less than that of developed countries, is therefore not conducive to the reversal or even a questioning of the current order of things. However, it is accepted that the economic, political, social and cultural situation of contemporary Africa requires the production of information and knowledge not only to be understood, but also necessary for the construction of a different future: this is reflected in the expression ‘African Renaissance’ which has already had some success on the continent:

[...] if ‘African Renaissance’ is understood, summarily, as Africa’s potential, rooted in its own history and with strength in its historical memory, to adapt to the challenges of present times, to be part of the concert of civilizations and, ultimately, overcome underdevelopment, there is no doubt that it must revert back to being a knowledge-based society, which it was during many episodes of its regional history, from Ancient Egypt at the heart of the Songhai Empire, through to Bornu (Samb, 2010, p. 73).

- 3 Therefore, the natural question that arises from the awareness of such a situation is the following: In a context of the internationalisation of higher education and research, what kind of commitment to the continent do the Afro-diasporic, knowledge-producing, professionals have towards the global labour market, and consequently what is their contribution to the science and academic contexts in which they are positioned?
- 4 Three elements (a low level of interest from researchers regarding the movement of African teachers and researchers, the structuring of a global skills market and Africa's unique situation concerning knowledge combined with the need to build a future for Africa in the world,<sup>2</sup> and making science a truly global science, that is to say, mindful of the contributions of all to the intelligibility of all humanity), enable the construction of a combination that goes beyond the terms in which debates on the mobility of African teachers and/or researchers have often been raised. Indeed, since the early 1960s, there has been a discourse within the academic sphere implying that scientists moving away from the continent cause a huge loss for the individual countries: highly qualified staff, who would have been useful for their overall development, are lost; and this loss would have helped create the conditions for a continuous decline, jeopardising the living conditions in Africa a bit more every day. Furthermore, those who leave are considered fugitives, individuals having deserted their historical responsibilities (Adams, 1968; Traoré, 1973). In scientific literature this kind of situation has become known as 'brain drain', defined by the United Nations as: "[...] a one way movement, or an exodus, that only covered migratory flows, from developing to developed countries and only of benefit to industrialised countries" (United Nations, 1968). This stance is due to 'developmentalist ideology', which is enshrined in power relationships and diligences the nature of relations (development cooperation), as well as the direction of movement: the latter referring only to movements in a North-South direction, because the need for assistance, help or collaboration is only apparent this way round.
- 5 One of the main expectations of this intellectual positioning was the expectation and the requirement of those concerned to go back to square one: academics should remain at home or at least return should they go overseas to study, since countries will only be able to get themselves out of their state with, *a minima*, the mobilization of these highly qualified people.
- 6 This thesis experienced changes in the late '80s and early '90s thanks to the return of scientific diaspora to their countries. They became involved in teaching and research systems and in the structuring of networks linking foreign-based academics and researchers with their peers who had remained at home (Gaillard, Gaillard and Krishna, 2015).
- 7 The other major theme that structures exchanges and debates around academic mobility refers to the capacity of highly qualified people to fully invest in specialized professional communities and economic sectors in which they are involved whilst remaining linked to their country of origin through multiple initiatives both in their field of activity (here scientific), but also those related to political, religious, social and economic issues; in short, it concerns the *diaspora option*: it is accepted that science is globalized, but at the same time that researchers can feel connected to national communities and issues, regardless of where they practice their profession, whether in the North or South (Meyer, 2003; Guèye, 2011; Guèye, 2016). In this case, it would be important to focus on the effectiveness of new information and communication

technologies. Indeed, the states of departure could expect benefits, in terms of technology transfer, remittances, and the structuring of political networks. Thus countries would go from *brain drain* to *brain gain*, the outcome of which a specialist in migration studies calls *social remittance*: “*Social remittances are the ideas, behaviours, identities, and social capital that flow from host to sending-country communities*” (Levitt, 1999, pp. 926-949). However, this *diaspora option* is itself highly debated; it appears to be the bearer of a contradiction between two seemingly conflicting moorings (science on the one hand and origin or nationality on the other):

[...] The S & T diaspora option is based on a concept with an internal contradiction: the universality of science versus the expatriate scientists’ feeling of allegiance. Studies show that more the ‘scientific’ researchers feel, the more they tend to prefer contact with professional peers, rather than with colleagues who are fellow citizens (Gaillard, Gaillard and Krishna, 2015, p. 276).

- 8 The scientific potential of a diasporic network would be reduced if the latter were confined to national identity. That is to say, the science and technology (S & T) diaspora would have a poor impact on international scientific collaborations (Gaillard *et al.*, 2013 ; Gaillard, Gaillard and Arvanitis, 2013): major research projects and research partnership programmes, particularly with the countries of the South do not necessarily come from the diaspora.
- 9 Nevertheless, these two assumptions continually crop up against each other in various case studies, the departure of researchers from one country to another, from one region of the world to another, and still continue to be perceived, in certain aspects, as problematic. For example, there is evidence in India that the development of quality higher education locally is necessary but it will not be sufficient enough to avoid brain drain. The Indian Institute of Technology trained engineers in the 1980s who were forced to emigrate to find jobs in line with their qualifications (Gaillard, Gaillard and Krishna, 2015). One observation however, is now quite common: “the paradigm of movement succeeds that of the brain drain” (Meyer, 2012) for at least three reasons: Research is becoming more commonplace due to the emergence of an increasingly complex scientific space that is shaking up the hegemony of the Europe – North America – Japan triad and has led to a levelling of the playing field not only between countries but also between cities of the same nation; secondly, powerful national and international scientific and technological collaborations have developed – these activities are characterized by trans-nationalisation and privatisation (that is to say, they can result from the initiatives of researchers who are not necessarily mandated by their home institutions) – to the point that some have thought of developing ‘new invisible colleges’ in the form of large international networks (Wagner, 2008); Finally, powerful education and research systems are developing policies for both the return and attraction of high-level professionals – for example, the United States has been known for decades for its ability to cash in on these resources and since 2013 South Africa has been offering seven-year work permits and recruits locally-trained foreign students.
- 10 This special report provides new insights into these scientific controversies in light of new studies rooted in the Afro-diasporic universe. One of its main aspects is to highlight the commitment of African researchers and teachers located elsewhere in the continent’s academic and research institutions. Through various initiatives (co-design of research projects and programmes, co-publications, co-organisation of major scientific events, co-training, provision of information, etc.) researchers and teachers

contribute to local academic life. Colleagues based in Africa attest this fact and their stories constitute the bulk of the material analyzed and put into perspective by Abdoulaye Guèye. Through a study of four African countries (South Africa, Ghana, Niger and Nigeria), Abdoulaye Guèye shows that such interventions have effects on careers and local institutional dynamics and deeply questions the assertion of a net loss for the continent that would be caused by the involvement of African professionals in Western academic spheres. According to Abdoulaye Guèye, this commitment is based on an “ethical-ideological injunction” theorized and practiced by a section of African intelligentsia since colonial times. Therefore, it is far from being a case of intellectual and political desertion; mobilization is no longer defined by the need for a permanent or long-term presence on site.

- 11 However, Africans who move in different academic contexts are not a homogeneous group, a compact group with components of the same characteristics and driven by identical motives. On the contrary, the repertoires of action towards Africa reveal hierarchies, selection phenomena, and even inequalities little highlighted in well-known works. The article by Abdoulaye Guèye shows how, in many contexts and situations, one only provides for the rich; African academics in northern countries choose to collaborate with colleagues who remain on the continent who are high-ranking by academic standards, or who have certain administrative responsibilities. Such inequalities in the differential access to mobility are also apparent between disciplines. Hilaire Pokam explains that in Cameroon, it is scholars in the natural sciences sector who have a tendency to move more within the international scene than their colleagues in humanities and social sciences. Similarly, in the case of Algeria, analyzed by Tristan Leperlier, sociologists are more successful than literary scholars due to a greater involvement in international collaborative projects and a better working knowledge of English, which opens them up to more opportunities.
- 12 The movement of African teachers and researchers in the globalised academic context is shaking up well-established divisions. Lionel and Beverley Thaver provide interesting statistical information on the composition of African students, from elsewhere, in South Africa. Accounting for some 8% of the 50,000 teachers and researchers in the country in 2014, most of them, i.e. 3440/4214 (81.6%), were nationals of English-speaking African countries, whilst the proportion of Francophone scholars was 13% (554 professionals). Beyond statistics, it is the emergence of mobility hubs for African teachers and researchers, aside from the North, as well as the disintegration of linguistic and political spaces that should be highlighted here; a situation that extends Hilaire Pokam’s analysis to the teachers of Dschang University in Cameroon.
- 13 The conditions affecting the movement of African teachers and researchers can also be found in the struggles related to other specific academic fields which stem from a countries’ own unique background, as the observation of a Young Researchers Conference in African Studies (JCEA) by Hélène Quashie shows. In the field of African studies in France, and even in the institutions that train many African researchers and teachers, certain knowledge has become invisible or is simply ignored and overlooked by their French counterparts. Such practices are quite widespread, even at certain levels of academic maturity, as shown by studies of other fields, such as science and social studies (Science et Technologie dans la Société, or STS, in French): “the relative indifference of STS for the South in the ‘80s and ‘90s did not however, mean the absence of social sciences studies in the South”.

- 14 The movement of African researchers and teachers in other academic contexts may offer an opportunity for the renewal of the subjects, epistemologies and ideas that prevail within them. Such is the hypothesis made by Lionel and Beverley Thaver when they argue that the arrival of professionals (English, French or Portuguese) in South Africa from postcolonial training courses in Africa has a certain heuristic potential, given the necessary contextualisation of knowledge and the specific nature character of the latter. Openness is fertile ground for comparatism. Hélène Quashie shows the interest that young Africans and the Afro-diaspora have in participating in the organisation of the Third Edition of the Young Researchers Conference in African Studies. Open to non-conformist knowledge produced elsewhere, or outside dominant Africanist mainstream theories, they fight against conventional wisdom on the depiction of African studies, figures related to this subfield, the financing of scientific events for Africa, barriers to the mobility of African researchers, and prejudices related to the relationship of African academics with France. Hélène Quashie draws attention to one reality: "Obstacles are based on perceptions rather than facts".
- 15 Powerful transformations are taking place with regard to the organisation of university education and research systems: nationality is becoming less significant under the effect of large-scale economic activities: this has resulted in a gradual standardisation of governance practices, the definition of objectives and careers, meaning that the operating rules of the market - notably the principles of return on investment, profitability or performance - are increasingly permeating the academic world (Leclerc Olive, Scarfo Ghellab and Wagner, 2011). A type of global science market is emerging, dominated by the countries of the North; hence it is difficult not to mix the question of mobility with that of the dependence of African countries. Indeed, it is recognised that such movements do not destroy the asymmetry that sometimes governs the relationships between colleagues of the South and those of the North. Tristan Leperlier recalls that Algerians must go through France and French to gain access to the international, despite a policy of 'Arabisation' and openness to other language barriers, especially those of Europe. Hilaire Pokam shows that transnational scientific activity has a positive affect on the influence of Cameroonian universities and academics, enabling greater recognition in professional circles, thanks to a step up the academic ladder, as well as an improved social standing. The issue of dependency is not addressed in epistemic terms; for example, some Algerians prefer to focus on the political and national role of their research, rather than on visibility within the foreign scientific and political communities. They are not looking to develop global activities or develop scientific cooperation at any cost. It is therefore necessary to recognize that international relations vary and depend on institutional, political, generational, linguistic and gender factors. However, without falling into the trap of differentialism, the North's predominance in defining global scientific subjects calls for the need for autonomous research and development both in terms of the organisation of research and teaching systems and the development of scientific agendas backed by internal realities but at the same time have a need to reflect the global concerns of professionals and institutions on the African continent: reflections can be made internationally and globally from all four corners of the world.
- 16 In light of the scientific controversies and major conclusions in this special report, it is possible to propose new lines of research to further the questioning around the movement of teachers and researchers, particularly from Africa.

- 17 It seems important to discuss the global reconfiguration of knowledge production both in terms of Africa and the world as a result of economic transformations within the continent, the increasing internationalization of education and research systems, and the expansion of academic mobility. Outside Europe and North America, other knowledge-building frameworks are emerging in Eastern Europe, Asia and South America, whilst in Africa of new generations of researchers and teachers are being trained according to so-called international professional principles. Additionally, top research centres, similar to those in South Africa, Tunisia or Egypt, and flourishing and more and more elaborate mechanisms of structuring networks of knowledge are emerging, such as the 'Ateliers de la pensée' workshops, the first edition of which was held in Dakar and in Saint-Louis, Senegal from 28-31 October 2016:
- [...] This therefore implies [...] resuming the theoretical initiative and taking a wider look at the realities of the African continent and future perspectives, from one specific standpoint: Africa (Mbembe and Sarr, 2017).
- 18 It is becoming important to take stock of the actual capacities as they exist on the ground and elsewhere such as: teaching and research institutions, statistics from committed professionals, research activities undertaken with public and private funding, professional organisations, publishing, promotional and communication material, new methods of professionalisation, openness and interest in other parts of the world, connections between on-site and diaspora-fuelled resources, research subjects and knowledge and know-how that unfurl.
- 19 In an expanding context of internationalization, taking into account academic mobility, particularly in Africa, makes it possible to question both education, research and emigration/immigration policies. States in the North seem to have taken a lead in this area by facilitating, to a certain extent, the movement of students and foreign researchers; apart from South Africa, few countries on the continent are aware of this issue. Indeed, training-teaching-research and migration policies should be considered together, as they have mutually reinforcing components. To train their academics and researchers, structure and strengthen their scientific communities, and to foster scientific exchanges between countries, and between educational and research institutions, African countries can afford to think boldly about which movements should be developed, not only between themselves, but between the continent and other regions of the world (in the North as in the South). This can be achieved through mobility incentives, facilitation mechanisms for training, research or even installation as witnessed by the various initiatives that have been made in South Africa.
- 20 The drive to gain a better grasp of this matter should tackle the overall question of financing for research and education and training systems, because the dynamics caused by academic mobility, for example the emergence of a diasporic African academic elite, are not sufficient for the development of a strictly comprehensive reflection or self-sufficient scientific practice in Africa. States allocate little resources to universities or to the rare institutions that are solely dedicated to research; one of the results of such a state of affairs is that the continent has suffered greatly from the effects caused by the amplification of what has been called 'Mode 2' of scientific production on Africa and its numerous diasporic connections (Gibbons *et al.*, 1994): that is to say that professional practice is guided by demand and opportunity; research is often undertaken within the framework of projects with combined funding, in particular from private donors. These are solid international collaborations backed by

substantial resources raised within the framework of large calls for proposals such as those of the European Union which funds research, first-hand, in several African countries; the results of this kind of research are often of immediate application because they respond to specific requests from actors established in other spheres. This special report therefore calls for the development of a research agenda around these questions.

*We would like to thank the peer-reviewed journal Revue d'anthropologie des connaissances (RAC) which has supported us with this special report since its presentation at the Sixth Edition of the European Conference on African Studies on 10 July 2015 in Paris until its completion. Special thanks also go to Joëlle Le Marec for her availability, advice and kindness.*

---

## BIBLIOGRAPHY

- Adams, A. (1968). *The Brain drain*. New York: The Macmillan Company.
- Amougou, E. (1998). *Étudiants d'Afrique noire en France. Une jeunesse sacrifiée ?* Paris : L'Harmattan.
- Blum, F. (2016). Ce que les indépendances firent à la FEANF : des étudiants en diaspora face à leurs États. In F. Blum, P. Guidi, O. Rillon (dir.) *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968* (pp. 265-278). Paris : Publications de la Sorbonne.
- Dedieu, J.-P. (2003). Les élites africaines, enjeu de la diplomatie des États-Unis. *Politique étrangère*, 68(1), 199-131.
- Dia, H. (2014). L'Afrique qualifiée dans la mondialisation. *Hommes et migrations*, 1307.
- Dieng, A.A. (2011). *Mémoires d'un étudiant africain. De l'école régionale de Diourbel à l'université de Paris (1945-1960)*. Dakar : CODESRIA.
- Dumoulin Kervran, D., Kleiche-Dray, M., Quet, M. (2017). Les STS ont-elles un Sud ? Penser les sciences dans/avec les Suds. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 11(3). 423-454.
- Eyebihi, E. (2011a). L'alignement de l'enseignement supérieur ouest-africain : la construction des savoirs entre intranéité et extranéité. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, hors série, 3, 43-59.
- Eyebihi, E., Mazella, S. (2014). Observer les mobilités étudiantes Sud-Sud dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 13, 7-24.
- Gaillard, J., Gaillard, A.M. (1998). *International migration of the highly qualified: A bibliographic and conceptual itinerary*. New York: Centre for Migration Studies.
- Gaillard, A.M., Canesse, A.A., Gaillard, J., Arvanitis, R. (2013). Euro-Mediterranean Science and Technology Collaborations: a Questionnaire Survey. In C. Morini, R. Rodriguez, R. Arvanitis, R. Chaabouni (Eds.), *Moving to the future in the Euro-Mediterranean Research and Innovation partnership - The experience of the MIRA project* (pp. 79-102). Bari & Paris: Options Méditerranéennes (Series B - Studies and research), CIHEAM.

- Gaillard, J., Gaillard, A.M., Arvanitis, R. (2013). Determining Factors of International Collaboration in Science & Technology: results of a questionnaire survey. In J. Gaillard, R. Arvanitis (Eds.), *Research collaborations between Europe and Latin America. Mapping and Understanding partnership* (pp. 101-150). Paris: Éditions des Archives contemporaines.
- Gaillard, J., Gaillard, A.M., Krishna, V.V. (2015). Return From Migration and Circulation of Highly Educated People: The Never-ending Brain Drain. *Science, Technology & Society*, 20(3), 269-278.
- Gibbons, M., Limoges, C., Nowotny, H., Schwartzman, S., Scott, P., Trow, M. (1994). *The new production of knowledge: the dynamics of science and research in contemporary societies*. London : Sage.
- Guèye, A. (2001). *Les intellectuels africains en France*. Paris : L'Harmattan.
- Guèye, A. (2011). Quelques réflexions sur la contribution des chercheurs africains expatriés à la recherche en sciences humaines et sociales en Afrique. In M. Leclerc-Olive, G. Scarfo Ghellab, A.C. Wagner (Eds). *Le monde universitaire face au marché. Circulations des savoirs et pratiques des acteurs* (pp. 325-337). Paris : Karthala.
- Guèye, A. (2016). Expatriation et développement : l'investissement des universitaires africains en poste en Amérique du Nord dans le renforcement des institutions de recherche en Afrique. *Journal of African Transformation*, 1(2), 23-50.
- Guimont, F. (1998). *Les étudiants africains en France (195-1965)*. Paris : L'Harmattan.
- Katsakioris, C. (2016). Engagements politiques et mobilisations des étudiants africains en URSS (1960-1974). In F. Blum, P. Guidi, O. Rillon (Eds.) *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968* (pp. 299-313). Paris : Publications de la Sorbonne.
- Lebeau, Y. (2006). Pressions sur l'enseignement supérieur au Nord et au Sud. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 5, 273-196.
- Leclerc-Olive, M., Scarfo Ghellab, G., Wagner, A.C. (2011). *Le monde universitaire face au marché. Circulations des savoirs et pratiques des acteurs*. Paris : Karthala.
- Leclerc-Olive, M., Hily, M.A. (2016). Former des élites : mobilités des étudiants d'Afrique au nord du Sahara dans les pays de l'ex-bloc soviétique. *Revue européenne des migrations internationales*, 32(2).
- Levitt, P. (1999). Social Remittances : A Local-Level, Migration-Driven Form of Cultural Diffusion. *International Migration Review*, 32(124), 926-949.
- Losego, P., Arvanitis, R. (2008). La science dans les pays non hégémoniques. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2(3), 334-342.
- Mazella, S. (dir.) (2009). *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*. Paris : Karthala/IRMC.
- Meyer, J.-B (2003). Diasporas : concepts et pratiques. In R. Barré, V. Hernandez, J.-B. Meyer, D. Vinck (dir.), *Diasporas scientifiques/Scientific Diasporas*. Paris : Éditions de l'IRD, CD-Rom.
- Meyer, J.-B (2012). La circulation des compétences dans un monde multipolaire. Paris : Campus France, *Repères*, 11, 6 p.
- Mbembe, A., Sarr, F. (2017). *Écrire l'Afrique-monde*. Paris-Dakar : Philippe Rey/Jimsaan.
- Mbembe, A. (2017). Penser le monde à partir de l'Afrique. Questions pour aujourd'hui et demain. In A. Mbembe, F. Sarr (dir.). *Écrire l'Afrique-monde* (pp. 381-393). Paris-Dakar : Philippe Rey/Jimsaan.
- Ndiaye, J.-P (1962). *Enquête sur les étudiants noirs en France*. Paris : Réalités africaines.

- Niane, B. (1992). Le transnational, signe d'excellence. Le processus de disqualification de l'État sénégalais dans la formation des cadres. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 95, 13-15.
- Renaudat, C. (1998). *Les étudiants africains à Bordeaux*. Bordeaux : Centre d'Étude de l'Afrique noire.
- Samb, D. (2010). *L'Afrique dans le temps du monde*. Paris : L'Harmattan.
- Sall, M.Y (2009). *Al-Azhar d'Égypte, l'autre institution d'enseignement des Sénégalais. Indicateurs statistiques, contributions explicatives et base de données*. Le Caire : Éditions dar El Ittihad.
- Sall, A.S (2012). *Les mutations de l'enseignement supérieur en Afrique, le cas de l'UCAD*. Paris : L'Harmattan.
- Sy, H. (2015). *Classes moyennes et marché de l'enseignement supérieur. Aspirations et stratégies en contextes d'incertitudes*. Paris : L'Harmattan.
- Tefferra, D. (1997). Brain Drain of African Scholars and the Role of Studying in the United States. *International Higher Education*, 7.
- Touré, N. (2014). Les étudiants maliens dans l'enseignement supérieur privé au Maroc. Enjeux et stratégies de distinction sociale à l'étranger. *Hommes et migrations*, 1307, 29-36.
- United Nations (1968). Outflow of trained personnel from developing countries. Report of the Secretary General, United Nation General Assembly.
- Traoré, S. (1973). *Responsabilités historiques des étudiants africains*. Paris: Anthropos.
- Van Walrawen, K. (2016). Sawaba's Maquis in Niger and its Students in Eastern Europe, 1958-1969. In F. Blum, P. Guidi, O. Rillon (dir.), *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968* (pp. 279-297). Paris : Publications de la Sorbonne.
- Wagner, C. (2008). *The New Invisible College. Science For Development*. Washington DC: Brookings Institution Press.
- Waast, R., Gaillard, J. (2018). L'Afrique entre sciences nationales et marché international du travail scientifique. In Mina Kleiche-Dray (dir.). *Les ancrages nationaux de la science mondiale XVIIIe-XXe siècles* (pp. 67-97). Paris : IRD Éditions et Éditions des Archives contemporaines.
- Yengo, P., de Saint-Martin, M. (2017). Quelles contributions des élites « rouges » au façonnement des États postcoloniaux ? *Cahiers d'études africaines*, 57(2), 226.
- Zeleza, P. (2013). *Engagements between African Diaspora Academics in the US and Canada African Institutions of Higher Education: Perspectives from North America and Africa*. New York : Carnegie Corporation of New York.

## NOTES

1. However, it would appear to be pertinent to broaden the scope of quantification methods, for better contextualisation, by integrating other factors: Firstly, these counts only concern journals related to natural sciences in the WoS 'SCI-Extended' file and do not take into account social sciences and humanities journals; Secondly, difficulties in accessing certain journals that are closely linked to specific networks or even a total lack of contact with certain publishing houses, (meaning the interference of certain members with publishing authority in journals or at the head of certain collections: or relationships with such individuals may pave the way to publication). It is also useful to take into account the value given to a particular type of medium in a given space; for example, colleagues in French-speaking Africa mostly use books (as evidenced by numerous publications published by L'Harmattan, which has subsidiaries in several

countries). Theses have also not been included: the Association for Research on Education and Knowledge (ARES) published a study in 2015 that shows that the majority of 448 theses on education in southern countries supported by France between 1990 and 2013, were conducted by students from developing countries: 67% of these theses concerned Africa (ARES, 2015). In a work in progress, for a WoS publication, R. Arvanitis (personal communication) reports that African countries account for only 2.03% of the world's production.

2. Despite considerable work breaking down many Africanist works, images associated with Africa remain steadfast, because “[...] in many modern regimes of discourse and knowledge, the term ‘Africa’ evokes another world, almost automatically. [...] Because, at the end of the day, in their opinion, life in Africa is not a real life. [...] At the foundation of modern knowledge regimes, there is therefore an implication that humanity does not do not share a common world. With hardly anything in common, world politics (and knowledge policy on a global scale) can hardly be a policy of the like. It could only ever be a policy of difference” (Mbembe, 2017).

## AUTHORS

### HAMIDOU DIA

Sociologist at the Institute for Research for Development (IRD) and is attached to the Ceped (Population and Development Center) Joint Research Unit (UMR 196, Paris Descartes University-IRD). His main area of interest lies in movements, migrations, and academic mobility in a comparative perspective between West Africa, Europe, and North America. He is currently developing research around the renewal of academic training centers in the CAMES area (African and Malagasy Council for Higher Education). He is currently working in Senegal for the Interdisciplinary Research Group on Education and Knowledge (GIRES) of the Faculty of Sciences and Techniques of Education and Training (FASTEF) at Cheikh Anta Diop University, Dakar.

Permanent address: Centre Population et Développement, Université Paris Descartes and IRD, 45, rue des Saints-Pères, FR-75006 Paris (France).

Current address: Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'éducation et les savoirs, Cheikh Anta Diop University, Dakar, Boulevard Habib Bourguiba, BP 50 36, Dakar-Fann (Senegal)

Email: hamidou.dia[at]ird.fr

### LUC NGWÉ

Political scientist with a doctorate from Paris Nanterre University. His main interest lies in the transformations of higher education in relation to changes in societies and academic mobility. He is the author of several publications on these topics. He is currently coordinating research on vocational education in Cameroon. He is an independent researcher attached to various research groups, including the Interdisciplinary Africa-World Network (RIAM) of the House Foundation of Human Sciences (FMSH), the Research Association for Education and Knowledge (AREAS) at the IRD-CEPED, and the Social Science Research Association of Cameroon (Arscam).

Address: Association pour la Recherche sur l'Éducation et les Savoirs (ARES), Ceped-IRD, 45 rue

des Saint-Pères, FR-75006 Paris (France)

Email: lngwe2002[at]yahoo.fr



## La circulación de los docentes e investigadores africanos

Controversias, prácticas y políticas

*The movement of African teachers and researchers. Controversies, practices and policies*

*Les circulations des enseignants et chercheurs africains. Controverses, pratiques et politiques*

Hamidou Dia y Luc Ngwé

---



### Edición electrónica

URL: <https://journals.openedition.org/rac/494>

DOI: 10.3917/rac.041.0541

ISSN: 1760-5393

### Este artículo es una traducción de:

Les circulations des enseignants et chercheurs africains - URL : <https://journals.openedition.org/rac/276> [fr]

### Otras traducciones del artículo:

The movement of african teachers and researchers - URL : <https://journals.openedition.org/rac/279> [en]

### Editor

Société d'Anthropologie des Connaissances

### Referencia electrónica

Hamidou Dia y Luc Ngwé, «La circulación de los docentes e investigadores africanos », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En línea], 12-4 | 2018, Publicado el 31 diciembre 2018, consultado el 08 noviembre 2023. URL: <http://journals.openedition.org/rac/494> ; DOI: <https://doi.org/10.3917/rac.041.0541>

---

Este documento fue generado automáticamente el 16 de febrero de 2023.



Únicamente el texto se puede utilizar bajo licencia CC BY-NC-ND 4.0. Salvo indicación contraria, los demás elementos (ilustraciones, archivos adicionales importados) son "Todos los derechos reservados".

---

# La circulación de los docentes e investigadores africanos

Controversias, prácticas y políticas

*The movement of African teachers and researchers. Controversies, practices and policies*

*Les circulations des enseignants et chercheurs africains. Controverses, pratiques et politiques*

Hamidou Dia y Luc Ngwé

---

- 1 Este dossier busca llenar un vacío en el campo de los estudios sobre las movilidades académicas. En efecto, un interés constante por las migraciones de los estudiantes africanos hacia otras regiones del mundo se ha desarrollado desde el acceso a la soberanía internacional de la mayoría de los Estados de dicho continente. Estos trabajos han destacado el compromiso de los grupos representantes de una élite educada en la elaboración de políticas de emancipación económica, cultural y social con sus países de origen (Ndiaye, 1962; Dieng, 2011). Dichas investigaciones han permitido también mostrar las dinámicas de las transformaciones de este sector de la juventud, siempre ávido por formarse en el extranjero, evidenciando particularmente la evolución de las características sociológicas, demográficas y económicas de los perfiles que lo componen, los fenómenos de diferenciación de las trayectorias que pueden observarse en el seno del mismo sector, las inversiones plurales que dicha movilidad significa tanto en los países de acogida como de los que parten, las dificultades que algunos de ellos pueden confrontar al valorizar sus diplomas, sus calificaciones, sus competencias y los vínculos de alteridad que son puestos a prueba en los espacios en los cuáles prosiguen sus estudios, generalmente instituciones universitarias de grandes ciudades europeas (Niane, 1992; Guimont, 1997; Renaudat, 1998; Amougou, 1998). Nuevas investigaciones han actualizado más recientemente las dinámicas multipolares de la continuidad de los aprendizajes en el extranjero de los estudiantes provenientes del continente africano. Destinos que fueron por un largo tiempo invisibles a los estudios dominantes suscitan ahora el interés de los investigadores, como por ejemplo los países árabes o incluso

aquéllos de la ex unión de los países de las repúblicas socialistas soviéticas (Sall, 2009; Dia, 2014; Leclerc-Olive y Hily, 2016; Touré, 2014; Yengo y de Saint-Martin, 2017). Otros investigadores cuestionan las consecuencias de las nuevas dinámicas de las movilidades entre países del Sur, en particular las de aquellos países africanos que han promovido el desarrollo y las transformaciones de la educación superior desde hace más de una década: renovación y ampliación del mapa universitario, estructuración de espacios universitarios regionales, emergencia y florecimiento de instituciones universitarias privadas, establecimiento de alianzas con instituciones de educación superior del Norte que se desarrollan en un plano internacional, entre otras (Lebeau, 2006 ; Mazella, 2009 ; Eyebihi, 2011a ; Sall, 2012 ; Gomis, 2013 ; Eyebihi y Mazella, 2014 ; Sy, 2015 ). Las evoluciones en curso permiten abrir nuevas perspectivas históricas que cruzan organizaciones, movilidades de estudiantes y situaciones/hechos socio-políticos sobre el continente, como por ejemplo las situaciones de movilización, contestación y las luchas armadas (Blum, 2016; Katsakioris, 2016; Van Walrawen, 2016).

- 2 Este dossier prosigue en consecuencia la reflexión sobre los diplomados africanos y/o afro-diasporados (es decir, africanos establecidos fuera del continente), que sean detentores o no de la nacionalidad de los países donde residen o entre los cuales circulan, pero observando esta vez a los docentes, a los investigadores establecidos o a los jóvenes investigadores (nivel doctoral o post-doctoral). ¿Por qué? Podemos constatar en un primer momento la debilidad de los trabajos sobre esta población, más allá de ciertas investigaciones pioneras (Guèye, 2001; Dedieu, 2003; Teferra, 1997; Zeleza, 2013). Por otra parte, la estructuración de un mercado mundial de las competencias científicas es hoy en día ampliamente admitido; las personas altamente calificadas, es decir, aquéllas que responden “al nivel 5 y + de la norma CITE, lo que corresponde a un nivel de diploma de 3<sup>er</sup> ciclo universitario (o post-graduado) y más” (Waast y Gaillard, 2018) desarrollan la capacidad de moverse entre diferentes sistemas de formación y de investigación y entre diferentes continentes. Son favorables hacia una apertura de reclutamiento cada vez más grande de profesionales venidos de otros lugares en ciertos contextos universitarios a la vez en África (es el caso por ejemplo, de África del Sur) o de otras partes (América del Norte constituye la referencia en la materia). Al mismo tiempo, estos académicos son provenientes de países “no hegemónicos” en materia de ciencia (Losego y Arvantis, 2008), es decir, son parte de los dominados en la división internacional del trabajo científico y no disponen de los instrumentos financieros necesarios para actuar sobre las grandes tendencias de la producción de saberes del mundo. Estos países disponen no obstante de márgenes de maniobra a escala internacional para actuar a la vez sobre sus propias producciones de conocimientos, sobre su elección de los temas y sobre la de los asociados con los que trabajan. En el caso africano, la situación viene de ser objetivada; sobre la base de un indicador, el número de artículos científicos publicados anualmente en Web of Science (WoS), Waast y Gaillard afirman que África representa alrededor de 1,8% de la producción científica mundial (Waast y Gaillard, 2018)<sup>1</sup>. Esta situación ligada a los escasos medios atribuidos por la mayoría de los Estados a la investigación, del orden del 0,2 al 0,3% de sus riquezas nacionales, es equivalente a diez veces menos en proporción a los países desarrollados. Lo anterior en consecuencia tampoco favorece la inversión ni se traduce en el cuestionamiento del orden de las cosas. Se admite a pesar de todo que la situación económica, política, social y cultural del África contemporánea requiere no solamente la producción de saberes y de conocimientos para su comprensión, sino que

también la construcción de otro devenir que dé cuenta de la expresión de un *Renacimiento africano* que conoce un cierto éxito en el continente:

(...) si el “Renacimiento africano” es entendido, brevemente, como la capacidad de África, a partir de su propia historia y vigor histórico, de adaptarse a los desafíos de los tiempos actuales, de insertarse en el concierto de las civilizaciones, y en definitiva de vencer el sub-desarrollo, no cabe duda que debe tender a volver hacia una sociedad del saber, que ha practicado durante numerosos episodios de su historia regional, del Egipto antiguo en el corazón del Imperio Songhaï hasta Borno (Samb, 2010: 73).

La legítima pregunta que puede emerger a partir de la toma de conciencia de dicha situación es entonces la siguiente: en un contexto de internacionalización de la educación superior y de la investigación, ¿qué tipo de compromiso en torno al continente desarrollan los profesionales de la producción de saberes africanos y afro-diasporados que participan del mercado laboral mundializado, y en consecuencia cuál es su aporte a la ciencia y a los contextos académicos en los cuales se posicionan?

- 3 Estos tres elementos (el poco interés de los investigadores por la circulación de los docentes e investigadores africanos, la estructuración de un mercado mundial de las competencias, la situación particular de los saberes en África cruzada con el imperativo de construir otro devenir para África en el mundo<sup>2</sup>, y hacer de la ciencia una ciencia verdaderamente mundial, es decir, ocupada de los aportes de todos a la inteligibilidad de lo humano en todos sus componentes), permiten construir una combinatoria capaz de superar los términos en los cuales se han planteado los debates sobre la circulación de los docentes y/o investigadores africanos. En efecto, existe un discurso en el seno mismo del espacio académico, desde principios de los años 1960, según el cual la partida de los científicos fuera del continente constituye una enorme pérdida para los países: mientras un personal altamente calificado habría sido útil al desarrollo de África de manera general, la mencionada pérdida crearía las condiciones de un declive continuo hipotecando el cotidiano del continente cada día un poco más. De hecho, los que parten son considerados unos fugitivos, individuos que desertaron de sus responsabilidades históricas (Adams, 1968; Traoré, 1973). Dicho estado de las cosas se popularizó en la literatura por medio de la expresión “fuga de cerebros”<sup>3</sup>, como lo define la Organización de las Naciones Unidas: “(...) un movimiento en un sentido, o un éxodo, que solo se refiere a oleadas migratorias desde los países en desarrollo a los países desarrollados y que solo beneficia a los países industrializados” (Naciones Unidas, 1968). Esta postura sustenta a la ideología desarrollista que está atrapada en los vínculos de dominación y que regenta la naturaleza de las relaciones (cooperación y desarrollo) así como el sentido de los movimientos: estos últimos solo serían legítimos en el sentido Norte-Sur, porque la necesidad de asistencia, de ayuda o de colaboración solamente se expresaría en este sentido.
- 4 Una de las expectativas fuertes de este posicionamiento intelectual era la espera y la exigencia del regreso de los afectados a la situación de partida: los universitarios deben quedarse en sus respectivos países o retornar si son formados en el extranjero, en la medida que los países solamente podrán salir de su estado si cuentan, como mínimo, con la movilización de dichas personas altamente calificadas.
- 5 Esta tesis conoce nuevas inflexiones hacia finales de los años 1980 y a principios de los años 1990 en el marco del regreso de los científicos de la diáspora a sus países. Se implican en los sistemas de formación y de investigación y en la estructuración de

redes permitiendo relacionar universitarios e investigadores establecidos en el extranjero con los pares que se quedaron en casa (Gaillard, Gaillard y Krishna, 2015).

- 6 El otro gran tema que estructura los intercambios y los debates en torno a las movilidades se refiere a la capacidad de las personas altamente calificadas a comprometerse plenamente en las comunidades profesionales especializadas y en los sectores económicos donde se insertan, pero permaneciendo ligados a sus países de origen gracias a una multiplicidad de iniciativas en sus campos de actividades que no son solamente científicas, sino que también políticas, religiosas, sociales y económicas; se trata de la opción-diáspora: se admite que la ciencia se ha mundializado, pero que al mismo tiempo los investigadores pueden sentirse ligados a comunidades y a desafíos nacionales, independiente del lugar donde ejerzan su oficio, ya sea en el Norte o en el Sur (Meyer, 2003; Guèye, 2011; Guèye, 2016). En este caso, la apuesta sobre la eficiencia de las nuevas tecnologías de información y comunicación es importante. Podemos esperar de hecho repercusiones para los Estados de partida en materia de transferencia de tecnología, de remesas de dinero, de estructuración de redes políticas. Pasamos de la *fuga de cerebros* a la *captación de cerebros*. Dichas manifestaciones pueden remitir a lo que un especialista de los estudios sobre las migraciones llama las *remesas sociales*: “Las remesas sociales son las ideas, comportamientos, identidades y capital social que fluye desde el anfitrión hasta las comunidades de los países de origen” (Levitt, 1999: 926-949). No obstante, esta opción-diáspora es en sí misma muy discutida; sería portadora de una contradicción entre dos anclajes aparentemente irreductibles (en la ciencia por una parte; en el origen o la nación por otra):

(...) La opción-diáspora de la CyT se basa en un concepto con una contradicción interna: la universalidad de la ciencia versus el sentimiento de lealtad de los científicos expatriados. Estudios muestran que mientras más “científicos” se sientan los investigadores, la tendencia a preferir contacto con pares profesionales es mayor, priorizándola al contacto con colegas conciudadanos (Gaillard, Gaillard y Krishna, 2015: 276)

- 7 El carácter diaspórico de una red reduciría su potencial científico si se limitara a lo nacional. Por último, las diásporas CyT tendrían un débil impacto sobre las colaboraciones internacionales (Gaillard et. al, 2013; Gaillard, Gaillard y Arvantis, 2013): los grandes proyectos y programas de investigación conducidos en alianzas, principalmente con los países del Sur, no son obligatoriamente consecuencia de las diásporas.
- 8 En todos los escenarios, las dos tesis se enfrentan, por medio de diferentes casos de estudio, a la partida de investigadores de un país a otro o de una región del mundo a otra. Dicha partida es aún concebida como problemática bajo muchos aspectos. Por ejemplo, está demostrado en India que el desarrollo de una educación superior local de calidad es necesaria pero no es suficiente para evitar la *fuga de cerebros*. El Instituto Indio de Tecnología formó ingenieros en los años 1980 que se vieron forzados a emigrar para encontrar empleos acordes con sus créditos (Gaillard, Gaillard y Krishna, 2015). Existe por tanto una constatación que es bastante compartida: “el paradigma de la circulación sucede al éxodo de las competencias” (Meyer, 2012) al menos por tres razones: la investigación se generaliza un poco en todas partes debido a la emergencia de un espacio científico cada vez más complejo que sacude la hegemonía de la triada Europa-América del Norte-Japón y que conlleva la conformación de re-equilibrios tanto entre países como entre ciudades de un mismo territorio; luego, el desarrollo de potentes colaboraciones científicas y tecnológicas nacionales e internacionales –estas

actividades se caracterizan por la transnacionalización y la privatización (es decir, que pueden resultar de iniciativas de investigadores que no son necesariamente mandatadas por sus filiaciones institucionales) al punto que ciertas de dichas actividades pudieron pensar en el desarrollo de “nuevos colegas invisibles” tomando la forma de grandes redes internacionales (Wagner, 2008); finalmente, los poderosos sistemas de docencia y de investigación elaboran políticas que son a la vez de retorno y de atracción de profesionales de alto nivel –por ejemplo, los Estados Unidos son reputados desde hace décadas por la captación de estos recursos y África del Sur ofrece desde 2013 permisos de trabajo de una duración de siete años y recluta estudiantes extranjeros formados localmente.

- 9 Este dossier aporta nuevos enfoques sobre estas controversias científicas a la luz de nuevos estudios basados en los universos afro-diaspóricos. Uno de sus mayores aportes es mostrar el *compromiso* de los investigadores y docentes africanos instalados allende ante instituciones universitarias y de investigación del continente. Contribuyen a la vida académica local gracias a una pluralidad de iniciativas (co-concepción de proyectos y programas de investigación, co-publicación, co-organización de eventos científicos de gran envergadura, co-formación, puesta a disposición de información, etc.). Lo anterior es atestado por los relatos de colegas instalados en África que constituyen lo esencial del material analizado y puesto en perspectiva por Abdoulaye Guèye. Por medio del estudio de cuatro países africanos (África del Sur, Ghana, República del Níger y Nigeria), Abdoulaye Guèye muestra que estas intervenciones tienen efecto sobre las carreras y las dinámicas institucionales in situ y que cuestionan profundamente la tesis de una pérdida neta para el continente causada por la implicación de profesionales africanos en las esferas académicas occidentales. Este compromiso evidencia un “mandato ético-ideológico” que según Abdoulaye Guèye es teorizado y practicado por una parte de la *intelligentsia* africana desde la época colonial. Estaríamos lejos en consecuencia de la deserción intelectual y política; la movilidad se reformula de otra forma, no siendo necesaria la presencia definitiva o de largo plazo in situ.
- 10 No obstante, los africanos que circulan en los distintos contextos académicos no constituyen un grupo homogéneo y compacto. Sus componentes no comparten las mismas características y no tendrían las mismas motivaciones. Al contrario, los repertorios de acción por África revelan *jerarquías*, fenómenos de *selección* e incluso *inequidades* hasta ahora poco visualizadas por los trabajos conocidos. El artículo de Abdoulaye Guèye muestra, cómo en muchos contextos y situaciones, que el dinero compra el dinero; los académicos africanos instalados en los países del Norte eligen colaborar con los colegas residentes del África dotados de altos grados según los estándares universitarios, o bien cuando ejercen responsabilidades administrativas. Estas inequidades en el acceso a las movidades empapan también otras disciplinas. Hilaire Pokam explica que en Camerún, los universitarios provenientes de las ciencias naturales y exactas se desplazan más internacionalmente que aquéllos provenientes de las ciencias humanas y sociales. De igual manera, en el caso de Algeria analizado por Tristan Leperlier, los sociólogos sacan un mejor partido de las circunstancias que los literarios por estar mejor implicados en los proyectos colaborativos internacionales y por su mejor práctica del inglés, lo cual les abre también otras perspectivas.
- 11 La circulación de docentes e investigadores africanos sacude los clivajes establecidos. Lionel y Beverly Thaver dan cifras estadísticas interesantes sobre la composición de los

efectivos africanos venidos de fuera de África del Sur. En 2014 representaban 8% de los 50.000 docentes e investigadores con un puesto de trabajo en ese país. La mayoría de ellos, es decir 3440/4212 –lo que representaba 81,6%– eran ciudadanos de la parte anglófona de África, mientras que la cifra de francófonos era de 13% (554 profesionales). Más allá de las estadísticas, cabe destacar la emergencia de polos de movilidad de docentes e investigadores distintos al Norte, así como la apertura de la constitución de los espacios lingüísticos y políticos que son aquí señalados. Esta situación prolonga el análisis de Hilaire Pokam sobre los docentes de la universidad de Dschang en Camerún.

- 12 Las condiciones de circulación de los docentes e investigadores africanos pueden también desprenderse de las luchas propias del campo académico. Dichas luchas son también tributarias de las historias particulares de los países como lo muestra la observación de Hélène Quashie de un coloquio de jóvenes investigadores en estudios africanos (JCEA). Quashie señala que en Francia, hay saberes que son invisibilizados o simplemente ignorados o desconocidos por los franceses que integran las mismas instituciones que forman a docentes e investigadores africanos. Dichas prácticas son relativamente frecuentes, inclusive en ciertos espacios maduros académicamente. Así, para estudios de otros campos, como por ejemplo, para los estudios sociales de la ciencia o CTS: “*La indiferencia relativa de los CTS en los años 1980 y 1990 no significó por tanto la ausencia de los estudios sociales de la ciencia en los Sures*” (Dumolin Kervran, Kleiche-Dray y Quet, 2017).
- 13 Las circulaciones de los docentes e investigadores africanos en otros contextos académicos pueden ofrecer la ocasión de una *renovación de los objetos, epistemologías e ideas* que prevalecen al seno de estas últimas. Es la hipótesis que realizan Lionel y Beverley Thaver cuando defienden un potencial heurístico determinado por la llegada de profesionales a África del Sur provenientes de formaciones post-coloniales africanas (anglófonas, francófonas o lusófonas), en relación con la contextualización de los saberes y del carácter situado de estos mismos. La apertura es un terreno fértil para el comparatismo. Hélène Quashie muestra todo el interés de la participación de jóvenes africanos y afro-diasporados en la organización del tercer coloquio de jóvenes investigadores en estudios africanos; abiertos a saberes disidentes producidos allende o fuera de las corrientes centrales de las teorías africanistas dominantes, combaten ideas recibidas sobre la representación de los estudios africanos, sobre las figuras de este sub-campo, sobre los financiamientos de los eventos científicos de África como objeto, sobre las dificultades de la movilidad de los investigadores africanos o sobre los prejuicios relativos al vínculo de los académicos africanos con Francia. Se oponen al cuoteo para modificar la presencia de los colegas establecidos en África, a la sofisticación de la argumentación que pueda servir como filtro para admitir un solo procedimiento de admisión para las propuestas de ponencias. Hélène Quashie llama la atención sobre una realidad: “los obstáculos se basan más en las representaciones que en los hechos”.
- 14 La organización de los sistemas de docencia universitaria y de investigación son objeto de importantes transformaciones: el carácter nacional es cada vez menos relevante bajo la óptica de las actividades económicas a gran escala. De este mismo hecho se desprende una estandarización progresiva de las prácticas de gobernanza, de la definición de los objetivos y de las carreras. Así, las reglas de funcionamientos del mercado, y en particular los principios de retorno sobre la inversión, de rentabilidad o de desempeño económico impregnan cada vez más los universos académicos (Leclerc

Olive, Scarfo Ghellab y Wagner, 2011). Se dibuja un mercado mundial de la ciencia, dominado por los países del Norte; en consecuencia, es difícil *no cruzar la cuestión de la movilidad con aquella de la dependencia* de los países africanos. Nos damos cuenta en efecto que las circulaciones no destruyen la asimetría que regenta los vínculos entre los colegas de los Sures con -a veces- los colegas del Norte. Tristan Leperlier recuerda que los algerinos deben pasar por Francia y por el francés para acceder a lo internacional, pese a la política de arabización y a la apertura a otros universos lingüísticos, en particular europeos. Hilaire Pokam muestra que la actividad científica transnacional irradia positivamente el prestigio de las universidades y de los universitarios cameruneses, su reconocimiento en los círculos profesionales gracias a una gradación ascendente en la jerarquía universitaria, así como su estatus social. La problemática de la dependencia es poco abordada en términos epistémicos; por ejemplo, ciertos algerinos prefieren privilegiar el rol político y nacional de su investigación más que la visibilidad ante las comunidades científicas y políticas extranjeras. No buscan desarrollar cueste lo que cueste actividades ligadas con lo internacional o establecer cooperaciones científicas. Es necesario reconocer que los vínculos con lo internacional son variables y dependen de factores institucionales, políticos, generacionales, lingüísticos y de género. Aun así, y sin caer en la trampa del *diferencialismo*, constatar la predominancia del Norte en la definición de los objetos científicos globales invita a enfrentar el imperativo de la investigación y del desarrollo de una autonomía en las organizaciones de los sistemas de investigación, de docencia y en la elaboración de agendas científicas inscritas en las realidades endógenas pero que traduzcan simultáneamente las preocupaciones globales traídas por los profesionales y las instituciones del continente africano: podemos pensar mundo y global desde todos los lugares.

- 15 En perspectiva y a la luz de las controversias científicas y de las conclusiones mayores de este dossier, es posible proponer nuevas pistas de investigación para empujar aún más los cuestionamientos sobre la circulación de los docentes y de los investigadores, en particular de los de África.
- 16 Parece importante debatir sobre *la reconfiguración global de la producción de saberes sobre el África* y sobre el mundo a la luz de las transformaciones económicas al seno del continente, de la internacionalización creciente de los sistemas de docencia y de investigación y de la intensificación de las movilidades académicas. Independiente de Europa y de América del Norte, otros marcos de construcción de conocimientos emergen: en Europa del Este, en Asia y en América del Sur. Al interior del África también se forman nuevas generaciones de docentes y de investigadores en función de cánones llamados a ser internacionales y que se consolidan en el mismo continente. Aún más, florecen en el continente lugares privilegiados de la investigación, como África del Sur, Túnez o incluso Egipto; modos cada vez más elaborados de estructuración de redes de saberes ven el día, como *los talleres del pensamiento* cuya primera edición se realizó en Dakar y en San Luis de Senegal del 28 al 31 Octubre de 2016:
 

(...) se trata pues (...) de retomar la iniciativa teórica y de proponer una mirada plural sobre las realidades del continente africano y sobre los futuros que éste se imagina, a partir de un lugar: África (Mbembe y Sarr, 2017).
- 17 Se hace por tanto importante recapitular sobre las *capacidades reales tal como son localmente y en otras partes*: las instituciones de docencia y de investigación, las estadísticas de los profesionales comprometidos, los financiamientos públicos y

privados de la actividad de investigación, las organizaciones profesionales, los apoyos para la publicación, para la valorización y la comunicación, los nuevos modos de profesionalización, la apertura y el interés por las otras regiones del mundo, las conexiones entre los recursos locales y diaspóricos, los objetos de investigación y los regímenes de saberes y de conocimientos que se despliegan.

- 18 En este contexto de acentuada internacionalización, la consideración de la circulación de saberes, en particular en África, permite a la vez interrogar las políticas de docencia, de investigación y de emigración/inmigración. Los Estados de más al Norte parecen estar más avanzados en la materia facilitando en cierta medida las circulaciones de los estudiantes y de los investigadores extranjeros; a parte del caso sud-africano, son raros los países del continente que hayan tomando conciencia de este desafío. En efecto, formación-docencia-investigación y políticas de migración deben pensarse como conjunto: son componentes que se alimentan mutuamente. Para la formación de sus universitarios e investigadores, para la estructuración y el refuerzo de sus comunidades científicas, para favorecer los intercambios científicos entre países, entre instituciones de docencia y de investigación, los países africanos se pueden permitir pensar de forma audaz las políticas de circulación que elaboran entre ellos, y entre el continente y las otras regiones del mundo (tanto al Norte como al Sur): con incentivos a la movilidad, con dispositivos que faciliten las estadias de formación, de investigación o incluso de instalación como lo prueban ciertas iniciativas sud-africanas que hemos mencionado.
- 19 La ambición de encontrar un nuevo enfoque sobre los saberes debería determinar la *cuestión del financiamiento de la investigación y de los sistemas de docencia y de formación de manera general*, porque las dinámicas adscritas a las circulaciones, por ejemplo, la emergencia de una élite académica africana diaspórica, no son suficientes como para desarrollar una reflexión y una práctica científica propiamente autónoma en África. Los Estados consagran pocos recursos a las universidades y a las raras instituciones específicamente dedicadas a la investigación; uno de los resultados de dicho estado de las cosas es que el continente sufre duramente *los efectos de la ampliación de lo que se ha llamado el “modo 2” de la producción científica sobre el África y sus múltiples ramas diaspóricas* (Gibbons et. al., 1994): es decir, la práctica del oficio está guiada por el encargo y por la oportunidad; la investigación se hace a menudo en el marco de proyectos que combinan numerosos financiamientos, en particular de financistas privados. Se trata de fuertes colaboraciones internacionales adscritas a recursos sustanciales levantados en el marco de convocatorias de gran envergadura, como aquellas de la Unión Europea que permiten financiar investigaciones de primera fuente en numerosos países africanos; los resultados de estas investigaciones son generalmente de aplicación inmediata ya que responden a requerimientos de actores establecidos en otras esferas. Este dossier invita en consecuencia a elaborar una agenda de investigaciones en torno a estos cuestionamientos.

*Agradecemos a la Revue d'Anthropologie des Connaissances (RAC) que nos acompañó en este dossier, desde su presentación en la sexta edición de la Conferencia europea de estudios africanos el 10 de julio de 2015 en París hasta su finalización, particularmente a Joëlle Le Marec, por su disponibilidad, sus consejos y su amabilidad.*

---

## BIBLIOGRAFÍA

- Adams, A. (1968). *The Brain drain*. New York: The Macmillan Company.
- Amougou, E. (1998). *Étudiants d'Afrique noire en France. Une jeunesse sacrifiée ?* Paris : L'Harmattan.
- Blum, F. (2016). Ce que les indépendances firent à la FEANF : des étudiants en diaspora face à leurs États. In F. Blum, P. Guidi, O. Rillon (dir.) *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968* (pp. 265-278). Paris : Publications de la Sorbonne.
- Dedieu, J.-P. (2003). Les élites africaines, enjeu de la diplomatie des États-Unis. *Politique étrangère*, 68(1), 199-131.
- Dia, H. (2014). L'Afrique qualifiée dans la mondialisation. *Hommes et migrations*, 1307.
- Dieng, A.A. (2011). *Mémoires d'un étudiant africain. De l'école régionale de Diourbel à l'université de Paris (1945-1960)*. Dakar : CODESRIA.
- Dumoulin Kervran, D., Kleiche-Dray, M., Quet, M. (2017). Les STS ont-elles un Sud ? Penser les sciences dans/avec les Suds. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 11(3). 423-454.
- Eyebihi, E. (2011a). L'alignement de l'enseignement supérieur ouest-africain : la construction des savoirs entre intranéité et extranéité. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, hors série, 3, 43-59.
- Eyebihi, E., Mazella, S. (2014). Observer les mobilités étudiantes Sud-Sud dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 13, 7-24.
- Gaillard, J., Gaillard, A.M. (1998). *International migration of the highly qualified: A bibliographic and conceptual itinerary*. New York: Centre for Migration Studies.
- Gaillard, A.M., Canesse, A.A., Gaillard, J., Arvanitis, R. (2013). Euro-Mediterranean Science and Technology Collaborations: a Questionnaire Survey. In C. Morini, R. Rodriguez, R. Arvanitis, R. Chaabouni (Eds.), *Moving to the future in the Euro-Mediterranean Research and Innovation partnership - The experience of the MIRA project* (pp. 79-102). Bari & Paris: Options Méditerranéennes (Series B - Studies and research), CIHEAM.
- Gaillard, J., Gaillard, A.M., Arvanitis, R. (2013). Determining Factors of International Collaboration in Science & Technology: results of a questionnaire survey. In J. Gaillard, R. Arvanitis (Eds.), *Research collaborations between Europe and Latin America. Mapping and Understanding partnership* (pp. 101-150). Paris: Éditions des Archives contemporaines.
- Gaillard, J., Gaillard, A.M., Krishna, V.V. (2015). Return From Migration and Circulation of Highly Educated People: The Never-ending Brain Drain. *Science, Technology & Society*, 20(3), 269-278.
- Gibbons, M., Limoges, C., Nowotny, H., Schwartzman, S., Scott, P., Trow, M. (1994). *The new production of knowledge: the dynamics of science and research in contemporary societies*. London : Sage.
- Guèye, A. (2001). *Les intellectuels africains en France*. Paris : L'Harmattan.
- Guèye, A. (2011). Quelques réflexions sur la contribution des chercheurs africains expatriés à la recherche en sciences humaines et sociales en Afrique. In M. Leclerc-Olive, G. Scarfo Ghellab, A.C. Wagner (Eds.) *Le monde universitaire face au marché. Circulations des savoirs et pratiques des acteurs* (pp. 325-337). Paris : Karthala.

- Guèye, A. (2016). Expatriation et développement : l'investissement des universitaires africains en poste en Amérique du Nord dans le renforcement des institutions de recherche en Afrique. *Journal of African Transformation*, 1(2), 23-50.
- Guimont, F. (1998). *Les étudiants africains en France (195-1965)*. Paris : L'Harmattan.
- Katsakioris, C. (2016). Engagements politiques et mobilisations des étudiants africains en URSS (1960-1974). In F. Blum, P. Guidi, O. Rillon (Eds.) *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968* (pp. 299-313). Paris : Publications de la Sorbonne.
- Lebeau, Y. (2006). Pressions sur l'enseignement supérieur au Nord et au Sud. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 5, 273-196.
- Leclerc-Olive, M., Scarfo Ghellab, G., Wagner, A.C. (2011). *Le monde universitaire face au marché. Circulations des savoirs et pratiques des acteurs*. Paris : Karthala.
- Leclerc-Olive, M., Hily, M.A. (2016). Former des élites : mobilités des étudiants d'Afrique au nord du Sahara dans les pays de l'ex-bloc soviétique. *Revue européenne des migrations internationales*, 32(2).
- Levitt, P. (1999). Social Remittances : A Local-Level, Migration-Driven Form of Cultural Diffusion. *International Migration Review*, 32(124), 926-949.
- Losego, P., Arvanitis, R. (2008). La science dans les pays non hégémoniques. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2(3), 334-342.
- Mazella, S. (dir.) (2009). *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*. Paris : Karthala/IRMC.
- Meyer, J.-B (2003). Diasporas : concepts et pratiques. In R. Barré, V. Hernandez, J.-B. Meyer, D. Vinck (dir.), *Diasporas scientifiques/Scientific Diasporas*. Paris : Éditions de l'IRD, CD-Rom.
- Meyer, J.-B (2012). La circulation des compétences dans un monde multipolaire. Paris : Campus France, *Repères*, 11, 6 p.
- Mbembe, A., Sarr, F. (2017). *Écrire l'Afrique-monde*. Paris-Dakar : Philippe Rey/Jimsaan.
- Mbembe, A. (2017). Penser le monde à partir de l'Afrique. Questions pour aujourd'hui et demain. In A. Mbembe, F. Sarr (dir.), *Écrire l'Afrique-monde* (pp. 381-393). Paris-Dakar : Philippe Rey/Jimsaan.
- Ndiaye, J.-P (1962). *Enquête sur les étudiants noirs en France*. Paris : Réalités africaines.
- Niane, B. (1992). Le transnational, signe d'excellence. Le processus de disqualification de l'État sénégalais dans la formation des cadres. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 95, 13-15.
- Renaudat, C. (1998). *Les étudiants africains à Bordeaux*. Bordeaux : Centre d'Étude de l'Afrique noire.
- Samb, D. (2010). *L'Afrique dans le temps du monde*. Paris : L'Harmattan.
- Sall, M.Y (2009). *Al-Azhar d'Égypte, l'autre institution d'enseignement des Sénégalais. Indicateurs statistiques, contributions explicatives et base de données*. Le Caire : Éditions dar El Ittihad.
- Sall, A.S (2012). *Les mutations de l'enseignement supérieur en Afrique, le cas de l'UCAD*. Paris : L'Harmattan.
- Sy, H. (2015). *Classes moyennes et marché de l'enseignement supérieur. Aspirations et stratégies en contextes d'incertitudes*. Paris : L'Harmattan.
- Tefferra, D. (1997). Brain Drain of African Scholars and the Role of Studying in the United States. *International Higher Education*, 7.

Touré, N. (2014). Les étudiants maliens dans l'enseignement supérieur privé au Maroc. Enjeux et stratégies de distinction sociale à l'étranger. *Hommes et migrations*, 1307, 29-36.

United Nations (1968). Outflow of trained personnel from developing countries. Report of the Secretary General, United Nation General Assembly.

Traoré, S. (1973). *Responsabilités historiques des étudiants africains*. Paris: Anthropos.

Van Walrawen, K. (2016). Sawaba's Maquis in Niger and its Students in Eastern Europe, 1958-1969. In F. Blum, P. Guidi, O. Rillon (dir.), *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968* (pp. 279-297). Paris : Publications de la Sorbonne.

Wagner, C. (2008). *The New Invisible College. Science For Development*. Washington DC: Brookings Institution Press.

Waast, R., Gaillard, J. (2018). L'Afrique entre sciences nationales et marché international du travail scientifique. In Mina Kleiche-Dray (dir.), *Les ancrages nationaux de la science mondiale XVIIIe-XXe siècles* (pp. 67-97). Paris : IRD Éditions et Éditions des Archives contemporaines.

Yengo, P., de Saint-Martin, M. (2017). Quelles contributions des élites « rouges » au façonnement des États postcoloniaux ? *Cahiers d'études africaines*, 57(2), 226.

Zezeza, P. (2013). *Engagements between African Diaspora Academics in the US and Canada African Institutions of Higher Education: Perspectives from North America and Africa*. New York : Carnegie Corporation of New York.

## NOTAS

1. Nos parece no obstante importante diversificar las maneras de contar, de contextualizarlas mejor, integrando numerosos factores: en primer lugar, los mencionados conteos se refieren solamente a las revistas en ciencias naturales, sin considerar a las ciencias sociales ni a las humanidades, en el archivo "Sci-Extended" de WoS; por ejemplo, las dificultades de acceso a ciertas revistas se encuentran estrechamente ligadas a las redes o a los contactos (ausentes) con ciertas casas de edición (entendemos aquí el rol de la mediación de ciertas personalidades que disponen de un poder de acción en las revistas o que están a la cabeza de ciertas colecciones: una proximidad con dichos individuos puede facilitar el camino a una publicación). Es también pertinente considerar el valor acordado a un tipo particular de apoyo en un espacio dado; los colegas en el África francófona, por ejemplo, utilizan a menudo el formato de libro (lo atestiguan las numerosas publicaciones en las ediciones L'Harmattan, que ha establecido filiales en numerosos países). Se olvidan también las tesis: la Asociación para la investigación sobre la educación (ARES) ha publicado en 2015 un estudio que muestra que sobre las 448 tesis sobre la educación en los países del Sur defendidas en Francia entre 1990 y 2013, la mayoría fue realizada por estudiantes provenientes de países en vías de desarrollo. 67% de esas tesis provenían de África (ARES, 2015). En un trabajo en curso, limitándose a publicaciones WoS, R. Arvantis (ponencia personal) señala que los países de África representan 2,03% de la producción mundial.
2. Pese al considerable trabajo de deconstrucción de numerosos trabajos africanistas, las representaciones asociadas al África permanecen tenaces, porque "(...) en numerosos regímenes modernos del discurso y del conocimiento, el término "África" evoca casi automáticamente un mundo aparte (...) Porque, a sus ojos, la vida en África no es jamás una vida en África simplemente (...) En los fundamentos de los regímenes modernos del saber, se encuentra en consecuencia el predicado según el cual la humanidad no comparte un mundo en común. Al no compartir un mundo en común, la política del mundo (y la política del saber a escala global) no

sabría ser una política de lo parecido. No podría ser sino una política de la diferencia” (Mbembe, 2017).

3. La literatura científica sobre el fenómeno de “fuga de cerebros” es impresionante. Jacques y Anne-Marie Gaillard listaron más de 1800 referencias sobre este tema entre 1954 y 1995 (Gaillard y Gaillard, 1998).

---

## AUTORES

### HAMIDOU DIA

Sociólogo en el Instituto de investigación para el desarrollo (IRD), afiliado al UMR 196 Ceped (Universidad Paris-Descartes-IRD). Se interesa por las circulaciones, las migraciones y las movilidades académicas desde una perspectiva comparada entre el África del Oeste, Europa y América del Norte. Desarrolla actualmente investigaciones sobre la renovación de los polos de formación académica en el espacio CAMES (Consejo africano y malgache para la Educación superior). Se encuentra destinado en Senegal, al seno del laboratorio Grupo Interdisciplinario de Investigación sobre la Educación y los Saberes (GIRES) de la Facultad de ciencias y técnicas de la educación y de la formación (FASTEF) de la UCAD (Universidad Cheikh Anta Diop de Dakar).

Dirección permanente: Centre Population et Développement, Paris Descartes University and IRD, 45, rue des Saints-Pères, FR-75006 Paris (France)

Dirección actual: Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'éducation et les savoirs, Cheikh Anta Diop University, Dakar, Boulevard Habib Bourguiba. BP 50 36, Dakar-Fann (Senegal)

Correo electrónico: hamidou.dia[at]ird.fr

### LUC NGWÉ

Cientista político, doctor de la Universidad Paris X Nanterre. Se interesa en las transformaciones de la educación superior vinculadas con las mutaciones de las sociedades y con las movilidades académicas. Es autor de numerosas publicaciones sobre estas temáticas. Coordina actualmente investigaciones sobre la educación profesional en Camerún. Es en la actualidad investigador independiente afiliado a distintos grupos de investigación, principalmente la Red Interdisciplinaria África-Mundo de la Fundación de la Casa de las Ciencias del Hombre (RIAM), la Asociación de Investigación para la Educación y los Saberes (ARES) en el IRD-CEPED y la Asociación de Ciencias Sociales de Camerún (Arscam).

Dirección: Association pour la Recherche sur l'Éducation et les Savoirs (ARES, Ceped-IRD, 45, rue des Saint-Pères, FR-75006 Paris (France)

Correo electrónico: lngwe2002[at]yahoo.fr



## L'engagement des universitaires africains expatriés dans l'enseignement supérieur en Afrique

*The engagement of African expatriate scholars in higher education in Africa*

*El compromiso de los académicos africanos expatriados en la educación superior en África*

**Abdoulaye Gueye**

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/280>

DOI : 10.3917/rac.041.0553

ISSN : 1760-5393

### Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

### Référence électronique

Abdoulaye Gueye, « L'engagement des universitaires africains expatriés dans l'enseignement supérieur en Afrique », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 12-4 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/280> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.041.0553>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# L'engagement des universitaires africains expatriés dans l'enseignement supérieur en Afrique

*The engagement of African expatriate scholars in higher education in Africa*

*El compromiso de los académicos africanos expatriados en la educación superior en África*

Abdoulaye Gueye

---

## Introduction

- 1 Depuis plus d'une décennie, le rapport de la diaspora africaine hautement qualifiée [DAHQ dans le reste de l'article] avec l'Afrique fait l'objet d'une attention particulière. Des ONG étrangères suivies par des gouvernements africains ont multiplié les actions et initiatives destinées à l'impliquer davantage dans l'effort de développement du continent. En 1977, le PNUD introduisait le *Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals* (TOKTEN) pour encourager le transfert des connaissances des expatriés vers leur pays d'origine. L'initiative résulte de deux postulats. Le premier étant que ce type de migration obère les chances de développement des pays de départ ; le deuxième que le transfert des connaissances de ces migrants réduirait cette perte. Le lancement du TOKTEN intervient en janvier 1985 en Afrique. Il est le fruit d'un accord signé entre le PNUD, l'Organisation de l'Unité Africaine ainsi que la Commission Économique pour l'Afrique (Logan, 1990). Il n'existe pas encore de bilan global du TOKTEN en Afrique. Toutefois, des rapports d'étude sur les résultats obtenus au Mali suggèrent un engouement pour le programme au regard du nombre croissant de demandes de missions provenant des expatriés maliens (Dembélé, 2011 ; Ouédraogo et Meite, 2011). Dans le sillage du TOKTEN s'inscrit une foule d'autres initiatives comme le *Return of Qualified Nationals* lancé par l'Office des migrations internationales à partir de 1983 au

Kenya, en Somalie et au Zimbabwe avant de s'étendre dans sa seconde phase, ouverte en 1987, au Ghana, à l'Ouganda et à la Zambie. Au cours de ces deux périodes, le programme a permis respectivement la réintégration de 535 et 619 expatriés dans leurs pays d'origine.

- 2 Plus récemment, des organisations philanthropiques privées ont mobilisé une série de stratégies en vue d'encourager la participation des universitaires africains en diaspora au fonctionnement des universités africaines. La Carnegie Corporation, par exemple, finance le programme de bourse dit Carnegie African Diaspora Fellowship dans six pays : le Ghana, le Nigeria, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et l'Afrique du Sud.
- 3 Aux efforts externes cités s'ajoutent ceux des États africains. En 2001, l'Union Africaine a voté une résolution qui reconnaît l'importance du programme « Migration for Development in Africa », une initiative inspirée du TOKTEN et introduite par l'Office des migrations internationales (Ndiaye, Melde et Ndiaye-Coïc, 2011). En 2008, la Commission de l'Union Africaine a lancé, à son tour, le programme « Initiative de santé diaspora » (*Diaspora Health Initiative*) en vue d'offrir aux professionnels africains de la santé en diaspora une plateforme où mettre à la disposition de leurs collègues du continent leurs expertises. Récemment, l'Union Africaine a décidé d'attribuer 20 sièges de son Conseil économique, social et culturel à des membres ou représentants de la diaspora africaine. Symboliques ou matérielles, ces différentes initiatives sont autant de signaux qui attestent de la volonté des « gouvernements africains de tendre la main à leur diaspora » (Plaza et Ratha, 2011, p. 32).
- 4 À la multiplication de ces initiatives fait écho l'intérêt des sciences sociales et humaines pour la problématique de l'investissement de la diaspora dans la transformation de leur pays d'origine. Depuis les années 1990 au moins, un nouveau paradigme s'est imposé dans la littérature scientifique. C'est celui de la « circulation des cerveaux » qui semble avoir définitivement détrôné le paradigme plus pessimiste de la « fuite des cerveaux » (Gaillard et Gaillard, 1999). À contrepied de l'idée selon laquelle ces cerveaux et les ressources dont ils sont dépositaires sont perdus à jamais pour leurs pays de départ, le précédent paradigme suggère qu'ils sont mobilisables au bénéfice de ces pays si tant est que leurs États sont disposés à les capter à travers une politique d'encouragement et la création d'infrastructures.
- 5 L'enseignement à tirer des initiatives ainsi que des études précédemment mentionnées est qu'il existe un besoin de diaspora (et particulièrement hautement qualifiée) dans les sociétés africaines contemporaines.
- 6 Cet article entend aller au-delà du constat de ce besoin pour s'interroger sur les réponses concrètes apportées par la diaspora. En d'autres termes, dans quelle mesure et quelle proportion la diaspora africaine répond-elle à la requête de leurs États d'origine et à l'incitation des différentes organisations transnationales ? À supposer qu'une partie de cette diaspora donne effectivement suite à une telle requête, sous quelles formes, d'une part, et sur la base de quels critères, d'autre part, s'effectue sa contribution ?

## Des recherches qui offrent une image partielle de la DAHQ

- 7 La question de la contribution de la diaspora africaine en Afrique a mobilisé une somme remarquable de travaux universitaires (Pires, Kasimir et Brhane, 1999 ; Meyer, Brown et Kaplan, 2000 ; Gueye, 2001 ; Brown, 2000, 2003 ; Teferra, 2003, 2017 ; Altbach et Teferra, 2004 ; Oberoi et Lin, 2006 ; Gupta, Patillo et Wagh, 2009 ; Clifton, 2012 ; Ozedin et Philips, 2015 ; Correa-Nunes, non daté). Deux faits essentiellement concourent à lui assurer un tel intérêt. L'un a trait à la très forte présence en Amérique du Nord de natifs de l'Afrique, titulaires d'un diplôme ou certificat d'études universitaires dont on estime le nombre à 225 930 (Zezeza, 2013, p. 4) ; l'autre à l'interdépendance supposée entre le développement du continent africain et sa capacité à mobiliser ou non sa population migrante.
- 8 Sur cette question, deux approches se sont affrontées. La première fait abstraction des structures économiques et politiques ainsi que des paramètres historiques pour réduire la migration à une conséquence de la rationalité économique, et donc le migrant à un *homo economicus* qui choisit le pays où la rémunération de son savoir-faire est plus élevée que ce qu'il peut espérer dans son pays de départ (Adams, 1968). La deuxième, plutôt structuraliste et marxiste, inscrit la migration dans la logique des rapports historiques de domination entre l'Afrique et l'Occident. Elle l'assimile à une nouvelle forme d'exploitation des pays du Sud et donc à un facteur de leur sous-développement (*Présence africaine*, 1968).
- 9 Au début des années 1990, une nouvelle approche, caractérisée par son appropriation du concept de diaspora, s'évertue à dépasser cette bipolarisation (Tölölyan, 1996 ; Clifford, 1994 ; Safran, 1991). Le migrant y est dépeint comme un acteur jouissant d'un positionnement transnational et exprimant, par conséquent, une double allégeance politique, l'une à son pays d'installation et l'autre à un foyer national dit originel auquel il reste attaché au moins émotionnellement. Cette approche interdit de réduire la migration à une mobilité unidirectionnelle à travers laquelle le pays de départ serait dépossédé d'un facteur de production au profit exclusif du pays de destination. Au contraire, la formation d'une conscience diasporique et la révolution technologique qui a considérablement contribué à la porosité de la frontière entre pays œuvreraient au renversement d'un tel scénario. Le migrant deviendrait alors un acteur direct du changement en cours dans son pays d'origine.
- 10 Dans les travaux rattachés à cette approche se manifeste cependant une acception indifférenciée de la diaspora africaine. Celle-ci serait une population uniforme sans distinction de classe, de profession et de statut juridique. Par ailleurs, l'administration des preuves de son engagement est essentiellement établie sur une base monétariste (Ratha, 2005 ; Gupta, Patillo et Wagh, 2009 ; Plaza et Ratha, 2011 ; Clifton, 2012).
- 11 À mesure que s'accroît l'attention portée à la question de la diaspora, la littérature qui s'en saisit subit à son tour une segmentation grandissante. Parmi ses segments, un en particulier sera l'objet des développements qui suivent ; il s'agit de ce sous-ensemble de travaux qui portent sur la DAHQ, un concept qui renvoie à l'élite migrante africaine dont le trait distinctif majeur est d'attester d'un niveau d'éducation élevé<sup>1</sup>.
- 12 Les études pionnières sont marquées par leur orientation théorique. Des auteurs dont Gaillard et Gaillard (1997), Meyer et Brown (1999), Meyer, Brown et Kaplan (2000), par

exemple, se sont attachés à la critique du concept de « fuite des cerveaux ». Selon eux, ce concept pêche par plusieurs insuffisances ; surtout, il véhicule une vision manichéenne de cette mobilité qui consiste à en attribuer les fruits exclusivement aux pays de destination. Ils invitent alors à l'abandon du concept de « fuite de cerveaux » au profit de « circulation des cerveaux » [*brain circulation*] ou « option diaspora ». Leur argument repose sur deux propositions. La première est qu'avec la révolution technologique, et notamment l'avènement de l'Internet, les pays d'origine disposent de l'opportunité de tirer grand profit de l'expertise de leurs « cerveaux » en diaspora. La deuxième est que ces « cerveaux » manifestent un attachement organique à leur pays d'origine par le seul fait d'en être issus.

- 13 Ce qui frappe dans ces travaux, c'est souvent la rareté des données d'analyse. Renvoyant à l'expérience de la Corée du Sud qui avait lancé, à partir des années 1960, une politique destinée à favoriser le transfert de connaissances de ses expatriés, Gaillard et Gaillard (1997) offrent comme preuve majeure l'existence d'une banque de données répertoriant les noms de chercheurs. Ils affaiblissent même leur propre thèse en reconnaissant que les résultats de cette politique étaient bien maigres. Une insatisfaction comparable résulte de la lecture des articles de Charum, Granes et Meyer (1996) ainsi que ceux de Meyer et Brown (1999), travaux qui entendent attester de la pertinence de l'« option diaspora » à travers la présentation des expériences colombienne et sud-africaine respectivement, mais ce qu'ils rapportent de l'expérience colombienne consiste essentiellement en l'existence d'un réseau nommé Caldas, dont la fondation est tributaire de l'initiative du Colcencias, une agence gouvernementale colombienne. Le réseau Caldas qui résulte d'un recensement des chercheurs colombiens partis pour la plupart se former dans des pays étrangers (dont principalement l'Allemagne) souvent par manque de programmes de deuxième et troisième cycles universitaires dans leur pays d'origine est destiné à mettre en relation ces derniers avec leurs homologues en poste en Colombie. Hormis son existence administrative, peu d'informations sont offertes sur le réseau Caldas. Ni la taille démographique du réseau, ni la nature, l'étendue et les résultats des initiatives de collaboration liant la diaspora colombienne et son pays ne sont documentés. Quant à l'« option diaspora » de l'Afrique du Sud à laquelle Meyer et Brown (1999) consacrent une étude entière, elle est aussi peu documentée. Les auteurs soulignent la création d'une liste de contacts de Sud-Africains expatriés, mais, outre l'hétérogénéité des professions dans cette liste, le contenu et la régularité des initiatives qui en dérivent sont d'autant à questionner que la liste est longtemps restée sans être mise à jour.
- 14 Dans des études postérieures, Teferra (2003, 2005), par exemple, s'attarde davantage sur les conditions structurelles de circulation de l'expertise des chercheurs africains expatriés vers l'Afrique. Il éclaire le besoin de favoriser un environnement démocratique pour le libre exercice de la pensée critique, une confiance mutuelle entre la diaspora et leurs partenaires établis en Afrique, une culture de la productivité intellectuelle sur le continent et enfin la création d'infrastructures de communication (en particulier de l'Internet) fiables.
- 15 La première observation à faire sur ces travaux est que l'impressionnisme y prévaut sur l'empirisme. Les auteurs s'alimentent essentiellement d'anecdotes et d'exemples, certes valables, mais dont ils n'indiquent nullement s'ils sont généralisables ou plutôt isolés<sup>2</sup>. La deuxième observation, liée à la première du reste, est que la présomption de

l'engagement de la diaspora se substitue à la démonstration de cet engagement à travers l'énumération, la description et l'analyse de ses formes et modalités.

- 16 L'enquête de grande envergure menée plus récemment par Zeleza (2013) inaugure l'avènement d'une approche beaucoup plus empirique de cette question. À la suite d'entretiens menés avec une centaine d'universitaires en poste aux États-Unis et au Canada, l'historien malawite a dressé une longue liste d'initiatives dont se prévalent ces derniers. Parmi les initiatives souvent mentionnées figurent la dispense de cours et séminaires dans les universités du continent ou la réforme de programmes d'enseignement. Faisant écho à la littérature précédemment analysée, Zeleza s'approprie un argument largement partagé, à savoir que les principes de l'obligation et de l'endettement vis-à-vis de l'Afrique imposeraient à cette diaspora universitaire le devoir de contribuer au changement positif du continent.
- 17 Au regard de l'état actuel de cette littérature, le débat sur l'engagement de la DAHQ reste encore ouvert pour plusieurs raisons. D'abord, les études publiées à ce jour adhèrent pour l'essentiel à une approche globaliste ou macrosociale qui dissimule les lignes de division et de hiérarchie au sein de cette entité appelée Afrique. Or l'Afrique, autant qu'un conglomérat de pays, est une entité compartimentée avec des institutions et des acteurs individuels autonomes pris dans des rapports parfois de hiérarchie, sinon d'inégalité, et identifiés par les privilèges, les distinctions ou simplement les ressources dont ils sont allocataires. Il importerait en conséquence de se demander si la distribution des ressources de la diaspora entre ces allocataires est informée par la position ou le rang de ces derniers. Ensuite, l'intervention de la DAHQ ne se décline pas sous une forme unique ou unitaire. Elle est aussi tributaire des secteurs d'activité dans lesquels sont mises à contribution les ressources de la diaspora. Enfin, la DAHQ est tout sauf une population homogène, bien que le niveau d'études élevé de ses composantes en soit le dénominateur commun. Ces acteurs exercent des professions dont ils tirent une grande partie de leurs identité et reconnaissance sociales. L'expertise acquise à travers leurs professions les prédispose à agir plus efficacement dans un secteur donné plutôt que dans un autre.
- 18 Pour les différentes raisons soulignées, une approche segmentée de la question de la contribution de la DAHQ est donc légitime. Cet article entend initier, en conséquence, un changement de perspective par rapport aux études publiées à ce jour. Ce changement se traduit dans les choix suivants :
  - L'analyse de cette dynamique dans une perspective transcontinentale, c'est-à-dire aussi bien à partir du continent africain que de l'Amérique du Nord. Un tel choix permet de réduire les risques de la mise en valeur de soi qui n'est pas à écarter puisque les expatriés sont conscients de l'importance accordée à l'idée du service de l'Afrique dans l'univers intellectuel africain à tout le moins.
  - La conception du continent africain comme une catégorie sociale dont le lien avec l'extérieur s'effectue par le biais d'intermédiaires établis en Afrique. Ces intermédiaires sont parfois des institutions, parfois des individus. Les membres de la diaspora qui affirment intervenir au bénéfice de leurs pays mentionnent toujours nommément des institutions ou des individus avec lesquels ils interagissent directement. Nous avons choisi des universitaires en Afrique comme étant des intermédiaires légitimes.
  - La focalisation sur le segment universitaire de cette diaspora. Un tel choix est informé par deux observations. La première est que l'identité professionnelle du migrant détermine aussi bien le choix de ses interlocuteurs que les formes de son intervention. Il est, en effet,

fort probable qu'un universitaire qui réponde au désir de changer positivement l'Afrique mobilise surtout l'expertise dont il est dépositaire et dans un secteur d'intervention où son utilité lui semble davantage établie. La deuxième est que les théories récentes du développement ont presque unanimement suggéré que, dans les sociétés contemporaines, le développement est devenu tributaire de la production de savoirs scientifiques. Or, s'il est une catégorie professionnelle à laquelle incombe cette tâche, c'est bien celle des universitaires parce que lui revient la responsabilité de produire directement ces savoirs ou de former ceux qui en assureront la création.

- 19 Cette approche offre l'opportunité d'éclairer des pans entiers de l'engagement de la diaspora en Afrique que les études précédentes ont invariablement occultés. Elle permettra de répondre aux questions suivantes : Sous quelles formes se manifestent les ressources qui circulent de la diaspora vers l'Afrique ? Circulent-elles dans la même proportion selon leur forme ? Les acteurs universitaires en poste en Afrique accèdent-ils au même degré au rôle d'intermédiaires récepteurs de ces ressources ? Par quels facteurs se justifierait une inégalité d'accès à ces ressources au sein de la population d'intermédiaires ? La distribution de ces ressources ainsi que les caractéristiques professionnelles de ces intermédiaires offrent-elles des preuves que les impératifs idéologiques dont rendent compte des termes tels que le « patriotisme », le « devoir national » prévalent sur des considérations purement académiques ainsi que la logique d'opération du système universitaire nord-américain en particulier ?
- 20 Deux arguments principaux innervent cet article. Le premier est que la logique du donner et du recevoir structure toute la dynamique de l'engagement de la diaspora universitaire pour l'Afrique. Cette logique participe du fonctionnement même de l'Université. Tout universitaire est redevable à des pairs sans la supervision, les suggestions critiques, les lettres de recommandations ou les enseignements desquels il n'aurait probablement jamais fait de carrière. L'université elle-même encourage cette attitude parmi ses membres, comme en atteste le principe de l'évaluation par les pairs, qui est une démarche oblique d'autant moins susceptible de générer une contrepartie de la part du bénéficiaire direct qu'elle est anonyme. En s'engageant en faveur de l'Afrique, la diaspora universitaire souscrit peut-être avant tout à un certain ethos de son milieu professionnel. Le second argument est que les types de ressources qui circulent dans un tel cadre ainsi que la fréquence de leur circulation sont déterminés par les enjeux du champ universitaire, du moins davantage que par des considérations nationalitaires. Ces enjeux, et plus particulièrement celui de la reconnaissance, se matérialisent dans les limites des contraintes matérielles qui s'imposent aux universitaires. Parmi ces contraintes figure la gestion du temps, probablement la ressource la plus convoitée parce que peut-être la plus rare dans ce milieu universitaire. Le temps est d'autant plus rare que les tâches et responsabilités de l'universitaire se sont significativement multipliées dans un contexte historique d'inflation du corps étudiantin, de diversification des programmes et de phagocytage des missions prioritaires de l'institution universitaire (soit l'enseignement et la recherche) par des problématiques sociales ou des préoccupations de marketing économique.

## Reconnaissance, désintérêt et pression collective

21 Comprendre l'investissement de la diaspora universitaire dans l'Université en Afrique, c'est indéniablement rendre raison du mode d'organisation de l'espace scientifique. Dans l'abondante littérature qui analyse cet univers, quelques arguments méritent mention en raison de leur pertinence certaine pour notre propos :

- La science est décrite comme un champ autonome avec des enjeux et des règles ou normes qui lui sont propres. La reconnaissance, semblent s'accorder plusieurs auteurs, constituerait l'un des enjeux majeurs dans ce champ. Glaser (cité par Merton, 1968), par exemple, argumente qu'elle contribue à la stabilisation de la carrière du chercheur. Ce dernier trouve un sens dans l'exercice de son activité et donc se montre d'autant plus disposé à y accroître sa contribution que le milieu lui témoigne sa reconnaissance. Hagstrom (1965) indique que la récompense matérielle des scientifiques est une mesure introduite en vue de renforcer le système même de la récompense ; ce qui, semble-t-il, contribue à encourager les chercheurs à s'investir davantage dans leur activité. L'accès à la reconnaissance suppose une internalisation de la pression collective interne. Selon Merton, cette pression est constitutive de l'organisation du champ scientifique, laquelle fonde sa raison d'être sur une espèce de déni de la finitude du savoir et de l'originalité de la production du chercheur. Ce dernier « se sent en permanence forcé de faire suivre une contribution majeure de sa part par une autre encore plus significative » (Merton 1968, p. 57). Cesserait-il d'innover qu'il se retrouverait déclassé. C'est ce mode d'organisation basée sur la performance continue que l'expression « Publier ou périr » traduit dans un langage dramatique.
  - La pression collective ainsi que la reconnaissance institutionnelle qui en dérive sont susceptibles de générer toutes sortes d'effets pervers, ce d'autant plus que le système érige la compétition en mode de fonctionnement. Pour neutraliser de tels effets, l'institution scientifique promeut la règle du désintéressement. Par celle-ci, soutient Storer (1966), s'explique la tendance des universitaires récompensés par leurs pairs à souvent exprimer une certaine humilité en face de cette récompense et à suggérer que ni la quête de l'autorité ni celle de l'influence ne les motivent, mais seulement l'amour de la recherche. Merton (1968) relève à son tour la décision de nombreux auteurs reconnus pour leur contribution intellectuelle d'en minimiser la signification et d'en attribuer l'existence plutôt à des collègues. Une sorte de réduction du mérite individuel donc qui par sa manifestation même force à se questionner sur l'intéressement des scientifiques.
- 22 À travers la cohabitation de cet enjeu et de cette règle qui semblent se contredire en apparence, le milieu scientifique se révèle être un espace traversé par la tension entre la distinction de soi et l'expression d'une solidarité. En effet, bien que le désintéressement soit prescrit comme participant de l'ethos de la profession, les chercheurs n'en sont pas moins soucieux de se distinguer au sein de leur communauté. On comprendrait difficilement sinon la lutte pour la priorité (*priority fights*), qui se déploie dans le milieu universitaire, terme forgé par Merton pour rendre compte des « conflits entre scientifiques sur la paternité de la découverte », lesquels, selon lui, « sont partie intégrante des relations entre les chercheurs » (Merton, 1957, pp. 636-637). La solidarité est aussi réelle que la distinction. Quand Babchuck *et al.* (1999) affirment que « l'activité scientifique est collective ou commune par nature [et que] [l]orsque les chercheurs ne travaillent pas ensemble, ils construisent à partir de ce que leurs prédécesseurs ont publié », c'est à une sorte de solidarité (au sens étymologique du terme, *solidum*) qu'ils font référence (Babchuck *et al.*, 1999, p. 5).

Gunawardena, Weber et Agosto se font encore plus explicites en affirmant que les « avancées scientifiques les plus marquantes sont le résultat des efforts combinés de chercheurs venant d'horizons divers » (2010, p. 210). Ce sont autant d'efforts qui dissimulent donc une démarche de collaboration. Selon Babchuck *et al.* (1999) ou James Moody (2004), cette collaboration est notamment le résultat de contraintes structurelles. Elle est devenue une option fortement prisée du fait de l'extrême spécialisation du travail universitaire. La segmentation du savoir, qui pousse à une spécialisation aiguë des chercheurs, les oblige de plus en plus à conjuguer leurs forces et moyens pour s'attaquer aux questions de recherche les plus complexes.

- 23 En dépit de leurs intérêts indéniables, les travaux précédents n'offrent pas de pistes tangibles pour trouver des réponses aux questions relatives à l'engagement de la diaspora en Afrique. Parmi ces questionnements : l'égalité d'accès des chercheurs en poste en Afrique dans le cadre de la collaboration qui se noue entre diasporas ; les types de ressources qui circulent de la diaspora vers l'Afrique ; l'échelle de leur circulation ; et leur distribution entre les universitaires locaux.
- 24 Pour mieux restituer la complexité de l'engagement de la diaspora en Afrique, il importe d'inscrire celui-ci dans une double logique :
1. Celle de l'institution universitaire suivant laquelle, comme le montre Lamont (2009), la distinction de soi est encouragée en même temps qu'est prescrit le don ou contre-don. Les chercheurs négocient ces deux impératifs dans les limites de leurs contraintes structurelles, dont la plus significative est peut-être le temps.
  2. Celle de l'« encastrement » qui impose, selon l'approche de Granovetter (1973), de comprendre les actions des agents sociaux en admettant bien évidemment qu'ils agissent rationnellement (soit selon leurs intérêts individuels) mais tout en reconnaissant par ailleurs qu'ils s'inscrivent dans des réseaux d'interaction interpersonnels où des valeurs ou règles telles que la réciprocité ou la confiance, par exemple, les pousseraient à échanger davantage avec des membres de ce réseau qu'avec des personnes extérieures à celui-ci.
- 25 Tenir compte de ces deux logiques permet de mieux rendre compte de l'échelle et des modalités de l'engagement de la diaspora universitaire dans l'Université africaine.

## Méthodologie

- 26 Cet article repose sur les données d'une enquête menée dans quatre pays de l'Afrique subsaharienne (Afrique du Sud, Ghana, Niger et Nigeria), en plus de six interviews avec des enseignants-chercheurs africains en poste au Canada ou aux États-Unis. Les pays africains mentionnés ont été choisis parce qu'ils incarnent chacun au moins une classe type d'université africaine, selon le classement de 2015-2016. L'Afrique du Sud représente la première classe avec nombre de ses établissements universitaires (University of Cape Town et University of Wits) qui caracolent au sommet de ce classement ; le Ghana, la deuxième classe à travers University of Ghana, Legon ; le Nigeria, la troisième grâce à des institutions dont l'University of Ibadan ; et enfin le Niger dans le peloton de queue.
- 27 Un questionnaire a été soumis à 102 chercheurs enseignants en sciences humaines ou sociales en poste permanent dans l'un ou l'autre de ces quatre pays. Des entretiens d'une durée moyenne de 65 minutes ont par la suite été effectués avec trente-deux d'entre eux. Le premier objectif poursuivi à travers cette démarche méthodologique est d'abord d'établir un panorama des ressources qui arrivent en Afrique de la diaspora et

de déterminer ensuite si une sélection en amont (c'est-à-dire au niveau de la diaspora) préside à la circulation de ces ressources. Les enseignants chercheurs du continent reçoivent-ils en quantité égale les différentes ressources en provenance de cette diaspora ? Lesquelles circulent en plus grande proportion et pour quelles raisons ? Le deuxième objectif consiste à dévoiler les raisons sociologiques du choix des interlocuteurs directs établis en Afrique. Ce choix relève-t-il d'une décision purement accidentelle ou s'inscrit-il dans des trajectoires de sociabilité antérieures ? Qui plus est, dans quelle mesure les rangs et statuts académiques de ses bénéficiaires éclairent-ils la logique de la circulation de ressources entre la diaspora et l'Afrique ?

## La diaspora universitaire s'engage-t-elle en Afrique ?

### Le degré d'investissement

- 28 L'investissement des universitaires en diaspora aurait légitimement pu être établi en interrogeant directement ces acteurs, mais la préférence méthodologique est allée plutôt à l'interrogation des universitaires en poste en Afrique. La raison en est que l'engagement de la diaspora est investi d'une valeur sociale élevée, en plus d'être idéologiquement prescrite, au point que la tentation de s'en prévaloir même en l'absence de toute action concrète n'est point à négliger.
- 29 Il ressort des questionnaires récoltés que le corps universitaire en Afrique bénéficie significativement de l'apport de la diaspora. À la question de savoir s'ils ont reçu directement d'un membre de cette diaspora, ne serait-ce qu'une fois et sous quelque forme, une contribution jugée pertinente pour leur carrière professionnelle, la grande majorité des chercheurs en poste en Afrique ont répondu positivement : 84 sur 102 précisément, soit 82,3 %.
- 30 À ce niveau de la recherche, au moins une série de remarques s'imposent. La première en est l'infirmité, à travers ces chiffres, de la thèse de quelques intellectuels africains nationalistes des années 1970 selon laquelle l'élite intellectuelle africaine, qui a fait le choix de s'installer hors du continent, se détache, voire se détourne, par cette décision, des dynamiques en cours en Afrique (Traoré, 1973, 1975 ; voir aussi Gueye, 2001). La deuxième est que ces données statistiques valident l'intuition des tenants de la théorie de l'« option diaspora » selon laquelle les expatriés sont des agents mobilisables au profit de leurs pays d'origine. Si l'argument de ces théoriciens, qui repose essentiellement sur l'idée de l'attachement patriotique des expatriés, est recevable, il importe cependant de le compléter pour faire la genèse de ce patriotisme.
- 31 L'attachement patriotique n'est, en fait, pas le produit de leur naissance en Afrique. Il résulte d'une injonction éthico-idéologique élaborée au sein même de la classe intellectuelle africaine, voire noire, de l'époque coloniale. Par cette injonction se sont définies des générations successives d'intellectuels ; elle a été exprimée à travers des métaphores, des concepts, des postures et des actions concrètes. Alioune Diop avait éventuellement rejeté la perspective d'embrasser la profession de vétérinaire pour fonder la revue *Présence africaine*. Ainsi entendait-il apporter « à la jeunesse d'Afrique [qui] manque d'aliment intellectuel » et inscrire son continent dans la marche vers la modernité (Diop, 1947, p. 8). Le poète, David Diop, né à Bordeaux, avait choisi d'abandonner famille et patrie de naissance pour aller mettre son énergie et son savoir-faire au service du peuple guinéen qui venait juste de voter pour l'indépendance de leur

pays<sup>3</sup>. Enfin, l'écrasante majorité des étudiants africains en France, interrogés par J.-P. Ndiaye (1962) au lendemain des indépendances, exprimaient leur impatience d'achever leur cursus universitaire pour aller contribuer à la construction de leur continent.

- 32 Cette injonction s'est imposée sans discontinuer pendant plus d'un demi-siècle. Elle tient même lieu de devoir civique à accomplir à distance pour l'intelligentsia africaine. Celle-ci, dans sa diversité, se réfère souvent à la souscription à cette injonction comme preuve de leur identité africaine (Gueye, 2001).

## Registres des formes d'initiatives engagées

- 33 Invités à expliciter les formes qu'a revêtues l'investissement des expatriés en Afrique, les répondants relèvent les suivantes : la co-rédaction d'articles scientifiques ; la co-élaboration de projet de recherche ; la co-organisation d'événements scientifiques (colloque, conférence, symposium) ; la contribution d'un article à un ouvrage collectif (y compris la préface d'un ouvrage) ; la lecture de versions préliminaires d'un texte avant publication ; l'écriture de lettres de recommandation ; l'invitation à l'étranger à titre de professeur ou chercheur ; l'invitation à un événement scientifique ; l'aide pour l'obtention de bourses de voyage aux fins de recherche ; la codirection d'étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles ; l'intervention dans des séminaires ou cours ; le don de matériels didactiques (livres, ordinateurs, projecteurs) ; l'offre d'un contrat d'assistant de recherche ; et enfin la transmission d'informations et de conseils.
- 34 Ces initiatives renferment des degrés inégaux d'oblativité et relèvent d'une pluralité de registres. Nous avons décidé de classer ces registres selon leur dimension oblativité, en nous inspirant des théories du don, qui identifient dans l'acte de donner des ambiguïtés qui en définitive transforment celui-ci en un simple acte d'échange puisque le receveur est tenu de rendre en valeur ce qu'il a reçu (Testart, 2007 ; Darmangeat, 2016). Nous avons estimé ainsi qu'une initiative renferme une dimension oblativité : a) lorsque l'universitaire en diaspora ne fait pas valoir en vue d'en tirer un gain professionnel tel qu'une promotion ou une reconnaissance académique ; b) lorsque cette initiative ne constitue pas la réciproque d'une action dont il avait bénéficié par le passé. Ces deux considérations en tête, nous avons séparé les formes de contributions mentionnées par nous enquêtés en les conceptualisant comme suit :
- 35 **a) Le partenariat symétrique** : ce concept rend compte des formes d'intervention de la diaspora qui implique la co-rédaction d'un document de travail par des chercheurs en diaspora avec des homologues établis sur le continent. La caractéristique majeure du partenariat symétrique réside dans l'égalité presque parfaite, c'est-à-dire la relation horizontale entre expatriés et continentaux, pour autant que le produit final issu de cette relation en soit le critère d'évaluation. En effet, les deux acteurs s'accordent sur le partage de la paternité de ce résultat dont ils se prévalent au même titre. Sans suggérer qu'une forme de contribution relève d'un seul registre, étant donné que les frontières entre les différents registres ne sont pas toujours nettes, il nous a paru justifié de classer les formes de contribution suivantes dans le registre du partenariat symétrique : la co-rédaction d'articles ou livres, la co-élaboration de projet de recherche, la co-organisation de colloque et la contribution à un ouvrage.
- 36 **b) L'assistance promotionnelle** regroupe l'ensemble des initiatives de la diaspora destinées à soutenir par le don de leur temps et d'autres types de ressources le développement de la carrière de collègues en poste en Afrique. Dans ce registre sont classées la rédaction

de lettres de recommandation et la lecture à titre amical de textes avant leur publication, l'invitation à l'étranger à titre de professeur, l'invitation à un colloque, l'aide pour l'obtention d'une bourse de voyage.

- 37 **c)** *Le support logistique* fait référence à la circulation unilatérale de biens et objets initialement motivée par le besoin de pallier la déficience de ressources jugées vitales pour l'exercice de la fonction d'universitaire aujourd'hui. Figure dans ce registre le don de matériels didactiques (ordinateurs, logiciels et livres)
- 38 **d)** *La co-formation professionnelle* renvoie aux initiatives plus ou moins formelles de la diaspora pour venir en renfort du corps professoral assigné à l'encadrement des étudiants chercheurs. Ce registre d'investissement se démarque des précédents par le fait qu'il bénéficie directement à deux groupes d'acteurs : d'une part, les collègues locaux qui voient leur charge de travail allégée et leurs interactions avec des chercheurs porteurs d'autres expériences de travail se renforcer ; d'autre part, les étudiants qui se forment ainsi auprès de deux catégories d'universitaires. Dans ce registre s'inscrivent la codirection d'étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles et l'intervention dans des séminaires ou cours.
- 39 **e)** *La philanthropie conditionnelle* rend compte de l'ensemble des ressources qui circulent des universitaires en diaspora vers les chercheurs locaux, mais avec une exigence de la part des premiers que les seconds se montrent dignes de leurs efforts en présentant les preuves d'un dévouement pour la recherche. La seule forme d'investissement relevée dans le cadre de notre enquête qui s'inscrive dans ce registre est l'offre d'un contrat d'assistantat de recherche. Elle a concerné seulement trois de nos interlocuteurs dont un qui est professeur de littérature dans une université nigérienne. Nous en relatons ainsi les détails dans nos notes de terrain :

Un an après la soutenance de sa thèse, Aroun [pseudonyme], jeune enseignant, a été intégré à titre d'assistant de recherche à un projet de recherche mené par un chercheur originaire du même pays que lui et en poste aux États-Unis. Cette intégration avait un seul objectif, lui donner accès à une modeste portion du budget alloué pour la réalisation de ce projet de recherche. Il reconnaît que ni ses travaux antérieurs ni son intérêt de recherche ne justifiaient cette intégration, mais il l'explique par le dynamisme dont il avait fait preuve sur le plan de la recherche alors qu'il officie dans une université où il manque parfois jusqu'aux ressources les plus élémentaires pour faire de la recherche (ouvrages et revues à jour d'abonnement par exemple). Pour l'encourager à persévérer, son concitoyen en diaspora lui avait offert ce poste d'assistant, sans exiger de lui qu'il s'investisse dans ce projet, mais en lui signifiant que le renouvellement de son contrat sera conditionné au bilan de ses publications. Ce dernier l'avait par ailleurs invité à justifier sa participation à ce projet, ce dont il s'était acquitté symboliquement en partageant des fiches de lecture.

- 40 Cette forme d'intervention procède de l'esprit du don bien qu'elle s'accompagne d'une condition posée au bénéficiaire. Il n'est pas un échange car les gains qui en résultent vont exclusivement à l'universitaire en poste en Afrique. À supposer que l'expatrié visât à tirer un bénéfice égal à son investissement (soit la part de son budget de recherche allouée à Aroun), il aurait été plus judicieux de sa part d'embaucher un assistant de recherche qui lui garantirait un rendement proportionnel à la somme dépensée.

- 41 **f) L'altruisme de civilité** est le dernier registre répertorié. Il désigne les formes d'engagement qui ne sont attachées à aucune condition ni contrepartie et emprunte des canaux informels. La transmission d'informations et de conseils en est la forme d'engagement la plus mentionnée par nos enquêtés. Son importance est à rapporter à l'inégal accès des universitaires aux informations pertinentes par rapport à la construction d'une carrière universitaire. L'obtention de bourses de recherche ou de subvention en provenance de l'étranger tout comme la construction d'un équilibre entre l'investissement dans l'enseignement, l'exécution des tâches administratives et le développement d'un calendrier de recherche personnel supposent avant tout l'accès à des sources d'informations. Or, celles-ci sont loin d'être démocratiquement partagées. La thèse selon laquelle l'Internet réduit ces inégalités est peut-être juste, mais exagérément optimiste (Teferra, 2005). D'une part, l'Internet lui-même est une ressource inégalement accessible selon que l'on réside en Afrique subsaharienne ou en Amérique du Nord ; d'autre part, la connexion à l'Internet ne constitue pas une garantie pour accéder à une information si celle-ci n'est pas préalablement définie. Taper dans un moteur de recherche tel que Google la mention « bourse de recherche » peut générer des centaines de réponses dont une quantité d'informations sans aucune pertinence pour l'utilisateur. Pour ces raisons, la relation directe avec des acteurs dépositaires de ces informations constitue un moyen plus rapide d'accéder à celles-ci. L'exemple de cet historien en poste au Nigeria illustre la pertinence de l'altruisme de civilité. En séjour aux États-Unis pour un colloque, il y avait retrouvé un ancien condisciple formé d'abord au Nigeria avant de partir effectuer un doctorat aux États-Unis où il a été finalement recruté au poste de professeur. Heureux de leurs retrouvailles, ce dernier l'avait invité à se joindre à un groupe de concitoyens qui honorait dans une suite de l'hôtel un universitaire issu de cette communauté nationale fort influent dans son milieu. Notre enquêté y avait brièvement fait la connaissance d'un chercheur africain établi aussi aux États-Unis, lequel l'avait félicité de la qualité de sa communication présentée quelques heures plus tôt. Le lendemain, « par pur hasard », selon lui, il s'était retrouvé face à ce dernier dans le hall de l'hôtel. Ayant décidé de partager une table dans le restaurant de l'hôtel pour poursuivre la conversation sur sa communication, son collègue en diaspora lui avait alors suggéré de se familiariser avec quelques théoriciens de la nation à incorporer dans sa réflexion. Une correspondance allait naître de la rencontre :

Je lui ai écrit quand je suis rentré au pays. Il a réécrit tout de suite. J'ai encore écrit peut-être deux fois après... mais sans réponse de sa part. Je dirais trois quatre mois plus tard, je reçois un email de lui. Il me dit "ça peut t'intéresser". C'était une annonce de bourse offerte par la Fondation Humboldt. J'ai soumis une candidature. Environ deux mois plus tard, cette fondation m'annonce que je suis l'un de leurs nouveaux boursiers. Je n'avais jamais entendu parler de Humboldt avant cet email.

- 42 La diversité de ces régimes d'intervention mérite une attention plus poussée. Elle soulève deux questions : dans quelle proportion sont mobilisées individuellement les formes d'initiatives qui lient les universitaires en poste en Afrique à ceux de la diaspora ? Comment se distribuent ces initiatives entre les universitaires exerçant sur le continent ?

## Les initiatives de prédilection

43 Nous pourrions rendre tout le sens de cette section en affirmant que certaines initiatives de la diaspora sont mobilisées plus chichement que d'autres. Pour mesurer le niveau de mobilisation de chacune d'entre elles, nous avons demandé à nos enquêtés d'énumérer le nombre de fois où ils en ont bénéficié au cours des dix dernières années. Le tableau ci-dessous établit la signification statistique de chacune de ces initiatives. Il est à noter que le nombre total d'occurrences mentionnées dépasse la population d'enquêtés. La raison en est qu'un interviewé pouvait citer plus d'une fois la même forme d'engagement parce que de plusieurs collègues en diaspora il avait obtenu la même ressource.

Tableau 1. Distribution statistique des initiatives

Co-rédaction d'articles et de livres	28
Projet de recherche collective	14
Co-organisation colloque/conférence/atelier	1
Contribution à ouvrage (préface de livres comprise)	7
Critique amicale de textes avant soumission	18
Lettre de recommandation pour bourses ou autres	11
Invitation comme professeur étranger hors d'Afrique	12
Invitation personnelle à un colloque/conférence avec prise en charge	4
Aide pour l'obtention de bourse de voyage aux fins de recherche	2
Participation à la codirection d'étudiants	10
Animation de séminaires et cours	2
Don de matériels didactiques (livres, ordinateurs, etc.)	18
Embauche en échange d'une rémunération	1
Transmission d'informations	6
<b>TOTAL</b>	<b>134</b>

44 Le réarrangement de ce tableau à la lumière des registres précédemment répertoriés donne les résultats suivants : 50 cas d'échanges mentionnés sur les 134 (soit 37,3 %) ressortissent au *partenariat symétrique* ; 47 à l'*assistance promotionnelle* (35 %) ; 12 à la *co-formation* (8,9 %) ; 18 au *support didactique* (13,4 %) ; 6 à l'*altruisme de civilité* (4,4 %) et enfin un à la *philanthropie conditionnelle* (0,7 %).

- 45 Ces chiffres appellent deux remarques. La première, plus évidente, a trait à l'inégale mobilisation des ressources qui circulent vers l'Afrique de la diaspora. Cette inégalité serait-elle le fait du simple hasard ? Serait-elle sans signification sociologique aucune ? Bien que méritoire, l'étude de Zeleza (2013) semble la banaliser en faisant l'économie de la classification et du classement des initiatives de la diaspora. Pourtant, cette distribution en dit long sur l'influence de l'oblativité dans la démarche de la diaspora. En effet, la prédominance du *partenariat symétrique* relativise l'idée que cette diaspora agirait par pure et unique volonté de faire bénéficier à l'Afrique (à travers leurs collègues du continent) de leurs propres ressources et expertise sans en attendre une contrepartie exigible ou exigée pour reprendre les deux terminologies de Darmangeat (2016). Au contraire, leurs propres initiatives leur bénéficient tout autant qu'elles profitent à ces collègues. Tant la co-publication d'articles que la contribution à un ouvrage collectif, pour citer deux formes d'initiatives qui se classent dans ce registre, participent à la promotion académique des deux partenaires ; elles figurent sur un CV, lequel est probablement le document de référence le plus institutionnalisé pour l'évaluation de la performance d'un universitaire.
- 46 L'esprit de ces initiatives qui se rapportent davantage à un échange qu'à un don non exigible est à appréhender aussi par rapport à la culture universitaire dont la diaspora est partie intégrante. En effet, ces initiatives sont largement déterminées par l'impératif de la distinction académique couplée au productivisme que la formule « Publier ou Périr (*Publish or Perish*) » résume dans le milieu universitaire (Merton, 1957). Ce qu'accomplit le *partenariat symétrique* est en fait la conciliation d'une posture oblativité et la préservation par les universitaires de leurs intérêts professionnels. L'oblativité – ou oblacion selon les terminologies affectées<sup>4</sup> – ne signifie pas l'absence totale de répercussions positives sur soi des actes que l'on a posés au bénéfice d'autrui. C'est une propension à se donner à autrui, à agir en priorité et intentionnellement pour le bien-être de celui-ci. Il est possible d'affirmer que les expatriés sont dans une démarche oblativité lorsqu'ils intègrent des chercheurs du continent à des projets de recherche qu'ils ont eux-mêmes initiés et pour lesquels leurs choix auraient pu porter sur des universitaires non africains sans que les résultats attendus de ces projets ne risquent de s'en trouver altérés.
- 47 La prédominance du *partenariat symétrique*, qui devient d'autant plus évidente qu'on le compare avec d'autres registres tels que le *support didactique* ou la *philanthropie conditionnelle*, doit aussi être analysée en référence au temps. En effet, la caractéristique du temps est qu'elle constitue une ressource d'une extrême rareté dans le milieu universitaire. Alors que nombre d'auteurs dont Beaver et Rosen (1978) ont expliqué la tendance accrue à la collaboration par l'extrême spécialisation disciplinaire, une analyse plus structurelle de cette institution force à prendre en considération la rareté du temps. En effet, en même temps que la pression pour la performance en matière de publication se renforce, les universitaires n'ont peut-être jamais été autant confrontés qu'aujourd'hui à la multiplication de tâches qui rognent particulièrement sur le temps qu'ils auraient dû consacrer à la consolidation de leur productivité académique. L'entretien suivant avec une anthropologue d'origine africaine en poste dans une prestigieuse université américaine restitue tout le rapport au temps au sein de cette profession :
- Il y a des périodes de l'année où, sur deux mois, voire un peu plus de deux mois, nous sommes obligés de sortir du lit à 5 :00 pour nous mettre au travail au plus tard à 5 :30. Nous lisons et corrigeons les travaux parce que c'est la période où les

étudiants commencent à accélérer la cadence parce qu'ils savent que le dépôt des thèses approche. Selon nos obligations de la journée, nous suspendons la correction le plus tard possible pour aller à une réunion de comité ou pour enseigner. On revient de ces activités et on se remet à la correction jusqu'à 23 :00 voire minuit. Il n'y a que les moments de repas qui nous en éloignent et parfois même, si nous sommes seuls, nous mangeons en lisant des travaux. Notre propre agenda de recherche, il nous faut l'oublier pour un bon temps. On a à peine le luxe de corriger les épreuves d'un article pendant cette période de folie.

- 48 Face à la raréfaction du temps, les expatriés ont davantage intérêt à recourir à des initiatives qui leur permettent de se rendre utiles à l'Afrique tout en renforçant leur place au sein leurs propres institutions. Dans une telle perspective, le *partenariat symétrique* s'avère stratégiquement pertinent.
- 49 Le rapport au temps permet par ailleurs de comprendre le niveau de circulation relativement élevé des initiatives qui sont constitutives du *support didactique* par comparaison à la *co-formation*, par exemple. Le don de matériels informatiques, qui est une action susceptible d'être non exigible, s'avère très peu coûteuse en termes d'investissement de temps, contrairement à la *co-formation* qui en requiert énormément plus.
- 50 La prédominance du *partenariat symétrique* est cependant modérée par la proportion relativement élevée des initiatives constitutives du registre de *l'assistance promotionnelle* qui représente, rappelons-le, environ 35 % du total des initiatives de la diaspora en Afrique. Les initiatives qui participent de ce registre (ainsi la lecture à titre gracieux de textes avant leur publication ou la rédaction de lettres de recommandation) sont des activités qui nécessitent un temps beaucoup moins élevé certes que celui investi dans le *partenariat symétrique* mais tout de même significatif. En cela, nous sommes en face d'une sorte de paradoxe qu'il importe d'éclairer : pourquoi des initiatives coûteuses en temps, et dont les gains sont beaucoup moins évidents à faire valoir professionnellement dans un contexte institutionnel marqué par l'injonction de la productivité académique, sont-elles déployées dans une proportion aussi élevée ?
- 51 Cette réalité procède, d'une part, de l'acculturation des universitaires en diaspora au principe de solidarité qui fonde leur profession et, d'autre part, de leur encastrement dans des réseaux interpersonnels d'échanges.

## Le poids de la culture professionnelle et des réseaux d'encastrement

- 52 D'abord, l'institution universitaire assure sa propre reproduction à travers la socialisation de ses membres dans le principe de solidarité. En effet, chaque universitaire prend conscience de son inscription dans un cadre que Ricœur appelait d'« endettement mutuel infini » (Ricœur, 2005). En d'autres termes, il comprend que sa propre carrière est tributaire de l'attitude d'homologues qui ont choisi de sacrifier une partie de leur temps et de leurs ressources à son profit et pour la survie de la profession à laquelle ils doivent tous une partie de leur identité sociale. Les initiatives de la diaspora se classant dans le registre de *l'assistance promotionnelle* sont ainsi à analyser comme des efforts qui procèdent d'une *hexis* professionnelle dans le sens que lui attribue Bourdieu, c'est-à-dire d'une disposition incorporée par l'individu (Bourdieu, 1972). La diaspora manifeste, à travers ces initiatives, qu'elle est devenue conséquente

avec les valeurs et principes de sa profession, car il est attendu d'elle qu'elle se rende utile à sa propre communauté professionnelle pour avoir bénéficié au préalable des ressources de celle-ci.

- 53 Il importe ensuite de souligner que l'adhésion à cette exigence ne repose pas sur une conception désincarnée et uniforme de la communauté professionnelle. L'analyse des données de l'enquête révèle, au contraire, à quel point la mise en pratique de cette exigence est déterminée par l'encastrement (c'est-à-dire l'intégration d'un universitaire en poste sur le continent dans des réseaux socio-professionnels de sociabilité). Celui-ci est mesuré par une série de relations dont les principales sont : d'avoir été l'ancien collègue d'un expatrié dans le même département ou le même centre/laboratoire de recherche ; d'avoir été un promotionnaire de ce celui-ci ; d'avoir été l'étudiant (dans le cadre d'une thèse de doctorat) ou le professeur de celui-ci ; d'avoir fait partie de plusieurs comités universitaires aux côtés de celui-ci ; d'avoir pris part à des rencontres scientifiques épisodiques en même temps que celui-ci.
- 54 Le pouvoir académique est, quant à lui, mesuré par des positions notamment administratives, dont celles de directeur de département ou de centre/laboratoire de recherche, de doyen et de recteur, pour donner quelques exemples.
- 55 Lorsqu'ils ont été interrogés sur la genèse de leur relation avec les collègues en diaspora desquels ils ont reçu une *assistance promotionnelle*, les 46 chercheurs concernés avancent les réponses reproduites dans le tableau suivant :

Tableau 2. Circonstances de naissance des relations entre expatrié/collègue du continent

Ancien collègue/Issu de la même institution	7
Ancien étudiant	1
Ex-promotionnaire	6
Ancien professeur/ superviseur	4
Rencontre lors d'un colloque/ séjour de recherche, etc.	15
Rencontre à travers une tierce personne	5
Rencontre virtuelle	8
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>

- 56 Ce que révèle ce tableau, c'est la prévalence de la commensalité intellectuelle comme facteur de génération de l'*assistance promotionnelle*. La commensalité est caractérisée par la coexistence de chercheurs, souvent réunis par un intérêt scientifique, sur une période relativement longue dans un même espace académique. Elle renvoie donc à une situation de proximité socio-professionnelle qui rend compte de l'intégration des universitaires locaux dans des réseaux de sociabilité académique qui comptent des collègues en diaspora. Elle est un indicateur d'encastrement. À l'exception de la rencontre virtuelle (qui consiste à avoir fait la connaissance d'un collègue à partir

d'une correspondance spontanée par voie électronique), toutes les occurrences mentionnées plus haut participent de cette commensalité intellectuelle.

- 57 Au regard de ce résultat, il est légitime de s'interroger davantage sur la dimension oblatrice de l'engagement des expatriés. S'il est justifié de désigner ainsi les formes d'initiatives qui renvoient à la commensalité intellectuelle, ce qui les caractérise spécifiquement c'est que leur mobilisation repose sur le critère de la proximité : *on donne à ceux qui sont proches*.
- 58 L'importance de la commensalité intellectuelle est concurrencée peut-être uniquement par l'effet du pouvoir académique. Le tableau 3 répartit les bénéficiaires du partenariat symétrique et de l'assistance promotionnelle en fonction de ce critère. Nous avons reconstruit à partir du questionnaire la répartition des formes d'initiatives qui font partie de l'assistance promotionnelle selon que le bénéficiaire est directeur d'un département ou centre/laboratoire de recherche, doyen, vice-doyen ou ne détient aucun poste de pouvoir ; selon qu'il occupe le rang de professeur assistant, de professeur agrégé (les deux rangs équivalant à quelques nuances près à celui de maître de conférences dans le contexte universitaire français) ou de professeur titulaire :

Tableau 3. Répartition des bénéficiaires du partenariat symétrique/assistance promotionnelle en fonction du rang et du pouvoir administratif

Rang/Pouvoir administratif	Professeur assistant	Professeur agrégé	Professeur titulaire
Direction de département, d'institut ou de centre	1	5	7
Doyen, vice-doyen	0	2	4
Aucun	3	1	0

- 59 Au total, 24 des universitaires interrogés affirment avoir bénéficié d'une initiative de la diaspora qui s'inscrit dans l'un de ces registres. Les données du tableau se lisent comme suit : par exemple, sept professeurs titulaires ayant occupé le poste de doyen ou de vice-doyen disent avoir bénéficié de ces initiatives.
- 60 Il ressort de ce tableau que les initiatives les plus significatives pour la construction d'une carrière universitaire qui vont de la diaspora aux chercheurs locaux sont très inégalement distribuées. Elles ciblent en effet les universitaires qui se prévalent d'un pouvoir administratif substantiel couplé avec un rang académique élevé. Occuper la fonction de directeur de département ou de centre/laboratoire de recherche en même temps que le rang de professeur agrégé ou titulaire constitue un avantage comparatif majeur pour attirer l'intérêt de la diaspora.
- 61 L'inégalité qui se révèle à travers ces statistiques est à interpréter sous deux angles. Au premier abord, elles semblent créditer cette tendance que Robert Merton (1968) théorise à travers le concept d'« effet Matthieu ». Selon le sociologue américain, l'institution universitaire tend à donner davantage à ceux qui ont engrangé déjà une quantité significative de distinctions et de ressources en en prenant à ceux qui en ont beaucoup moins. La diaspora semble reproduire cette démarche dans son lien avec

l'Université en Afrique. Elle dote, en effet, ceux qui sont déjà les plus dotés et les plus avancés dans leur carrière au détriment de ceux qui en ont le plus besoin. L'analyse du tableau précédent qui établit une relation forte entre l'encastrement et la réception de ressources en provenance de la diaspora le confirme. La prévalence de cette tendance oblige cependant à se poser la question du désintéressement des chercheurs en diaspora dans le cadre de leur intervention en Afrique. Pourquoi donner à ceux qui en ont le plus lorsque de plus démunis en font la demande ? Merton (1968) offre une piste explicative quand il soutient que l'institution gagne davantage à honorer ceux qui sont dépositaires d'une renommée et sont donc susceptibles d'amplifier la visibilité de l'institution par leur nom. Cette théorie est certes exacte, mais dans le contexte des relations entre les universitaires en Afrique et la diaspora, des raisons additionnelles sont à souligner. En effet, en privilégiant les échanges avec les collègues dotés de plus de pouvoir et d'un rang élevé, les expatriés augmentent aussi leurs chances d'accès à des ressources accumulées en Afrique. Par exemple un accès à des archives jalousement gardées, l'obtention d'une autorisation de recherche ou l'allocation d'un bureau sur le campus du pays de recherche ; autant de ressources qui leur assurent le meilleur rendement possible de leur séjour de recherche. Or cette assurance est d'autant plus élevée que leurs interlocuteurs directs sur le continent disposent de ces ressources. Un visiteur a d'autant plus de chances d'accéder à ces ressources qu'il est connecté à un ensemble d'acteurs détenteurs d'un pouvoir universitaire, lesquels en sont souvent les agents de distribution. Le récit suivant d'un professeur d'histoire directeur d'un centre de recherche au Ghana mérite attention :

J'ai connu [ce collègue expatrié] lors d'une conférence. Il m'a écrit un jour pour me dire qu'il vient en sabbatique chez moi. J'ai fait les démarches pour lui obtenir une invitation officielle comme chercheur invité pour son visa. Je lui ai aussi aménagé un bureau dans mon centre. Notre relation a commencé comme ça. Je lui envoie des articles soumis à notre revue pour évaluation. Je lui ai aussi fait lire trois chapitres d'un ouvrage que j'ai fait. Il a toujours accepté. Il fait partie de ces collègues sur qui tu peux compter. Il est revenu il y a deux ans environ pour trois mois pour poursuivre ses recherches. Et il savait qu'il était le bienvenu dans notre centre, que tout allait être fait pour rendre son séjour productif.

- 62 Sans préjuger des raisons ayant encouragé cet expatrié à lire et commenter les travaux de ses collègues en poste en Afrique, il apparaît dans cet extrait qu'une logique d'échange structure aussi les relations professionnelles entre la diaspora et l'Afrique. L'on donne en espérant un jour compter sur la restitution (d'une partie) de ce qu'on a offert, ou l'on vient simplement en aide pour avoir reçu au préalable. Au regard de cette logique, le désintéressement total des universitaires de la diaspora est à relativiser.

## Conclusion

- 63 À la lumière des données qui précèdent, force est de constater la contribution de la diaspora universitaire au fonctionnement de l'Université en Afrique. Cet engagement s'inscrit dans une longue tradition intellectuelle africaine. Celle-ci a trait à une injonction éthico-idéologique qui imposait quasiment à l'Africain éduqué de se mettre au service de son continent au risque de mettre en jeu sa propre identité africaine. Mais si les universitaires en diaspora étudiés dans cet article souscrivent dans leur grande majorité à cette injonction pour en conséquence prendre des initiatives en direction de

leurs pairs en poste en Afrique, ils la réinterprètent cependant en fonction des enjeux et contraintes du milieu académique nord-américain. La rareté du temps, d'une part, et la pression pour développer un rythme de production intellectuelle soutenue d'autre part, les poussent à choisir certains types d'initiatives prioritairement à d'autres. Qui plus est, la logique d'endettement et le souci de leur propre intérêt dans le cadre de leurs relations professionnelles les amènent aussi à distribuer inégalement leurs ressources entre leurs collègues en poste en Afrique. Les collègues dotés d'un pouvoir administratif et d'un rang supérieur sont plus nombreux que de rang inférieur à bénéficier des ressources en provenance de la diaspora qui sont les plus susceptibles de promouvoir leur carrière.

- 64 L'un des apports majeurs de cet article est d'avoir mis en lumière ces inégalités, enjeux et sélections que la littérature publiée à ce jour avait échoué à dévoiler en raison d'une conception de la diaspora comme étant une entité homogène et uniforme.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Adams, W. (1968). Introduction. In W. Adams (dir.), *L'exode des cerveaux*. Lausanne : Centre de recherches européennes.
- Altbach, P., Teferra, D. (2004). African Higher Education: Challenges for the 21st Century. *International Higher education*, 47(1), 21-50.
- Babchuck, N., Keith, B., Peters, G. (1999). Collaboration in Sociology and Other Scientific Disciplines: A Comparative Trend Analysis of Scholarship in the Social, Physical, and Mathematical Sciences. *The American Sociologist*, 30(3), 5-21.
- Barré, R., Hernández, V., Meyer, J.-B., Vinck, D. (2003). *Diasporas scientifiques/ Scientific Diasporas*. Paris : Éditions IRD.
- Beaver D., Rosen R. (1978). Studies in Scientific Collaboration: The Professional Origin of Scientific Co-Authorship. *Scientometrics*, 1, 65-84.
- Bourdieu, P. (1972). *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Genève : Droz.
- Brown, M., Kaplan, D., Meyer, J.B. (2002). The Brain Drain: An Outline of Skilled Emigration from South Africa. In D. McDonald, J. Crush (Eds.), *Destinations Unknown: Perspectives on the Brain Drain in South Africa*(pp. 113-138). Pretoria: Africa Institute.
- Brown, M. (2000). *Using the intellectual diaspora to reverse brain drain: Some Useful Examples*, <http://repository.uneca.org/handle/10855/21489>.
- Brown, M. (2003) The South African Network of Skills Abroad (SANSA): the South African Experience of Scientific Diaspora. In R. Barré, V. Hernández, J.-B. Meyer, D. Vinck, *Diasporas scientifiques/Scientific Diasporas*. Paris : Éditions IRD.
- Charum, J., Granes, J., Meyer, J.-B. (1996). La récupération de l'intelligence scientifique expatriée : le réseau Caldas, une expérience colombienne. In J. Gaillard (dir.), *Coopérations scientifiques internationales*. Paris : Éditions de l'Orstom.

- Clifford, J. (1994). Diaspora, *Cultural Anthropology*, 9, 302-338.
- Clifton, D. (2012). *Remittances from Sub-Saharan African Migrants Pay for Schooling, Health Care*, Population Reference Bureau.
- Correia Nunes, J.C. (sans date). *Social Remittances of the African Diasporas in Europe: Case Studies Netherlands and Portugal*. Lisbonne: North South Center of the Council of Europe.
- Darmangeat, Ch. (2016). Don, échanges et autres transferts : formes simples, hybrides et composées, *L'Homme*, 217, 21-47.
- Dembélé, D. (2010). *La migration hautement qualifiée : cas du Mali*. Florence : Institut universitaire européen.
- Diop, A. (1947). Niam n'goura ou les raisons d'être de Présence Africaine. *Présence africaine*, 1, 7-14.
- Gaillard J., Gaillard, A.-M. (1999). *Les enjeux des migrations scientifiques internationales*, Paris : L'Harmattan.
- Gaillard, J., Gaillard, A.-M. (1997) The International Mobility of Brains: Exodus or Circulation. *Science, Society & Technology*, 2(2), 347-385.
- Granovetter, M. (1973). The Strength of Weak Ties, *American Journal of Sociology*, 78(6), 1360-1380.
- Gueye, A. (2001). *Les intellectuels africains en France*, Paris : L'Harmattan.
- Gunawardena, S. Weber, R., Agosto, D. (2010). Finding the Special Someone : Interdisciplinary Collaboration in an Academic Context. *Journal of Education for Library and Information Science*, 51(4), 210-221.
- Gupta, S., Patillo C.A., Wagh S. (2009). Effects of Remittances on Poverty and Financial Development in Sub-Saharan Africa. *World Development*, 37(1), 104-115.
- Hagstrom, W.O. (1965). *The Scientific Community*, New York: Basic Books.
- Lamont, M. (2009). *How Professors Think: Inside the Curious World of Academic Judgment*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Logan, B. (1990). An Assesment of the Potential Application of the Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals (TOKTEN) programme in Sub-Saharan Africa. *Applied Geography*, 10(3), 223-236.
- Pires, M., Kasimir, R., Brhane, M. (1999). *Investing in Return: Rates of Return of African Ph.D.'s Trained in North America*, New York : SSRC.
- Portes, A. (2009). Migration and Development: Reconciling Opposite Views. *Ethnic and Racial Studies*, 32, 5-22.
- Merton, R. (1968). The Matthew Effect. *Science*, 159, 56-63.
- Merton, R. (1957). Priorities in Scientific Discovery: A Chapter in the Sociology of Science. *American Sociological Review*, 22(6), 636-637.
- Meyer, J.-B. (2003). Diaspora: concepts et pratiques. In R. Barré, V. Hernandez, J.-B. Meyer, D. Vinck (dir.), *Diasporas scientifiques/Scientific Diasporas*. Paris : Éditions IRD.
- Meyer, J.-B., Brown, M. (1999). Scientific Diasporas: A New Approach to the Brain Drain, Budapest : UNESCO-ICSU, <http://www.unesco.org/most/meyer.htm>.
- Meyer, J.-B., Brown, M., Kaplan, D. (2000). *Assessing the South African Brain Drain: A Statistical Comparison*, Cape Town: University of Cape Town, Policy Research Unit.

- Moody, J. (2004). The Structure of the Social Science Network: Disciplinary Cohesion from 1963-1999. *American Sociological Review*, 69(2), 213-238.
- Ndiaye, J.-P. (1962). *Enquête sur les étudiants noirs en France*, Paris : Réalités africaines.
- Ndiaye, N., Melde, S., Ndiaye-Coïc, R. (2011). The Migration for Development in Africa Experience and Beyond. In S. Plaza, D. Ratha (Eds.). *Diaspora for Development in Africa* (pp. 231-260). Washington, DC: The World Bank.
- Oberoi, S.S., Lin V. (2006). Brain Drain of Doctors from Southern Africa: Brain Gain for Africa. *Australian Health Review*, 30(1), 25-33.
- Ouédraogo, B., Maïté, F. (2011). *Évaluation finale du programme TOKTEN : transfert des connaissances à travers les expatriés nationaux*. Rapport de recherche soumis au PNUD et Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine.
- Ozedin C., Phillips D. (2015). *What Really is Brain Drain? Location of Birth, Education and Migration Dynamics of African Doctors*, KNOMAD Working Papers Series.
- Plaza, S., Ratha, D. (2011). Harnessing Diaspora Resources for Africa. In S. Plaza, D. Ratha (Eds.) *Diaspora for Development in Africa* (pp. 1-54). Washington, DC: The World Bank.
- Portes, A. (2009). Migration and Development: Reconciling Opposite Views. *Ethnic and Racial Studies*, 32(1), 5-22.
- Ratha D. et al. (2011). *Leveraging Migration for Africa: Remittances, Skills and Investment*, Washington, DC: The World Bank.
- Ragoucy, Ch. (2007). L'oblativité : premières controverses. *Psychanalyse*, 8(1), 29-41.
- Safran, W. (1991) Diaspora in Modern Societies: Myth of Homeland and Return. *Diaspora*, 1, 83-99.
- Ricœur, P. (2005). *Le juste, la justice et son échec*. Paris : L'Herne.
- Storer, N.W. (1966). *The social System of Science*. New York: Holt, Rinehart and Winston.
- Teferra, D. (2017). Mobilizing the African Diaspora. *International Higher Education*, 35, 20-22.
- Teferra, D. (1997). Brain Drain of African Scholars and the Role of Studying in the United States, *International Higher Education*, [volume non numéroté], 4-6.
- Teferra, D. (2003). Unleashing the Forces of the Diaspora: Capitalizing on Brain Drain in an Era of Information and Communication Technology. In R. Barré, V. Hernandez, J.-B. Meyer, D. Vinck, *Diasporas scientifiques/Scientific Diasporas*. Paris : Éditions IRD.
- Teferra, D. (2005). Brain Circulations: Unparalleled Opportunities, Underlying Challenges, and Outmoded Presumptions. *Journal of Studies in International Education*, 9 (3), 1-18.
- Testart, A. (2007). *Critique du don : étude sur la circulation non marchande*. Paris : Syllepse.
- Tölölyan, K. (1995). Rethinking Diaspora: Stateless Power in the Transnational Moment, *Diaspora*, 3, 3-36.
- Traoré, S. (1985). *La FEANF*. Paris : L'Harmattan.
- Traoré S. (1973). *Responsabilités historiques des étudiants africains*. Paris : Anthropos.
- Zezeza, P. (2013). *Engagements between African Diaspora Academics in the US and Canada and African Institutions of High Education: Perspectives from North America and Africa*. New York: Carnegie Corporation.

## NOTES

1. Une telle segmentation est louable, ne serait-ce qu'au regard de la recommandation de Portes (2009) selon laquelle la contribution potentielle de la diaspora au développement des pays d'origine varie suivant que ses membres sont identifiés comme travailleurs manuels ou comme des travailleurs professionnels puisqu'aux deux catégories sont attachées inégalement une liberté de circulation vers le pays d'origine, des ressources matérielles et des influences socio-politiques.
  2. Une des rares exceptions est le CDROM qui accompagne l'ouvrage de Barré *et al.* (2003) ; il contient de nombreuses données sur certaines diasporas.
  3. Le neveu d'Alioune Diop n'a pas eu l'opportunité de travailler pour la Guinée. L'avion qui le transportait avec une poignée de jeunes intellectuels africains s'était écrasé au milieu de l'Atlantique.
  4. Voir la discussion de l'étymologie des deux termes par la psychanalyste Christine Ragoucy (2007).
- 

## RÉSUMÉS

Depuis plus d'une décennie, l'engagement des universitaires africains de la diaspora dans l'enseignement supérieur fait l'objet d'une attention accrue en sciences sociales. La question s'est posée avec d'autant plus d'acuité que les universités africaines sont confrontées à des défis sans précédent : le déficit d'enseignants pour former les cohortes d'étudiants et la proportion extrêmement faible d'enseignants de rang supérieur habilités à encadrer les candidats à la maîtrise et au doctorat en sont quelques-uns. Cet article découle cependant de l'insatisfaction ressentie à la lecture des quelques études qui traitent de cette question en raison surtout de leur pauvreté sur le plan empirique. Il est le résultat d'une longue enquête menée dans quatre pays de l'Afrique subsaharienne (Afrique du Sud, Ghana, Niger et Nigeria), couplée avec des entretiens faits auprès d'enseignants chercheurs africains en poste aux États-Unis ou au Canada. L'article examine les caractéristiques des ressources qui circulent vers l'Afrique en provenance de la diaspora ainsi que les raisons de l'inégal accès des universitaires locaux à ces ressources. L'article démontre en dernier ressort que l'engagement des universitaires en diaspora ne résulte pas essentiellement de leur adhésion à l'injonction au patriotisme. Certes, le souci d'être utile au continent les motive, mais le choix des ressources qu'ils mobilisent et celui des chercheurs locaux qui en sont les destinataires prioritaires révèlent que les contraintes structurelles inhérentes à la profession universitaire informent en définitive leur démarche.

For more than a decade, the engagement of the African academic diaspora in higher education in Africa has been closely scrutinized in the social science literature. The question is all the more noteworthy given that African universities have been facing unprecedented challenges: a shortage of lecturers to teach the growing cohorts of students and the extremely low proportion of full professors allowed to supervise master's and Ph.D. candidates are just a few examples. However, this article is derived from our sense of dissatisfaction upon reading the few studies that deal with this question, works that are largely characterized by a lack of empirical rigor. It is built on a body of rich and years-long fieldwork research in four countries in sub-Saharan Africa (South Africa, Ghana, Niger, and Nigeria), as well as interviews with African academics teaching

in the U.S. and Canada. Based on a finely-tailored methodology, the article examines the nature of the resources that circulate to African universities from the academic diaspora; it also analyzes the causes of their unequal distribution. The article demonstrates in fine that the African engagement in higher education is not essentially the consequence of their subscription to a prescriptive patriotism. To be sure, the African academic diaspora are willing to contribute to the wellbeing of their continent. But the choice of the resources they share as well as the identity of their colleagues in Africa who directly benefit from these resources reveal that the structural constraints inherent to the academic profession ultimately inform their engagement in Africa.

Desde hace más de diez años, el compromiso en la educación superior de los universitarios de la diáspora africana interesa –y de forma creciente- a las ciencias sociales. Esta atención tiene que ver con los considerables desafíos que enfrentan las universidades africanas. No solo no hay suficientes profesores para la población de estudiantes, sino que hay muy pocos que tengan un nivel superior que los autorice a supervisar a los candidatos a magíster o a doctorado. Sin embargo, este artículo fue escrito porque las investigaciones que tratan estos temas no son satisfactorias, considerando sobre todo sus debilidades empíricas. Fue escrito después de una larga investigación en cuatro países de África subsahariana (África del Sur, Ghana, Níger y Nigeria), y complementado con entrevistas con profesores (e investigadores) africanos trabajando en Estados Unidos o en Canadá. Tratamos de dar cuenta de los recursos que circulan desde la diáspora hacia África, y de analizar las desigualdades entre universitarios africanos para alcanzar estos recursos. El artículo muestra que la implicación de los universitarios de la diáspora no es solo patriotismo. Por supuesto, la voluntad de ser útiles hacia su continente los motiva, pero la elección de los recursos que escogen, junto con las elecciones de los investigadores locales, revelan que las fuerzas estructurales inherentes a la profesión universitaria alimentan este ejercicio.

## INDEX

**Mots-clés :** universitaires, Afrique, diaspora, enseignement supérieur, don, développement

**Palabras claves :** académicos, África, diáspora, educación superior, don, desarrollo

**Keywords :** scholars, Africa, diaspora, higher education, gift, development

## AUTEUR

### ABDOULAYE GUEYE

Professeur de sociologie. Il a publié plusieurs ouvrages dont : *Les intellectuels africains en France* ; *Aux nègres de France la patrie non reconnaissante*, ainsi qu'un roman : *Oublier l'amère patrie*. Il a aussi co-édité : *A Stain on our Past : Slavery and Memory* et *Figures croisées d'intellectuels : trajectoires, modes d'action, production*. Ses récents travaux portent sur la formation d'une identité raciale noire en France. Il mène parallèlement une recherche sur la collaboration universitaire entre chercheurs africains en diaspora et leurs collègues en poste en Afrique.

Adresse : Université d'Ottawa. École d'études sociologiques et anthropologiques, FSS Building, Ottawa, On. K1N6N5 (Canada)

Courriel : [abdoulaye.gueye\[at\]uottawa.ca](mailto:abdoulaye.gueye[at]uottawa.ca)



## Les chercheurs algériens entre post-colonie et mondialisation

*Algerian researchers between postcoloniality and globalization*

*Investigadores argelinos entre poscolonia y globalización*

**Tristan Leperlier**

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/300>

DOI : [10.3917/rac.041.0581](https://doi.org/10.3917/rac.041.0581)

ISSN : 1760-5393

### Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

### Référence électronique

Tristan Leperlier, « Les chercheurs algériens entre post-colonie et mondialisation », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 12-4 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/300> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.041.0581>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Les chercheurs algériens entre post-colonie et mondialisation

*Algerian researchers between postcoloniality and globalization*

*Investigadores argelinos entre poscolonia y globalización*

Tristan Leperlier

---

## Introduction

- 1 Tandis que les circulations étudiantes entre les deux rives de la Méditerranée font l'objet d'une riche bibliographie (Geisser, 2000 ; Mazzella, 2007 ; Mazzella, 2009 ; Leclerc-Olive, Scarfò Ghellab et Wagner, 2011), parfois marquée par la problématique du *brain drain/brain gain* et que l'expérience intellectuelle des chercheurs français en Algérie est documentée (Henry et Vatin, 2012 ; Martin-Criado, 2008), rares sont les études, dans le cadre des réflexions sur l'espace scientifique mondialisé (Gingras, 2002 ; Keim *et al.*, 2014), à porter sur l'internationalité des chercheurs algériens. Nous entendons par là un ensemble de pratiques qui ne se réduit pas à la circulation physique, voire à l'expatriation, ni même à la publication (livres ou articles) à l'étranger : le national peut également être internationalisé par la présence d'institutions ou d'individus venus de l'étranger, par des pratiques usant de modèles considérés comme étrangers, ou des discours usant du label « international ». Quant au processus d'internationalisation, qui serait le propre de la mondialisation accélérée depuis quelques décennies, il doit être questionné (Heilbron, Guilhot et Jeanpierre, 2008), en particulier pour le cas algérien. De manière extrême pour cette ancienne colonie de peuplement français, administrativement française jusqu'en 1962 malgré la discrimination juridique à l'égard des « musulmans » et dont le processus de décolonisation et de nationalisation a été très violent, la question de l'international pose en réalité celle des reconfigurations post-coloniales de la recherche algérienne.
- 2 Cet article s'inscrit dans la perspective des études qui, critiques de l'irénisme du processus de mondialisation libérale (Friedman, 2007) et en sciences en particulier (Schott, 1991), montrent le maintien d'une inégalité structurale des échanges

scientifiques centrée en particulier autour de l'« hégémonie anglo-américaine » (Aalbers, 2004) qu'elle soit matérielle, symbolique ou en particulier linguistique (Swaan, 2001 ; Sapiro, 2008 ; Ortiz, 2009). Un ensemble de travaux a montré que ces inégalités étaient en grande partie issues de la colonisation (Garreau, 1988 ; Hountondji, 2001 ; Alatas, 2003 ; Keim, 2008), tandis que les études post-coloniales, revivifiant une critique politique ancienne de « désoccidentalisation » à l'égard des anciennes métropoles (Brisson, 2015), sont allées jusqu'à pointer une domination épistémique des régions anciennement colonisées (Fanon, 1968 ; Saïd, 2003 ; Mudimbé, 1994 ; Chakrabarty, 2008 ; Lander, 2011). Nous discutons toutefois, comme à sa manière Rodriguez Medina (Rodriguez Medina, 2014), ces approches souvent holistiques qui postulent plus des phénomènes d'imitation du centre par les périphéries que des hybridations pratiques telles que montrées dans les études littéraires (Bhabha, 1994), et prennent de manière générale peu en considération les acteurs autrement que de manière programmatique. L'attention aux acteurs individuels et institutionnels (notamment diplomatiques), sans nécessairement inscrire cette étude dans une perspective de « champ » au sein duquel le recours à l'international est une ressource (Lamont, 1987 ; Bourdieu, 1999), permet non seulement de prendre en compte le sens qu'ils donnent à leurs recherches, mais également de ne pas négliger les processus historiques précis, ce qui nuance des modèles parfois trop monolithiques.

- 3 Cette enquête s'appuie sur 36 entretiens semi-directifs avec des chercheurs algériens, ainsi que sur un ensemble d'entretiens (n =13) réalisés dans le cadre d'un travail sur des écrivains par ailleurs universitaires<sup>1</sup>. Plusieurs facteurs susceptibles d'avoir une influence sur l'internationalisation des chercheurs algériens sont représentés : discipline (sociologie/littérature), institution (centre de recherche/université), langue de travail (arabe/français/anglais), âge, sexe. Le lieu de résidence (Algérie/étranger) n'a pas pu être suffisamment représenté : le champ de cette étude s'étend donc essentiellement aux chercheurs vivant actuellement en Algérie.
- 4 Les deux disciplines ont été choisies pour leur lien différencié à l'héritage colonial et au clivage linguistique. Du fait de la circulation entre chercheurs et écrivains, la recherche sur la littérature participe en bonne partie des dynamiques du champ littéraire marqué par le bilinguisme. Tandis que l'arabe est promu seule langue nationale à l'Indépendance, le français reste une langue d'élite au niveau de la société ; et plus valorisée au niveau du champ littéraire. Les rivalités au sein de celui-ci ont conduit dans les années 1990 à ce que certains ont perçu comme une « guerre des langues » (Leperlier, 2018b). Nous avons également fait des entretiens avec des chercheurs en littérature anglophone, allemande et italienne (regroupées en « littérature européenne » par souci d'anonymisation).
- 5 La sociologie s'est construite à l'Indépendance contre l'anthropologie, qualifiée de science coloniale, et a joui d'une forte légitimité sociale et politique en portant l'idéologie « développementaliste » dans les années 1970 (Chachoua, 2010), au prix d'une faible autonomie (Madoui, 2008, p. 158). Après l'expérience d'un dédoublement linguistique des filières dans les années 1970, la sociologie a été totalement arabisée au début des années 1980. Cette arabisation a conduit à une bipartition institutionnelle au sein des sociologues : les chercheurs, très majoritairement francophones, travaillant au sein des centres de recherche que sont le CREAD (Centre de Recherche en Économie Appliquée pour le Développement), le CRASC (Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, où exercent aussi des littéraires), le CRAPE (Centre de Recherches

Anthropologiques, Préhistoriques et Ethnographiques) ; et les enseignants, travaillant en arabe, au sein de l'université, et produisant peu de recherche. Même si les chercheurs sont aussi généralement enseignants à l'université, les centres de recherche sont perçus, selon le mot d'une chercheuse, comme une « aristocratie » de la recherche.

- 6 De manière générale, la coupure entre recherche et enseignement est aussi à mettre sur le compte de la dévalorisation de l'université du fait de la perte de pouvoir d'achat des enseignants, et surtout de l'inflation des diplômes : les effectifs étudiants à l'université ont été multipliés par 500 depuis l'Indépendance (atteignant près d'un million et demi aujourd'hui) quand la population globale était multipliée par quatre. Les deux disciplines accueillent un nombre grandissant d'étudiants mais pas nécessairement parmi les meilleurs (Haddab, 2007). La coupure institutionnelle rejoint l'opposition disciplinaire, puisque rares sont les littéraires à être chercheurs à temps plein dans des centres de recherche.
- 7 Quelle internationalisation pour la recherche d'un pays post-colonial à l'ère de la mondialisation ? Nous insisterons ici successivement sur les facteurs linguistique, générationnel et disciplinaire expliquant les modalités d'internationalisation des chercheurs algériens ; il est apparu en outre à l'enquête que le facteur politique, qu'il s'agisse de diplomatie, de politique intérieure, ou même d'engagement politique, était également central. L'internationalisation de la recherche algérienne reste, ou même est à nouveau, très largement médiatisée par le français et la France (facteur linguistique et diplomatie d'influence). Loin d'une mondialisation comme processus continu de renforcement des échanges internationaux, un regard historique permet de constater une moindre circulation internationale des chercheurs algériens, tandis que l'« international » est devenu central en termes de discours et de modèles (facteur générationnel et politique intérieure). Cependant, malgré des évolutions positives, la marginalité des chercheurs algériens et de leurs objets dans l'espace scientifique international reste forte, même si la situation est différente entre les deux disciplines ; c'est aussi que l'engagement national de la recherche reste central (facteur disciplinaire et engagement politique).

## Une internationalisation scientifique médiatisée par le français et la France

- 8 Malgré l'indépendance, l'arabisation, la diversification des circulations internationales, l'accès à l'international reste en grande partie médiatisé par la France et la langue française, et ce de manière renforcée avec l'accueil algérien de la diplomatie d'influence française depuis le début des années 2000.

## Un espace scientifique bilingue et transnational déséquilibré

- 9 L'espace scientifique algérien est bilingue et transnational. La distinction entre francophones et arabophones oppose moins des langues maternelles (l'arabe dialectal et le berbère, très rarement le français) que des langues de travail privilégiées ; la plupart des chercheurs sont de fait plus ou moins bilingues. Lors de l'arabisation de la sociologie, un certain nombre d'enseignants formés initialement en français a réussi à « s'arabiser » après des stages de formation (tout en s'autorisant souvent à l'usage du français et surtout de textes en français, pendant leurs cours). Les revues sont de plus

en plus bilingues ; c'est le cas depuis le début des années 1990 des deux revues algériennes les plus prestigieuses en SHS, *Insanyat* et *Naqd*, même si elles sont tendanciellement plus francophones. C'est en revanche beaucoup moins le cas pour la recherche en littérature, suivant en cela la coupure entre sous-champs littéraires de langue arabe et de langue française, mais une revue comme celle de la Faculté des lettres et des langues d'Alger 2 publie dans toutes les langues représentées (même en allemand ou en russe). Cette division linguistique implique des circulations distinctes dans les deux espaces linguistiques francophone et arabophone, centralisé en France pour le premier, beaucoup moins centralisé pour le second. Il existe enfin un troisième pôle, anglophone, qui n'est une langue de travail quotidienne que pour certains émigrés. On peut parler d'un espace scientifique transnational dans la mesure où l'on constate, entre un pôle d'institutions et d'individus entièrement inscrits au niveau national et un pôle qui en est largement détaché, un continuum de pratiques et de circulations (publications, formations, migrations) en lien avec l'international. Aux déficits matériels importants en Algérie (notamment en termes de documentation) s'ajoute une croyance dans la valeur supérieure de la production et la formation scientifique dans les centres internationaux et ce comme pour d'autres productions symboliques (Casanova 2008).

- 10 Moins du fait de la riche histoire de circulation scientifique dans le monde arabe que de l'engagement nationaliste panarabe depuis les années 1950, il existe plusieurs réseaux scientifiques usant de la langue arabe. L'Union des Écrivains Arabes, basée initialement à Damas, organise des colloques de recherche en littérature arabe depuis les années 1970. Les chercheurs en littérature arabe ont tous fait des séjours dans d'autres pays arabes (Syrie notamment) et évoquent souvent des appels à communication provenant d'universités arabes, notamment aujourd'hui des pays du Golfe. À l'inverse de la littérature, les associations de sociologues sont multilingues et, en Algérie, portées initialement par des francophones : l'Association arabe de sociologie, fondée à Tunis en 1985 (Beaud, 1998), puis le Conseil arabe pour les sciences sociales, basé à Beyrouth, sont officiellement trilingues arabe, anglais, français.
- 11 La production scientifique en langue arabe subit le caractère périphérique de cette langue dans les échanges internationaux des biens symboliques (Sapiro, 2008). C'est le cas nettement en littérature, dans une mesure proportionnelle à la moins grande reconnaissance internationale des écrivains algériens de langue arabe par rapport à leurs compatriotes de langue française. Il en va de même en sociologie, la production sociologique en langue arabe étant tendanciellement moins bien considérée que celle écrite en français. SM, jeune sociologue de langue arabe, chercheur dans un centre de recherche, expliquait que 90 % de sa bibliographie était en langue française, parce que « ce qui est produit en arabe n'est pas intéressant ». Pour les chercheurs algériens comme pour les autres chercheurs du monde arabe (Hanafi et Arvanitis, 2016), l'international est donc également hiérarchisé linguistiquement.
- 12 La production en langue française permet des échanges avec les pays francophones du Nord et, en particulier, la France qui, comme l'Espagne dans l'espace hispanophone, du fait de ses moyens économiques supérieurs (Rodriguez Medina, 2014), reste centrale et était en 2014 le lieu de formation de 80 % des Algériens à l'étranger (contre un peu moins de 60 % des Marocains et de 50 % des Tunisiens ; Unesco, 2014). Ces liens scientifiques et de formation ne s'expliquent pas uniquement par les liens historiques

de la colonisation, mais également par les nouvelles stratégies de diplomatie d'influence française depuis les années 2000.

### La reconfiguration de la « coopération » française

- 13 La « coopération » correspond dans l'esprit des enquêtés à une période historique (de l'Indépendance au début des années 1980) et réduite aux seuls coopérants. Si, dans l'enseignement primaire et secondaire, les enseignants venus du Moyen-Orient étaient très nombreux, en revanche à l'université la majeure partie étaient européens et prioritairement français. Selon Jean-Robert Henry, « les échanges scientifiques franco-maghrébins ont vécu, plusieurs décennies durant, sur les acquis d'un espace franco-maghrébin de recherche bien davantage hérité de la coopération que de la colonisation » (Henry, 2012, p. 29). Le reflux des coopérants est lié à des crises diplomatiques (la nationalisation des hydrocarbures en 1971), l'arabisation de l'enseignement supérieur et les capacités d'encadrement par des Algériens accrues avec le temps.
- 14 Les liens institutionnels avec la France n'ont pas été rompus par l'indépendance ; plusieurs organismes de recherche ont longtemps fonctionné en lien étroit avec la France (Kadri, 2012, pp. 191-192) et de nouveaux liens sont sans cesse créés dans les décennies suivantes, même si, avec la guerre civile, une « véritable fracture s'est produite dans cet élan d'échanges universitaires », selon ABr, une chercheuse en littérature francophone aujourd'hui à la retraite. Le début des années 2000 relance ces relations, les stratégies intérieures du nouveau président Abdelaziz Bouteflika (avec ce qui a été présenté comme un « retour au français ») rencontrant celles de la diplomatie d'influence française. Après les festivités de « Djazaïr, l'Année de l'Algérie en France » en 2003, un traité d'amitié est signé en 2004. Cela a eu des conséquences scientifiques. En 2000 est lancé en France le Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) pour corriger les défauts du Fonds d'aide et de coopération antérieur, dont un FSP « Maghreb-France : Sciences sociales et humaines » (remplacé depuis par le Partenariat Hubert Curien (PHC) Tassili<sup>2</sup>). Selon l'une de ses organisatrices, l'ambition était double : contrer la « perte de savoir des universitaires français » sur le Maghreb et renforcer les relations des universitaires maghrébins non seulement avec les universitaires français et, ponctuellement, italiens et espagnols, mais aussi entre eux. Instrument de la diplomatie d'influence française, le FSP a contribué également à renforcer les relations scientifiques maghrébines et méditerranéennes (en français).
- 15 Plus spécifiquement pour la littérature a été lancée une École Doctorale Algéro-Française (EDAF) soutenue par le FSP, de 2004 à 2011, relayée par le réseau LAFEF (LAngue Française et Expressions Francophones). L'objectif était de former 2 000 étudiants de troisième cycle (littératures francophones, didactique des langues et linguistique), pour la formation d'enseignants de français. De ce fait, les jurys de thèse en littérature francophone comportent aujourd'hui presque toujours un ou plusieurs spécialistes étrangers (français généralement), ce qui n'est presque jamais le cas en littérature arabe, même quand la thèse porte sur un auteur d'un autre pays arabe.

## Une internationalisation par le français et la France

- 16 Il est frappant de constater que l'accès à ces autres pays du Nord, et à l'anglais, soit médiatisé par le français et la France.
- 17 C'est le cas même en littérature, où pourtant le lien linguistique entre la recherche et son objet est très fort. L'ensemble de l'Institut des langues étrangères de Bouzareah, toutes langues confondues, fonctionne en français, et presque tous nos enquêtés, même chez les jeunes générations, étaient de parfaits francophones. Sont évoqués des cas de chercheurs passés par la France pour faire des études d'anglais (à Nanterre) ou d'allemand (à Strasbourg). Rares sont en effet les enquêtés à ne pas s'être rendus en France dans le cadre d'un séjour scientifique, toutes générations, disciplines, mais également langues confondues. C'est le cas de BM, doctorante arabophone quadragénaire en sociologie qui, ne pouvant plus aller en Syrie depuis la guerre civile, demande des stages scientifiques pour Paris. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils entretiennent des relations avec des collègues français, comme l'indique BS, chercheur en littérature arabe d'une soixantaine d'années, qui avait fait son troisième cycle en France, dans les années 1980, dans un département d'arabe : « J'ai aussi des amis qui sont en France, mais pas français. C'est-à-dire des universitaires, des chercheurs arabes. » Paris reste en effet une « capitale arabe » (Beau, 1995), ce qui permet de résoudre le problème de l'insécurité linguistique grandissante des arabisants. À l'inverse, les francophones ne partent presque jamais dans un pays arabe (à l'exception, pour des colloques, du Maroc et de la Tunisie francophones).
- 18 Ce rôle renouvelé de la France et du français dans la recherche algérienne ne semble pas susciter l'animosité des arabisants telle qu'elle s'était manifestée depuis le tournant des années 1980 ; dans un contexte politique favorable depuis le début des années 2000, ces étudiants entièrement arabisés, qui ne sont plus concurrencés par des camarades francophones, seraient même désormais « demandeurs » de cours partiellement en français, selon plusieurs enquêtés. Le conflit linguistique larvé prend encore parfois la forme d'une opposition de paradigmes entre une « sociologie française » et une « sociologie anglo-saxonne », reproduction de l'usage stratégique de l'anglais pour contrer la domination symbolique du français. En effet, de nombreux arabisants ont été formés en Angleterre ou aux États-Unis : mais cette opposition est toute relative, car c'est aussi le cas de nombreux francophones ; et la « sociologie française » resterait dominante dans l'enseignement de la sociologie en Algérie selon certains. Enfin, il ne semble pas que les arabisants formés dans les pays anglophones aient eu des trajectoires d'internationalisation en direction de ceux-ci ; deux enquêtés, OL et MB, certes formés en France, disaient regretter que les liens des Algériens avec leurs encadreurs anglais ou américains ne soient que très rarement maintenus.
- 19 Au contraire, l'anglais et le français ne s'opposent pas ; le lien avec la sociologie de langue anglaise passe en général par la France et le français. D'une part, socialement, les Algériens anglophones sont le plus souvent d'abord des francophones ou des bilingues français-arabe. D'autre part, la collaboration franco-algérienne semble être une première étape dans l'internationalisation. MB, membre important d'un centre de recherche en sociologie, expliquait que les deux projets européens auxquels il avait fait participer son centre avaient pris la suite de deux projets Tassili. Dans ces deux projets européens, le français était très utilisé, même si l'anglais était dominant. Les deux publications en anglais de HZ, sociologue quadragénaire, chercheur francophone dans

le même centre de recherche, ont été faites à l'occasion d'un de ces programmes Tassili, puis d'une collaboration avec des Québécois ; l'anglais passe par le français. Les sociologues francophones sont ainsi largement avantagés dans leur parcours international. AG, une chercheuse quadragénaire d'un centre de recherche, a été intégrée à un projet Tassili uniquement du fait de ses compétences linguistiques, « pour que le contact se fasse de façon fluide ». Toutefois, elle regrettait ne pas « être bonne anglophone », ce qui lui « ferme beaucoup de portes » ; elle ne répond jamais à des appels à communication et à contribution en anglais. ABr, chercheuse en littérature francophone d'une soixantaine d'années, qui vivait alors en France, n'a pas été recrutée dans une prestigieuse université américaine pour cette même raison. La non-maîtrise de l'anglais est donc perçue pour ces francophones placés dans une trajectoire d'internationalisation comme un handicap.

- 20 Il existe malgré tout des carrières d'internationalisation qui ne passent pas par la France et le français. C'est le cas d'AD, chercheur en sociologie d'une soixantaine d'années. Arabisant mais formé en France, il est contacté par deux équipes pour participer à un projet européen portant sur le monde arabe. La première, d'une université scandinave, était composée de chercheurs parlant français qu'il avait connus au Codesria de Dakar, mais c'est la seconde, d'une université britannique, qui remporte le projet ; son nom avait été proposé par des collègues égyptiens. Ce n'est pas par le biais d'un réseau francophone qu'il entre dans ce projet européen, mais pour son implication dans les réseaux transnationaux arabes majoritairement anglophones.
- 21 On peut ainsi voir ce renouvellement des liens franco-algériens selon deux angles politiques : de manière négative comme la dépendance largement maintenue de la recherche algérienne par rapport à la France, malgré de timides autres voies transnationales ; ou de manière positive comme un marchepied utile et tendanciellement plus égalitaire dans un contexte d'europanisation et de mondialisation anglophone où le français conserve une place importante.

## Nouveaux discours et pratiques de l'international

- 22 Le lien de la recherche algérienne à l'« international » est caractérisé par un paradoxe où pratiques et discours ne se recoupent pas. Alors que cette recherche est bien moins internationalisée qu'elle ne l'a été, l'internationalisation semble être devenue le mot d'ordre généralisé. Dans le même temps, l'ambition de créer un espace scientifique original post-colonial a laissé la place à une volonté de mise au diapason avec le modèle « international ». Les effets des politiques algériennes sur le rapport des différentes générations de chercheurs est ici patent.

## Revenir sur la dés-internationalisation des chercheurs algériens

- 23 On constate un recul de l'internationalité des chercheurs algériens. Pour les plus âgés des chercheurs, le contact avec l'international passait d'abord par les coopérants. En dehors de la France et des pays arabes, il faut souligner l'importance des relations avec les pays de l'Est communiste. La circulation des étudiants entre la France et l'Algérie restait particulièrement aisée dans les premières années de l'indépendance, du fait des strictes équivalences de diplômes entre les deux pays et l'absence de visa. Ce n'est plus le cas progressivement au cours des années 1970-1980. MS, chercheur en littérature

arabe d'une soixantaine d'années, va jusqu'à présenter les études à l'étranger de manière négative : « Ça posait plus de problème parce qu'il fallait obtenir après une équivalence alors que si j'avais soutenu ma thèse en Algérie ça aurait été moins compliqué. » L'oubli de la chance objective qu'il a eue d'être financé pour étudier à l'étranger est la marque d'une « évidence » de son rapport à l'international que ne partagent pas les jeunes générations. Ces deux barrières à la circulation ont cependant été partiellement levées ces dernières années. Tandis que l'État algérien adoptait au tournant des années 2010 le système européen LMD (Licence-Master-Doctorat)<sup>3</sup>, les universitaires obtenaient plus facilement leurs visas pour la France, dans un contexte nouveau de compétition internationale pour capter les meilleurs étudiants et chercheurs du Sud (Mazzella, 2009, p. 24). La barrière sexuelle n'est pas entièrement levée : tandis que deux chercheuses d'une soixantaine d'années n'ont pu continuer leurs études à l'étranger qu'une fois mariées, une littéraire trentenaire avouait n'avoir pu partir à cause du refus de son père.

- 24 C'est désormais la barrière économique qui est devenue majeure pour la circulation des jeunes chercheurs. Dans les années 1970-1980, les bourses d'étude (Kadri, 2000) à l'étranger octroyées par le ministère de l'Enseignement supérieur algérien étaient nombreuses et d'une grande largesse, durant de nombreuses années, mais l'accroissement des effectifs étudiants, la dévalorisation du dinar et la chute des revenus des hydrocarbures dans les années 1980, la crise multiforme des années 1990, ont conduit à leur réduction en nombre et en durée. Le retour de la rente pétrolière à la fin des années 1990 n'a pas conduit à un retour de cette politique ; si les doctorants ont aujourd'hui tous droit à des bourses courtes à des fins de documentation, elles ne durent toutefois que deux à quatre semaines et rares sont ceux en SHS qui profitent de bourses longues (18 mois). La majorité des bourses longues sont donc surtout financées par des pays tiers, en particulier pour les formations linguistiques. En plus de réduire les coûts, ces restrictions de durée sont présentées comme permettant de réduire la « fuite des cerveaux ». Pourtant, la tendance à l'expatriation se serait accentuée (Latreche, 2000). Pour AA, jeune docteur en littérature européenne, qui a pu profiter d'une bourse longue, mais n'a pas pu rester plus longtemps pour des raisons économiques, il existe un clivage générationnel sur cette question ; ceux qui ont la soixantaine sont revenus après leurs études à l'étranger car des postes les attendaient, tandis que les jeunes générations « ou bien elles sont revenues et elles ont fait autre chose, elles se sont recyclées disons dans un autre domaine, tourisme... Mais la majorité est restée ». Le désir d'international apparaît comme inversement corrélé aux possibilités objectives de s'y rendre.

## Survalorisation de l'international, internationalisation sur place

- 25 Alors que les relations et les circulations internationales ne sont plus une évidence, on observe un changement de discours sur la question de l'« international », désormais survalorisé.
- 26 Dans les premières décennies de l'indépendance, alors que l'accès à l'international relevait de l'« évidence », l'enjeu principal en Algérie était l'algérianisation de la science sur les plans institutionnels, mais également épistémiques. Or, dans aucun entretien n'est apparu l'un des enjeux scientifiques majeurs des années 1970, à partir des critiques des savoirs coloniaux par Franz Fanon (Fanon, 1968) ou encore Edward

Saïd (Saïd, 2003), à savoir une désoccidentalisation et une algérianisation/arabisation de la théorie sociologique. Selon Sari Hanafi, elle se réduit aujourd'hui généralement à citer Ibn Khaldoun ou Malek Bennabi, voire à tenter d'islamiser la sociologie (Hanafi et Arvanitis, 2016). À l'inverse, BS, chercheur en littérature arabe d'une soixantaine d'années, qui pourtant assume ses positions islamistes, se dit fier d'avoir contribué à importer le structuralisme en Algérie, après son séjour doctoral en France dans les années 1980, et parle de ses retours réguliers dans ce pays comme de « mises à niveau » sur le plan scientifique.

- 27 Sur le plan institutionnel et humain, l'algérianisation est remise en cause par certains. Ainsi ABr, chercheuse en littérature francophone d'une soixantaine d'années :

Bon, ben la coopération a été suspendue, il fallait algérianiser tout : je comprends très bien ! [...] Mais, il y a un moment où, peut-être, il n'y a hum... comment dirais-je ?... Il n'y a pas à ressentir quoi que ce soit quand c'est une nécessité qui s'impose, c'est tout. C'est la réalité du terrain qui le demande... voilà. Et c'est tout. [...] Je pense que partir à l'étranger c'est toujours un plus, on revient avec un plus. Il me semble que c'est évident. Hein ? [...] il est absolument nécessaire de relever le niveau et une des façons, une des manières de relever le niveau, c'est justement de mettre nos étudiants en face et en milieu de performance, donc les tirer vers le haut.

- 28 Tout en reconnaissant la légitimité de l'algérianisation, cette chercheuse qui a également la nationalité française oppose l'idéologie nationaliste (« ressentir quoi que ce soit ») à une approche pragmatique (« nécessité », « réalité du terrain »). L'« évidence » de l'atout que représenterait la formation à l'étranger est d'autant plus remarquable chez cette ancienne marxiste qu'elle prend les tournures de la « performance » économique. La valorisation du libéralisme économique depuis le début des années 2000 est allée de pair en effet avec le retour en grâce relatif de l'élite intellectuelle francophone.
- 29 Toutefois, comme dans la plupart des pays du Sud, l'internationalisation tend à se faire désormais sur place, même si l'Algérie ne va pas jusqu'à accepter des antennes d'universités étrangères privées (Mazzella, 2009), par les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication), et surtout par l'application de modèles dits internationaux. Le Programme National de Recherche (PNR) a repris le modèle de fonctionnement du FSP français, qui consiste dans le financement de la recherche par projets, dans la logique de la nouvelle gestion publique (New Public Management). La mise en place récente du système universitaire LMD, ou du modèle des laboratoires, correspond au souci de renforcer les relations scientifiques avec les pays européens. À la suite des recommandations d'un cabinet de conseil allemand et d'une université française pour renforcer la « visibilité » de la recherche algérienne, la pression du ministère de l'Enseignement supérieur à la publication d'articles s'est faite croissante. Toutefois, cette mise au diapason avec le système européen et la « professionnalisation » accélérée de la recherche rencontrent de fortes résistances, actives (pour le LMD), passives (laboratoires comme « coquilles vides » distribuant de l'argent selon un enquête) ou rusées (les agréments pour les revues scientifiques sont d'une grande largesse, permettant des publications d'article aisées).

## Quelle participation À la recherche internationale ?

- 30 Tandis que leur internationalité est variable dans le temps, la participation effective des chercheurs algériens à la recherche internationale reste confinée à des espaces marginaux, en grande partie du fait de leur objet d'étude. Il traite en effet généralement de sujets algériens, peu légitimes dans les espaces centraux (Krause, 2016). Cela tient à deux grandes raisons : la stratégie de placement et leur assignation identitaire en contexte de division internationale du travail scientifique ; et le rôle social voire politique qu'ils assignent à leur recherche.
- 31 Toutefois, la situation est différente entre les deux disciplines. Syed Farid Alatas (Alatas, 2003) distingue trois niveaux pour rendre compte de la division internationale du travail scientifique : 1) la division entre étude d'autres pays et étude de son propre pays ; 2) la division entre études comparatives et études de cas ; 3) la division entre travail théorique et travail empirique. Les deux dernières divisions sont valables pour les sciences sociales, mais moins en littérature. La sociologie fonctionne davantage de manière collective, dans les enquêtes comme dans les publications, permettant comparaisons et montée en généralité. L'horizon scientifique de la sociologie implique une discussion intense sur ces théorisations. À l'inverse, la tradition herméneutique en littérature privilégie l'approche individuelle, avec des théorisations plus rares ; les numéros thématiques de revue sont ainsi peu nombreux et le livre est davantage valorisé que l'article. Cette différence de fonctionnement implique une internationalité beaucoup plus forte chez les sociologues, qui peuvent être engagés dans des enquêtes comparatives internationales. Pour cette raison, l'usage de l'anglais est beaucoup plus fréquent chez les sociologues que chez les littéraires, qui restent majoritairement confinés dans les espaces linguistiques des littératures qu'ils étudient.

### Sociologie : rééquilibrer les relations scientifiques

- 32 En sociologie, l'enjeu est de rééquilibrer les relations scientifiques internationales. L'objet algérien n'est *a priori* pas plus illégitime qu'un autre, mais cela est plus vrai dans le monde arabe qu'ailleurs. Les Algériens font désormais partie des premiers contributeurs à la revue arabe de sciences sociales *Idafat* éditée au Liban, mais il faut noter que la quasi-totalité des titres de leurs articles indique un terrain algérien, indice de leur statut périphérique (Keim, 2008, p. 33). Cependant, le sociologue sexagénaire AD soulignait la tendance toute nouvelle des jeunes chercheurs algériens à explorer des terrains autres qu'algériens, en particulier dans le grand Maghreb. En France, selon le sociologue KC, l'objet algérien a pu jouir d'un statut particulier jusque dans les années 1980 ; des figures importantes des sciences sociales comme Pierre Bourdieu avaient étudié cet objet ou simplement vécu en Algérie. Toutefois, la réalité des échanges scientifiques montre le statut marginal de l'objet algérien. Les noms de chercheurs étrangers spontanément cités sont le plus souvent des spécialistes de l'« aire culturelle » arabe et sont de ce fait moins précisément des sociologues que des chercheurs en sciences humaines et sociales en général.
- 33 Le risque est ainsi de délaisser la théorie pour la description empirique. Pour Hountondji, la division internationale du travail scientifique, issue de l'époque coloniale et intériorisée par les chercheurs africains, les conduit à se limiter à des objets africains, et à « laisse[r] à d'autres le soin de théoriser à [leur] place et

d'interpréter la masse de données qu'il apporte en l'intégrant à des ensembles plus vastes » (Hountondji, 2001, p. 5). Cette domination est connue des chercheurs eux-mêmes. KB, sociologue d'une soixantaine d'années travaillant sur l'État algérien, s'était vu refuser au début des années 1980 par une revue internationale spécialisée sur le Maghreb un article théorique qui comparait les points de vue de deux auteurs classiques de la sociologie sur l'État : « Ce qu'on demande à l'Arabe – à l'Algérien, on lui demande de se contenter de donner des données de terrain, mais de ne pas s'immiscer dans ce qu'on appelle l'élaboration théorique. » Sans remettre en cause la réalité objective de cette domination, on peut toutefois supposer qu'il s'agit au moins autant pour lui de justifier auprès de nous le fait qu'il a très peu publié. Il ne répugne pas toujours à l'assignation identitaire de l'« Arabe », moins collègue qu'informateur. En 2014, alors que l'actualité de la « crise des réfugiés » (en particulier syriens et irakiens) battait son plein en Europe, il accepte l'invitation d'un membre d'une prestigieuse université anglaise à tenir lors de son passage une conférence sur la question ; alors qu'il n'avait jamais travaillé sur le sujet : c'est bien en tant qu'« Arabe » qu'il est d'abord intervenu.

- 34 Le but du FSP a justement été, pour FO, sociologue d'un centre de recherche d'une soixantaine d'années et l'une de ses promotrices, de rééquilibrer les échanges avec la France : « Ce qui importait, c'était moins d'être spécialiste de l'Algérie que d'être spécialiste de l'urba ou d'être spécialiste de... C'était ça qui était mis en avant. De ne pas être un objet d'étude, d'être un acteur dans l'échange. » Son rôle était de casser les « vieilles chasses gardées, où on avait quelques mandarins français », qui faisait que l'Algérie était « traitée par Aix-en-Provence ». Toutefois, la réalité n'est pas aussi tranchée, beaucoup de projets étant encore portés par des chercheurs français du Sud de la France. Certains nouveaux réseaux ont pu toutefois se constituer hors des « chasses gardées » aréales. Le projet Tassili sur « Les trajectoires des élèves ingénieurs maghrébins formés en France (1995-2015) : état des lieux et perspectives », lancé en 2011, a été porté conjointement par le CREAD et le Centre de Recherche en Formation de Brest, qui n'avait pas avant, en tant qu'institution, de liens avec des institutions de recherche algériennes. Linda Gardelle, qui portait le projet côté français, était jusque-là spécialiste de la Mongolie.

## Littérature : légitimer l'objet algérien

- 35 En littérature, l'enjeu n'est pas la collaboration égale, mais plus fondamentalement la légitimation de leur objet, condition nécessaire d'une quelconque internationalisation.
- 36 Seuls les chercheurs travaillant à l'étranger ont tendance à ouvrir leur champ d'étude. Les chercheurs en littérature francophone partis en France pendant la guerre civile des années 1990 ont ainsi été contraints de traiter l'ensemble de la francophonie non française, en raison des postes de « littérature francophone » qu'ils ont obtenus. On remarque cependant qu'aucun n'est devenu spécialiste de littérature française, bien plus « légitime » dans les universités. Pour ceux qui travaillent en Algérie, l'internationalisation semble, au contraire, aller de pair avec une nationalisation de leurs objets. Ainsi ABk, chercheuse en littérature comparée d'une cinquantaine d'années, spécialiste des littératures d'Afrique subsaharienne europhones, s'est vue proposer, lors de son séjour aux États-Unis, de faire des communications sur Camus... parce qu'elle était algérienne. AK, chercheuse quadragénaire qui avait fait dans sa thèse

une comparaison entre des auteurs afro-américains et algériens francophones n'a jamais communiqué sur les premiers qu'en Algérie et à l'étranger toujours sur ces derniers.

- 37 La légitimité de la recherche sur la littérature algérienne est peu contestée dans le monde arabe (même si certains évoquent une forme d'« ostracisme ») ; les thèses des chercheurs algériens en littérature arabe défendues dans un pays du Machrek, qui portent la plupart du temps sur des écrivains algériens, sont encadrées par des chercheurs non spécialisés sur l'Algérie. Au contraire, à l'image des hiérarchies dans l'espace littéraire international, l'objet algérien est peu valorisé dans les centres scientifiques internationaux. Les chercheurs en littérature francophone sont certes très internationalisés, mais au sein du réseau très fermé des « études francophones ». La plupart des enquêtés citaient les deux personnalités centrales du domaine en France depuis les années 1980, Charles Bonn (à Paris XIII puis Lyon 2) et Guy Dugas (à Paris 4 puis Montpellier 2). En dehors de la France, ils circulent également au sein des départements de français où les littératures dites post-coloniales ont gagné en légitimité ces deux dernières décennies.
- 38 À défaut de projets collectifs, très rares, la recherche en littérature a profité du FSP-EDAF, qui organisait des mobilités d'étudiants, d'enseignants, et des codirections. Parmi les 275 thèses (de magister et de doctorat) soutenues ou non encore (fin 2016), la quasi-totalité porte sur la littérature algérienne, avec ou sans dimension comparative. Mais, de manière surprenante, même si les spécialistes français de littératures francophones non françaises sont surreprésentés, un grand nombre de directeurs n'avaient jamais travaillé auparavant sur la littérature algérienne. Le programme de l'EDAF a donc aussi contribué à ouvrir les chercheurs français à des corpus algériens. Ainsi Bruno Gelas, professeur à Lyon 2, spécialisé en poésie et dans les interactions entre littérature et philosophie dans des corpus français et européens, qui est le directeur qui a le plus encadré de thèses d'étudiants algériens (22). Il est vrai que la direction de thèse n'est pas un gage de relations scientifiques poussées, *a fortiori* à long terme.

## Une recherche engagée sur le terrain national

- 39 Malgré ces évolutions positives, les constats d'une inégalité dans le travail scientifique international paraissent indéniablement fondés. Cependant, l'approche holistique néglige le sens que les chercheurs algériens donnent à leur recherche, suivant leur position dans l'espace scientifique transnational. Comme l'a montré Pascale Casanova pour la littérature, la marginalité littéraire n'est pas que la conséquence d'une domination des centres, mais relève également dans les périphéries de démarches politiques, en particulier nationalistes (Casanova, 2008). Ainsi LA, chercheuse en littérature européenne, insistait spontanément sur le fait que tout le département avait une démarche « patriotique ». Une autre chercheuse en littérature européenne, AK, disait faire une comparaison entre la littérature en question et la littérature algérienne pour casser à l'étranger l'image négative de l'Algérie de la guerre civile. Il s'agit également, pour le jeune sociologue SM, de « ne pas attendre que les Français ou les Américains » viennent étudier leur pays à leur place.
- 40 Il faut souligner également la faible autonomie relative du champ scientifique algérien. La recherche doit avoir une utilité sociale ou politique ; on le constate à la présentation souvent spontanément politique de recherches en sociologie (réforme agraire dans les

années 1970, droit des femmes depuis les années 1980...) ou en littérature (sur les questions identitaires en particulier); ou à la circulation des sociologues entre les espaces scientifiques, d'expertise, et politiques. Comme dans la République mondiale des lettres, les chercheurs qui ne se fixent pas des objectifs nationaux (progrès social, conscientisation politique...) mais la discussion scientifique dans les pôles centraux de la recherche risquent d'être qualifiés de « traîtres » (Gueye, 2011). Ainsi KB, sociologue qui avait soutenu sa thèse en Grande-Bretagne, aurait été incité par l'éminent historien Hugh Roberts à la publier en anglais, mais selon ses dires, il n'y aurait pas vu intérêt (« Je me suis dit à quoi ça sert ») et, au contraire, a un temps voulu la traduire en français et la publier en Algérie. Que cette anecdote soit entièrement authentique ou non ne change rien à la vertu dont ce chercheur se réclame, se montrant désintéressé à participer à une science internationale qui serait déconnectée des enjeux proprement algériens.

- 41 Ainsi, quand Hountondji, du fait des inégalités matérielles (infrastructures, documentations...) et symboliques entre les centres et les périphéries de la recherche scientifique internationale, parle de la tendance à l'« extraversion » des chercheurs africains, il ne prend en compte que ceux qui cherchent à entrer dans le jeu scientifique international et travaillent pour cela sur des objets locaux : il néglige la structure transnationale des champs scientifiques périphériques et les chercheurs qui, peut-être certes moins productifs, conçoivent la recherche comme inscrite dans les problématiques politiques et sociales du pays. Il est par ailleurs remarquable, pour le cas algérien, que les plus internationalisés des chercheurs algériens essaient de conserver un équilibre entre reconnaissance internationale et un engagement politique marqué.

## Typologie des participations à l'international

- 42 Le facteur principal d'explication de la diversité des attitudes des enquêtés face à l'international nous paraît être le facteur générationnel, lié aux évolutions structurelles de l'université algérienne et aux politiques l'accompagnant. Le second facteur est linguistique, lié à la densité des liens scientifiques et diplomatiques avec la France. Le troisième est disciplinaire et le quatrième sexuel. On pourrait ainsi opposer de manière théorique un homme sociologue sexagénaire francophone, qui serait très internationalisé, et une jeune femme enseignante arabisante, qui ne le serait pas du tout. C'est pourtant davantage quatre attitudes différentes typiques à l'égard de l'international qu'il convient de dégager.
- 43 FO représente l'*internationalité évidente* : dans sa pratique et ses discours, l'international paraît une évidence. Professeure de sociologie d'une soixantaine d'années (née donc sous la colonisation), elle est francophone (même si elle a appris à enseigner en arabe), a pu partir en Europe une fois mariée et y a poursuivi ses études, a travaillé sur des enquêtes collectives avec des Européens restés en Algérie, des coopérants, puis à des projets euro-méditerranéens, a enseigné en France et aux États-Unis, et fait partie de plusieurs associations (arabe, africaine, francophone) de sociologie.
- 44 SS représente le type de l'*internationalité vacancière*. D'une soixantaine d'années, après avoir fait son troisième cycle dans un pays arabe et en poste de maître de conférences en littérature arabe depuis 30 ans, il ne participe plus à aucun colloque international mais profite tout de même des nombreuses bourses de mobilité offertes aux titulaires

de l'enseignement supérieur pour aller en France surtout (quoiqu'il parle difficilement le français) et deux fois dans des pays arabes.

- 45 AK représente le type de l'*internationalité frustrée*. Maîtresse de conférences en littérature européenne d'une quarantaine d'années, elle a été soutenue par son père dans ses études et a pu profiter de bourses de mobilité, étrangère et algérienne, de quelques semaines. Toutefois, cette francophone fascinée par le mode de vie du pays qu'elle étudie, et qui y a de la famille, regrette de ne pouvoir y aller plus, et surtout suggère le mépris qu'elle ressent de la part de ce pays qui n'envoie pas de personnalités connues au Salon du livre d'Alger, et de la part des jeunes chercheurs qui viennent parfois à son université. C'est la participation à une société internationale (occidentale) qui est ici en jeu.
- 46 SM représente l'*internationalité utile*. Jeune chercheur en sociologie de formation arabe et contraint de passer au français depuis qu'il est entré dans un centre de recherche, il vit ses courts séjours de recherche en France sur un mode euphorique, heureux d'accéder à une documentation riche, et en profite pour rencontrer des collègues français avec lesquels son laboratoire a déjà des relations par le biais d'enquêtes collectives.

## Conclusion

- 47 Contre les thuriféraires de la mondialisation, le caractère dominé de la recherche algérienne dans l'espace scientifique international reste avéré. Bien plus, la mondialisation n'a pas été un processus continu qui, en accroissant les échanges, aurait fait passer de l'inégalité coloniale à l'égalité des chances mondialisées ; au contraire, l'internationalité des chercheurs algériens a perdu en intensité ce qu'elle a gagné en quantité. Cependant, contre la représentation d'un espace international de la recherche inégalitaire immuable, il convient de souligner certaines évolutions, qui ont contribué à réduire les inégalités scientifiques internationales pour les chercheurs algériens. L'espace régional arabe paraît de plus en plus égalitaire et accessible à la recherche algérienne. L'héritage colonial n'est pas univoque, purement « néocolonial » : les rapprochements diplomatiques franco-algériens ont renforcé le lien de dépendance avec l'ancienne métropole coloniale, mais sur un mode plus égalitaire. Par ce biais cependant, les inégalités linguistiques entre francophones et arabophones, existant aux niveaux national et international, à la fois symboliques et matérielles, ont été renouvelées. Bien plus, le français et la France apparaissent comme la principale voie d'accès à l'espace européen et anglophone, même si d'autres voies se développent. C'est le cas en sociologie, mais moins en littérature, où l'ambition généralement moins théorique et la pratique moins collective de la recherche impliquent des confinements plus grands dans les espaces linguistiques des littératures étudiées, malgré l'intérêt anglophone pour les littératures dites post-coloniales. Les possibilités d'échanges internationaux dépendent donc de plusieurs facteurs, qu'on ne peut réduire à la seule position dominée de l'Algérie dans l'espace scientifique mondial ; les actions politiques et diplomatiques ont des impacts historiques (et donc générationnels) sur les modalités d'internationalisation, sur la rentabilité scientifique des langues, et il convient de prendre en compte également les différences entre les disciplines, et les sexes.
- 48 Cette étude fondée sur un modèle structural de la recherche scientifique mondiale s'est voulue donc historique, mais aussi compréhensive : plutôt que de déplorer de manière

normative les conséquences de la domination de l'Algérie dans l'espace international, il convient de réintroduire le sens, positif, que les acteurs algériens donnent à leur recherche. L'ambition de certains théoriciens de sortir de la dépendance épistémique par rapport aux anciens centres coloniaux ne se retrouve pas chez nos enquêtés, qui cherchent plus à participer à l'international qu'à en subvertir l'ordre. Cette question est en outre secondaire pour certains, pour qui l'enjeu est davantage le rôle politique de leur recherche au niveau national.

*Enquête réalisée au sein de et financée par l'ERC Interco-SSH (International Cooperation in the SSH). Une autre version de cette enquête a paru en anglais (Leperlier, 2018a).*

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Aalbers, M.B. (2004). Creative destruction through the Anglo-American hegemony: a non-Anglo-American view on publications, referees and language. *Area*, 36(3), 319-322.
- Alatas, S.F. (2003). Academic dependency and the global division of labour in the social science. *Current Sociology*, 51(6), 599-613.
- Beau, N. (1995). *Paris, capitale arabe*. Paris : Le Seuil.
- Beaud, S. (1998). Regards sur la sociologie en Algérie et dans le monde arabe. Entretien avec Ali El-Kenz. *Genèses*, 32(1), 127-139, <https://doi.org/10.3406/genes.1998.1529>.
- Bhabha, H.K. (1994). *The Location of Culture*. London/New York: Routledge.
- Bourdieu, P. (1999). The Social Conditions of the International Circulation of Ideas. In R. Shusterman (dir.), *Bourdieu: A Critical Reader* (pp. 220-228). London: Blackwell.
- Brisson, T. (2015). Western and Non-Western Views of the Social and Behavioral Sciences. In *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences* (vol. 25, pp. 541-550). Oxford: Elsevier.
- Casanova, P. (2008). *La République mondiale des lettres*. Paris : Le Seuil.
- Chachoua, K. (2010). La sociologie en Algérie : L'histoire d'une discipline sans histoire. In K. Eberhard, *Les sciences sociales en voyage : l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vus d'Europe, d'Amérique et de l'intérieur* (pp. 135-155). Paris : Karthala.
- Chakrabarty, D.A. (2008). *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton: Princeton University Press.
- Fanon, F. (1968). *Les Damnés de la terre*. Paris: François Maspero.
- Friedman, T.L. (2007). *The World is Flat: The Globalized World in the Twenty-First Century*. London: Penguin.
- Garreau, F. (1988). Another Type of Third World Dependency: The Social Sciences. *International Sociology*, 3(2), 171-178.
- Geisser, V. (dir.). (2000). *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs : trajectoires sociales et itinéraires migratoires*. Paris : CNRS.

- Gingras, Y. (2002). Les formes spécifiques de l'internationalité du champ scientifique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 141-142, 31-45.
- Gueye, A. (2011). Quelques réflexions sur la contribution des chercheurs africains expatriés à la recherche en sciences humaines et sociales en Afrique. In M. Leclerc-Olive, G. Scarfò Ghellab, A.-C. Wagner (dir.), *Les Mondes universitaires face au marché : circulation des savoirs et pratiques des acteurs* (pp. 325-337). Paris : Karthala.
- Haddab, M. (2007). Évolution morphologique et institutionnelle de l'enseignement supérieur en Algérie : ces effets sur la qualité des formations et sur les stratégies des étudiants. In S. Mazzella (dir.), *L'Enseignement supérieur dans la mondialisation libérale : une comparaison internationale (Maghreb, Afrique, Canada et France)*. Tunis : IRMC.
- Hanafi, S., Arvanitis, R. (2016). *Knowledge Production in the Arab World: The Impossible Promise*. London: Routledge.
- Heilbron, J., Guilhot, N., Jeanpierre, L. (2008). Toward a transnational history of the social sciences. *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 44(2), 146-160.
- Henry, J.-R. (2012). La recomposition des savoirs au Maghreb à l'époque de la coopération. In J.-R. Henry, J.-C. Vatin (dir.), *Le temps de la coopération : sciences sociales et décolonisation au Maghreb* (pp. 27-46). Paris : Karthala.
- Henry, J.-R., Vatin, J.-C. (dir.). (2012). *Le temps de la coopération : sciences sociales et décolonisation au Maghreb*. Paris : Karthala.
- Hountondji, P.I. (2001). Le savoir mondialisé : déséquilibre et enjeux actuels. In *La mondialisation vue d'Afrique*. Université de Nantes, MSH Guépin. Consulté à l'adresse <http://mshafrique.free.fr/afrique/charpar/cfpaulin.pdf>.
- Kadri, A. (2000). La formation à l'étranger des étudiants algériens les limites d'une politique rentière (1962-1995). In V. Geisser (dir.), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs : trajectoires sociales et itinéraires migratoires* (pp. 209-219). Paris : CNRS.
- Kadri, A. (2012). Algérie 1960. Génération de la coopération à l'Université. Un engagement diversifié et multiforme, une sur-idéologisation de l'Université. In J.-R. Henry, J.-C. Vatin (dir.), *Le temps de la coopération : sciences sociales et décolonisation au Maghreb* (pp. 183-208). Paris : Karthala.
- Keim, W. (2008). Social sciences internationally: The problem of marginalisation and its consequences for the discipline of sociology. *African Sociological Review / Revue africaine de sociologie*, 12(2), 22-48.
- Keim, W., Çelik, E., Ersche, C., Wöhrer, V. (Eds.). (2014). *Global knowledge production in the social sciences: made in circulation*. Farnham: Routledge.
- Krause, M. (2016). 'Western hegemony' in the social sciences: fields and model systems. *The Sociological Review Monographs*, 64(2), 194-211.
- Lamont, M. (1987). How to Become a Dominant French Philosopher: The Case of Jacques Derrida. *The American Journal of Sociology*, 93(3), 584-622.
- Lander, E. (Ed.). (2011). *La Colonialidad del Saber : Eurocentrismo y Ciencias Sociales : Perspectivas Latinoamericanas*. Buenos Aires: Fundación Centro de Integración, Comunicación, Cultura y Sociedad (CICCUS).
- Latreche, A. (2000). Les étudiants maghrébins en France dans les années quatre-vingt-dix : trajectoires migratoires et mobilisations familiales. In V. Geisser (dir.), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs : trajectoires sociales et itinéraires migratoires* (pp. 260-284). Paris : CNRS.

Leclerc-Olive, M., Scarfò Ghellab, G., Wagner, A.-C. (dir.) (2011). *Les mondes universitaires face au marché : circulation des savoirs et pratiques des acteurs*. Paris : Karthala.

Leperlier, T. (2018a). Postcolonial internationality of Algerian Social scientists. In J. Heilbron, G. Sorá, T. Boncourt, *The Social and Human Sciences in a Global Perspective* (pp. 185-214). London: Palgrave.

Leperlier, T. (2018b). *Algérie, les écrivains dans la décennie noire*. Paris : CNRS Éditions.

Madoui, M. (2008). Les sciences sociales en Algérie. *Sociologies pratiques*, 15(2), 149-160, <https://doi.org/10.3917/sopr.015.0149>.

Martin-Criado, E. (2008). *Les deux Algéries de Pierre Bourdieu*. Paris : Le Croquant.

Mazzella, S. (dir.). (2007). *L'Enseignement supérieur dans la mondialisation libérale : une comparaison internationale (Maghreb, Afrique, Canada et France)*. Tunis : IRMC.

Mazzella, S. (2009a). La Maghreb dans la mondialisation étudiante. In S. Mazzella (dir.), *La mondialisation étudiante : le Maghreb entre Nord et Sud*. Paris-Tunis : Karthala-IRMC.

Mazzella, S. (dir.) (2009b). *La mondialisation étudiante : le Maghreb entre Nord et Sud*. Paris-Tunis : Karthala-IRMC.

Mudimbé, V.-Y. (1994). *The Idea of Africa*. Bloomington (Ind.): Indiana University Press.

Ortiz, R. (2009). *La Supremacía del Inglés en las Ciencias Sociales*. (T.B. Arijón, trad.). Buenos Aires: Siglo Veintiuno.

Rodriguez Medina, L. (2014). *Centers and Peripheries in Knowledge Production*. London-New York: Routledge.

Saïd, E.W. (2003). *Orientalism*. London: Penguin.

Sapiro, G. (dir.). (2008). *Translatio : le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*. Paris : CNRS Éditions.

Schott, T. (1991). The world scientific community: globality and globalisation. *Minerva*, 29(4), 440-462.

Swaan, A. de. (2001). *Words of the world: the global language system*. Cambridge: Polity.

## NOTES

1. 36 entretiens de 45 minutes en moyenne, pour la plupart enregistrés et retranscrits : 22 avec des chercheurs en littérature (7 en littérature francophone, 6 en littérature arabe, 1 en littérature berbère ; et 6 en littérature anglophone, 1 en littérature allemande, 1 en littérature italienne), et 14 en sociologie (9 travaillant majoritairement en français, 5 majoritairement en arabe). Les 13 entretiens avec les écrivains-universitaires duraient quant à eux en moyenne deux heures : 10 en littérature arabe, 2 en sociologie, et 1 en littérature francophone. Ils ont été réalisés en français, à l'exception de 2 en arabe. HN, 02/11/13, litt fr, H ; BS, 03/11/13, litt ar, H ; MS, 03/11/13, litt ar, H ; ABk, 03/11/13, litt fr, F ; ABr, 04/11/13, litt fr, F ; HM, 05/11/13, litt fr, H ; KA, 26/10/16, litt fr, H ; SF, 26/10/16, litt fr, F ; AA, 26/10/16, litt eu, H ; BH, 26/10/16, litt eu, H ; YI, 27/10/16, litt fr, H ; LA, 30/10/16, litt eu, F ; LD, 30/10/16, litt eu, F ; SK, 30/10/16, litt eu, F ; AB, 30/10/16, litt eu, F ; AK, 30/10/16, litt eu, F ; FO, 30/10/16, socio, F ; MA, 31/10/16, litt, H ; HZ, 31/10/16, socio, H ; SS, 31/10/16, litt ar, H ; FA, 31/10/16, litt ar, H ; SX, 31/10/16, litt ar, F ; BM, 31/10/16, socio, F ; NN, 02/11/16, socio, F ; AG, 02/11/16, socio, F ; OL, 02/11/16, socio, H ; AN, 03/11/16, socio, H ; KB, 03/11/16, socio, H ; LB, 03/11/16, socio, H ; KC, 10/11/16, socio, H ;

SA, 16/11/16, litt eu, F ; MB, 25/11/16, socio, H ; SM, 30/11/16, socio, H ; AD, 06/12/16, socio, H ; AB, 10/12/16, socio, H.

2. Sur 280 projets PHC Tassili financés depuis 2007, 29 portent sur des Sciences de la société ou Sciences humaines et humanités.

3. Officiellement, sauf en France, Bachelor-Master-Doctorat.

## RÉSUMÉS

La marginalité de la recherche algérienne en littérature et en sociologie dans l'espace scientifique international reste forte. La mondialisation n'a pas permis de passer d'une dépendance coloniale à une égalité des chances mondialisée. Au contraire, la dépendance à la France et au français s'est renouvelée, comme accès prioritaire à l'espace européen et anglophone, et tandis que l'international est devenu le mot d'ordre de la recherche algérienne, la réalité de l'internationalisation a perdu en qualité ce qu'elle a gagné en quantité. Cependant, la structure inégalitaire de l'espace scientifique international n'est pas immuable. Les volontés militantes de réduire les inégalités scientifiques internationales ont porté leurs fruits, en particulier dans l'espace international arabophone, mais également francophone. Ces volontés ne sont d'ailleurs pas partagées par tous : tandis que le discours de désoccidentalisation de la science semble s'être perdu, certains chercheurs considèrent, *volens nolens*, le rôle politique national de leur recherche comme plus important que leur visibilité au niveau international.

Algerian research in literature and sociology continues to remain very marginalized in the international scientific arena. Globalization has not made it possible to move from colonial dependency to global equal opportunity. On the contrary, dependency on France and the French language has re-emerged as a way of gaining access to Europe and the English-speaking world, and while the "international" has become a buzz-word and a model in Algerian research, in fact internationalization has lost in quality what it has gained in quantity. Nevertheless, the inegalitarian structure of the international scientific space is not immutable. Activists' desires to reduce international scientific inequalities have borne fruit, particularly in the Arabic-speaking international space, but also in the French-speaking one. Moreover, not all researchers view internationalization as a desideratum : while the discourse of de-Westernizing science seems to have got lost, some researchers, *nolens volens*, believe that the national political role of their research is more important than their international visibility.

La marginalización de la investigación argelina en las áreas de literatura y sociología en el espacio científico internacional sigue siendo fuerte. La globalización no ha permitido pasar de la dependencia colonial a la igualdad global de oportunidades. Por el contrario, la dependencia de Francia se reprodujo y Francia sigue siendo el medio de acceso prioritario al espacio europeo y anglófono. Si bien la proyección internacional se ha convertido en el lema de la investigación y un modelo en Argelia, se puede decir que la investigación perdió en calidad lo que ganó en cantidad. Sin embargo, la estructura desigual del espacio científico internacional no es inmutable. La voluntad militante de reducir las desigualdades científicas internacionales ha dado sus frutos, especialmente en el espacio internacional de habla árabe, pero también en el mundo de habla francesa. Estas voluntades, además, no son compartidas por todos: mientras que el discurso de la des-occidentalización de la ciencia parece haberse perdido, algunos investigadores

consideran, *volens nolens*, el papel político nacional de su investigación como más importante que su visibilidad a nivel internacional.

## INDEX

**Mots-clés** : Algérie, post-colonial, mondialisation, sociologie, littérature

**Palabras claves** : Argelia, poscolonial, globalización, sociología, literatura

**Keywords** : Algeria, postcolonial, globalisation, sociology, literature

## AUTEUR

### TRISTAN LEPELIER

Docteur de l'EHESS en sociologie et littérature. Il publie en 2018 chez CNRS Éditions, *Algérie, Les écrivains dans la décennie noire*.

Adresse : Centre Européen de Sociologie et de Sciences Politiques, EHESS, 54 bd Raspail, FR-75006 Paris – Courriel : [tristan.leperlier\[at\]gmail.com](mailto:tristan.leperlier[at]gmail.com)



## The Presence of postcolonial academics in South African universities

### Epistemic potential and possibilities

*La présence de chercheurs postcoloniaux dans les universités sud-africaines*

*La presencia de académicos en las universidades sur-africanas. Potencial epistémico y posibilidades*

**Lionel Thaver and Beverley Thaver**

---



#### Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/rac/338>

DOI: 10.3917/rac.041.0604

ISSN: 1760-5393

#### Translation(s):

La présence de chercheurs postcoloniaux dans les universités sud-africaines - URL : <https://journals.openedition.org/rac/320> [fr]

#### Publisher

Société d'Anthropologie des Connaissances

#### Electronic reference

Lionel Thaver and Beverley Thaver, "The Presence of postcolonial academics in South African universities", *Revue d'anthropologie des connaissances* [Online], 12-4 | 2018, Online since 31 December 2018, connection on 08 November 2023. URL: <http://journals.openedition.org/rac/338> ; DOI: <https://doi.org/10.3917/rac.041.0604>

---

This text was automatically generated on February 16, 2023.



The text only may be used under licence CC BY-NC-ND 4.0. All other elements (illustrations, imported files) are "All rights reserved", unless otherwise stated.

---

# The Presence of postcolonial academics in South African universities

Epistemic potential and possibilities

*La présence de chercheurs postcoloniaux dans les universités sud-africaines*  
*La presencia de académicos en las universidades sur-africanas. Potencial epistémico y posibilidades*

Lionel Thaver and Beverley Thaver

---

## Introduction

- 1 Globally, the academic profession is poised at a challenging and complex social moment, reflecting shifts in the shape and form of knowledge development and arrangements (Altbach, 2003). These conditions are constituted by the imperatives of global and national (academic) 'labour market' needs that have arisen out of the twin forces of globalisation and massification (Altbach *et al.*, 2009; also see Gibbons, 1994). An integral component of this complex alignment is the imperative to appoint highly skilled academics whose competency extends beyond that of teaching to research. The indicators for the latter are a doctorate in a relevant field with a research profile, which, when combined with community engagement, constitutes a high level of competency/skill for an increasingly globalised knowledge economy (also see Bloom, 2005). In effect the individual academic with this particular combination of skills occupies a specialised place in the knowledge economy. We are aware that this phenomenon (high level academic competency) is occurring within the context of a particular arrangement of the science and innovation system. This system, in turn, is transforming from narrow, insular disciplinary formations as canons to multi-disciplinary and inter-disciplinary modalities, occurring in and beyond the university, where knowledge is also being produced (Gibbons, 1994).

- 2 Our interest is such that, when the aforementioned conditions are mapped onto the global and continental academic landscapes, we observe a skewed form with respect to, firstly, the patterns of mobility of academic staff in terms of the South-North geopolitical intellectual divide (Altbach & Knight, 2007). And, secondly, that this skewed form is noted in the imbalances and unequal relations of research production (Mahlck, 2016; also see Cummings, 2017). This set of unequal relations vis-à-vis global research arrangements (Mahlck, 2016) has multifaceted implications for Africa. More specifically, in light of this unequal 'intellectual division of labour', Africa with its particular forms of historical, pre-colonial, colonial and postcolonial relations, continue in its present contemporary context to be one among several incubating sites, for universities in Western/Northern academic regions, seeking to accelerate their competitive edge in the knowledge economy (Altbach *et al.*, 2009).
- 3 In this respect, we wish to draw attention to the distribution of academics from the African continent (sans South Africa) who were drawn to South African universities in a comprehensive, evidence-driven manner. As such we seek to simultaneously identify any prospective patterns in the size and shape of this postcolonial African academic cohort. Our interest is to show how this phenomenon unfolds in the South African academic landscape, as it transitioned from an apartheid, isolationist and closed university system, to a democratic, open and integrative one.
- 4 At the outset, we wish to state that while we are cognizant of the body of literature on academic migration (Tremblay, 2005), mobility patterns, including high level skills-development and transfer (Felleson & Mahlck, 2014; Ellis, 2008) and immigration (Wa Kabwe-Segatti *et al.*, 2008), it is not the focus of this article, which has a more modest aim. In this respect, our article focuses on the distribution patterns of African academics from outside of South Africa, who have entered what has historically been a closed South African academic system still predicated on Eurocentrism. We envisage for future research that both the data set and the preliminary analysis would serve as a platform which is oriented towards mapping the discursive regularities that unfold as a consequence of the discursive practices of this postcolonial African cohort of academics and their articulation inside the South African academy.

## Historical sketch of the South African university system: segregation, apartheid and democracy

- 5 A brief historical sketch of South Africa's university system and its relationship to the academic profession over the period of a century point to the latter being shaped and influenced by the cultures and values of the respective modalities of state formation (Thaver & Thaver, 2010). During the first four decades of the 20<sup>th</sup> century, under the segregationist political administration (1910-1948), we are witness to the establishment of six universities, including one college designated for Africans and five technical institutes. With the exception of the former (university college), these eleven institutions were almost exclusively designated for the section of the population officially classified as white<sup>1</sup>. During this period of segregation in South Africa, the university is witness to two types of fault lines. The first is that the European or white population was divided between Anglo and Afrikaner ethnicities and their hegemonic interests; and secondly, that there was a racial divide between the white and black sections (subdivided into African, coloured and Indian descent) of society, in general. In

this context, the university is witness to hegemonic contestations around the medium of instruction of English and Afrikaans at the complete neglect of African languages. This represented a classic case of how language was politicised to the point at which student access to the university sector had been regulated, especially as was the case for African students, in particular, and black students, including white students, in general. This was symptomatic of the broader Anglo-Afrikaner political struggle seeking to extend hegemonic control of their respective world views. By the mid-20th century, colonial traditions, symbols and images were imbricated in the institutional cultures that had also by this time reached into academic appointments, as well as curriculum and the academic structure, in general (see Philips, 2003; Schoole, 2006).

- 6 Immediately after the second half of the 20th century, the apartheid state used scientific racism and ethnicity as organizing principles for establishing four new universities and four new technical institutions, as well as for allocating resources to all institutions. This resulted in bringing the number of institutions to 19 (10 universities and 9 technical institutes) by the late 1950s. The use of ethnicity as an organising principle by the apartheid state was consolidated with the promulgation of the Bantu Education Act of 1959, which witnessed a further eleven university colleges and six technical institutes being formed. With the latter's nomenclature changed to that of Certificates for Advanced Technical Training, this resulted in a higher education landscape comprising a total of 36 institutions distributed across 21 universities and 15 'technikons' by the late 1980s. With respect to the criterion for entry qualifications' for academic appointments, this was pegged at the level of an Honours degree and was placed under the oversight of the state.
- 7 What was, however, notable was that academics who were recruited and redeployed in Black universities recently formed under apartheid were in the main white academics who were trained in the historically Afrikaner universities (Gwala, 1988). This latter racial dispensation skewed the demographic distribution of academics at all 36 higher education institutions to the point that the following distribution (by 1994) was evident: White academics (83%), Black academics collectively (16%). The disaggregation of the latter category Black as represented in the Population Registration Act of 1950 of the then apartheid state was African (9%), Coloured (3%) and Indian (4%) and Other (1%) all of whom were mainly concentrated at historically black institutions. By contrast, we wish to emphasise that African student enrolment at historically white universities had increased quite significantly in the late 1990s. In light of this, it was apparent that this expansion in African student enrolment was disproportionate to the staff profile of the African academic cohort employed. This situation prompted Cooper and Subotzky (2001) to refer to this tendency as a 'skewed revolution'. It is precisely in recognition of this highly skewed under-representation of African academics, in general, at both historically white and historically black universities in the South African university sector, which has prompted this article.
- 8 Following on the point about the demographic under-representation, it is important to note that the identification of the ideal and typical academic subject, that is, who was deemed suitable to teach, research and develop certain scientific fields of study overlapped with the politically exclusive social frameworks of racial discrimination (see Centre for Science and Development, 1992; Badat *et al.*, 1994; Wolpe, 1995; Schoole, 1996). With regard to this distinction, we want to draw particular attention to the institutionalised and structural nature of how apartheid systemically undermined and

suppressed the organic development of a South African, African academic cohort. The latter made for a highly skewed and non-representative legacy in the South African university sector which was still highly visible at the inauguration of democracy in 1994.

- 9 The aftermath of the democratic turn saw the introduction of a raft of policy initiatives which was established to transition the system that was fragmented racially and furthermore divided into the institutional types of university and technikon. This transition to a unitary system, firstly, involved cutting across the imposed racial categories towards a culture of non-racialism albeit in an uneven manner. Secondly, it involved elevating the institutional status of the technikon to that of a university with its new nomenclature now being a 'University of Technology'. In this regard, the notable strategic intervention was the introduction of the policy document, entitled: *Transformation Programme for Higher Education, White Paper, 1997*. This preceded the promulgation of the Higher Education Act 1997, both of which became the precursors to the *National Plan for Higher Education, 2001*. The national plan contained reform mandates which included the restructuring of the size and shape of the higher education landscape through a merger/incorporation process, which resulted in the reduction of the number of institutions from an initial 36 down to 23 universities. This latter process was consolidated in 2005, which serves as the entry period for the gleaning of data for this article.
- 10 In the main, the reforms at the level of academic staffing had the explicit aim of being directed to changing the shape and size of the academic profile to align more closely to the diverse demographics and representative needs of South African society and the constitutional democracy. Our view is that the steerage of the system at a macro-level, tended to mirror the broader social values and principles as advanced under specific presidencies of the democratic dispensation, of which we provide a brief background.
- 11 Firstly, in the Mandela administration between 1994 and 1999, we observe a concrete shift from South Africa viewed as an extension of Europe, that is, outside of Africa, towards the political and symbolic reintegration of South Africa into the African continent. In this respect, the social policy pertaining to the academic profession had been the injunction to recruit African academics from the rest of Africa into the academy. On a macro-level this Africanisation project, steered under the Presidency of Thabo Mbeki (1999-2008), is best captured by Mbeki (1988) in his, "*I am an African*" (pp. 31-32) *speech*, in which he foregrounds the need to foment an African Renaissance. In this context and combined with the backdrop of the systematic and structural marginalisation of African academics in the South African university system, there was a question that went a begging. This question was about how new African academic role models may be expanded at universities in order to meaningfully change the size, shape and character of the Instruction-Research<sup>2</sup> (i.e. academic) staff profile. The mechanisms for the facilitation envisaged in this change of the academic cohort took place through the National Plan for Higher Education (NPHE, 2001), which sought to "attract skills" (p. 46), and in a co-simultaneous manner "encourage [d] institutions to recruit academics actively from the rest of the Africa" (p. 46). What we wish to point out is that this policy mandate was directly linked to the need for "providing role models for black students and in helping to change institutional cultures" (p. 46).
- 12 Within this context, our primary interest, firstly, is in seeking to establish how, in the gestation period of this reform, the size and shape of the postcolonial African academic

cohort has shifted over a decade beginning in 2005 and ending in 2014. Secondly, given that the advent of this postcolonial African academic cohort represents a change in epistemic subjects, we track this in the size and shape of the diverse African academic cohort as distributed across 44 different countries. And furthermore, we combine the country of origin of this African academic cohort to their respective postcolonial Anglophone, Francophone and Lusophone formations as epistemes. However, before proceeding with the official data set, we provide clarification on the deployment of terms in relation to our use of episteme and its provenance.

## Interpretive Framework

- 13 In sum, what we seek to establish in this article is the nature of the configuration and distribution of African academics from postcolonial Anglophone, Francophone and Lusophone formations simply on the basis of their presence in the South African university sector. We are not making the far-reaching claim that African academics are of necessity committed to what Mamdani (2016) views as ‘epistemological decolonisation’. However, we are suggesting that the presence of African academics as such, reconfigure the field of discursive production in the ‘arena’ of South African universities, which in turn makes for the articulation of multiple knowledge formations. In addition, we are suggesting that this reconfiguration does indeed make for different conditions of existence of knowledge production. In this respect, we are mindful that the latter does not necessarily equate with the Africanisation of knowledge, in that it can equally be a reproduction of extant Eurocentric worldviews. In other words, the case for the Africanisation of knowledge needs to be demonstrated in the discursive practices that emerge in the production and reproduction of knowledge in the South African academy. We understand the latter as encompassing the experience and worldviews of postcolonial African academics, their articulation with Eurocentric training and the encounter with knowledge production in the South African university sector. To clarify, what is meant by episteme is drawn from Foucault (1989) who states that an “...episteme may be suspected of being something like a worldview, a slice of history, common to all branches of knowledge, which imposes on each one the same norms and postulates...” (p. 211).
- 14 The question thus arises of the problematic correlation between African epistemic agency and its relation to an African epistemology, namely, that it is not a *fait accompli*, but that this needs to be empirically demonstrated. Most importantly, we need to make explicit that there is no racial basis to the Africanisation of knowledge *per se*, but rather, that it rests upon an epistemological conviction for developing knowledge systems that are contextually relevant. The fundamental purpose behind the use of episteme is to establish whether the expansion of the postcolonial African cohort of academics in the sector may in fact be contributing to the development of Africanised modalities of knowledge. Ultimately, we are concerned with whether the latter might lead to the development of an African epistemology (epistemologies) and whether this may cross the threshold of formalisation into disciplines and / or sciences. The purpose of the article is to primarily establish the objective conditions insofar as it relates to the wide ranging presence of African academics who hail from postcolonial Anglophone, Francophone and Lusophone epistemes (as defined above) across forty-four African countries.

- 15 We wish to reiterate that we are not holding onto a racialisation of the ‘episteme’ insofar as Eurocentrism is considered to be a white representation of knowledge production. In other words, we argue that since African academics, in general, have also been acculturated within the same episteme means that we cannot make the assumption that the latter are necessarily committed to the Africanisation of knowledge. However, inasmuch as African academics commit themselves to decolonising knowledge and working towards developing an African episteme, that is, an African world view, with its norms and postulates, means it is borne rather of an epistemological conviction. In this regard, the salient point that we address is best captured by Mudimbe (1988) who considers Eurocentricism as an instance of “epistemological ethnocentrism” (p. 15). We wish to emphasise that the latter is equally true with respect to an Afrocentricism that is disarticulated from other systems of knowledge. Thus, we do not seek a bifurcation of knowledge into Euro and Afro centric modalities, but would rather seek to probe knowledge production, in the South African university sector, in light of the articulation of epistemes centred within an African experience.
- 16 The question of the relationship between ‘episteme’ and epistemology is particularly significant inasmuch as use of the former insulates us in part from conflating a shift in epistemic agency with a shift in epistemology. In this regard, Foucault (1989) makes abundantly clear that
- [t]he episteme is not a form of knowledge (*connaissance*) or type of rationality which, crossing the boundaries of the most varied sciences, manifest the sovereign unity of the subject, a spirit, or a period; it is the totality of relations that can be discovered for a given period, between the sciences when one analyses them at the level of discursive regularities (p. 211).
- 17 Flowing from the above, we are in fact setting the scene for further research that could engage empirically with whether an expansion of the African cohort is in fact contributing towards the firming up of an African episteme in emergent discursive regularities. And, furthermore, whether the latter might potentially lead to the development of African epistemics, in general, or an African epistemology, in particular. What we seek to emphasise, is that we do not hold that there is a necessary correlation between African academics and the development of an African epistemology. Notwithstanding, the question that nevertheless confronts us, drawing on Mannheim (1992), has to do with what a change in the academic cohort might mean. Thus, he asks, “[h]ow does the shape, physiognomy of a culture change when the strata actively participating in cultural life, either as creators or as recipients, become broader and more inclusive?” (p. 175). Following on the latter it is clear, though not axiomatic, that a demographic shift in the academic cohort has the potential to yield changes in the institutional culture of the academy (Thaver, 2006). It is from this vantage point that we are interested in particular, in the recruitment of academics from countries on the African continent beyond that of South Africa.
- 18 To be sure, we are not saying that the African academic cohort would necessarily drive the move towards the Africanisation of knowledge, but rather, that it could potentially make for epistemic shifts in knowledge production, in South African universities. This, however, is in need of empirical investigation at the level of the discursive relations and practices that unfold in the articulation of these multiple epistemic practices in South African universities across doctoral supervisions, research projects and publications. In particular the discursive analysis that we allude to in order to gauge

the extent to which an African episteme might be emergent, is best defined by Foucault (1989) who states that;

[b]y episteme, we mean, in fact, the total set of relations that unite, at a given period, the discursive practices that give rise to epistemological figures, sciences, and possibly formalised systems; the way in which, in each of these discursive formation, the transitions to epistemologisation, scientificity and formalisation are situated and operate; the distribution of these thresholds; which may coincide, be subordinated to one another, or be separated by shifts in time; the lateral relations that may exist between epistemological figures or sciences insofar as they belong to neighbouring, but distinct, discursive practices (p. 211).

- 19 The objective of exploring the size, shape and density (African country and postcolonial epistemes) of the African academic cohort, is to set up the relations specific to the distribution of epistemic subjects in the South African university sector. This is done fundamentally to point to the discursive practices that might emerge in the articulations of multiple epistemes and lived realities as these firm up in relation to engagements with disciplines as “epistemological figures”, “sciences” and “formalized systems of knowledge”. Notwithstanding the latter, we need to be mindful that in the current context one sees the emergence of African modalities of knowledge in the academy in various fields of scholarly endeavor, in other words, in various stages of “transitions to epistemologisation, scientificity and formalisation”. What we mean by this is that African modalities of knowledge are still regarded, as at that point of its epistemic history, where its epistemological threshold is set beneath that of disciplinary canonization. Furthermore, what this means, in the academy in terms of the institutionalization of discourse, is an epistemic hierarchy which marks the epistemological limits of non-occidental modalities of knowledge, in general, and African modalities, in particular. Thus, in lieu of an African Philosophy is its diminution in “Ethnophilosophy”; in lieu of African Botany we have “Ethnobotany”, and so on and so forth. But, what this comes down to at bottom is that occidental modalities of knowledge have gathered unto itself the epistemological mantle of science, whilst it simultaneously confers on African modalities and Oriental for that matter the denigrated status of knowledge claims without scientific basis and superficial pretensions to knowledge.
- 20 The inherent danger, which we draw attention to, is that in reproducing the African epistemological divides as outlined above, as case in point, means that, that which is most proximate in knowledge formation, i.e., its contextual conditions in national formations (African countries) and its continental scope (Africa) do not feature as an essential part of its epistemic conditionality and thus of disciplinary and “discursive practices”. It is thus in this context that we present a profile of the emergent African academic cohort as a way of considering the distinctive shift in epistemic agency underway for the past decade in South African universities.

## Approaching the data

- 21 The criteria that inform the aggregation and disaggregation of the data for the African academic cohort are now spelled out. First, the data that we draw on in order to analyse the shape, size and density of academic staff in general and the African cohort from beyond South Africa, is gleaned from the Department of Higher Education and Training Management of Information System’s data base. In the main, references to African

denote African academics who hail from African countries excluding South Africa. However, with respect to African academics from South Africa, these are designated as such in order to distinguish this segment of the academic cohort from African academics from outside of South Africa.

- 22 The reason for starting with the year 2005 is simply because this period represents the consolidation of the formal merger processes (as outlined earlier) of certain universities; while the cut-off point for the year 2014, is about the availability of data at the time of writing this article. In addition, we alert the reader to the fact that the analysis of the size and shape for the African cohort is primarily based on a snapshot of the 2014 data. Second, we have used the existing classification system of academics in the university sector of Research-Instruction Staff. The four categories of the academic cohort is divided into that of South African (SA-all inclusive), African (AF-outside South Africa), International (IN-outside Africa) and No Information (NI), drawn from the Higher Education Management System (Department of Higher Education and Training).
- 23 Third, the categorisation of African academics from African countries of origin is tied to the postcolonial formations that were imposed at the Berlin Conference 1884-1885 which defined the rules of the European annexation of the continent (Adebajo, 2010). In this respect, we have categorised 44 African countries in relation to six postcolonial formations, namely, Anglophone, Francophone, Lusophone, Spanish, Italian and German, each of which is tied to one or more African country. At this point, it is important to state that the discussion of the data does not include commentary on postcolonial Italian, German and Spanish Africa.
- 24 The final point concerns the use of the three institutional types of universities designated as (Research) University, University of Technology and Comprehensive University as employed in the tables mapping out the size and distribution of African academics. The institutional designation into the three categories of university is drawn from the Council on Higher Education (2004) policy text. It is important to note that the institutional types are a culmination of the restructuring of the institutional landscape, which in the main, sought to redress the legacy arising from the racially fragmented apartheid system (see Council on Higher Education, 2004). In this respect, the merger process that was consolidated in 2005 (the period that marks the starting point for the data analysis) was based on the incorporation of certain historically black and historically white institutions in order to build a unitary system. The differentiated structure of universities that emerged as a result of the reconfigured national institutional landscape include the categories of University (basic research and teaching), University of Technology (applied research and teaching) and Comprehensive University (teaching and applied research).

## Total academic staff in South African universities

- 25 In the following section, the data is presented. The first table sets up the size and shape of the total academic cohort in the South African university sector for the period spanning 2005 to 2014. This is in turn disaggregated to include African and International segments of the academic cohort. In this regard, we set out the two categories of African and International academics in order to establish their proportional relationship to the South African segment, as well as the total cohort of all academics, in the South African university sector.

- 26 In 2014, the permanent and temporary academic staff complement stood at just over 50,000 employees. The absolute number of academic employees increased steadily, from 40,517 in 2005 to a peak of 52,571 in 2013. There were, however, notable exceptions in that we see a decrease, rather than a steady increase as over previous years. This is evident in 2013 when academic employment peaked, but in contrast decreased subsequently to 50,429 in 2014. Similarly, there was a decrease in employment in 2008 (42,374) which was clearly less than that registered for 2007 (41,383). This was equally the case for 2007 which registered a decrease over 2006 when 42,720 academics were employed in 2006. Moreover, it is evident that academic employment in 2006 was higher than both 2007 and 2008 and was only surpassed in 2009 (43,446).

Table 1. Total Permanent and Temporary Instruction-Research Staff 2005-2014

	South Africans		African		International		No information		Total
	N	%	N	%	N	%	N	%	
2005	37,036	91	898	2	780	2	1,803	4	40,517
2006	38,108	89	1,329	3	1,122	3	2,161	5	42,720
2007	37,081	90	1,283	3	1,241	3	1,778	4	41,383
2008	38,177	90	1,782	4	1,320	3	1,095	3	42,374
2009	38,813	89	2,102	5	1,392	3	1,139	3	43,446
2010	41,651	89	2,418	5	1,503	3	1,007	2	46,579
2011	44,123	88	2,714	5	1,300	3	1,846	4	49,983
2012	44,747	87	3,222	6	1,717	3	1,887	4	51,573
2013	45,841	87	4,077	7	2,051	4	602	1	52,571
2014	43,458	86	4,214	8	2,138	4	619	1	50,429

- 27 What is noteworthy, notwithstanding exceptions, is that the African academic cohort grew exponentially in that it more than quadrupled over the period 2005 – 2014, i.e., from 898 to 4214 academics. The initial pattern of growth showed a rapid increase by first doubling to 1782 in 2008, then trebling to 2714 in 2011, and finally, in 2014, African academic staff quadrupled. It has been noted that the rapid growth of the African academic cohort was not a linear pattern but was interrupted with a slight decline in 2007 of 1283, lower than the previous year which registered a figure of 1329 in 2006. However, it is important to state that even with the rapid growth of African academics from beyond South Africa; the overall pattern is still one of the under representation of African academics in the university system.
- 28 The proportion of the South African cohort in relation to the combined postcolonial African and International cohorts in 2005 was 91% and 9% respectively. Whereas, in

2014, the South African cohort dropped to 86% of the total cohort, while the combination of African and International cohorts increased to 14%. With respect to the African segment of academics, we note a consistent increase both, in absolute and proportional terms, which in 2005 was slightly in excess of 2% of the total academic cohort, while in 2014 it peaked at just over 8%, with a total of 4214 academics. For clarification, it should be noted that the analysis of the data only makes allowances for postcolonial Anglophone, Francophone and Lusophone formations constituting a total of 4035 (96%), as against an absolute total of 4214 which includes African academics from postcolonial German, Spanish and Italian formations.

- 29 The category *International academics* similarly experienced rapid growth, almost trebling between 2005 and 2014 from 780 to 2138 academics. The pattern of growth of the international academic cohort is similarly interrupted; however, it does not coincide with the same period noted in the postcolonial African segment of the academic cohort which occurred in 2006-2007. Rather, the decline in the International cohort occurs in 2011 which registered 1300 academics whereas in 2010 the figure was slightly higher at 1513 International academics. In both absolute and proportional terms the International and postcolonial African cohorts show similarly a positive growth.
- 30 The significant import of the size and shape of the postcolonial African academic cohort in the university system in South Africa is that its growth is pushing towards a total of 10% of the total academic staff complement in the university sector. It could be of interest to consider whether the latter might be representative of the threshold for a critical mass of postcolonial African academics and scholarship, which would in turn provide the added impetus to the development of and consolidation of the Africanisation of knowledge.

## Academics from post-colonial Anglophone Africa

- 31 The distribution and concentration of African academic staff, from post-colonial Anglophone Africa, across Research Universities, of different African countries of origin, evidenced the pattern shown in Table 2, with respect to academic size, shape and scope.
- 32 The size of this segment of the African staff complement in 2014 was 1807, based at Research Universities. By comparison, at the Universities of Technology there was a total of 484 African academics, and at Comprehensive Universities there was a total of 1146. In this regard, the combined total of the aforementioned represents 3437 African academics of an absolute total of 4214 (see Table 1) academics in the university sector. This segment of African academics represents 81.6% of the total number of African academics in the university system.

Table 2a. Academics from post-colonial Anglophone Africa. Note: See legend of universities at the end of the article

	University	Egypt	Botswana	Gambia	Ghana	Liberia	Kenya	Nigeria	Sudan	Sierra Leone	Pays ???
	UCT	8	9		17	2	49	76	7	5	13

	UFH	1			1					
	UWC	1			2		6	19	1	
	US		2	1	6		8	15		3
	RU				1		2	1		1
	UP	1			1		12	17	1	4
	UW		12		9	2	34	78	4	1
	UFS		1							
	UKZN	2	8		4		40	128	14	1
	UL		1		6		2	12		4
	NWU		9		5		2	30		4
	<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>42</b>	<b>1</b>	<b>52</b>	<b>4</b>	<b>155</b>	<b>376</b>	<b>27</b>	<b>7</b>
UNIVERSITY OF TECHNOLOGY	CUTFS	1	7		3		3	10		
	MUT		2				2	10		1
	VUT		3		2		12	30		5
	CPUT		3		3		7	39	1	
	DUT				2		3	21		1
	TUT		5		2		14	46		6
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>41</b>	<b>156</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
COMPREHENSIVE UNIVERSITY	UV				7		12	17		
	UZ						2	11		2
	UJ	3	4		8		23	50		1
	NNMU	1	1		3		3	8		1
	UNISA		8		14		24	116		10
	WSU				4		3	5		2
	<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>67</b>	<b>207</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>18</b>	<b>75</b>	<b>1</b>	<b>100</b>	<b>4</b>	<b>263</b>	<b>739</b>	<b>28</b>	<b>9</b>

Table 2b. Academics from post-colonial Anglophone Africa. Note: See legend of universities at the end of the article

	University	Uganda	Tanzania	Zambia	Zimbabwe	Lesotho	Malawi	Mauritius	Total anglophone
RESEARCH UNIVERSITY	UCT	27	18	35	182	27	10	25	510
	UFH		2		41	4	1		50
	UWC	2	3	3	29		6		72
	US	3	2	3	29	2	7		81
	RU	2		1	26	2	4	1	41
	UP	2	2	2	27	3	4		76
	UW	8	10	17	115	12	19	1	331
	UFS			1	23	7			32
	UKZN	7	10	12	164	17	7	6	430
	UL	3	1		32	4			65
	NWU	3	3	8	44	7	4		119
		<b>Total</b>	<b>57</b>	<b>51</b>	<b>82</b>	<b>712</b>	<b>85</b>	<b>62</b>	<b>33</b>
UNIVERSITY OF TECHNOLOGY	CUTFS			2	15	7	1		49
	MUT				15				31
	VUT	2	1	3	36	10			104
	CPUT	4	1	4	44	5			111
	DUT		1	2	21	3		1	55
	TUT	7	1	1	42	5	5		134
	<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>12</b>	<b>173</b>	<b>30</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>484</b>
COMPREHENSIVE UNIVERSITY	UV		2	3	58	2	2		103
	UZ	10	2		18	1			46
	UJ	8	6	11	93	6	6		242
	NNMU	2		9	28	4	3		63
	UNISA	11	6	28	414	8	9		648

	WSU	4		5	20		2	2	47
	<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>16</b>	<b>56</b>	<b>631</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>2</b>	<b>1149</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>105</b>	<b>71</b>	<b>150</b>	<b>1516</b>	<b>136</b>	<b>90</b>	<b>36</b>	<b>3440</b>

- 33 With respect to the breakdown of this segment of academics into the three institutional types, the proportional representation is 53% for Research Universities; 14% for Universities of Technology and 33% for Comprehensive universities. With respect to Comprehensive universities, of which the greatest concentration of African academics is based at the UNISA, it should be noted that it is a 'long distance' modality institution, and thus the total is somewhat skewed for this type. When we exclude UNISA the two institutional types of University of Technology and Comprehensive University are comparable in size with approximately 14% each. This means that the relative concentration of African academics at Research Universities, when we exclude for UNISA, is approximately 70%, which is located in this institutional type, in 2014. What the proportions are suggestive of is that the greatest concentration of the African academic cohort of 70% is based at research-led universities. This means that this segment of the African cohort represents a highly specialised and skilled complement, which places them at the cutting edge of basic research and thus, knowledge production sites. The question of whether this cohort might or might not contribute to epistemological decolonisation (i.e. Africanisation of knowledge) cannot be assumed but needs to be empirically demonstrated. What is being alluded to here is simply that the demographic concentration is signalled as an epistemic potential.
- 34 The distribution of this academic cohort in relation to African countries of origin at Research Universities yielded a firm pattern, respectively, for Zimbabwe, Nigeria and Kenya. In this regard, the UCT registered a total of 510 postcolonial Anglophone African academics of which the highest number recorded was from Zimbabwe with 182 (36%). This was followed by Nigeria with 76 (15%) and Kenya with 49 (9%), the balance distributed across the remaining Anglophone African countries (see Table 2). At the UKZN which registered a total of 430 academics, the pattern similarly unfolded with Zimbabwe registering 164 (38%), Nigeria, 128 (30%) and Kenya, 40 (9%) as was the case for the remaining universities in this institutional type.

Table 3(a). Academics from post-colonial Francophone Africa. Note: See legend of universities at the end of the article

	University	Algeria	Benin	B. Faso	Burundi	Cameroun	CAR	Congo	Côte Ivoire	RDC
RESEARCH UNIVERSITY	UCT	1	2	2		16		4		6
	UFH					3				1
	UWC				1	4		3		3
	US		1		1	6				6

	RU						2			
	UP				6		3		3	
	UW	1	2		1	9		1	43	
	UFS									
	UKZN			1	1	18		23		
	UL					9				
	NWU					7		3	1	
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>78</b>	<b>0</b>	<b>38</b>	<b>1</b>	<b>63</b>
UNIVERSITY OF TECHNOLOGY	CUTFS								1	
	MUT						2			
	VUT					13		2	12	
	CPUT				1	24			24	
	DUT		1			6		2		
	TUT					14		5	1	9
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>57</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>46</b>
COMPREHENSIVE UNIVERSITY	UV					4			1	
	UZ					2		2		
	UJ	2	2	1		24			3	28
	NNMU		2			3		1	1	
	UNISA		1			43	1	5		24
	WSU					8				3
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>84</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>56</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>4</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>219</b>	<b>1</b>	<b>57</b>	<b>6</b>	<b>165</b>

Table 3(b). Academics from post-colonial Francophone Africa. Note: See legend of universities at the end of the article

University	Gabon	Mali	Rwanda	Sénégal	Togo	Madagascar	Tunisie	Total francophone
------------	-------	------	--------	---------	------	------------	---------	-------------------

	UCT		1	9	1	4	4		50
	UFH								4
	UWC	1		5					17
	US			2	1		4	1	22
	RU			1		1	1		5
	UP	1							13
	UW	1		6	2	1	1	3	71
	UFS								0
	UKZN	2		10					55
	UL								9
	NWU			1					12
	<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>34</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>258</b>
UNIVERSITY OF TECHNOLOGY	CUTFS			1					2
	MUT								2
	VUT	1							28
	CPUT			1					50
	DUT			1					10
	TUT	1							30
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>122</b>
COMPREHENSIVE UNIVERSITY	UV	1							6
	UZ								4
	UJ	6		5				1	72
	NNMU			1					8
	UNISA	1		1	1				77
	WSU								11
	<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>178</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>15</b>	<b>1</b>	<b>44</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>558</b>

- 35 The UCT pattern is such that African academics from Zimbabwe are more than double that of Nigeria and treble that of Kenya. This arguably, makes for great unevenness and thus greater potential for hegemonic formations. The UKZN on the other hand show relative evenness with respect to the concentration of Zimbabwean and Nigerian academics with perhaps more potential for cooperation and mutuality (inter & multi-disciplinarity) than would otherwise, though not necessarily, be suggested by highly disproportional distributions. The overall distribution of postcolonial Anglophone, African academics at Research universities was 44% from Zimbabwe, 21% from Nigeria, and 8% from Kenya, which as such is closer in approximation to that obtained at the UCT.
- 36 The pattern across the institutional type of Universities of Technology does not entirely replicate the same order of African countries of origin as established in Research Universities. Thus, as evidenced, of the total number of postcolonial Anglophone, African academics, at CPUT, which registered 111, there were 44 (40%) from Zimbabwe, 39 (35%) from Nigeria and 7 (6%) from Kenya. Similarly, at VUT, MUT and CUTFS, the same triangle and order of African countries were evidenced. With respect to the pattern that is evident at the TUT, which, with a total of 134, has the highest number, namely, 46 (34%) from Nigeria, 42 (31%) from Zimbabwe and 14 (10%) from Kenya. The only notable difference in the latter pattern is that the highest number is registered against Nigeria instead of Zimbabwe, however, it is also relatively evenly spread between the latter two countries. In this regard, the distribution of the African academic cohort reproduces the bi-polar formations at CPUT and UKZN and the dominant formation at UCT.
- 37 The dominant pattern for Comprehensive universities offered more variation, of which from a total of 648 academics at UNISA, there were 414 (68%) from Zimbabwe, 116 (18%) Nigeria. Additionally, though relatively evenly matched were 28 (4%) from Zambia and 24 (4%) from Kenya, with the balance spread across the remaining African countries making up the Anglophone formation (see Table 2). At the UJ, with a total of 242, the distributive pattern was 93 (38%) from Zimbabwe, 50 (21%) from Nigeria and 23 (7%) each for Kenya and Swaziland. The pattern in respect of UNISA shows the steepest distribution pattern, though; it does offer more widespread diversity, while the UJ shows a greater spread with notable distinctions.
- 38 What is particularly significant in this regard is that the leading South African universities (research-led) in light of global and African rankings are at the forefront of Africanising the current academic cohort, though paradoxically skewed in relation to the relatively small number of South African, African (as per official classification) academics employed. Beyond these national perplexities, the overriding concern of this article is the overall shape of the shifting size and density of African epistemic subjects in the South African university and its epistemic potentialities and limits. What we might infer from the statistics cited immediately above, is that the distribution of Anglophone African academics are concentrated in the top tier university structure of the Research type and thus well positioned in relation to the overall production of knowledge in South African universities. We are however aware of the dangers of conflation and methodological fallacies that accompany attempts to link the mere presence of African academics with a progressive Africanised epistemic project in virtue of simply being African, is an essentialism. Thus, to clarify we are simply presenting the growth of African academics in the higher education system as an

important conditionality in the unfolding of an African episteme, thus its epistemic potential.

## Academics from post-colonial Francophone and Lusophone Africa

- 39 In the following section, we address both postcolonial Francophone and Lusophone-Africa formations. In this respect, the following patterns in size, shape and density (See Tables 3 and 4.) for the institutional types of Research, Technology and Comprehensive Universities are evidenced.
- 40 The size of this segment of the African academic staff complement in 2014 was 258 based at Research universities. By comparison at Universities of Technology there were a total of 122 and at Comprehensive Universities there were a total of 178 African academics. Proportionately the breakdown for the three institutional types of university in relation to African academics from the postcolonial Francophone-Africa formation is, respectively 46% based at Research universities, 22% at Universities of Technology and 32% at Comprehensive universities. The combined total of this segment of Francophone African academics is 558 of an absolute total of 4214 African academics (see Table 1) in the university sector. This segment (Francophone) of the academic cohort represents 13% of the total number of African academics in the university system.
- 41 For the segment of African academics from postcolonial Lusophone-Africa there were respectively 26 at Research Universities, 6 at Universities of Technology and 5 at Comprehensive Universities. Proportionately the breakdown for the three institutional types of university in relation to African academics for the postcolonial Lusophone formation stood at 76% which were based at Research Universities; 18% at Universities of Technology and 6% at Comprehensive universities. However, with respect to the overall pattern it is clear that Research universities continue to represent the largest absorption of academics in both Francophone and Lusophone formations. With respect to Universities of Technology and Comprehensive Universities, the distribution is relatively even across university types for Francophone, but not for Lusophone formations. However, we need to reiterate that the same point holds for UNISA which as a long-distance modality institution skews the overall pattern for comprehensives.
- 42 The distribution of the African academic cohort from African countries comprising the postcolonial Francophone formation at Research universities yielded variable patterns, respectively, in order of size and density noted for Cameroun, DRC and Congo interchangeably, with the balance spread across remaining countries making up Francophone Africa (see Table 3). The UW with 71 African academics from the Francophone segment evidenced a breakdown of 43 (61%) from the DRC, 9 (13%) from Cameroun and 6 (8%) from Rwanda, with the remainder spread across the remaining countries (see Table 3). While at the UKZN, of a total of 55, 23 (42%) were from Congo, 18 (33%) from Cameroun and 10 (18%) from Rwanda, with the difference of 7% comprising the remaining Francophone Africa formation. (see Table 3). Proportionately at the UW, the distribution of the triad of the DRC, Cameroun and Rwanda is 61%, 13% and 8%, respectively, (with the difference of 17% drawn from Algeria, Benin, Burundi, Cote de Voir, Gabon, Senegal, Togo, Madagascar and Tunisia, see Table 3). The UW pattern shows a marked concentration for the DRC, while UKZN is shaped towards a

dyadic formation in the combination of Congo and Cameroun. At the Universities of Technology the Francophone formation at CPUT comprises a total of 50 academics which is evenly divided between Cameroun and Congo at 48% each, with the remaining, 1 each from Burundi and Rwanda. The TUT has a total of 30 academics in this segment of the cohort with 14 (47%) from Cameroun, 9 (30%) from the DRC, and 5 (17%) from the Congo (with the difference of 2 academics from Cote de Voire and Gabon). The VUT with a total of 28 academics registered 13 (46%) from Cameroun and 12 (43%) from the DRC with the balance of 2 from the Congo and 1 from Gabon, completing the total.

Table 4. Academics from post-colonial Lusophone countries

	University	Angola	Mozambique	G/Bissau	Total lusophone
RESEARCH UNIVERSITY	UCT	2	6	3	11
	UFH				0
	UWC	1			1
	US				0
	RU				0
	UP		3		3
	UW		6		6
	UFS				0
	UKZN	1	4		5
	UL				0
	NWU				0
		<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>19</b>	<b>3</b>
UNIVERSITY OF TECHNOLOGY	CUTFS				
	MUT		1		1
	VUT				0
	CPUT	2			2
	DUT				0
	TUT	2	1		3
	<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>6</b>
COMPREHENSIVE UNIVERSITY	UV				0

	UZ				0
	UJ		2		2
	NNMU				3
	UNISA		3		3
	WSU				
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>5</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>8</b>	<b>26</b>	<b>3</b>	<b>37</b>

- 43 The Comprehensive Universities replicate the pattern of Research and Universities of Technology where we have found a concentration of academics in mainly two countries, as indicated above. Thus, UNISA evidences 43 (56%) academics from Cameroun and 24 (31%) from the DRC, (with the difference drawn from Congo, 5; CAR, 1; Gabon, 1; Rwanda 1 and Senegal 1). The UJ sees a reversal in the duality with the DRC with 28 (39%) and Cameroun slightly less with 24 (33%); Gabon 6 (8%) and Rwanda 5 (7%) are closely matched, while the difference is accounted for across the remaining African states). Whereas the former (UNISA) makes for an uneven distribution the latter is more evenly placed in respect of the distribution of African epistemic agents from the Francophone African formation.
- 44 Finally, the African academic cohort from postcolonial Lusophone Africa emanate from Mozambique, Angola and Guinea Bissau. This constitutes a relatively small cohort of 37 academics in total, though mainly concentrated in Research universities and based largely at UCT, and less so in the University of Technology and Comprehensive University types. The breakdown of this segment of African academics based at the different universities is 26 (70%) from Mozambique; 8 (22%) from Angola and 3 (8%) from Guinea Bissau. When measured against the total of this segment of the African cohort it stands at less than one percent which together with the Spanish, German and Italian African formations make up approximately 5% of the total African cohort from outside South Africa.

## Conclusion

- 45 From the aforementioned discussion and analysis, we observe that the movement of academics from postcolonial African regions to the South African academy, reveal a predominance of the Anglophone African segment relative to its Francophone and Lusophone counterparts. In this respect, the countries of Zimbabwe, Nigeria and Kenya hold sway in the distribution patterns of academic staff in the South African university sector. With regard to the Francophone segment the countries that hold sway are Cameroun, DRC and Rwanda; while with the Lusophone segment, the main country of origin is Mozambique.
- 46 Having said this, when we consider the countries of origin relative to the institutional types we observe a replication of the above pattern (i.e. three postcolonial regions), in

all three institutional types. However, what is important to note is that relative to the total number (4035) of (Anglophone, Francophone and Lusophone) African academics, the order of concentration is Research universities, followed by Comprehensive universities and trailed by the Universities of Technology.

- 47 Fully cognizant of the size and shape of the demographic data, we now wish to make some final concluding points (drawing on the discussion in the interpretive framework) about what could be defined as the epistemic potential of this (postcolonial African) academic distribution. Firstly, even though there are certain firm patterns arising from postcolonial African academics' distribution in the South African academy, one is hardly in a position to make any firm pronouncements about how African epistemics might unfold, in situ. Equally so, one is also mindful of the limited extent to which, one might also be able to speak of an emergent African epistemology, as simply a function of an increase in the size and shape of postcolonial African academics in higher education, rather than establishing it in the discursive traditions and practices that they might bring to bear in the academy. However, having said so it should be borne in mind that we have mapped out the shift in epistemic subjects as characterised by the growth of the postcolonial African academic cohort in South African universities as a relatively recent development in league with the symbolic and formal political 'reintegration' of South Africa in-Africa.
- 48 The salient point in drawing a relationship between the size, density and distribution of postcolonial African academics in South African universities and its epistemic potential is simply this, that the combination of the postcolonial epistemes attached to their respective African countries of origin and its intersection and articulation with the Anglo, Afrikaner and African epistemes in South Africa makes for an expansive discursive field, in which the pursuit of knowledge is situated. In this regard, we allude to the epistemic and discursive practices in the South African academy in which, what is evident is the move towards multi-and inter-disciplinarity across emergent African epistemes. Exemplary in this latter regard is the scholarship of Mudimbe (1988) and Appiah (1992) who traverse disciplinary divides, and Hountondji (1996), among others, who cross the Anglo-Francophone divide to make for new epistemic possibilities based on contextual embeddedness and articulations with the global South and North.

*We wish to thank Luc Ngwe and Hamidou Dia (for their faith in the content of the argument) and each of the blind peer-reviewers.*

*We acknowledge the data collection support provided by Norman Nkwana, from the Department of Higher Education and Training, Okitowamba Onyumba, Centre for Mathematics and Science Education, Faculty of Education, University of the Western Cape and Ruben Daniels.*

---

## BIBLIOGRAPHY

Adejabo, A. (2010). *The Curse of Berlin, Africa, After the Cold War*. Scottsville: University of Kwazulu Natal Press.

- Altbach, P.G., Knight, J. (2007). The Internationalization of Higher Education: Motivations and Realities. *Journal of Studies in International Education*, 11(3-4), 291-305.
- Altbach, P., Reisberg, L., Rumbley, L. (2009) *Trends in Global Higher Education: Tracking an Academic Revolution. A Report Prepared for the UNESCO 2009 World Conference on Higher Education*. Paris : UNESCO.
- Appiah, K.A. (1992). *In my Father's House: Africa in the Philosophy of Culture*. Oxford: Oxford University Press.
- Badat, S. (2005). Transforming South African Higher Education, 1990-2003: Goals, policies, initiatives and critical challenges and issues. In N. Cloete *et al.* (Eds.). *National policy and a regional response in South African higher education* (pp. 1-50). Oxford: James Curry.
- Bloom, D., Canning, D., Chan, K. (2006). *Higher education and economic development in Africa: Human Development Sector*. Harvard: Harvard University Press.
- Cooper, D., Subotzky, G. (2001). *The Skewed Revolution: Trends in South African Higher Education 1988-1998*. Cape Town: Education Policy Unit: University of the Western Cape.
- Council on Higher Education (2004). *South African Higher Education in the first decade of democracy*. Pretoria: CHE.
- Cummings, S., Hoebink, P. (2016). Representation of Academics from Developing Countries as Authors and Editorial Board Members in Scientific Journals: Does this matter to the Field of Development Studies? *The European Journal of Development Research*, 29(2), 369-383.
- Department of Education (1997). *Education White Paper: A Programme for the Transformation of Higher Education*. Education White Paper, Government Gazette No. 18207, Pretoria: Government Printers.
- Department of Education (2001). *National Plan for Higher Education*, Ministry of Education, Pretoria: Government Printers.
- Department of Higher Education and Training (2013). *White Paper for Post-School Education and Training*, Pretoria: Government Printers.
- Higher Education and Management of Information Systems (2014). Department of Higher Education and Training, <http://www.dhet.gov.za/>
- Hountondji, P. (1996). *African Philosophy: Myth and Reality*. Bloomington: Indiana University Press.
- Foucault, M. (1989). *The Archaeology of Knowledge*. London: Routledge.
- Erickson, M. (2015). Science, Technology and Global Change. In M. Holborn (Ed.). *Contemporary Sociology* (pp. 321-352). Cambridge UK: Polity Press.
- Fellesson, M. Mahlck, P. (2014) Lonely Satellites? Mobility and International Knowledge Relations at the Intersection of Development Aid, Global Science Regimes and National Policies on Higher Education and Research: the Case of Mozambique and Tanzania, presentation. *International Workshop on Academic Mobility and Knowledge Development organized by the Nordic Africa Institute, December 5th-6th, 2014*. Addis Ababa, Ethiopia
- Gibbons, M., Limoges, C., Nowotny, H., Schwartzman, S., Scott, P., Trow, M. (1994). *The New Production of Knowledge: The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, London: Sage.
- Mahlck, P. (2016). Academics on the move? Gender, race and place in transnational academic mobility. *Nordic Journal of Studies in Education Policy*, 2(3), 1-12.

- Mannheim, K. (1992). *Essays on the Sociology of Culture*. London: Routledge.
- Mbeki, T. (1998). *Africa: The time has come*. Johannesburg: Mafube Publishing.
- Mudimbe, V.Y. (1988). *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*. Bloomington: Indiana University Press.
- Mamdani, M. (2016). Between the public intellectual and the scholar: decolonization and some post-independence initiatives in African Higher Education. *Inter-Asia Cultural Studies*, 17(1), 68-83.
- Philips, H. (2003). A Caledonion College in Cape Town and beyond: an investigation into the foundation(s) of the South African university system. *South Africa Journal of Higher Education*, 17(3), 122-136.
- Schoole, T. (1996). *Building Research capacity in Universities*. Unpublished Paper, Education Policy Unit, Cape Town.
- Schoole T. (2006) Internationalisation of higher education in South Africa: A historical review. *Perspectives in Education*, 24(4), 1-13.
- Thaver, L. (2006). At home, Institutional Culture and Higher Education: Some Methodological Reflections. *Perspectives in Education*, 24(1), 15-26.
- Tremblay, K. (2005). Academic Mobility and Immigration. *Journal of Studies in International Education*, 9(3), 196-228.
- Thaver, L., Thaver, B. (2010). Structural orientation and social agency in South Africa: State, Race, Higher Education and Transformation. *African Sociological Review*, 14(1), 48-66.
- Wa Kabwe-Segatti, A., Landau, L. (2008) *Migration in post- apartheid South Africa: Challenges and questions to policy-makers*. Agence Française de Développement, French Institute of South Africa.
- Wolpe H. (1995). The debate on university transformation in South Africa: The case of the University of Western Cape. *Comparative Education*, 31(2), 275-292.

## APPENDIXES

### Table Legend: Universities

CPUT	Cape Peninsula University of Technology
CUTFS	Central University of Technology Free State
DUT	Durban University of Technology
NWU	North West University
NNMU	Nelson Mandela Metropolitan University
MUT	Mangosuthu University of Technology
RU	University of Rhodes

TUT	Tshwane University of Technology
UCT	University of Cape Town
UFH	University of Fort Hare
UFS	University of Free State
UJ	University of Johannesburg
UKZN	University of Kwazulu-Natal
UL	University of Limpopo
UNISA	University of South Africa
UP	University of Pretoria
US	University of Stellenbosch
UWC	University of the Western Cape
UW	University of Witwatersrand
VUT	Vaal University of Technology
UV	University of Venda for Science and Technology Education
UZ	University of Zululand
WSU	Walter Sisulu University of Technology and Science

## NOTES

1. The authors do not accept the validity of race as a scientific concept; instead we treat such categorization as social and political constructs.
2. This term is used in the official data set of the Higher Education Management and Information System. In this article we use the term 'academic staff'.

---

## ABSTRACTS

Cognizant of the expansiveness of the African continent, our interest is in identifying the size and shape of African academics from beyond South Africa, across a total of 44 countries attracted to the South African university system. More specifically, and against the backdrop of the structural reforms in the South African higher education system, we examine the size and shape

of the African academic cohort in relation to the South African and international cohorts. Following this, we disaggregate the specific African academic cohort in relation to their postcolonial formations, and we do so in relation to the distribution of African countries of origin. This is conducted in twenty-three universities, which are officially subdivided into the institutional types of Research University, University of Technology, and Comprehensive University. In effect, we provide an empirical snapshot of the 2014 African academic cohort in the South African university system. In light of this, we consider how one might take up a deeper engagement with the theoretical and paradigmatic dimensions of emergent African epistemes as a means of analyzing this relatively new segment of the academic cohort in the South African university system.

À la lumière de l'expansion du continent africain, notre intérêt est d'identifier le volume et la forme de la population d'universitaires étrangers en Afrique du Sud provenant de 44 pays africains, avec en toile de fond les réformes structurales dans le système d'enseignement universitaire sud-africain. Nous désagrégeons cette population académique africaine en fonction de formations postcoloniales et la comparons à la distribution des pays africains d'origine. Nous examinons ces données dans vingt-trois universités qui ont été officiellement subdivisées entre les types institutionnels d'Université de Recherche, Université de Technologie et Université Généraliste. Nous fournissons un exemple empirique de la cohorte africaine de 2014 dans le système universitaire sud-africain. Nous considérons l'intérêt de prendre en compte les dimensions paradigmatiques et théoriques des *épistémès* africaines comme sources d'analyse de ce relativement nouveau segment de la population académique en Afrique du Sud.

A la luz del crecimiento considerable de la población en el continente africano, estudiamos los académicos africanos provenientes de 44 países africanos que residen en las universidades Surafricanas, con tela de fondo los cambios estructurales de la universidad en África del Sur. Desagregamos el análisis de estas poblaciones en función de su formación académica pos-colonial de su país de origen. Examinamos los datos en 23 universidades que han sido oficialmente subdivididas en tres categorías institucionales: Universidades de investigación, Universidades tecnológicas y Universidades generales. Tomamos el ejemplo de la cohorte de académicos de 2014 en el sistema universitario surafricano. Consideramos a la luz de este análisis, el interés que habría de tomar en cuenta las dimensiones paradigmáticas y teóricas de las epistemes africanas como fuente de análisis de este relativamente nuevo segmento de la población universitaria en África del Sur.

## INDEX

**Mots-clés:** profil démographique, universitaires africains, université, Afrique du Sud, conditions épistémiques

**Keywords:** demographic profile, African academics, South African university, epistemic conditions

**Palabras claves:** perfil demográfico, académicos africanos, universidad, África del Sur, condiciones epistémicas

## AUTHORS

### LIONEL THAVER

Senior Lecturer who specializes in teaching Contemporary Sociological Theory, Social Change: Technology and Society, Advanced Social Theory, Advanced Research Methodology – Philosophy of Science and Advanced Sociology/Philosophy of Technology. He has published in Sociology and Higher Education Journals in fields such as Academic Discourse and students writing practices, Sociology of Higher Education in South Africa and Modern Technology and Society. The themes covered include: At Home, Institutional Culture and the University; Institutional imperatives of Higher Education; Developmental State and Higher Education; Race, Class, State and Higher Education and the Ambivalence of Technology. His most recent publication was a leading article in the South African Journal of Higher Education, entitled, “The ambivalence of modern technology and the digital divide: gathering and scattering of sociality and sociability in the global network society.”

Address: University of Western Cape, Department of Anthropology and Sociology, Robert Sobukwe Road, Bellville, Western Cape 7530, (Republic of South Africa)  
Email: lthaver[at]uwc.ac.za

### BEVERLEY THAVER

Professor in Higher Education Studies, in the Faculty of Education, University of the Western Cape, her research interests and publications are in the democratic transformation dynamic of higher education institutions at both the institutional and systems’ levels, with a specific focus on equity and the academic profession. She researches both the public and the private higher education sectors. She serves as a Ministerial appointee to the statutory body of the Council on Higher Education. She writes in her personal capacity.

Address: University of Western Cape, Faculty of Education, Robert Sobukwe Road, Bellville, Western Cape 7530 (Republic of South Africa)  
Email: bthaver[at]uwc.ac.za



## La présence de chercheurs postcoloniaux dans les universités sud-africaines

Potentiel épistémique et possibilités

*The Presence of postcolonial academics in South African universities. Epistemic potential and possibilities*

*La presencia de académicos en las universidades sur-africanas. Potencial epistémico y posibilidades*

**Lionel Thaver et Beverley Thaver**

Traducteur : Rigas Arvanitis

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/320>

DOI : 10.3917/rac.041.0603

ISSN : 1760-5393

### Cet article est une traduction de :

The Presence of postcolonial academics in South African universities - URL : <https://journals.openedition.org/rac/338> [en]

### Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

### Référence électronique

Lionel Thaver et Beverley Thaver, « La présence de chercheurs postcoloniaux dans les universités sud-africaines », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 12-4 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/320> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.041.0603>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# La présence de chercheurs postcoloniaux dans les universités sud-africaines

Potentiel épistémique et possibilités

*The Presence of postcolonial academics in South African universities. Epistemic potential and possibilities*

*La presencia de académicos en las universidades sur-africanas. Potencial epistémico y posibilidades*

Lionel Thaver et Beverley Thaver

Traduction : Rigas Arvanitis

---

## Introduction

- 1 Globalement, la profession universitaire se trouve à un moment social difficile et complexe, reflétant des changements dans le développement des connaissances et des configurations institutionnelles (Altbach, 2003). Ces conditions sont constituées par les impératifs des besoins des « marchés du travail » mondiaux et nationaux (académiques) qui découlent des forces conjointes de la mondialisation et de la massification (Altbach *et al.*, 2009 ; voir aussi Gibbons, 1994). Une composante intégrale de cet alignement complexe est l'impératif de nommer des universitaires hautement qualifiés dont les compétences s'étendent au-delà de l'enseignement à la recherche. Les indicateurs pour ces derniers sont d'avoir un doctorat dans un domaine pertinent avec un profil de recherche qui, combiné à l'engagement communautaire, constitue un niveau élevé de compétences pour une économie de la connaissance de plus en plus mondialisée (voir aussi Bloom, 2005). En effet, l'universitaire individuel avec cette combinaison particulière de compétences occupe une place spéciale dans l'économie de la connaissance. Nous sommes conscients que ce phénomène (compétence académique de haut niveau) se produit dans le contexte d'une configuration particulière du système de

la science et de l'innovation. Ce système, à son tour, est en train de passer de formations disciplinaires étroites et insulaires à des formations qui englobent des modalités multidisciplinaires et interdisciplinaires, se produisant à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de l'Université où le savoir est également produit (Gibbons, 1994).

- 2 Notre intérêt est tel que, lorsque ces conditions susmentionnées sont cartographiées dans les paysages académiques mondial et continental, nous observons une distribution asymétrique en ce qui concerne, premièrement, la mobilité du personnel académique en termes de fracture intellectuelle géopolitique Sud-Nord (Altbach et Knight, 2007). Et, deuxièmement, que cette distribution asymétrique se retrouve dans les déséquilibres et les relations inégales de la production de la recherche (Mählck, 2016 ; voir aussi Cummings, 2017). Ces relations inégales dans les configurations de recherche mondiales (voir Mählck, 2016) ont des implications multiformes pour l'Afrique. Plus précisément, à la lumière de cette inégale « division intellectuelle du travail », l'Afrique, avec ses formes particulières de relations historiques, précoloniales, coloniales et postcoloniales, continue, dans son contexte contemporain actuel, d'être l'un des nombreux sites d'incubation pour les universités des régions académiques de l'Ouest et du Nord, à vouloir accélérer leur compétitivité dans l'économie de la connaissance (Altbach *et al.*, 2009).
- 3 À cet égard, nous souhaitons examiner l'ensemble de cette répartition des universitaires du continent africain (hors Afrique du Sud) qui sont affiliés à des universités sud-africaines, avec des données probantes. Nous cherchons à identifier simultanément tout modèle prospectif dans la taille et la distribution de cette population académique africaine postcoloniale. Notre intérêt est de montrer comment ce phénomène se développe dans le paysage académique sud-africain, alors que le pays est passé d'un système d'apartheid, isolationniste et fermé, à un système universitaire démocratique, ouvert et intégratif.
- 4 D'entrée de jeu, nous tenons à préciser que même si nous connaissons la littérature sur la migration académique (Tremblay, 2005), les schémas de mobilité, y compris le développement et le transfert de compétences de haut niveau (voir Felleson et Mählck, 2014 ; Ellis, 2008) et l'immigration (Wa Kabwe-Segatti *et al.*, 2008), ce n'est pas l'objet de cet article, qui a un objectif plus modeste. Notre article se concentre sur les modèles de distribution des universitaires africains venant de l'extérieur de l'Afrique du Sud, qui sont entrés dans un système académique sud-africain fermé, toujours fondé sur l'eurocentrisme. Nous envisageons d'utiliser ces données et cette analyse préliminaire comme une plate-forme orientée vers la cartographie des régularités discursives qui se développent en raison de la présence de ces universitaires postcoloniaux africains et de leur articulation au sein de l'Université sud-africaine.

## **Esquisse du système universitaire Sud-Africain : ségrégation, apartheid et démocratie**

- 5 Une brève esquisse historique du système universitaire sud-africain et de ses relations avec la profession universitaire sur un siècle montre que cette dernière est façonnée et influencée par les cultures et les valeurs des modalités respectives de formation de l'État (voir Thaver, 2010). Au cours des quatre premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, sous l'administration politique ségrégationniste (1910-1948), nous assistons à la création de

six universités, dont un collège destiné aux Africains et cinq instituts techniques. À l'exception du collège universitaire, ces onze institutions étaient presque exclusivement destinées à la partie de la population officiellement classée comme blanche<sup>1</sup>. Pendant cette période de ségrégation en Afrique du Sud, l'Université est témoin de deux types de divisions. La première est que la population européenne ou blanche était divisée entre les ethnies anglo et afrikaner et leurs intérêts hégémoniques ; et deuxièmement, qu'il y avait une division raciale entre les catégories blancs et noirs (subdivisés en africains, colorés et indiens) de la société en général. Dans ce contexte, l'Université est témoin de contestations hégémoniques autour de l'enseignement de l'anglais et de l'afrikaans au mépris total des langues africaines. Il s'agissait d'un cas classique de politisation de la langue au point où l'accès des étudiants au secteur universitaire a été réglementé, en particulier et pour les étudiants africains, et les étudiants noirs, y compris les étudiants blancs, en général. C'était symptomatique de la lutte politique plus large des Anglo-Afrikaners cherchant à étendre le contrôle hégémonique de leurs visions du monde respectives. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les traditions coloniales, les symboles et les images étaient imbriqués dans les cultures institutionnelles qui, à cette époque, avaient également atteint les nominations académiques, ainsi que les programmes d'études et la structure académique en général (voir Philips, 2003 ; Sehoole, 2006).

- 6 Immédiatement après la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'État de l'apartheid a utilisé le racisme scientifique et l'ethnicité comme principes d'organisation pour établir quatre nouvelles universités et quatre nouvelles institutions techniques, ainsi que pour allouer des ressources à toutes les institutions. Cela a permis de porter le nombre d'établissements à 19 (10 universités et 9 instituts techniques) à la fin des années 1950. L'utilisation de l'ethnicité comme principe d'organisation par l'État de l'apartheid a été consolidée par la promulgation de la loi sur l'éducation bantoue de 1959, qui a vu la création de onze autres collèges universitaires et de six instituts techniques. Avec le passage de la nomenclature de ce dernier à celle des certificats de formation technique avancée, il en a résulté un paysage de l'enseignement supérieur comprenant un total de 36 établissements répartis dans 21 universités et 15 « technikons » à la fin des années 1980. Le critère de recrutement des universitaires a été défini comme nécessitant au minimum un diplôme avec spécialisation (*Honors degree*) placé sous la supervision de l'État.
- 7 Ce qui est remarquable, cependant, c'est que les universitaires qui ont été recrutés et redéployés dans les universités noires récemment créées sous l'apartheid étaient principalement des universitaires blancs formés dans les universités historiquement afrikaner (Gwala, 1988). Cette dernière déformation raciale a encore accentué la répartition démographique des universitaires dans les 36 établissements d'enseignement supérieur : en 1994, on comptait 83 % d'universitaires blancs et 16 % d'universitaires noirs collectivement. La ventilation de cette dernière catégorie, représentée dans la Loi sur l'enregistrement de la population de l'État de l'apartheid de 1950 était : africaine (9 %), colorée (3 %), indienne (4 %) et autre (1 %), toutes ces catégories étant concentrées dans des institutions historiquement noires. En revanche, nous tenons à souligner que le nombre d'étudiants africains inscrits dans les universités traditionnellement blanches a considérablement augmenté à la fin des années 1990. Cette augmentation du nombre d'étudiants africains était sans comparaison avec le nombre de personnel académique africain employé dans ces

universités. Cette situation a incité Cooper et Subotzky (2001) à qualifier cette tendance de « révolution asymétrique ». C'est précisément en reconnaissance de cette sous-représentation très asymétrique des universitaires africains, en général, tant dans les universités historiquement blanches que noires dans le secteur universitaire sud-africain, qui est à l'origine de cet article.

- 8 Pour poursuivre sur cette sous-représentation démographique, il est important de noter que la définition de l'universitaire idéal et typique, c'est-à-dire qui a été jugé apte à enseigner, à faire de la recherche et à développer certains domaines scientifiques, recoupe les cadres sociaux politiquement excluants de la discrimination raciale (voir Centre for Science and Development, 1992 ; Badat *et al.*, 1994 ; Wolpe, 1995 ; Sehoole, 1996). Nous voulons attirer l'attention sur la nature institutionnalisée et structurelle de la manière dont l'apartheid avait systématiquement sapé puis supprimé le développement organique d'une population académique africaine dans le pays. Ceci explique l'héritage très asymétrique et non représentatif dans le secteur universitaire sud-africain, encore très visible lors de l'instauration de la démocratie en 1994.
- 9 Au lendemain du tournant démocratique, une série d'initiatives politiques furent mises en place pour assurer la transition du système qui était fragmenté sur le plan racial et, de plus, divisé en deux types d'institutions : l'Université et les « technikons ». Cette transition vers un système unitaire impliquait tout d'abord de couper à travers les catégories raciales vers une culture non raciale même si cela se faisait de manière inégale. Deuxièmement, il s'agissait d'élever le statut institutionnel des technikons vers celui des universités en prenant le nom d'Universités technologiques ("University of Technology"). À cet égard, une intervention stratégique notable fut la publication du document d'orientation intitulé : *Programme de transformation de l'enseignement supérieur, Livre blanc*, 1997. Il précéda la promulgation de la loi de 1997 sur l'enseignement supérieur. Ces deux documents furent ainsi les précurseurs du plan national pour l'enseignement supérieur de 2001. Ce plan contenait des mandats de réforme du paysage institutionnel de l'enseignement supérieur par le biais d'un processus de fusion/incorporation, ce qui permit de réduire le nombre d'établissements une première fois de 36 à 23 universités. Ce dernier processus fut consolidé en 2005, et c'est le paysage institutionnel qui en résulta auquel nous nous référerons pour recueillir les données pour cet article.
- 10 Dans l'ensemble, les réformes concernant le personnel académique avaient pour objectif explicite de modifier la composition du personnel académique afin de mieux correspondre à la diversité démographique et aux besoins représentatifs de la société sud-africaine et de la démocratie constitutionnelle. Nous sommes d'avis que le pilotage du système au niveau macro a eu tendance à refléter les valeurs et principes sociaux plus larges mis en avant sous des présidences spécifiques de l'exercice démocratique, dont nous fournissons un bref historique.
- 11 Premièrement, nous observons sous l'administration Mandela entre 1994 et 1999, un glissement concret de l'Afrique du Sud considérée comme une extension de l'Europe, c'est-à-dire, en dehors de l'Afrique, vers la réintégration politique et symbolique de l'Afrique du Sud dans le continent africain. À cet égard, la politique sociale relative à la profession académique a été l'injonction de recruter des universitaires africains du reste de l'Afrique. Au niveau macro, ce projet d'africanisation, piloté sous la présidence de Thabo Mbeki (1999-2008), est mieux décrit par Mbeki (1988) dans son discours « Je suis un Africain » (pp. 31-32), dans lequel il met en avant la nécessité de fomenté une

*Renaissance africaine*. Dans ce contexte et au vu de la marginalisation systématique et structurelle des universitaires africains dans le système universitaire sud-africain, une question allait de soi : comment l'introduction de nouveaux modèles académiques pourrait-elle s'étendre dans les universités afin de changer de manière significative la taille, la forme et les caractéristiques des personnels enseignants-chercheurs. Les mécanismes de facilitation envisagés dans ce changement de la population universitaire ont eu lieu à travers le Plan national pour l'enseignement supérieur (NPHE, 2001) qui cherchait à « attirer les compétences » (p. 46) et à encourager simultanément « les institutions à recruter activement des universitaires du reste de l'Afrique » (p. 46). Ce que nous souhaitons souligner, c'est que ce mandat politique était directement lié à la nécessité de « fournir des modèles pour les étudiants noirs et d'aider à changer les cultures institutionnelles » (p. 46).

- 12 Ainsi, notre intérêt premier est de chercher à établir comment, dans la période de gestation de cette réforme, a évolué la population universitaire africaine postcoloniale au cours d'une décennie commençant en 2005 et se terminant en 2014.
- 13 Deuxièmement, étant donné que l'avènement de cette population académique africaine postcoloniale représente un changement dans les sujets épistémiques, nous examinons cette évolution de la population académique africaine diversifiée originaire de 44 pays différents. Enfin, nous examinons ensemble le pays d'origine de cette population académique africaine selon ses formations postcoloniales respectives anglophone, francophone et lusophone en tant qu'*épistémè*. Il est nécessaire avant d'exposer les données officielles, de fournir des éclaircissements sur notre usage du terme *épistémè* et sur sa provenance.

## Cadre interprétatif

- 14 En résumé, ce que nous cherchons à établir dans cet article est la nature de la configuration et de la répartition des universitaires africains en provenance de formations postcoloniales anglophones, francophones et lusophones, et leur présence dans le secteur universitaire sud-africain. Nous ne prétendons pas que les universitaires africains soient nécessairement attachés à ce que Mamdani (2016) considère comme une « décolonisation épistémologique ». Mais nous suggérons que la présence d'universitaires africains en tant que tels reconfigure le champ de la production discursive dans l'arène des universités sud-africaines, ce qui à son tour permet l'articulation de multiples formations de connaissances. En outre, nous suggérons que cette reconfiguration s'effectue sous différentes conditions de production de la connaissance. À cet égard, nous sommes conscients que cette dernière ne correspond pas nécessairement à l'africanisation du savoir, dans la mesure où elle peut également être une reproduction des visions du monde eurocentriques. En d'autres termes, l'argument en faveur de l'africanisation des connaissances doit être démontré dans les pratiques discursives qui émergent dans la production et la reproduction des connaissances dans l'académie sud-africaine. Nous pensons que ce processus doit inclure l'expérience et les visions du monde des universitaires africains postcoloniaux, leur articulation avec la formation eurocentrique et la rencontre avec la production de connaissances dans le secteur universitaire sud-africain. Pour clarifier, ce que l'on entend par *épistémè* est tiré de Foucault (1969) qui affirme qu'une *épistémè* est « quelque chose comme une vision du monde, une tranche d'histoire commune à

toutes les connaissances, et qui imposerait à chacune les mêmes normes et les mêmes postulats... » (p. 259).

- 15 La question se pose donc de la corrélation problématique entre l'ajustement (*agency*) épistémique africain et une épistémologie africaine. Il ne s'agit pas d'un fait accompli mais d'un processus qui doit être démontré empiriquement. Plus important encore, nous devons dire explicitement qu'il n'y a pas de fondement racial à l'africanisation du savoir en soi, mais plutôt qu'elle repose sur une conviction épistémologique que doivent être développés des systèmes de connaissances qui soient contextuellement pertinents. Ainsi, l'objectif fondamental de notre utilisation du concept d'*épistémè* est d'examiner si l'expansion de la population africaine postcoloniale d'universitaires peut contribuer au développement de modalités de connaissance africanisées. En fin de compte, il s'agit de savoir si ce processus peut conduire au développement d'une épistémologie ou d'épistémologies africaine(s) et si, celle(s)-ci peu(ven)t franchir le seuil de formalisation en disciplines ou en sciences. L'intention de l'article est de mesurer avant tout les conditions objectives de ce processus, en décrivant la présence d'universitaires africains issus des *épistémès* postcoloniales anglophones, francophones et lusophones (telles que définies ci-dessus) provenant de quarante-quatre pays africains.
- 16 Nous tenons à réitérer que nous ne nous rangeons pas du côté d'une volonté de racialisation de l'*épistémè* dans la mesure où l'eurocentrisme pourrait être considéré comme une représentation blanche de la production de connaissances. Nous soutenons que puisque les universitaires africains, en général, ont également été acculturés dans une même *épistémè*, nous ne pouvons pas supposer que ces derniers soient nécessairement engagés dans l'africanisation de la connaissance. Cependant, dans la mesure où les universitaires africains s'engagent à décoloniser le savoir et à travailler au développement d'une *épistémè* africaine, c'est-à-dire une vision du monde africaine, avec ses normes et ses postulats, cela signifie qu'elle est plutôt portée par une conviction épistémologique. À cet égard, le point saillant que nous abordons est mieux saisi par Mudimbe (1988) qui considère l'eurocentrisme comme un exemple d'« ethnocentrisme épistémologique » (p. 15). Nous tenons à souligner que c'est aussi vrai d'un afrocentrisme qui serait désolidarisé des autres systèmes de connaissance. Ainsi, nous ne cherchons pas à établir une bifurcation des connaissances en modalités euro- et afro-centrées, mais plutôt à sonder la production de connaissances, dans le secteur universitaire sud-africain, à la lumière de l'articulation d'*épistémès* centrées au sein d'une expérience africaine.
- 17 La question de la relation entre « *épistémè* » et l'épistémologie est particulièrement significative dans la mesure où l'utilisation de la première nous éloigne d'une possible confusion entre changement d'ajustement épistémique (« epistemic agency ») et changement d'épistémologie. À cet égard, Foucault (1969) précise très clairement que
- L'*épistémè*, ce n'est pas une forme de connaissance ou un type de rationalité qui, traversant les sciences les plus diverses, manifesterait l'unité souveraine d'un sujet, d'un esprit ou d'une époque ; c'est l'ensemble des relations qu'on peut découvrir, pour une période donnée, entre les sciences quand on les analyse au niveau des régularités discursives (p. 259).
- 18 Dans le prolongement de ce qui précède, nous préparons en fait le terrain pour d'autres recherches qui pourraient s'engager empiriquement pour savoir si l'expansion de la population africaine contribue en fait à renforcer une *épistémè* africaine dans les régularités discursives émergentes. Et, en outre, si cela pourrait potentiellement

conduire au développement d'« épistémies » (en anglais « epistemics ») africaines, en général, ou d'une épistémologie africaine, en particulier. Ce que nous cherchons à souligner, c'est que nous ne pensons pas qu'il existe une corrélation nécessaire entre les universitaires africains et le développement d'une épistémologie africaine. Néanmoins, la question à laquelle nous sommes confrontés, en nous inspirant de Mannheim (1992), renvoie à ce que pourrait signifier un changement dans la population académique. Ainsi, demande-t-il, « comment la forme, la physionomie d'une culture change-t-elle lorsque les strates qui participent activement à la vie culturelle, soit en tant que créateurs, soit en tant que bénéficiaires, deviennent plus larges et plus inclusives ? » (p. 175). À la suite de cette question, il est clair, quoique non axiomatique, qu'un changement démographique dans la population académique a le potentiel de produire des changements dans la culture institutionnelle de l'Université (Thaver, 2006). C'est de ce point de vue que nous sommes particulièrement intéressés par le recrutement d'universitaires provenant de pays du continent africain au-delà de l'Afrique du Sud.

- 19 Certes, nous ne disons pas que la population académique africaine conduirait nécessairement à l'africanisation des connaissances, mais plutôt qu'elle pourrait potentiellement entraîner des changements épistémiques dans la production de connaissances, dans les universités sud-africaines. Ceci, cependant, nécessite une investigation empirique au niveau des relations discursives et des pratiques qui se développent dans l'articulation de ces multiples pratiques épistémiques dans les universités sud-africaines à travers les supervisions doctorales, les projets de recherche et les publications. En particulier, l'analyse discursive à laquelle nous faisons allusion afin d'évaluer dans quelle mesure une *épistémè* africaine pourrait émerger, est mieux définie par Foucault (1969) qui affirme que :

Par *épistémè*, on entend, en fait, l'ensemble des relations pouvant unir, à une époque donnée, les pratiques discursives qui donnent lieu à des figures épistémologiques, à des sciences, éventuellement à des systèmes formalisés ; le mode selon lequel, dans chacune de ces formations discursives, se situent et s'opèrent les passages à l'épistémologisation, à la scientificité, à la formalisation ; la répartition de ces seuils, qui peuvent entrer en coïncidence, être subordonnés les uns aux autres, ou être décalés dans le temps ; les rapports latéraux qui peuvent exister entre des figures épistémologiques ou des sciences dans la mesure où elles relèvent de pratiques discursives voisines mais distinctes (p. 259).

- 20 L'objectif de cette exploration de la taille, de la forme et de la densité (pays africains et *épistémès* postcoloniales) de la population académique africaine est d'établir les relations spécifiques à la distribution des sujets épistémologiques dans l'académie sud-africaine. Ceci est fait fondamentalement pour indiquer les pratiques discursives qui pourraient émerger dans l'articulation d'*épistémès* multiples et de réalités vécues quand elles sont associées à des engagements avec les disciplines comme « figures épistémologiques », « sciences » et « systèmes formels de connaissances ». Malgré ce dernier point, nous devons garder à l'esprit que, dans le contexte actuel, on assiste à l'Université, à l'émergence de modalités africaines de la connaissance dans divers domaines de l'effort scientifique, en d'autres termes, à des stades différents de « passages vers l'épistémologisation, la scientificité et la formalisation ». Cela veut dire, de plus, que les modalités africaines de la connaissance sont encore considérées, comme leur histoire épistémique, à un seuil épistémologique inférieur à celui de la canonisation disciplinaire. En outre, cela signifie qu'il existe au sein de l'université, en termes d'institutionnalisation du discours, une hiérarchie épistémique qui marque les

limites épistémologiques des modalités non occidentales de la connaissance, en général, et des modalités africaines, en particulier. Ainsi, au lieu d'une Philosophie africaine, nous avons sa diminution en « Ethnophilosophie » ; au lieu de Botanique africaine, nous avons « Ethnobotanique », et ainsi de suite. Mais, ce qui se résume au fond, c'est que les modalités occidentales de la connaissance ont tiré vers elles-mêmes le manteau épistémologique de la science, tandis qu'elles confèrent aux modalités africaines et orientales le statut dénigré de revendications de la connaissance sans fondement scientifique avec des prétentions superficielles à la connaissance.

- 21 Le danger inhérent, sur lequel nous attirons l'attention, est qu'en reproduisant les divisions épistémologiques africaines telles que décrites ci-dessus, cela signifie que ce qui est le plus proche dans la formation du savoir, c'est-à-dire les conditions contextuelles dans les formations nationales (les pays africains) et sa portée continentale (l'Afrique), ne figure pas comme aspect essentiel de sa conditionnalité épistémique et donc de ses pratiques disciplinaires et « discursives ». C'est donc dans ce contexte que nous présentons un profil de la population académique africaine émergente comme changement distinctif de l'ajustement épistémique en cours depuis une dizaine d'années dans les universités sud-africaines.

## Premier examen des données

- 22 Les critères qui sous-tendent l'agrégation et la désagrégation des données pour la population académique africaine seront maintenant énoncés. Premièrement, les données que nous utilisons pour analyser la forme, la taille et la densité du personnel académique en général et de la population africaine au-delà de l'Afrique du Sud, sont tirées de la base de données du Département de l'enseignement supérieur et de la gestion de la formation du système d'information. Dans l'ensemble, le terme « Africains » désigne les universitaires africains originaires de pays d'Afrique à l'exclusion de l'Afrique du Sud. Cependant, les universitaires africains d'Afrique du Sud sont désignés comme sud-africains afin de les distinguer des universitaires africains originaires de pays autres que l'Afrique du Sud.
- 23 La raison pour commencer avec l'année 2005 est simplement que cette période représente la consolidation des processus formels de fusion (comme indiqué plus haut) de certaines universités ; alors que la date butoir pour l'année 2014 concerne la disponibilité des données au moment de la rédaction de cet article. En outre, nous attirons l'attention du lecteur sur le fait que l'analyse de la taille et de la forme de la population africaine est principalement basée sur un instantané des données de 2014. Deuxièmement, nous avons utilisé le système actuel de classification des universitaires dans le secteur universitaire du personnel de recherche-enseignement. Les quatre catégories de la population académique sont divisées en Afrique du Sud (SA-all inclusivement), Afrique (AF-outside South Africa), International (IN-outside Africa) et No Information (NI), tirées du système de gestion de l'enseignement supérieur (Département de l'enseignement supérieur et de la formation).
- 24 Troisièmement, la catégorisation des universitaires africains provenant des pays africains est liée aux formations postcoloniales imposées lors de la Conférence de Berlin de 1884-1885 qui a défini les règles de l'annexion européenne du continent (Adebajo, 2010). À cet égard, nous avons classé 44 pays africains par rapport à six formations postcoloniales, à savoir, anglophone, francophone, lusophone, espagnole, italienne et

allemande, chacune d'entre elles étant liée à un ou plusieurs pays africains. À ce stade, il est important de préciser que la discussion des données ne comprend pas de commentaires sur l'Afrique postcoloniale italienne, allemande et espagnole.

- 25 Le dernier point concerne l'utilisation des trois types institutionnels d'universités, à savoir Universités de recherche, Universités de technologie et Universités polyvalentes, tels qu'ils sont employés dans les tableaux indiquant la taille et la répartition des universitaires africains. La désignation institutionnelle dans les trois catégories d'universités est tirée du règlement du Conseil de l'enseignement supérieur (2004). Il est important de noter que les types d'institutions sont le point culminant de la restructuration du paysage institutionnel qui, dans l'ensemble, cherchait à redresser l'héritage découlant du système d'apartheid fragmenté sur le plan racial (voir Conseil de l'enseignement supérieur, 2004). À cet égard, le processus de fusion qui s'est terminé en 2005 (date initiale de nos données) était basé sur la fusion de certaines institutions historiquement noires et historiquement blanches afin de construire un système unitaire. La structure différenciée des universités qui est apparue à la suite de cette reconfiguration du paysage institutionnel national comprend les trois catégories d'universités (recherche fondamentale et enseignement), d'universités de technologie (recherche appliquée et enseignement) et d'universités polyvalentes (enseignement et recherche appliquée).

## Le personnel académique dans les universités sud-africaines

- 26 Les données sont présentées dans la section suivante. Le premier tableau établit la taille et la forme de la population académique totale dans le secteur universitaire sud-africain pour la période allant de 2005 à 2014. Ces données sont à leur tour désagrégées pour inclure les segments africain et international de la population académique. À cet égard, nous avons défini les deux catégories d'universitaires africains et internationaux afin d'établir leur relation proportionnelle au segment sud-africain, ainsi que la population totale de tous les universitaires, dans les universités sud-africaines.
- 27 En 2014, l'effectif permanent et temporaire du personnel académique s'élevait à un peu plus de 50 000 employés. Le nombre absolu d'employés universitaires a augmenté régulièrement, passant de 40 517 en 2005 à un maximum de 52 571 en 2013. Il y a toutefois des exceptions notables, puisque nous constatons une diminution plutôt qu'une augmentation régulière comme les années précédentes. Cela est évident en 2013, lorsque l'emploi dans le milieu universitaire a atteint un maximum puis a diminué par la suite pour s'établir à 50 429 en 2014. De même, il y a eu une diminution de l'emploi en 2008 (42 374) mais moins prononcée qu'en 2007 (41 383). Ce fut également le cas en 2007 qui a enregistré une baisse par rapport à 2006 où 42 720 universitaires étaient employés en 2006. De plus, l'emploi universitaire en 2006 était plus élevé qu'en 2007 et 2008 et n'a été dépassé qu'en 2009 (43 446).

Tableau 1. Personnel permanent et temporaire d'enseignants-chercheurs 2005-2014

	Sud-Africains		Africains		International		Sans information		Total
	N	%	N	%	N	%	N	%	

2005	37 036	91	898	2	780	2	1 803	4	40 517
2006	38 108	89	1 329	3	1 122	3	2 161	5	42 720
2007	37 081	90	1 283	3	1 241	3	1 778	4	41 383
2008	38 177	90	1 782	4	1 320	3	1 095	3	42 374
2009	38 813	89	2 102	5	1 392	3	1 139	3	43 446
2010	41 651	89	2 418	5	1 503	3	1 007	2	46 579
2011	44 123	88	2 714	5	1 300	3	1 846	4	49 983
2012	44 747	87	3 222	6	1 717	3	1 887	4	51 573
2013	45 841	87	4 077	7	2 051	4	602	1	52 571
2014	43 458	86	4 214	8	2 138	4	619	1	50 429

- 28 À quelques exceptions près, la population académique africaine a connu une croissance exponentielle en quadruplant au cours de la période 2005-2014, passant de 898 à 4 214 universitaires. La croissance a commencé par une augmentation rapide en doublant d'abord à 1 782 en 2008, puis en triplant à 2 714 en 2011, et enfin, en 2014, le personnel académique africain a quadruplé. Il faut noter que la croissance rapide de la population académique africaine n'était pas linéaire mais a été interrompue avec une légère baisse en 2007 de 1 283, inférieure à l'année précédente qui avait enregistré un chiffre de 1 329 en 2006. Cependant, il est important d'affirmer que même avec la croissance rapide des universitaires africains venant d'au-delà de l'Afrique du Sud, la tendance générale est celle d'une représentation des universitaires africains dans le système universitaire.
- 29 La proportion de la population sud-africaine par rapport à l'ensemble des populations postcoloniales africaines et internationales en 2005 était de 91 % et 9 % respectivement. Alors qu'en 2014, la population sud-africaine a chuté à 86 % de la population totale d'enseignants-chercheurs, tandis que la combinaison des populations africaine et internationale a augmenté à 14 %. En ce qui concerne le segment africain des universitaires, nous constatons une augmentation constante, tant en termes absolus que proportionnels, qui, en 2005, dépassait légèrement 2 % de la population universitaire totale, alors qu'en 2014, elle a culminé à un peu plus de 8 %, avec un total de 4 214 universitaires. Il faut noter que les données ne concernent que les personnels africains originaires des formations postcoloniales anglophones, francophones et lusophones constituant un total de 4 035 (96 %), contre un total de 4 214 qui inclut les universitaires africains des formations postcoloniales allemandes, espagnoles et italiennes.
- 30 La catégorie Universités internationales connaît également une croissance rapide qui a presque triplé entre 2005 et 2014, passant de 780 à 2 138 universitaires. Le modèle de croissance de la population académique internationale est également irrégulier mais les baisses ne coïncident pas avec la même période observée dans le segment africain postcolonial de la population académique qui s'est produite en 2006-2007. Au contraire, le déclin de la population internationale se produit en 2011 qui a enregistré 1 300

universitaires alors qu'en 2010 le chiffre était légèrement plus élevé à 1 513 universitaires internationaux. En termes absolus et proportionnels, les populations internationales et postcoloniales africaines affichent une croissance positive similaire.

- 31 Avec un total de 10 % de l'effectif total du personnel académique dans le secteur universitaire en Afrique du Sud, les universitaires africains postcoloniaux représentent une portion importante. Il serait intéressant d'examiner si cette dernière représente une masse critique d'universitaires et de chercheurs africains postcoloniaux qui, à son tour, pourrait donner une impulsion supplémentaire au développement et à la consolidation de l'africanisation des connaissances.

## Les universitaires de l'Afrique postcoloniale Anglophone

- 32 La répartition et la concentration du personnel académique africain, en provenance de l'Afrique anglophone postcoloniale sont mises en évidence dans le tableau 2.
- 33 La taille de ce segment de l'effectif africain en 2014 était de 1807 personnes basées dans les universités de recherche. Par comparaison, les universités de technologie comptaient au total 484 universitaires africains et les universités polyvalentes en comptaient 1 146. Ainsi, le total combiné des universitaires africains susmentionnés représente 3 437 universitaires africains sur un total absolu de 4 214 (voir tableau 1) universitaires dans le secteur universitaire. Ce segment des universitaires africains représente 81,6 % du nombre total d'universitaires africains dans le système universitaire en Afrique du Sud.

Tableau 2(a). Chercheurs de l'Afrique anglophone postcoloniale (note : voir légende des universités à la fin de l'article)

	University	Egypt	Botswana	Gambia	Ghana	Liberia	Kenya	Nigeria	Sudan	Sierra Leone	Pays ???
RESEARCH UNIVERSITY	UCT	8	9		17	2	49	76	7	5	13
	UFH	1			1						
	UWC	1			2		6	19	1		
	US		2	1	6		8	15			3
	RU				1		2	1			1
	UP	1			1		12	17	1		4
	UW		12		9	2	34	78	4	1	9
	UFS		1								
	UKZN	2	8		4		40	128	14	1	10
	UL		1		6		2	12			4

	NWU		9		5		2	30			4
	<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>42</b>	<b>1</b>	<b>52</b>	<b>4</b>	<b>155</b>	<b>376</b>	<b>27</b>	<b>7</b>	<b>48</b>
UNIVERSITY OF TECHNOLOGY	CUTFS	1	7		3		3	10			
	MUT		2				2	10		1	1
	VUT		3		2		12	30			5
	CPUT		3		3		7	39	1		
	DUT				2		3	21			1
	TUT		5		2		14	46			6
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>41</b>	<b>156</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>13</b>
COMPREHENSIVE UNIVERSITY	UV				7		12	17			
	UZ						2	11			2
	UJ	3	4		8		23	50		1	23
	NNMU	1	1		3		3	8			1
	UNISA		8		14		24	116			10
	WSU				4		3	5			2
	<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>67</b>	<b>207</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>38</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>18</b>	<b>75</b>	<b>1</b>	<b>100</b>	<b>4</b>	<b>263</b>	<b>739</b>	<b>28</b>	<b>9</b>	<b>99</b>

Tableau 2(b). Chercheurs de l'Afrique anglophone postcoloniale (note : voir légende des universités à la fin de l'article)

	University	Uganda	Tanzania	Zambia	Zimbabwe	Lesotho	Malawi	Mauritius	Total anglophone
RESEARCH UNIVERSITY	UCT	27	18	35	182	27	10	25	510
	UFH		2		41	4	1		50
	UWC	2	3	3	29		6		72
	US	3	2	3	29	2	7		81
	RU	2		1	26	2	4	1	41
	UP	2	2	2	27	3	4		76

	UW	8	10	17	115	12	19	1	331
	UFS			1	23	7			32
	UKZN	7	10	12	164	17	7	6	430
	UL	3	1		32	4			65
	NWU	3	3	8	44	7	4		119
	<b>Total</b>	<b>57</b>	<b>51</b>	<b>82</b>	<b>712</b>	<b>85</b>	<b>62</b>	<b>33</b>	<b>1807</b>
UNIVERSITY OF TECHNOLOGY	CUTFS			2	15	7	1		49
	MUT				15				31
	VUT	2	1	3	36	10			104
	CPUT	4	1	4	44	5			111
	DUT		1	2	21	3		1	55
	TUT	7	1	1	42	5	5		134
	<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>12</b>	<b>173</b>	<b>30</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>484</b>
COMPREHENSIVE UNIVERSITY	UV		2	3	58	2	2		103
	UZ	10	2		18	1			46
	UJ	8	6	11	93	6	6		242
	NNMU	2		9	28	4	3		63
	UNISA	11	6	28	414	8	9		648
	WSU	4		5	20		2	2	47
	<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>16</b>	<b>56</b>	<b>631</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>2</b>	<b>1149</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>105</b>	<b>71</b>	<b>150</b>	<b>1516</b>	<b>136</b>	<b>90</b>	<b>36</b>	<b>3440</b>

34 En ce qui concerne la répartition de ce segment d'universitaires en trois types d'établissements, la représentation proportionnelle est de 53 % pour les universités de recherche, de 14 % pour les universités de technologie et de 33 % pour les universités polyvalentes. En ce qui concerne les universités polyvalentes, dont la plus grande concentration d'universitaires africains est basée à l'UNISA, il convient de noter qu'il s'agit d'une institution d'enseignement à distance et que le total est donc quelque peu biaisé pour ce type d'institution. Si l'on exclut l'UNISA, les deux types d'institutions que sont l'Université de technologie et l'Université polyvalente sont de taille comparable, soit environ 14 % chacune. Cela signifie que la concentration relative des universitaires africains dans les universités de recherche, si l'on exclut pour l'UNISA, est d'environ

70 %. Ces proportions suggèrent que la plus grande concentration de la population académique africaine se trouve dans les universités dites de recherche. Ainsi cette population africaine représente un complément hautement spécialisé et qualifié, ce qui les place à la pointe de la recherche fondamentale et donc des sites de production de connaissances. La question de savoir si cette population peut ou non contribuer à la décolonisation épistémologique (c'est-à-dire l'africanisation des connaissances) ne peut être supposée mais doit être démontrée empiriquement. Par contre, la concentration démographique signalée ici représente un potentiel épistémique.

- 35 La répartition de cette population académique en fonction de leurs pays africains d'origine dans les universités de recherche aboutit à un modèle de distribution avec l'importance du Zimbabwe, du Nigeria et du Kenya. L'UCT a enregistré un total de 510 universitaires africains anglophones postcoloniaux dont le plus grand nombre proviennent du Zimbabwe (182 personnes soit 36 %). Viennent ensuite le Nigeria avec 76 personnes (15 %) et le Kenya avec 49 personnes (9 %), le solde étant réparti entre les autres pays d'Afrique anglophone (voir tableau 2). L'UKZN, a enregistré un total de 430 universitaires, avec la même répartition : 164 du Zimbabwe (38 %), 128 du Nigeria (30 %) et 40 du Kenya (9 %).

Tableau 3(a). Chercheurs de l'Afrique francophone postcoloniale (note : voir légende des universités à la fin de l'article)

	University	Algeria	Benin	B. Faso	Burundi	Cameroun	CAR	Congo	Côte Ivoire	RDC
RESEARCH UNIVERSITY	UCT	1	2	2		16		4		6
	UFH					3				1
	UWC				1	4		3		3
	US		1		1	6				6
	RU							2		
	UP					6		3		3
	UW	1	2		1	9			1	43
	UFS									
	UKZN			1	1	18		23		
	UL					9				
	NWU					7		3		1
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>78</b>	<b>0</b>	<b>38</b>	<b>1</b>	<b>63</b>
UNIVERSITY OF TECHNOLOGY	CUTFS									1
	MUT							2		

	VUT					13		2		12
	CPUT				1	24				24
	DUT		1			6		2		
	TUT					14		5	1	9
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>57</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>46</b>
COMPREHENSIVE UNIVERSITY	UV					4				1
	UZ					2		2		
	UJ	2	2	1		24			3	28
	NNMU		2			3		1	1	
	UNISA		1			43	1	5		24
	WSU					8				3
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>84</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>56</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>4</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>219</b>	<b>1</b>	<b>57</b>	<b>6</b>	<b>165</b>

Tableau 3(b). Chercheurs de l'Afrique francophone postcoloniale (note : voir légende des universités à la fin de l'article)

	University	Gabon	Mali	Rwanda	Sénégal	Togo	Madagascar	Tunisie	Total francophone
RESEARCH UNIVERSITY	UCT		1	9	1	4	4		50
	UFH								4
	UWC	1		5					17
	US			2	1		4	1	22
	RU			1		1	1		5
	UP	1							13
	UW	1		6	2	1	1	3	71
	UFS								0
	UKZN	2		10					55
	UL								9

	NWU			1					12
	<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>34</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>258</b>
UNIVERSITY OF TECHNOLOGY	CUTFS			1					2
	MUT								2
	VUT	1							28
	CPUT			1					50
	DUT			1					10
	TUT	1							30
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>122</b>
COMPREHENSIVE UNIVERSITY	UV	1							6
	UZ								4
	UJ	6		5				1	72
	NNMU			1					8
	UNISA	1		1	1				77
	WSU								11
	<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>178</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>15</b>	<b>1</b>	<b>44</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>558</b>

- 36 À l'UCT, les universitaires africains du Zimbabwe sont plus du double de ceux du Nigeria et du triple de ceux du Kenya. On peut soutenir que cela donne lieu à de grandes inégalités et donc à un plus grand potentiel pour les formations hégémoniques. D'autre part, à l'UKZN une relative uniformité s'observe d'universitaires zimbabwéens et nigériens indiquant peut-être un plus grand potentiel de coopération et de mutualité (inter- et multidisciplinarité) contrairement à ce qui pourrait être le cas pour des distributions avec de plus fortes disproportions. La répartition globale des universitaires africains anglophones postcoloniaux dans les universités de recherche était de 44 % pour le Zimbabwe, 21 % pour le Nigeria et 8 % pour le Kenya, une distribution plus proche que celle obtenus à l'UCT.
- 37 La structure institutionnelle des universités de technologie ne reproduit pas entièrement l'ordre des pays africains d'origine, tel qu'il est établi dans les universités de recherche. Ainsi, comme on peut le constater, sur le nombre total d'universitaires africains anglophones postcoloniaux, à CPUT, qui en a enregistré 111, il y avait 44 universitaires (40 %) du Zimbabwe, 39 du Nigeria (35 %) et 7 du Kenya (6 %). De même, à VUT, MUT et CUTFS, le même triangle et le même ordre des pays africains sont mis en évidence. Par contre, à TUT, avec un total de 134 universitaires africains

anglophones, la distribution est distincte, à savoir 46 (34 %) du Nigeria, 42 (31 %) du Zimbabwe et 14 (10 %) du Kenya. La seule différence notable dans ce dernier cas est que le nombre plus élevé est enregistré pour ceux originaires du Nigeria au lieu du Zimbabwe, mais il est également réparti de manière relativement égale entre les deux derniers pays. À cet égard, la distribution de la population académique africaine reproduit les formations bipolaires au CPUT et UKZN et la formation dominante à l'UCT.

- 38 Le modèle dominant pour les universités polyvalentes offrait plus de variation, sur un total de 648 universitaires à l'UNISA : 414 (68 %) du Zimbabwe, 116 (18 %) du Nigeria. En outre, bien qu'ils aient été appariés de façon relativement égale, 28 (4 %) provenaient de Zambie et 24 (4 %) du Kenya, le reste étant réparti entre les autres pays africains constituant la formation anglophone (voir le tableau 2). À l'UJ, avec un total de 242, le schéma de distribution était de 93 (38 %) pour le Zimbabwe, 50 (21 %) pour le Nigeria et 23 (7 %) pour le Kenya et le Swaziland. En ce qui concerne l'UNISA, c'est le modèle de répartition le plus distinct ; il offre une plus grande diversité, tandis que l'UJ montre une plus grande dispersion avec des distinctions notables.
- 39 Ce qui est particulièrement significatif, c'est que les principales universités sud-africaines (dites de recherche) à la lumière des classements mondiaux et africains sont à l'avant-garde de l'africanisation de la population académique actuelle, alors que paradoxalement ces universités enregistrent un nombre relativement faible d'universitaires africains nationaux. Au-delà de ces particularités nationales, la principale préoccupation de cet article est la forme générale de l'évolution de la taille et de la densité des sujets épistémiques africains dans l'université sud-africaine et du potentiel et limites épistémiques. On peut déduire des statistiques citées plus haut que la répartition des universitaires africains anglophones est concentrée dans la structure universitaire de haut niveau dans les universités de recherche et donc bien positionnée par rapport à la production globale de connaissances dans les universités sud-africaines. Nous sommes cependant conscients des dangers de la confusion et des erreurs méthodologiques qui accompagnent les tentatives de lier la simple présence des universitaires africains à un projet épistémique africanisé en vertu du simple fait d'être africain, ce qui serait un essentialisme. Rappelons encore que nous présentons simplement la croissance des universitaires africains dans le système d'enseignement supérieur comme une condition importante dans le développement d'une *épistémè* africaine, son potentiel épistémique.

## Les universitaires des pays postcoloniaux africains francophones et lusophones

- 40 Dans la section suivante, nous abordons à la fois les formations postcoloniales africaines francophones et lusophones. Les distributions en matière de taille, de forme et de densité (voir les tableaux 3 et 4) pour les types d'établissements de recherche, de technologie et d'universités polyvalentes sont présentées.
- 41 La taille de ce segment de l'effectif académique africain francophone en 2014 était de 258 personnes (46 %) basées dans les universités de recherche. Par comparaison, il y en avait 122 dans les universités de technologie (22 %) et 178 (32 %) dans les universités polyvalentes pour un total de 558 personnes sur un total absolu de 4 214 universitaires africains (voir tableau 1) dans le secteur universitaire. Ce segment (francophone) de la

population universitaire représente 13 % du nombre total d'universitaires africains dans le système universitaire.

- 42 Pour le segment des universitaires africains de l'Afrique lusophone, il y en avait respectivement 26 (76 % des lusophones) dans les universités de recherche, 6 (18 %) dans les universités de technologie et 5 (18 %) dans les universités polyvalentes. En ce qui concerne la tendance générale, il est clair que les universités de recherche continuent de représenter la plus grande absorption d'universitaires de formations francophones et lusophones. En ce qui concerne les universités de technologie et les universités polyvalentes, la répartition est proportionnellement égale entre ces types d'universités parmi les francophones mais pas parmi les lusophones. Il en est de même pour leur présence dans l'UNISA qui, rappelons-le, est une université à distance.
- 43 La répartition de la population académique africaine des pays de formation francophone postcoloniale a produit des *patterns* de répartition variables dans les universités de recherche, avec une majorité en provenance du Cameroun, de la RDC et du Congo, le reste étant réparti entre les pays restants constituant l'Afrique francophone (voir tableau 3). L'UW avec 71 universitaires africains du segment francophone comporte 43 personnes (61 %) de RDC, 9 (13 %) du Cameroun et 6 (8 %) du Rwanda (voir tableau 3). À l'UKZN, sur un total de 55 francophones, 23 personnes (42 %) venaient du Congo, 18 (33 %) du Cameroun et 10 (18 %) du Rwanda (voir tableau 3). À l'UW, la répartition de la triade RDC, Cameroun et Rwanda est respectivement de 61 %, 13 % et 8 % et les 17 % restants proviennent d'Algérie, Bénin, Burundi, Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal, Sénégal, Togo, Madagascar et Tunisie (tableau 3). Le modèle UW montre une concentration marquée pour la RDC, tandis que le UKZN est modelé vers une formation dyadique dans la combinaison du Congo et du Cameroun. Dans les universités de technologie, la formation francophone à la CPUT comprend un total de 50 universitaires qui se répartit également entre le Cameroun et le Congo à 48 % chacun. La TUT compte un total de 30 universitaires dans ce segment de la population avec 14 (47 %) du Cameroun, 9 (30 %) de la RDC, et 5 (17 %) du Congo, et 2 universitaires de la Côte d'Ivoire et du Gabon. La VUT avec un total de 28 universitaires a enregistré 13 (46 %) du Cameroun et 12 (43 %) de la RDC avec le solde de 2 du Congo et 1 du Gabon.

Tableau 4. Chercheurs de l'Afrique lusophone postcoloniale (note : voir légende des universités à la fin de l'article)

	University	Angola	Mozambique	G/Bissau	Total lusophone
RESEARCH UNIVERSITY	UCT	2	6	3	11
	UFH				0
	UWC	1			1
	US				0
	RU				0
	UP		3		3
	UW		6		6

	UFS				0
	UKZN	1	4		5
	UL				0
	NWU				0
	<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>26</b>
UNIVERSITY OF TECHNOLOGY	CUTFS				
	MUT		1		1
	VUT				0
	CPUT	2			2
	DUT				0
	TUT	2	1		3
	<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>6</b>
COMPREHENSIVE UNIVERSITY	UV				0
	UZ				0
	UJ		2		2
	NNMU				3
	UNISA		3		3
	WSU				
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>5</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>8</b>	<b>26</b>	<b>3</b>	<b>37</b>

- 44 Les universités polyvalentes reproduisent le schéma des universités de recherche et des universités de technologie où nous avons trouvé une concentration d'universitaires de deux pays principalement, comme indiqué ci-dessus. Ainsi, l'UNISA compte 43 (56 %) universitaires du Cameroun et 24 (31 %) de la RDC (les autres : Congo, 5 ; RCA, 1 ; Gabon, 1 ; Rwanda 1 et Sénégal 1). L'UJ voit un renversement de la dualité avec 28 (39 %) de RDC et 24 (33 %) du Cameroun ; le Gabon 6 (8 %), auxquels sont liés ceux en provenance du Rwanda 5 (7 %).
- 45 Enfin, la population académique africaine de l'Afrique lusophone postcoloniale émane du Mozambique, de l'Angola et de la Guinée-Bissau. Il s'agit d'une population relativement petite de 37 universitaires au total, bien que concentrés principalement dans les universités de recherche et basés en grande partie à l'UCT. La répartition de ce

segment des universitaires africains basés dans les différentes universités est de 26 (70 %) du Mozambique, 8 (22 %) de l'Angola et 3 (8 %) de la Guinée Bissau. Lorsqu'on le compare au total de ce segment de la population africaine, il est inférieur à un pour cent ; ajouté aux formations africaines espagnole, allemande et italienne, cela représente environ 5 % de la population africaine totale hors d'Afrique du Sud.

## Conclusion

- 46 À partir de la discussion et de l'analyse susmentionnées, nous observons que le mouvement des universitaires des régions africaines postcoloniales vers les universités sud-africaines révèle une prédominance du segment africain anglophone par rapport à ses homologues francophones et lusophones. Les pays du Zimbabwe, du Nigeria et du Kenya ont une forte présence dans le personnel des universités sud-africaines. En ce qui concerne le segment francophone, les pays qui dominent sont le Cameroun, la RDC et le Rwanda ; tandis qu'en ce qui concerne le segment lusophone, le principal pays d'origine est le Mozambique.
- 47 Cela dit, lorsque nous considérons les pays d'origine par rapport aux types institutionnels, nous observons une réplication du modèle ci-dessus (c'est-à-dire la distribution en trois régions postcoloniales), dans les trois types institutionnels. Cependant, il est important de noter qu'en regard de l'ensemble des universitaires africains (4 035), l'ordre de concentration concerne d'abord les universités de recherche, suivies par les universités polyvalentes et enfin, les universités de technologie.
- 48 Maintenant que nous sommes en pleine connaissance de la taille et de la forme des données démographiques, nous souhaitons proposer quelques conclusions en nous appuyant sur la discussion proposée dans le cadre interprétatif sur ce qui pourrait être défini comme le potentiel épistémique de cette distribution académique (postcoloniale africaine). Tout d'abord, même s'il existe des types (*patterns*) qui découlent de la répartition des universitaires africains postcoloniaux dans l'académie sud-africaine, nous aurions du mal à prévoir comment évolueraient ces relations *in situ*. De même, nous sommes également conscients des limites qui existent quand nous cherchons à mettre en évidence une épistémologie africaine émergente, en nous fondant sur la seule augmentation de la taille et de la distribution des universitaires africains postcoloniaux dans l'enseignement supérieur, plutôt que sur la base des traditions et pratiques discursives qu'ils pourraient mettre en œuvre dans l'Université. Cela dit, il faut garder à l'esprit que nous avons replacé ces évolutions liées à la croissance de la population académique africaine postcoloniale dans les universités sud-africaines comme un développement relativement récent en phase avec la « réintégration » symbolique et politique formelle de l'Afrique du Sud à l'Afrique.
- 49 Le point important est de souligner le potentiel épistémique que représente la présence de ces Africains postcoloniaux en permettant une combinaison des *épistémès* postcoloniales attachées à leurs pays africains d'origine, à leur intersection et articulation avec les *épistémès* anglo, afrikaner et africaines en Afrique du Sud : ainsi se constitue un champ discursif en expansion, dans lequel se situe la poursuite de la connaissance. Nous faisons allusion aux pratiques épistémiques et discursives de l'Université sud-africaine dans laquelle l'évolution vers la pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité grâce aux *épistémès* africaines émergentes devient une évidence. En

témoignent l'érudition de Mudimbe (1988) et d'Appiah (1992), qui traversent les divisions disciplinaires, et de Hountondji (1996), entre autres, qui traverse la division anglo-francophone, des auteurs qui créent de nouvelles possibilités épistémiques basées sur l'enracinement contextuel et les articulations avec le Sud et le Nord.

*Nous tenons à remercier Luc Ngwé et Hamidou Dia (pour leur foi dans le contenu de l'argument) ainsi que les évaluateurs anonymes de l'article. Nous remercions Norman Nkwana, du Department of Higher Education and Training, Okitowamba Onyumba, Centre for Mathematics and Science Education, Faculty of Education, University of the Western Cape, et Ruben Daniels pour leur soutien à la collecte de données.*

---

## BIBLIOGRAPHIE

Adejabo, A. (2010). *The Curse of Berlin, Africa, After the Cold War*. Scottsville: University of Kwazulu Natal Press.

Altbach, P.G., Knight, J. (2007). The Internationalization of Higher Education: Motivations and Realities. *Journal of Studies in International Education*, 11(3-4), 291-305.

Altbach, P., Reisberg, L., Rumbley, L. (2009) *Trends in Global Higher Education: Tracking an Academic Revolution. A Report Prepared for the UNESCO 2009 World Conference on Higher Education*. Paris : UNESCO.

Appiah, K.A. (1992). *In my Father's House: Africa in the Philosophy of Culture*. Oxford: Oxford University Press.

Badat, S. (2005). Transforming South African Higher Education, 1990-2003: Goals, policies, initiatives and critical challenges and issues. In N. Cloete *et al.* (Eds.). *National policy and a regional response in South African higher education* (pp. 1-50). Oxford: James Curry.

Bloom, D., Canning, D., Chan, K. (2006). *Higher education and economic development in Africa: Human Development Sector*. Harvard: Harvard University Press.

Cooper, D., Subotzky, G. (2001). *The Skewed Revolution: Trends in South African Higher Education 1988-1998*. Cape Town: Education Policy Unit: University of the Western Cape.

Council on Higher Education (2004). *South African Higher Education in the first decade of democracy*. Pretoria: CHE.

Cummings, S., Hoebink, P. (2016). Representation of Academics from Developing Countries as Authors and Editorial Board Members in Scientific Journals: Does this matter to the Field of Development Studies? *The European Journal of Development Research*, 29(2), 369-383.

Department of Education (1997). *Education White Paper: A Programme for the Transformation of Higher Education*. Education White Paper, Government Gazette No. 18207, Pretoria: Government Printers.

Department of Education (2001). *National Plan for Higher Education*, Ministry of Education, Pretoria: Government Printers.

Department of Higher Education and Training (2013). White Paper for Post-School Education and Training, Pretoria: Government Printers.

Higher Education and Management of Information Systems (2014). Department of Higher Education and Training, <http://www.dhet.gov.za/>

Hountondji, P. (1996). *African Philosophy: Myth and Reality*. Bloomington: Indiana University Press.

Foucault, M. (1989). *The Archaeology of Knowledge*. London: Routledge.

Erickson, M. (2015). Science, Technology and Global Change. In M. Holborn (Ed.). *Contemporary Sociology* (pp. 321-352). Cambridge UK: Polity Press.

Fellesson, M. Mahlck, P. (2014) Lonely Satellites? Mobility and International Knowledge Relations at the Intersection of Development Aid, Global Science Regimes and National Policies on Higher Education and Research: the Case of Mozambique and Tanzania, presentation. *International Workshop on Academic Mobility and Knowledge Development organized by the Nordic Africa Institute, December 5th-6th, 2014*. Addis Ababa, Ethiopia

Gibbons, M., Limoges, C., Nowotny, H., Schwartzman, S., Scott, P., Trow, M. (1994). *The New Production of Knowledge: The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, London: Sage.

Mahlck, P. (2016). Academics on the move? Gender, race and place in transnational academic mobility. *Nordic Journal of Studies in Education Policy*, 2(3), 1-12.

Mannheim, K. (1992). *Essays on the Sociology of Culture*. London: Routledge.

Mbeki, T. (1998). *Africa: The time has come*. Johannesburg: Mafube Publishing.

Mudimbe, V.Y. (1988). *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*. Bloomington: Indiana University Press.

Mamdani, M. (2016). Between the public intellectual and the scholar: decolonization and some post-independence initiatives in African Higher Education. *Inter-Asia Cultural Studies*, 17(1), 68-83.

Philips, H. (2003). A Caledonion College in Cape Town and beyond: an investigation into the foundation(s) of the South African university system. *South Africa Journal of Higher Education*, 17(3), 122-136.

Schoole, T. (1996). *Building Research capacity in Universities*. Unpublished Paper, Education Policy Unit, Cape Town.

Schoole T. (2006) Internationalisation of higher education in South Africa: A historical review. *Perspectives in Education*, 24(4), 1-13.

Thaver, L. (2006). At home, Institutional Culture and Higher Education: Some Methodological Reflections. *Perspectives in Education*, 24(1), 15-26.

Tremblay, K. (2005). Academic Mobility and Immigration. *Journal of Studies in International Education*, 9(3), 196-228.

Thaver, L., Thaver, B. (2010). Structural orientation and social agency in South Africa: State, Race, Higher Education and Transformation. *African Sociological Review*, 14(1), 48-66.

Wa Kabwe-Segatti, A., Landau, L. (2008) *Migration in post-apartheid South Africa: Challenges and questions to policy-makers*. Agence Française de Développement, French Institute of South Africa.

Wolpe H. (1995). The debate on university transformation in South Africa: The case of the University of Western Cape. *Comparative Education*, 31(2), 275-292.

## ANNEXES

**Liste des universités**

CPUT	Cape Peninsula University of Technology
CUTFS	Central University of Technology Free State
DUT	Durban University of Technology
NWU	North West University
NNMU	Nelson Mandela Metropolitan University
MUT	Mangosuthu University of Technology
RU	University of Rhodes
TUT	Tshwane University of Technology
UCT	University of Cape Town
UFH	University of Fort Hare
UFS	University of Free State
UJ	University of Johannesburg
UKZN	University of Kwazulu-Natal
UL	University of Limpopo
UNISA	University of South Africa
UP	University of Pretoria
US	University of Stellenbosch
UWC	University of the Western Cape
UW	University of Witwatersrand
VUT	Vaal University of Technology
UV	University of Venda for Science and Technology Education
UZ	University of Zululand
WSU	Walter Sisulu University of Technology and Science

## NOTES

1. Les auteurs n'acceptent pas la validité de la race comme concept scientifique ; au lieu de cela, nous traitons de telles catégorisations comme des constructions sociales et politiques.

---

## RÉSUMÉS

À la lumière de l'expansion du continent africain, notre intérêt est d'identifier le volume et la forme de la population d'universitaires étrangers en Afrique du Sud provenant de 44 pays africains, avec en toile de fond les réformes structurales dans le système d'enseignement universitaire sud-africain. Nous désagrégeons cette population académique africaine en fonction de formations postcoloniales et la comparons à la distribution des pays africains d'origine. Nous examinons ces données dans vingt-trois universités qui ont été officiellement subdivisées entre les types institutionnels d'Université de Recherche, Université de Technologie et Université Généraliste. Nous fournissons un exemple empirique de la cohorte africaine de 2014 dans le système universitaire sud-africain. Nous considérons l'intérêt de prendre en compte les dimensions paradigmatiques et théoriques des *épistémès* africaines comme sources d'analyse de ce relativement nouveau segment de la population académique en Afrique du Sud.

Cognizant of the expansiveness of the African continent, our interest is in identifying the size and shape of African academics from beyond South Africa, across a total of 44 countries attracted to the South African university system. More specifically, and against the backdrop of the structural reforms in the South African higher education system, we examine the size and shape of the African academic cohort in relation to the South African and international cohorts. Following this, we disaggregate the specific African academic cohort in relation to their postcolonial formations, and we do so in relation to the distribution of African countries of origin. This is conducted in twenty-three universities, which are officially subdivided into the institutional types of Research University, University of Technology, and Comprehensive University. In effect, we provide an empirical snapshot of the 2014 African academic cohort in the South African university system. In light of this, we consider how one might take up a deeper engagement with the theoretical and paradigmatic dimensions of emergent African epistemes as a means of analyzing this relatively new segment of the academic cohort in the South African university system.

A la luz del crecimiento considerable de la población en el continente africano, estudiamos los académicos africanos provenientes de 44 países africanos que residen en las universidades Surafricanas, con tela de fondo los cambios estructurales de la universidad en África del Sur. Desagregamos el análisis de estas poblaciones en función de su formación académica pos-colonial de su país de origen. Examinamos los datos en 23 universidades que han sido oficialmente subdivididas en tres categorías institucionales: Universidades de investigación, Universidades tecnológicas y Universidades generales. Tomamos el ejemplo de la cohorte de académicos de 2014 en el sistema universitario surafricano. Consideramos a la luz de este análisis, el interés que habría de tomar en cuenta las dimensiones paradigmáticas y teóricas de las epistemes africanas como fuente de análisis de este relativamente nuevo segmento de la población universitaria en África del Sur.

## INDEX

**Mots-clés** : profil démographique, universitaires africains, université, Afrique du Sud, conditions épistémiques

**Palabras claves** : perfil demográfico, académicos africanos, universidad, África del Sur, condiciones epistémicas

**Keywords** : demographic profile, African academics, South African university, epistemic conditions

## AUTEURS

### LIONEL THAVER

Maître de conférences spécialisé dans l'enseignement de la théorie sociologique contemporaine, le changement social : Technologie et société, théorie sociale avancée, méthodologie de recherche avancée – Philosophie de la science et sociologie avancée/philosophie de la technologie. Il a publié dans des revues de sociologie et d'enseignement supérieur dans des domaines tels que le discours académique et les pratiques d'écriture des étudiants, la sociologie de l'enseignement supérieur en Afrique du Sud et la technologie moderne et la société : *At Home, Institutional Culture and the University* ; *Institutional imperatives of Higher Education* ; *Developmental State and Higher Education* ; *Race, Class, State and Higher Education and the Ambivalence of Technology*. Sa publication la plus récente est un article de référence dans le *South African Journal of Higher Education*, intitulé « The ambivalence of modern technology and the digital divide: gathering and scattering of sociality and sociability in the global network society ».

Adresse: University of Western Cape, Department of Anthropology and Sociology, Robert Sobukwe Road, Bellville, Western Cape 7530 (Republic of South Africa)  
Email: lthaver[at]uwc.ac.za

### BEVERLEY THAVER

Professeure d'études supérieures en éducation à la faculté d'éducation de l'Université du Cap-Occidental. Ses intérêts de recherche et ses publications portent sur la dynamique de la transformation démocratique des établissements d'enseignement supérieur, tant au niveau institutionnel que systémique, avec un accent particulier sur l'équité et la profession académique. Elle effectue des recherches dans les secteurs public et privé de l'enseignement supérieur. Elle a été nommée par le ministre membre de comité statutaire du Conseil de l'enseignement supérieur. Elle écrit à titre personnel.

Adresse: University of Western Cape, Faculty of Education, Robert Sobukwe Road, Bellville, Western Cape 7530 (Republic of South Africa)  
Email: bthaver[at]uwc.ac.za



## Mobilité transnationale des enseignants-chercheurs camerounais depuis les années 1990

Le cas des enseignants-chercheurs de l'Université de Dschang

*Transnational mobility of Cameroon' university lectures since the 1990s. The case of lecturers of the University of Dschang*

*Movilidad transnacional de los docentes investigadores cameruneses desde los años 90. El caso de los docentes e investigadores de la Universidad de Dschang*

**Hilaire De Prince Pokam**

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/339>

DOI : 10.3917/rac.041.0629

ISSN : 1760-5393

### Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

### Référence électronique

Hilaire De Prince Pokam, « Mobilité transnationale des enseignants-chercheurs camerounais depuis les années 1990 », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 12-4 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/339> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.041.0629>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Mobilité transnationale des enseignants-chercheurs camerounais depuis les années 1990

Le cas des enseignants-chercheurs de l'Université de Dschang

*Transnational mobility of Cameroon' university lectures since the 1990s. The case of lecturers of the University of Dschang*

*Movilidad transnacional de los docentes investigadores cameruneses desde los años 90. El caso de los docentes e investigadores de la Universidad de Dschang*

Hilaire De Prince Pokam

---

## Introduction

- 1 Après l'indépendance du Cameroun en 1960, les autorités dirigeantes créent en 1961 un complexe universitaire appelé Institut National d'Études Universitaires en vue de disposer d'un enseignement supérieur adapté aux besoins et aux réalités propres à leur jeune État. En 1962, cet Institut devient l'Université Fédérale du Cameroun. Cette dernière est transformée en Université de Yaoundé en 1973, suite au passage de la forme fédérale à la forme unitaire de l'État. En 1993, le Cameroun entame la réforme de son système d'enseignement supérieur, laquelle reconfigure profondément son paysage universitaire. Parmi les mesures préconisées figurent l'ouverture de l'université sur son environnement local, national et international, à travers des partenariats ainsi que la mobilité des étudiants et des enseignants-chercheurs.
- 2 Nous nous intéressons aux pratiques de mobilités des enseignants et chercheurs camerounais à partir de l'étude du cas de l'Université de Dschang au cours de la période 2005-2009. Il s'agit de documenter précisément ce qui se passe à l'échelle de cette université, pour favoriser la circulation des données et la problématisation à partir d'études empiriques descriptives précises.

- 3 Notre propos prend appui sur une recherche documentaire et sur des entretiens. En dehors des documents généraux portant sur notre domaine d'étude, nous avons abondamment exploité les documents de la Direction du personnel enseignant de l'Université de Dschang. Ils comportent les listes des enseignants en situation de mobilité par établissement pour des stages et motifs divers, des notes à l'attention du recteur portant sur les demandes de mission par les enseignants, des statistiques des demandes de mission des enseignants de 2009 à 2015. Nous avons également réalisé une trentaine d'entretiens auprès des enseignants dont 7 pour la FSJP, 5 en FLSH, 6 en FS, 8 en FASA et 4 en FSEG<sup>1</sup>. Ces entretiens ont été réalisés en 2 phases, à savoir novembre-décembre 2015 et février-avril 2016.
- 4 L'examen de ces documents fournit un état précis des mobilités des enseignants de l'Université de Dschang. En effet, 816 enseignants ont été en situation de mobilité entre 2009 et 2015. Ces enseignants présentent des profils différents en termes de grades (ATER, assistants, chargés de cours, maîtres de conférences), de disciplines et de trajectoires scolaires. Ces mouvements peuvent éclairer, dans des contextes particuliers, ce que recouvrent les phénomènes dits de mondialisation ou d'internationalisation de l'enseignement supérieur. Nous mettons l'accent sur la diversité des objets et des enjeux aussi bien pour les individus que les institutions.

## Itinéraires des mobilités

- 5 Ce que montre d'emblée l'examen des itinéraires des mobilités, c'est le contraste saisissant entre les enseignants formés à l'étranger et ceux formés au pays. Par ailleurs, on assiste à des évolutions dans les mobilités de l'ensemble des enseignants de l'Université de Dschang. Enfin, les objets de mobilité sont multiples, notamment les colloques, les recherches, les stages de formation et de perfectionnement, les séminaires et enseignements, l'expertise, les soutenances des travaux, les enseignements, les cérémonies académiques, etc.

## Les pays de formation, destinations préférées

- 6 Les enseignants formés hors du Cameroun se déplacent davantage que leurs collègues formés au pays. Les destinations sont inégalement réparties selon les continents et les pays. Leurs destinations préférées sont surtout leurs pays de formation : France, Allemagne, Royaume-Uni, Belgique et Pays-Bas en Europe ; États-Unis et Canada en Amérique. Ils partent rarement en Asie pour leur formation et ceux qui y vont y retournent exceptionnellement.
- 7 La France est le premier lieu de formation et de circulation des enseignants formés hors du Cameroun. Elle est suivie de près par l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Cette situation s'explique en partie par les liens coloniaux antérieurs ainsi que les relations de coopération en matière d'enseignement supérieur établies à l'indépendance et souvent portées par des instances telles que l'AUF, le Commonwealth.
- 8 En Amérique, les États-Unis et le Canada sont les principaux pays de formation et de mobilité des enseignants de l'Université de Dschang. En Afrique, c'est le Nigeria qui forme le plus d'enseignants de cette institution et certains d'entre eux continuent ensuite de s'y rendre. D'autres pays, tels l'Égypte, le Sénégal et surtout l'Afrique du Sud,

constituent également des destinations des enseignants. Quelques enseignants sont formés en Asie, principalement en Chine, au Japon, ou dans les anciens pays du bloc soviétique (Russie, Ukraine) ou encore en Malaisie.

## Une tendance à la diversification des destinations

- 9 Les enseignants formés hors du Cameroun étendent de plus en plus leurs mobilités au-delà de leur pays de formation, tant en Europe, en Afrique, en Amérique qu'en Asie et en Océanie. C'est ainsi que des enseignants formés en Allemagne se sont rendus en France et inversement. D'autres pays européens à l'instar de l'Italie, la Grèce, la Suisse, l'Espagne constituent également des destinations prisées des enseignants. Ainsi, en 2010, un enseignant de la FASA, formé au Nigeria, était en Espagne dans le cadre du projet « EDULINK Project ».
- 10 Bien plus, les mobilités des enseignants entre les continents tendent à se développer. Ainsi, un enseignant formé en Espagne, s'est rendu au Mexique dans le cadre de la formation des formateurs au cours de l'année 2011. Un autre formé au Canada a ensuite poursuivi une autre formation au Brésil en 2010. De la même façon, certains enseignants formés en Amérique étendent leur espace de circulation en Europe. En 2009, un enseignant de la FASA formé aux États-Unis a participé en Autriche à une réunion d'experts dans le domaine du développement de l'agrobusiness et de l'agro-industrie en Afrique. L'Afrique n'est pas en reste dans cette dynamique de circulation. Pendant l'année 2011, un enseignant s'est rendu au Togo pour un colloque et un autre a participé à l'élaboration de l'Atlas marin en Île Maurice. Une collègue de la FSJP était au Bénin en 2013 et au Gabon en 2014, pour des enseignements.
- 11 Cette diversification des destinations tend ainsi à dépasser les barrières linguistiques longtemps considérées comme des obstacles insurmontables. Elle est surtout rendue possible par, d'une part, les efforts d'apprentissage des langues étrangères que font certains enseignants, et d'autre part par la tendance à la standardisation mondiale de la langue de communication scientifique en anglais. Ainsi, les enseignants formés en zone francophone se rendent dans les pays anglophones, germanophones, hispanophones, etc. Ceux qui sont formés dans la zone non francophone circulent en France ou dans d'autres pays francophones
- 12 Quant aux enseignants formés au Cameroun, ils circulent également dans une diversité de pays. Ils se déplacent en Europe, en Afrique, en Amérique, en Asie et même en Océanie. En 2009 par exemple, deux enseignants de la FS ont effectué des recherches en France. Un enseignant de la FS a réalisé un stage de recherches scientifiques en Allemagne en 2009 et en 2012. Un autre de la FSJP y a effectué des recherches en 2012. S'agissant de l'Italie, un collègue de la FASA a participé à un séminaire en 2010. En dehors de ces trois pays, certains enseignants se rendent dans d'autres pays européens. Ainsi, un collègue de la FSEG était en Roumanie en 2009 dans le cadre de la recherche. En 2010, un autre de la FASA a suivi une formation en Belgique.
- 13 Les pays africains de destination sont le Bénin, l'Afrique du Sud, le Kenya, la RDC, le Burkina Faso, le Ghana, l'Éthiopie et le Tchad. C'est ainsi qu'un enseignant de la FASA a participé en 2010 à l'atelier « Formation aux métiers de l'eau et de l'assainissement » au Bénin. D'autres de la FASA et de la FS se sont rendus en Afrique du Sud respectivement en 2009 pour un symposium et 2014 pour un projet de recherche conjointe.

- 14 Concernant le Kenya, un enseignant s'y est rendu en 2009 pour la Conférence bisannuelle Consortium pour la Recherche Économique en Afrique (CREA). D'autres se déplacent également en RDC pour le 2<sup>e</sup> pilotage du projet FOGRN-BC, un colloque, une mission de recherche et d'enseignement ou un atelier. Il en va de même pour la Tanzanie dans le cadre des séminaires, des conférences et de formation ou du Burkina Faso à l'occasion d'un projet de recherche et de la participation à un atelier comme « L'atelier de pré-pilotage » dans le cadre du Projet ENAF en 2015.
- 15 Les enseignants formés au Cameroun se rendent également en Amérique, en Océanie et en Asie. En ce qui concerne l'Amérique, certains vont au Canada pour un colloque ou une recherche postdoctorale. D'autres se déplacent aux États-Unis dans le cadre d'un stage, au Mexique pour une conférence internationale, au Brésil pour des recherches.
- 16 Les enseignants de l'Université de Dschang circulent enfin en Asie et en Océanie. En Asie, un collègue de la FASA a participé au programme Master en Malaisie en 2009. En 2010, un autre de la même faculté a pris part au cours sur les applications de l'énergie solaire en Chine. Un collègue de la FSEG a participé quant à lui en Corée du Sud au camp mondial d'IYF (International Youth Fellowship) en vue de la formation des jeunes autour de la question du développement mental de la jeunesse. Un autre de la FS a mené une recherche en Inde en 2013. Un autre de la même faculté a assisté en Géorgie à une réunion des experts sur le Système d'Information de base dans les Laboratoires de Santé. Un collègue de la FASA était en Iran pour visiter le centre d'excellence NIGEB et conduire une recherche en 2015. Un seul enseignant est parti en Océanie de 2009 à 2015, plus précisément en Australie afin de participer à la 20<sup>e</sup> conférence internationale sur le sida.
- 17 Ces enseignants-chercheurs formés au Cameroun ou à l'étranger qui circulent sur la scène académique internationale le font non seulement selon des initiatives individuelles, mais aussi dans le cadre d'arrangements institutionnels à l'échelle des établissements ou de l'Université elle-même, lesquels visent à les encourager. Le développement d'accords, de conventions, de programmes, de réseaux transnationaux et interinstitutionnels, vient souvent en appui à la mobilité par l'information, la sensibilisation et la communication, la mise en réseau et le soutien financier. Les prises en charge sont faites soit par les intéressés eux-mêmes, soit par l'Université de Dschang (cas des bourses de formation), soit par les organisateurs ou les institutions d'accueil<sup>2</sup>.
- 18 Ces mobilités conduisent surtout les enseignants-chercheurs dans les pays européens. Elles confirment une autre recherche menée sur les chercheurs africains selon laquelle, « d'une façon générale, les scientifiques communiquent moins avec leurs collègues africains qu'avec leurs collègues européens. Cela illustre le faible niveau de communication Sud-Sud. Il est également intéressant de remarquer que les scientifiques africains collaborent davantage avec leurs collègues européens qu'ils ne le font avec leurs collègues américains (États-Unis et Canada) » (Gaillard et Tullbeg, 2001).

## Des mobilités porteuses d'enjeux différenciés pour les enseignants et chercheurs

- 19 Selon un rapport de l'UNESCO, « les mobilités des enseignants-chercheurs dynamisent leurs recherches, leur progression académique et offrent des carrières valorisantes » (UNESCO, 1999). Cela semble correspondre aux effets attendus ou réels de la mobilité

dans le cas des enseignants-chercheurs de l'Université de Dschang : ils attendent une diversité de rétributions en fonction de leurs profils.

## Une modalité dans la carrière et un gage de crédibilité scientifique

- 20 Les mobilités internationales constituent des enjeux importants pour la carrière des enseignants et des chercheurs au Cameroun. En effet, les modalités d'avancement dans la carrière, notamment le changement de grade, la titularisation, sont subordonnées entre autres au rayonnement international et à la publication dans des revues étrangères. Ces conditions se modèlent selon les grades et les profils des enseignants et chercheurs.
- 21 Pour les assistants, la mobilité internationale comporte plusieurs enjeux imbriqués pour la carrière au sein de l'enseignement supérieur. De manière générale, la mobilité permet la sécurité de l'emploi via la titularisation. En effet, le statut d'Assistant est très précaire au Cameroun dans la mesure où un Assistant est un contractuel pour une durée de trois ans, renouvelable une fois. Si après cette durée, l'intéressé n'a pas changé de grade, il perd juridiquement son statut d'enseignant d'Université. De plus, certains Assistants sont recrutés sans thèse. Ils ne peuvent changer de grade qu'après avoir soutenu leur thèse de Doctorat. Ainsi, la mobilité permet de participer aux stages de formation doctorale et postdoctorale, aux cours, aux recherches pour thèse de Doctorat et soutenances de thèse.
- 22 Quant aux chargés de cours, les mobilités peuvent les aider à remplir les critères permettant de devenir enseignant de rang magistral (par exemple acquérir un rayonnement international). Ils participent plus aux conférences internationales, aux formations postdoctorales, aux séminaires, aux recherches postdoctorales, aux stages de recherche, à la préparation du concours d'Agrégation, à la préparation et la soutenance des habilitations à diriger les recherches (HDR), ainsi qu'à la dispense des enseignements.
- 23 Les mobilités internationales offrent également des crédits symboliques aux enseignants et chercheurs camerounais. En effet, l'acquisition de titres (docteur, habilitation à diriger les recherches, agrégation) ainsi que les invitations à l'étranger, constituent des marques de reconnaissance et de crédibilité scientifique. Ces capitaux symboliques constituent alors des éléments de distinction mobilisés dans l'espace de concurrence local, à l'instar de ce qu'analyse Marie-Claude Munoz (Munoz, 2009) au sujet des universitaires brésiliens en France. En même temps, la mobilité internationale constitue, comme pour la plupart des chercheurs africains, un moyen de reconnaissance dans la communauté scientifique internationale (Gaillard et Tullberg, 2001) contribuant ainsi (situation de domination scientifique Nord-Sud oblige) à renforcer leur crédibilité et à les distinguer au niveau local.

## Un sésame pour la publication et la recherche

- 24 La mobilité transnationale des enseignants-chercheurs ouvre également la possibilité de publication des articles dans des revues internationales réputées et dans des ouvrages collectifs. Ceci d'autant plus qu'il y a insuffisance de supports locaux de publication dans certaines disciplines. La mobilité est donc un catalyseur de la publication dans les revues internationales et constitue pour tout chercheur africain

« le critère le plus important pour la promotion scientifique » (Gaillard et Tullberg, 2001). À ce propos, dans notre enquête, un enseignant de la FASA, évoquant une « collaboration fructueuse avec des publications scientifiques de haute qualité dans des revues avec impact factor », déclare qu'il a « deux articles scientifiques co-publiés avec des chercheurs kenyans, un article co-publié avec des chercheurs de NIGEB en Iran, un article co-publié avec des chercheurs de EMBBAPA au Brésil et deux articles co-publiés avec des chercheurs ivoiriens, maliens et tchadiens ». Un autre enseignant de la FSEG a répondu qu'il « a produit trois articles scientifiques publiés ». Un autre enfin, de la FSJP, a évoqué des « publications mieux suivies ». C'est dire que les mobilités améliorent la qualité ainsi que le rythme de leur production scientifique. Ces propos d'un collègue de la FASA le confirment également : « amélioration de la qualité des résultats de nos recherches dans les laboratoires avec des plateaux techniques de haute facture reconnus internationalement ».

- 25 Bien plus, la mobilité transnationale favorise également le financement de la recherche. En effet, « les budgets de la recherche publique en Afrique ont été tellement réduits que, sauf exception, il est impossible d'entreprendre des activités de recherche sans aide étrangère » (Gaillard et Tullberg, 2001). C'est ce que démontre le cas d'un enseignant de la FS. Celui-ci a bénéficié d'une bourse d'études de la Fondation Alexander von Humboldt au cours de l'année académique 2006-2007 pour se rendre en Allemagne. Il en a profité pour demander après son retour une aide auprès de cette fondation et d'une autre, afin de créer un laboratoire appelé « Virology Project », dont l'objectif est la recherche sur les virus des animaux et des plantes. Ce projet a été financé par la Fondation Internationale pour la Science à hauteur de 11 500 dollars et la Fondation Alexander von Humboldt à hauteur de 15 000 euros. Ce qui lui a permis d'acheter certains équipements. Ce laboratoire fonctionne effectivement depuis 2010 et contribue tout d'abord au développement de l'Université et du Cameroun, en favorisant les recherches personnelles des enseignants et l'encadrement des étudiants en cycle de Master et de Doctorat et subséquemment en améliorant la qualité de la production agricole et pastorale des fermiers avec lesquels il collabore. De la même façon, un groupe d'enseignants de différentes universités du Cameroun, dont l'auteur de cet article, a bénéficié des financements du Social Research Council américain, du Codesria dans le cadre de diverses recherches collectives sur l'enseignement supérieur. Ce qui a permis dans ce dernier cas non seulement d'effectuer des recherches collectives sur des thématiques complexes, mais également de structurer progressivement un groupe de travail dans un contexte de très faible associativité des enseignants et chercheurs camerounais.

## Un moyen de renouvellement des enseignements

- 26 Dans notre enquête, la circulation internationale des enseignants est également perçue comme un moyen de renforcer les capacités scientifiques et la qualité des enseignements des répondants. Elle « favorise la mise à jour scientifique des connaissances » d'après un enseignant de la FSEG. Elle influence les enseignements, principalement « le contenu des formations et l'approche pédagogique ». Selon lui, la mobilité permet « l'application des connaissances acquises dans le cadre de mes recherches et mes enseignements ». D'après un enseignant de la FASA, la mobilité agit sur les enseignements par « la révision du contenu de mes cours et de la façon de transmettre des connaissances aux étudiants ». Cette circulation contribue à

« l'amélioration et réorientation des enseignements » selon un enseignant de la FLSH. D'après une enseignante de la FSJP, les « mobilités ont permis des enseignements actualisés et riches en références bibliographiques ». « Elles favorisent l'accès à la documentation et aux bases de données numériques utiles à la recherche et aux enseignements », de l'avis d'un autre enseignant de la même faculté. Les mobilités ont même « motivé la sollicitation de nouveaux enseignements », selon un enseignant de la FSJP, permettant ainsi d'ouvrir d'autres thématiques de recherche.

## La construction des réseaux mondialisés

- 27 La mobilité crée des occasions de rencontres et d'interactions avec la communauté scientifique par la participation à des rencontres scientifiques avec des collègues et des pairs au niveau international. Elle facilite également la recomposition ou la construction de réseaux mondialisés et de plates-formes collaboratives, ce que Mark Granovetter appelle « la force des liens faibles » (Granovetter, 1973). Il peut s'agir de la construction des relations avec des collègues à l'étranger ou des structures existantes créées du fait de la mobilité. C'est ainsi qu'un enseignant de la FSJP déclare « avoir noué des contacts avec des auteurs de référence sur les questions traitées lors de ses déplacements » et est « en collaboration comme chercheur associé avec des institutions de recherche ». Un autre affirme avoir négocié la cotutelle de thèses de doctorat avec un collègue ivoirien. À la FASA, un collègue dit avoir créé « un réseau avec des chercheurs kenyans, iraniens et brésiliens portant sur des projets de recherche communs où chaque partie trouve son intérêt ». À la FSEG, un enseignant insiste sur « la mise en relation avec des chercheurs d'autres horizons et l'élargissement des possibilités de collaboration ». Toujours en rapport avec la construction des relations avec des collègues étrangers, la production scientifique peut également créer des réseaux d'action avec des collègues étrangers. Ainsi, à travers la publication d'un article dans une revue internationalement reconnue, un chimiste de la FS s'est vu offrir une collaboration par un collègue allemand qui coopérait avec une société pharmaceutique depuis plusieurs années. Ce qui a mené à plusieurs invitations dans une université allemande et des recherches partagées sur plusieurs mois conduisant à la coopération avec la société pharmaceutique allemande (Schamp et Schmid, 2008). Un autre a collaboré en 2005 à un projet sur « La participation au crime, dans le cadre de la convention de recherche entre l'Institut Max Plank d'Allemagne et la Cour pénale internationale ». Les pays d'origine de l'équipe du projet étaient le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la France et l'Allemagne. Un autre enfin affirme être membre du CERDP de Nice qui se consacre aux études et recherches en droit des procédures. À la FSEG, un enseignant déclare être membre de la Société Africaine de l'Économie Écologique et de la Société Internet de l'Économie Écologique. À la FLSH, un enseignant déclare avoir construit le réseau de professeurs de littérature francophone en Afrique centrale, qui porte sur « des échanges de documents, d'informations et de mobilités pour enseigner ». Un autre évoque son appartenance à l'Association Canadienne des Études Africaines et de la Société des Africanistes de Paris dont les recherches portent sur la « philosophie appliquée et de terrain ».

## Les mobilités, vecteurs de coopération entre structures universitaires et de recherche

- 28 Les enseignants en situation de mobilité internationale mettent en place des structures qui collaborent avec d'autres dans les pays étrangers, selon Garcia Jr (Garcia, 2009) et Marie-Claude Munoz (Munoz, 2009). C'est dans ce cadre que la FSJP abrite une branche de l'Association Henri Capitant des Amis de la Culture Juridique Française créée en 1939 à l'Université de Paris. Elle est un prolongement de la Section camerounaise de cette association créée par un enseignant de cette faculté. Elle a pour but d'établir un réseau de réflexion et de recherche entre des juristes et membres des différentes professions juridiques et judiciaires de toutes nationalités, résidant au Cameroun et attachés à la culture juridique française et plus largement à la culture juridique romaniste. À la FSEG, certains enseignants ont construit deux réseaux de recherche internationale qui soutiennent leur Master en Analyse Économique. Il s'agit d'une part, du réseau CREA basé à Nairobi au Kenya, qui est engagé dans cinq projets ; d'autre part, du réseau PEP (Politique Économique et Pauvreté) basé à Laval au Canada. Il finance des recherches qui débouchent sur des publications et facilite la mobilité des étudiants de la Faculté dans ce centre.

## L'accès aux rétributions annexes

- 29 Les mobilités peuvent aussi permettre aux enseignants-chercheurs d'acquérir d'autres profits : ascension sociale, accès à des revenus supérieurs, du moins à des positions plus prestigieuses soit dans la pratique privée (professions libérales), soit dans les offices supérieurs de l'administration, etc. Une publication de la Banque mondiale traite d'ailleurs des différents profits que peut capitaliser tout enseignant engagé dans une action de coopération (Banque mondiale, 2003). La circulation transnationale devient donc un moyen de mobilité ascendante et d'élévation de statut social. Car les chercheurs mènent des activités professionnelles annexes leur permettant de multiplier leur salaire de base par 5,1 selon le résultat d'une enquête menée par J. Gaillard et A.F. Tullberg au Cameroun, en Tanzanie et au Zimbabwe. En se référant au coût de la vie et de l'éducation dans ces pays, il est estimé que les chercheurs doivent multiplier leur salaire de base par 3 ou 4 pour pouvoir vivre décemment et assurer de bonnes études à leurs enfants (Gaillard *et al.*, 2001). Cette hypothèse est vérifiée dans le cas des enseignants de l'Université de Dschang. Si les enquêtés n'ont pas voulu révéler leurs revenus, ils ont néanmoins tous admis que « la mobilité internationale leur permettait d'améliorer leur quotidien et de différentes manières ». Ceci passe, soit par l'obtention des per diem lors des conférences internationales, des invitations auxquelles ils participent, soit par des missions de consultance qui dérivent souvent de la renommée internationale acquise dans les processus de mobilité.

## L'implication de l'Université de Dschang dans les mobilités

- 30 L'Université de Dschang a développé une politique de soutien des mobilités de ses enseignants et chercheurs dans le cadre des appuis financiers aux enseignants-chercheurs. Elle a ainsi apporté son appui à la préparation des thèses de doctorat

d'enseignants-chercheurs (16 entre 2009 et 2015), le concours d'agrégation ou des HDR (30 entre 2009 et 2015).

- 31 Elle contribue aussi au renforcement des capacités managériales des personnels en position de responsabilité. Ainsi, en 2015, le chef du département de biochimie participe à une formation sur les stratégies éducatives dans l'enseignement supérieur en Allemagne.
- 32 L'Université a estimé un gain financier lié aux mobilités des enseignants de l'ordre de 100 millions de FCFA au cours de l'année académique 2009-2010, selon le vice-recteur chargé de la recherche et de la coopération. Ces ressources proviennent des frais de gestion de 10 % sur le financement de tout projet de recherche résultant de la mobilité transnationale des enseignants dans le cadre de partenariats engagés avec d'autres institutions. Cette somme est considérée comme un fonds de développement de l'Université.

### La construction du rayonnement de l'Université

- 33 La mobilité transnationale des enseignants-chercheurs favorise enfin la construction et le rayonnement de leur université et sert son ouverture à travers les participations aux rencontres scientifiques internationales. Ce sont les projets belge et américain qui sont à la base de l'existence actuelle de la FASA et de l'Université de Dschang. Car ils ont conduit à la création et à l'encadrement du centre universitaire de Dschang qui, devenu une université en 1993, continue de participer aux travaux d'appui au développement. Aussi, les laboratoires créés par les enseignants du fait de leur mobilité transnationale renforcent le rayonnement de l'université. En effet, la mobilité transnationale revêt aussi une dimension symbolique forte, qu'il s'agisse de la référence très marquée à la « compétitivité internationale » dans les discours politiques ou encore de l'affichage et de l'identité institutionnels élaborés autour de la dimension internationale, qui est renforcée par l'émergence de classements mondiaux des établissements d'enseignement supérieur. Les universités utilisent l'internationalisation de leurs formations comme un moyen de gagner du prestige et de s'élever dans la hiérarchie nationale ou internationale. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'Université de Dschang, depuis l'année 2015.
- 34 Dans le classement webometrics, l'Université de Dschang occupe la 99<sup>e</sup> place parmi les universités du continent africain<sup>3</sup>. Elle est à la fois la première des universités de la CEEAC et de la zone CEMAC. Au Cameroun, elle arrive globalement en tête des universités nationales et grandes écoles.
- 35 La mobilité transnationale de ses enseignants-chercheurs sous ses multiples aspects et l'usage constant d'Internet contribuent sans doute à ce classement auquel l'institution accorde une grande importance. Ceci est d'autant plus intéressant que « le paradigme de la circulation succède à celui de l'exode des compétences », selon l'expression de Jean-Baptiste Meyer (2012). En effet, ce qu'on a pu qualifier de « fuite des cerveaux », consécutive à la mobilité transnationale des enseignants de l'Université de Dschang, semble relativement faible. De 2005 à 2015, seuls 15 enseignants ne sont plus rentrés depuis leur mobilité sur un total de 451 enseignants.

## Conclusion

- 36 L'enquête présentée est une contribution à la compréhension des enjeux et expériences de mobilité à l'échelle d'une université particulière à un moment donné : ce parti pris nous permet de considérer avec une égale attention les initiatives individuelles et les stratégies d'établissement. Elle permet de mettre en évidence des différences importantes dans les objets, les modalités, les bénéfices de la mobilité en fonction des profils et des situations, tout en confirmant une dynamique qui fait consensus à tous les niveaux en dépit d'enjeux parfois divergents puisque la mobilité va de pair avec une compétition assumée. Ces mobilités qui se déploient parfois en dehors des réseaux de coopération mis en place par l'université permettent d'entrer dans le détail vécu de ce que recouvrent la mondialisation et particulièrement l'inscription des systèmes d'enseignement supérieur des pays africains. La diversification des trajectoires est liée à une reconfiguration progressive des clivages linguistiques et politiques historiques et questionne ainsi les rapports aux savoirs enseignés et produits.
- 37 Cependant, l'inscription dans la mondialisation de l'enseignement supérieur révèle des inégalités entre les disciplines, particulièrement entre les sciences dites fondamentales et les sciences sociales. Ainsi, les enseignants de la FASA et de la Faculté des Sciences circulent davantage que leurs collègues des autres facultés et disciplines.
- 38 De la même manière, les différents types de mobilité (projets de recherche, formation, colloques, etc.) ainsi que les modalités institutionnelles qui président à leur organisation produisent des effets différenciés sur la durée à la fois sur les individus et les institutions. En l'occurrence, elles activent simultanément des coopérations et une compétition pour le renforcement des capacités (création de laboratoires, insertion dans les réseaux, etc.). Autrement dit, les types de mobilités ainsi que les modalités de leur mise en place éclairent sous un autre jour ce que recouvrent la mondialisation de l'enseignement supérieur et ses effets sur l'enseignement supérieur et la recherche en Afrique.
- 

## BIBLIOGRAPHIE

- Banque mondiale (2003). *Construire les sociétés du savoir : nouveaux défis pour l'Enseignement Supérieur*. Laval : Presses Université Laval.
- Batel, L. (2011). La Chine dans les relations internationales : le choix pragmatique d'une approche indirecte. *Revue Défense Nationale*, été 2011, 38-48.
- Battistella, D. (2012). *Théories des relations internationales*. Paris : PFNSP.
- Bouchard, J. (2011). Coopération internationale dans l'enseignement supérieur et la recherche. *Futuribles*, mai, 1-35.
- Bourdieu, P. (2002). Les conditions sociales de la circulation internationale des idées. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145, 3-8.
-

- Christophe, C., Verger, J. (1994). *Histoire des universités*. Paris : PUF.
- Gaillard, J., Tullberg, A. (2001). *Les chercheurs africains : une enquête questionnaire : boursiers IFS et bénéficiaires INCO*. Rapport n° 2, Stockholm : Fondation Internationale pour la Science.
- Garcia, Jr. A. (2009). Introduction. Études internationales et renouveau des modes de pensée et des institutions politiques. *Le cas du Brésil. Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, hors série, n° 2, juin, 7-37.
- Granovetter, M. (1973). The strength of weak ties. *American Journal of Sociology*, 78(6), 1360-1380.
- Mazrui, A. (1994). L'impact des changements mondiaux sur les libertés académiques en Afrique : une évaluation préliminaire. In M. Diouf, M. Mandani (dir.). *Liberté académique en Afrique* (pp. 135-160). Paris : Codesria, Karthala.
- Meyer, J.-B. (2012). La circulation des compétences dans un monde multipolaire. *Repères*, [https://ressources.campusfrance.org/publi\\_institu/agence\\_cf/reperes/fr/reperes\\_11\\_fr.pdf](https://ressources.campusfrance.org/publi_institu/agence_cf/reperes/fr/reperes_11_fr.pdf) (consulté le 3 septembre 2015).
- Moravcsik, M.-J. (1976). *Science development. The building of science in less developed countries* (2nd ed). Bloomington: Ind-PASITAM.
- Munoz, M.-C. (2009). La mobilité internationale à destination de la France. Objectivation des parcours et expérience existentielle. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, hors série, n° 2, juin, 157-181.
- Schamp, E.W., Schmid, S. (Eds.). (2008). *Academic cooperation with Africa. Lessons for partnership higher education*. Berlin: LIT.
- Schamp, E.W., Zajontz, Y. (2008). Patterns of international academic communication at african universities. Cameroon, a case study of bilingual country. In E.W. Schamp, S. Schmid (Eds.). *Academic cooperation with Africa. Lessons for partnership higher education* (pp. 55-75). Berlin: LIT.
- UNESCO (1999). Évaluation et enjeux dans l'Enseignement Supérieur du Cameroun. Éléments pour un plan stratégique de développement, Institut de planification de l'éducation.

## NOTES

1. Faculté des Sciences Juridiques et Politiques (FSJP), Faculté des Sciences (FS), Faculté des Sciences Économiques et de gestion (FSEG), Faculté des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH), Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA).
2. Il s'agit par exemple des universités, de l'AUF, du PNUD, de l'International START, de l'AGESCO/Banque mondiale, de la FAO-KILIMO Trust, du Gouvernement français, de l'ACDI, de la BAD, de l'Union européenne, de la German Research Foundation, du SCAC, des Fondations Nuffield et Mérioux, de la British Academy, de l'Agence Spatiale Européenne (ESA), du CODESRIA, du CAMES, de l'UNESCO, de l'IRD, de la Fondation Herbette, de l'UICN, de la Volkswagen Foundation, de l'ANAFE, de la Fondation Alexandre von Humboldt, de l'AUSAID-CSIRO, etc.
3. <http://www.webometrics.info/en/Africa>

---

## RÉSUMÉS

Cet article est une contribution aux travaux sur la mobilité transnationale des enseignants-chercheurs camerounais depuis les années 1990 à partir du cas des enseignants-chercheurs de l'Université de Dschang. Il scrute les itinéraires de mobilité des enseignants-chercheurs, leurs enjeux ainsi que l'implication de leur institution dans ces mobilités. S'inscrivant progressivement dans le contexte de la mondialisation académique, les mobilités varient selon les lieux de formation des enseignants, les objets, les disciplines, les statuts et les grades. C'est ainsi que la carrière, l'acquisition de la crédibilité scientifique, la construction des réseaux mondialisés sont au cœur de ces circulations internationales. Le texte décrit également la manière dont l'Université de Dschang elle-même intervient avec ses enjeux institutionnels propres (financement, rayonnement).

This article seeks to contribute to the debate on the transnational mobility of teaching researchers in Cameroon since 1990, with a case study of the teaching researchers of the University of Dschang. It examines the destinations of the teaching researchers, the causes of their mobility, and the role played by the university in their mobility. This mobility is taking place in a context of a progressive globalization of academics, and the nature of this phenomenon varies depending on the teacher's place of training, the purpose, the discipline, and the conditions that precede the mobility. Their profiles and paths are varied. The countries where the researchers were initially trained remain their preferred destination, although there is a growing trend towards the diversification of destinations. The Western world is top on the list of destinations. There are diverse and varying reasons for mobility. They concern, for example, the acquisition of scientific credibility, and the construction of globalized networks. This mobility has the support of the University of Dschang in terms of funding for example. Accordingly, we arrive at the result that mobility seems to be an ongoing dynamic that is strongly stimulated by the current globalization and the expansion of new information and communication technologies. This shows that higher education cannot be seen as a closed whole out of touch with the world.

Este artículo intenta participar al debate sobre la movilidad transnacional de los docentes investigadores cameruneses desde los años 90 a partir del caso de, los docentes investigadores de la Universidad de Dschang. El escudriña las rutas de movilidad de los docentes investigadores, sus envites así como la implicación de su institución en sus moviidades. Inscribiéndose progresivamente en el contexto de la mundialización académica, las moviidades oscilan según los lugares de formación de los docentes, los objetos, las disciplinas así como las condiciones que presiden. Los países de formación son las destinaciones preferidas aunque haya cada vez más una tendencia hacia la diversificación de destinaciones. Este mundo hacia el cual se orientan sobre todo las moviidades, es el mundo occidental. De igual modo, lo puesto en juego, es diversificado y variado. Por ejemplo, conciernan la adquisición de la credibilidad científica, la construcción de redes mundializadas. Dicha moviidad goza del apoyo de la Universidad de Dschang como por ejemplo el financiamiento. De estos análisis, llegamos al resultado según el cual la moviidad parece muy dinámica y altamente estimulada por la globalización en curso a través de la expansión de nuevas tecnologías de la información y de la comunicación. Lo que demuestra que la enseñanza superior no puede concebirse como un todo cerrado y desconectado del mundo.

## INDEX

**Mots-clés** : Cameroun, enseignant-chercheur, mobilité transnationale, Université de Dschang

**Keywords** : Cameroon, university lecturers, transnational mobility, University of Dschang

**Palabras claves** : Camerún, docente investigador, movilidad transnacional, Universidad de Dschang

## AUTEUR

### HILAIRE DE PRINCE POKAM

Docteur en science politique de l'Université de Paris X-Nanterre (France). Il est maître de conférences en relations internationales à l'Université de Dschang (Cameroun). Il est membre de plusieurs sociétés savantes telles que l'Association Internationale de Science Politique (AISP), de l'Association Suisse de Science Politique (ASSP) et du Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (Codesria). Ses recherches actuelles portent sur la professionnalisation de l'enseignement supérieur au Cameroun.

Adresse : Université de Dschang, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, BP 66 Dschang (Cameroun)

Courriel : princepokamh[at]yahoo.fr

## Au-delà de la vitrine académique

Enjeux de la place et de la mobilité des chercheurs africains pour des colloques en études africaines organisés en France

*Beyond the academic showcase. The issues of the status and mobility of African scholars for African studies conferences held in France*

*Más allá de la fachada académica. Desafíos del lugar y de la movilidad de los investigadores africanos en simposios de estudios africanos organizados en Francia*

Hélène Quashie

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/364>

DOI : 10.3917/rac.041.0645

ISSN : 1760-5393

### Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

### Référence électronique

Hélène Quashie, « Au-delà de la vitrine académique », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 12-4 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/364> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.041.0645>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Au-delà de la vitrine académique

Enjeux de la place et de la mobilité des chercheurs africains pour des colloques en études africaines organisés en France

*Beyond the academic showcase. The issues of the status and mobility of African scholars for African studies conferences held in France*

*Más allá de la fachada académica. Desafíos del lugar y de la movilidad de los investigadores africanos en simposios de estudios africanos organizados en Francia*

Hélène Quashie

---

## Le champ français des études africaines : entre dynamiques locales et tensions transnationales

- 1 Selon P. Bourdieu (1975), comme tout univers professionnel, le champ académique est un espace de lutte et de compétition, dont l'un des enjeux concerne la construction du savoir, le contrôle de cette activité et la reconnaissance d'une autorité légitime dans la définition d'une science donnée. Les acteurs académiques évoluent dans des microcosmes sociaux, qui, sans être des isolats, fonctionnent donc selon des règles internes de hiérarchisation, et ce de manière relativement autonome (Bourdieu, 2001). Cette contribution s'intéresse en particulier aux fruits de ces dynamiques dans le champ des études africaines<sup>1</sup> en France, et à la manière dont y sont produits et circulent les savoirs sur l'Afrique.
- 2 Ce champ de recherche est né de l'africanisme des années 1930 durant la domination coloniale, constitué initialement comme une spécialisation géographique plus qu'un domaine d'étude (De l'Estoile, 1997). C'est suite à un tournant épistémologique contestataire que les études africaines ont éclos sur la scène académique française à la fin des années 1950, même si les disciplines de l'anthropologie et du droit avaient une certaine avance. Ce champ scientifique connut un certain dynamisme dans les années 1960-1970 quand la France devint un pôle phare dans les études africaines à l'échelle

internationale (GIS, 2016). Cette visibilité tenait notamment à l'existence de revues spécialisées aux histoires institutionnelles contrastées, établies dans les années 1930, 1960 et 1980 et toujours actives. Au début des années 2000 cependant est constaté un affaiblissement de la production et de l'attractivité académique de ce champ en France (GIS, 2016), concurrencé par celui de l'espace nord-américain et renforcé par un fossé générationnel grandissant qui entrave l'encadrement de la recherche. En réponse, un réseau thématique pluridisciplinaire consacré à l'Afrique est constitué et organisera les premières rencontres des études africaines en France à Paris en 2006. Depuis 2013, un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) fédère ce champ : il vise à le structurer en renforçant des unités de recherche rebaptisées et/ou fusionnées et à le rendre plus visible sur la scène nationale et internationale par la promotion de revues diversifiées et l'organisation d'événements scientifiques spécialisés<sup>2</sup>.

- 3 Comme ailleurs, le champ des études africaines en France est traversé par des tensions académiques, qui évoluent et divergent selon les contextes sociaux et politiques qui imprègnent le fonctionnement des institutions et l'élaboration des objets d'étude. Mais ces tensions tiennent aussi aux dynamiques internationales qui bouleversent les habitus scientifiques nationaux. Bien que ce champ reste structuré par un certain nationalisme, peut-être hérité du « patriotisme scientifique » qui a fait émerger la science africaniste en France (De l'Estoile, 1997), il n'est plus possible aujourd'hui de considérer l'espace académique français des études africaines sans tenir compte des circulations transnationales de ses acteurs et des savoirs qui le construisent.
- 4 À partir des années 1970, les relations entre les chercheurs africains et les systèmes universitaires occidentaux ont connu une série de transformations notoires (Gueye, 2019). Ont progressivement émergé sur la scène académique internationale des chercheurs venus d'Afrique, formés dans des institutions du « Nord », et investis dans des approches différentes, voire contestataires, des savoirs élaborés à propos de leur continent de naissance. Leurs contributions scientifiques ont ainsi permis de remodeler les études africaines dans les pays occidentaux. Certains de ces travaux et parcours académiques sont en outre rattachés au Codesria<sup>3</sup>, créé en 1973, dont les activités ont redessiné la production des savoirs et leur circulation entre ce continent et les institutions occidentales, en fédérant des réseaux de chercheurs africains basés en Afrique et issus de ses diasporas.
- 5 La France occupe toutefois une place particulière dans le champ mondialisé des études africaines. Depuis les années 1980, un nombre croissant de chercheurs africains en sciences humaines et sociales sont formés dans ses institutions (GIS, 2016), effectuent pour la majorité des recherches relatives à l'Afrique, mais très peu obtiennent un poste en France (Gueye, 2001, 2002). Ils se réorientent vers d'autres espaces académiques européens, se rendent le plus souvent en Amérique du Nord depuis les années 1990 (Dedieu, 2003 ; Gueye, 2002, 2004 ; Dia, 2014) ou repartent occuper des postes dans des universités africaines. À la fin des années 1990, la question du faible recrutement de chercheurs africains en France fit débat, comme en témoignent l'article de C.D. Gondola (1997) et la réponse de M. Cahen (1997) dans la revue *Politique africaine*. Le premier défendait une « africanisation » des études africaines et pointait comme obstacle la marginalisation systématique des postulants africains par les africanistes français. Le second expliquait que la formation initiale de plus faible qualité dans les universités africaines, l'âge souvent plus avancé des postulants africains et la crise de la recherche publique en France entraînaient leur moindre recrutement. Un autre argument, en

réponse directe aux positions de C.D. Gondola, considérait que les chercheurs africains formés en France devraient trouver des débouchés professionnels dans leur pays de provenance en Afrique (Copans, 1998, explicité par Gueye, 2004). Les réponses des africanistes français investis dans ce débat, comme d'autres après eux, refusaient que la scène française des études africaines construise des distinctions ethno-raciales entre ces acteurs. Pourtant, l'argument qui consistait à préconiser l'orientation des carrières des chercheurs venus d'Afrique vers ce continent sous-tendait de telles différenciations, alors que les procédures de recrutement sont exemptées d'une clause de nationalité.

- 6 Cette situation académique a nourri le recrutement croissant de chercheurs africains outre-Atlantique (Gueye, 2002, 2004, 2018) et une plus forte concurrence des études africaines nord-américaines. Ces deux paramètres apparaissent concomitants de la structuration des *postcolonial studies* dans les universités anglophones, puis de leur émergence en France. En effet, des tensions scientifiques dans le champ français des études africaines sont aussi liées à la diffusion de questionnements épistémologiques portés par des chercheurs africains issus de différentes traditions disciplinaires, formés en Europe ou aux États-Unis, et en poste en Amérique du Nord ou en Afrique (V.-Y. Mudimbe, P. Hountondji, P. Zeleza, M. Diouf, A. Mbembe, M. Mamdani, S.B. Diagne pour les plus connus dans l'espace francophone). Plusieurs travaux de ces chercheurs se sont engagés dans des débats scientifiques, auxquels répondent, sur le mode de la contestation, à des degrés différents, des africanistes français par ailleurs impliqués de longue date dans la déconstruction des essentialismes de l'africanisme occidental. Ces critiques dénie la nouveauté de ces questionnements épistémologiques hétérogènes réunis sous le label homogénéisant du « postcolonialisme » (cf. Bayart, 2010). Elles reprennent aussi des arguments que des chercheurs anglophones en poste aux États-Unis et provenant du « Sud » avaient développés (cf. Ahmad, 1992 ; Appiah, 1992 ; Dirlik, 1994)<sup>4</sup> selon des logiques marxistes et en soulignant les possibles dérives nativistes de cette mouvance théorique (cf. Amselle, 2008, 2010). Toutefois, au vu de l'ancienneté et de la structuration de la science africaniste en France, par distinction avec celle des États-Unis, ce débat s'est par ailleurs crispé autour de la racialisation de ses protagonistes. L'une des critiques des théories postcoloniales dans le champ des études africaines s'est en effet rattachée aux usages de l'ethnicité des chercheurs africains comme enjeu de production théorique et de carrière universitaire. Celle-ci serait performative et performante dans les sociétés multiculturelles nord-américaines, qui associeraient compétence scientifique et valorisation identitaire (Amselle, 2001). Selon cette analyse, l'ethnicité des chercheurs africains dans l'arène académique constituerait une stratégie de recrutement et de reconnaissance outre-Atlantique, rejoindrait celle des chercheurs « afrodescendants », et sonnerait la « fin de l'africanisme » défini comme une science au-delà des « origines » de ses acteurs. Par effet miroir, ce point du débat, qui fait écho à l'illégitimité de l'ethnisation des études africaines défendue en France contre les arguments en faveur de son « africanisation », a « blanchisé » les tenants de telles postures, même si leurs travaux traquent tout autant les conceptions essentialistes et les clichés coloniaux qui imprègnent encore la recherche sur l'Afrique. Ces tensions n'ont pas empêché la reconnaissance académique de chercheurs africains en poste à l'étranger qui se réfèrent aux postulats des études postcoloniales, mais elle demeure moins importante en France que dans d'autres champs nationaux des études africaines.

- 7 Que l'on soit pour ou contre les termes de ces confrontations académiques, leur existence souligne surtout que la question raciale s'est glissée au cœur des enjeux théoriques et pratiques de ce champ de recherche en France, sans que l'inconfort qui en résulte ne soit abordé de front. C'est dans ce contexte scientifique que s'inscrit l'analyse proposée, dix ans après l'émergence de ce débat en France. Il s'agit d'une anthropologie des pratiques académiques dans le champ des études africaines, qui prend en compte, à l'échelle des jeunes chercheurs (doctorants, docteurs, post-doctorants), les logiques sociales et institutionnelles, ainsi que les archives informelles d'une science en train de se faire (Copans, 1998). Comment se traduisent en pratique les permanences et ruptures opérées par les dynamiques locales et tensions transnationales qui construisent les études africaines en France ? Dans quelle mesure sont-elles nourries par les mobilités académiques issues du continent africain qui participent, comme ailleurs, à la structuration de ce champ scientifique ?
- 8 Le nombre de chercheurs africains en poste en France et les positions qu'ils occupent ont quelque peu évolué depuis les années 2000 (Gueye, 2019). Dans l'analyse qui suit, les termes « chercheurs africains » désigneront, comme dans les travaux d'A. Gueye sur l'espace français (2001, 2002), des acteurs académiques nés en Afrique, qui occupent un poste sur ce continent ou qui sont investis dans des espaces universitaires occidentaux, qu'ils aient acquis ou pas une nationalité européenne ou nord-américaine. Cependant, il est à noter que cette catégorisation n'efface pas les enjeux identitaires qui sous-tendent une définition peu aisée de l'« africanité » des acteurs académiques qui circulent entre l'Afrique et ses diasporas (Diawara, 2009). D'une part, des chercheurs africains en poste dans des universités occidentales peuvent voir leur africanité contestée et questionnée sur la base d'asymétries sociales, face à leur entourage lorsqu'ils retournent dans leur pays de naissance ou quand ils effectuent des enquêtes auprès de compatriotes (Diawara, 2016), ou simplement quand ils sont face à des collègues basés dans des institutions africaines. D'autre part, il apparaît difficile de dénier leur africanité à des acteurs qui ne sont pas nés en Afrique mais qui y sont liés par leur ascendance. La notion d'africanité mêle donc des positionnements sociaux, intellectuels et académiques à des trajectoires migratoires qui traversent plusieurs générations dans des espaces géographiques qui ne lui accordent pas toujours le même sens. Ainsi, en France comme ailleurs en Europe et en Amérique du Nord, le champ des études africaines comporte aujourd'hui des (jeunes) chercheurs français, étrangers et africains dont certains sont binationaux, et des (jeunes) chercheurs nés en France, d'ascendance africaine et issus d'une deuxième ou troisième génération migratoire. Cette dernière catégorie d'acteurs sera caractérisée dans l'analyse par le qualificatif « franco-africain » afin de les distinguer, mais sans présumer des revendications identitaires que se forgent ces chercheurs en tant qu'acteurs sociaux<sup>5</sup>. Établir cette distinction servira à mieux informer et rendre compte des représentations et positionnements académiques observés et de leurs enjeux sociaux.
- 9 Enfin, s'intéresser en particulier aux pratiques de jeunes chercheurs permet d'observer la façon dont les effets de génération influencent les dynamiques d'un champ scientifique. Le système académique français repose sur des réseaux d'interconnaissance, qui dépassent parfois les compétences scientifiques, de sorte que les « nouveaux entrants » tendent à suivre des stratégies de conservation et de succession (Bourdieu, 1975). Ces pratiques favorisent la reproduction d'habitus, notamment dans un champ ancien et en restructuration tel que les études africaines.

Dans ce contexte cependant, le statut de jeune chercheur permet aussi, à l'inverse, d'occuper des positions périphériques à valeur subversive, qui questionnent la légitimité de certains habitus. De plus, le champ des études africaines en France continue de former de nombreux doctorants africains et franco-africains dans ses institutions. Certains, en raison de leur trajectoire sociale et personnelle, connaissent mieux, voire se réapproprient, des savoirs produits ailleurs ou en marge des théories africanistes dominantes. Dans quelle mesure leur présence et leurs positions dans ce champ influencent-elles la façon de penser l'Afrique et ses diasporas en France ?

- 10 Ces questions seront analysées à partir d'un angle spécifique : l'organisation par des jeunes chercheurs d'un colloque en études africaines en France. Ce contexte particulier permet d'adopter une posture réflexive vis-à-vis de pratiques internes à ce champ, en objectivant les discours, représentations, actions et acteurs qui président à la réalisation d'activités collectives. Ce contexte éclaire notamment la façon dont le processus scientifique est fonction de ses conditions sociales d'exercice et de ses conditions techniques et pratiques (Copans, 1971), indissociables de son enracinement historique, matériel, institutionnel et épistémologique. Ainsi, l'organisation des troisièmes rencontres des Jeunes Chercheurs en Études Africaines (Jcea)<sup>6</sup> qui se sont tenues à Paris en janvier 2016 a mis au jour différents débats sociaux, scientifiques et politiques, qui invitent à questionner ce qu'un tel événement représente pour ses organisateurs et participants et les institutions auxquelles ils appartiennent. Ces débats interrogent aussi la manière dont cet événement peut conditionner la circulation des savoirs et les mobilités académiques entre la France et l'Afrique.
- 11 Le comité d'organisation de ce colloque était composé de vingt jeunes chercheurs<sup>7</sup>, de nationalités française et étrangère, rattachés à des institutions universitaires principalement parisiennes. La majorité d'entre eux étaient français et avaient effectué des terrains de recherche de moins d'un an sur le continent africain, des enquêtes dans des centres d'archives en Europe ou sur des réseaux migratoires africains établis en France. Six d'entre eux avaient vécu dans des pays africains. Quatre jeunes chercheurs y étaient nés et/ou y avaient grandi (Charles, Mathieu, Delphine et François<sup>8</sup>) et deux jeunes chercheuses franco-africaines y avaient une partie de leurs familles (Adeline et Christelle). Les vécus et origines sociales de ces six membres du comité recouvraient des contextes très différenciés. Les nationalités étrangères de ce groupe de pairs ne concernaient pas que l'Afrique, mais aussi la Russie et l'Italie. Enfin, selon les montants de leurs bourses de recherche et leurs appartenances de classe, les ressources des jeunes chercheurs étrangers n'étaient pas systématiquement inférieures à celles de leurs collègues français.
- 12 L'analyse s'appuie sur des réflexions échangées durant un an (2015-2016) au sein du comité d'organisation lors de réunions (à distance et en présentiel), de discussions, par emails sur des listes collectives et dans des comptes rendus de réunion. Ce colloque a réuni 96 communicants répartis en 24 ateliers thématiques<sup>9</sup> qui proposaient un état des lieux des travaux entrepris par des jeunes chercheurs sur l'Afrique. Ont été ajoutés une conférence inaugurale portant sur les cultures urbaines et leurs enjeux politiques dans les sociétés africaines, une projection documentaire suivie d'un débat sur les récits de violence liés au génocide rwandais, un atelier documentaire discutant la pratique filmique sur le terrain, ainsi que quatre tables rondes où furent invités des jeunes chercheurs et des universitaires titulaires pour échanger sur des pratiques et concepts transversaux à la recherche spécialisée sur l'Afrique<sup>10</sup>. Durant la dernière matinée, des

ateliers d'écriture<sup>11</sup> furent organisés avec cinq des revues académiques africanistes les plus reconnues en France : elles couvraient une majorité de disciplines en sciences humaines et sociales, à l'image du colloque. Celui-ci accueillit un total de 165 participants et suscita donc une organisation lourde. Vingt personnes était un nombre minimal pour mener à bien ce projet, et douze mois de préparation furent nécessaires, ces tâches d'organisation se mêlant à des agendas bien remplis, dus à l'écriture des thèses des membres du comité et à des activités de valorisation académique auxquelles les jeunes chercheurs sont désormais soumis (Kapp, 2015).

- 13 Explorer la préparation de cet événement scientifique permet, dans un premier temps, d'interroger certaines logiques systémiques dans le champ des études africaines en France, à partir des enjeux scientifiques que posent la définition de l'objet « Afrique », la représentation et la représentativité de ce champ académique, son inscription dans la mondialisation du marché universitaire et ses relations ambivalentes avec les institutions africaines et leurs acteurs.

## L'Afrique, un objet scientifique aux contours contrastés

- 14 Les parcours personnels, les citoyennetés, les types d'investigations, le statut académique, tout autant que les classes sociales et classes d'âge, qui distinguent les chercheurs spécialisés dans l'étude du continent africain, orientent les débats scientifiques au sein des équipes qu'ils constituent, même si ces éléments sont rarement mis au jour dans la production académique. Différentes étapes de l'organisation de la troisième édition du colloque Jcea illustrent la manière dont des jeunes chercheurs construisent des imaginaires particuliers de l'Afrique selon leur ancrage institutionnel, académique et social qui façonnent leurs représentations des objets scientifiques. Ils seront examinés à partir de trois débats qui ont jalonné l'organisation de cet événement : sa visibilité symbolique, la présentation de ses thématiques et sa représentativité académique.

## Les symbolisations académiques d'un continent

- 15 Très vite, le comité d'organisation s'est interrogé sur le choix du logo de l'événement. La question de sa visibilité se présentait avec une acuité particulière, puisque la pérennité de ces rencontres académiques dans le paysage des études africaines en France était recherchée. Le comité d'organisation de l'édition précédente avait rémunéré un graphiste pour obtenir un logo, ce qui ne fut pas envisagé par le comité suivant. Les réflexions qui ont présidé au choix du symbole du colloque ont eu lieu au cours de plusieurs réunions et fait émerger des représentations fort contrastées du continent africain. La réalisation du logo fut d'abord prise en charge par Delphine, qui avait grandi en Afrique de l'Est où résidait en partie sa famille franco-africaine issue d'une classe aisée et de l'ancienne élite métisse locale. Elle proposa une carte de l'Afrique colorée par des motifs de type wax<sup>12</sup>, qui fut contestée par une minorité de ses collègues. Charles, récemment arrivé d'Afrique centrale pour son doctorat et issu d'un milieu modeste intellectuel et universitaire, mit en cause ce logo en raison de sa connotation exotique et primitiviste (Amselle, 2010). Adeline, née en France dans une famille franco-africaine des classes moyennes liée aussi à l'Afrique centrale, ainsi que

Jérémie, Français sensibilisé aux questions de représentation raciale depuis son terrain d'enquête dans les Caraïbes, manifestèrent également leur désaccord et formulèrent la même critique. Deux autres membres français du comité – Charlotte, qui n'avait encore jamais été en Afrique et Claire, plus avancée dans ses travaux, qui s'était rendue pour de brefs séjours dans trois pays d'Afrique de l'Ouest et australe – soutinrent Delphine. Elles tentèrent de démontrer à Charles la beauté des couleurs choisies pour ce logo et argumentèrent que les étudiants africains qu'elles côtoyaient dessineraient eux-mêmes des animaux s'il leur était demandé de représenter leur continent de naissance. Elles ne percevaient pas l'essentialisme de leurs représentations, associé ici à une « étoffe de l'africanité » (Sylvanus, 2002) spécifique que traduisait la figuration du wax dans le logo. Mais ces représentations semblaient largement partagées puisque, dans un premier temps, le reste du comité valida le symbole proposé par Delphine.

- 16 Plusieurs éléments parallèles à l'organisation du colloque indiquèrent qu'un tel choix reflétait des représentations plus largement diffuses dans les institutions académiques françaises. Par exemple, l'un des laboratoires africanistes partenaires et financeurs de l'événement proposa au comité d'organisation d'utiliser des sacs en tissu à l'intention des communicants. Il s'agissait du déstockage d'une manifestation scientifique européenne spécialisée sur l'Afrique (Ecas) qui avait eu lieu à Paris l'année précédente. Ces sacs avaient été fournis par TV5 Monde et furent récupérés par Emmanuelle et Natasha la veille du colloque. Lorsque Charles les aperçut le jour J, il commenta : « Ah ! On avait échappé aux pagnes, mais pas à la girafe ! » Le logo multicolore de ces sacs représentait effectivement cet animal. Sur la page Facebook du colloque, alimentée par Charlotte et Claire, on retrouvait des photos de ces accessoires, commentées de manière très positive par des chercheurs titulaires français, auprès desquels était relayée la communication de l'événement. Au cours du colloque, plusieurs membres du comité d'organisation eurent d'ailleurs à affronter les mécontentements de discutants (des chercheurs titulaires venus de différentes institutions françaises), car ils n'avaient pas reçu de sacs, la majorité ayant été privilégiée pour les communicants. Par ailleurs, quelques mois après les discussions internes autour du logo Jcea, fut lancé un appel à communication pour la quatrième édition des rencontres en études africaines en France, organisées par les chercheurs titulaires pour la même année. Le logo de ce colloque comportait en arrière-fond des motifs de tissus en wax très colorés autour d'une figuration cartographique de l'Afrique et de ses échanges mondialisés. Ce symbole fut d'ailleurs pérennisé, avec des couleurs différentes, pour l'édition suivante.
- 17 À l'échelle internationale, si l'on s'intéresse à d'autres logos de colloques en études africaines parmi les plus récurrents dans les pays du « Nord », on constate que celui de l'Association canadienne des études africaines a recours au symbole du masque, accolé à une représentation cartographique de l'Afrique. Le logo de l'Institute for African Studies of the Russian Academy of Sciences consiste en un continent africain miniaturisé et coloré d'un motif qui évoque la savane et des rayures de zèbre. En revanche, les logos de l'African Studies Association basée aux États-Unis, de l'African Studies Association of the UK et du Codesria présentent des formes très sobres, sans aucune référence exotique à l'Afrique – celui de l'Asa ne comportant même pas de représentation graphique du continent. L'ancienneté de ces associations ne semble pas avoir de lien avec l'iconographie de leur champ de recherche commun. On peut faire l'hypothèse, en s'intéressant à la composition de leurs réseaux académiques, que le nombre plus important de chercheurs africains et d'ascendance africaine impliqués

dans leur organisation, influe sur la symbolisation des études africaines. Un constat similaire peut être fait à propos de la quatrième édition du colloque Jcea. Le comité d'organisation a choisi un logo qui n'évoque aucun signe essentialiste exotique et qui contraste avec celui du colloque organisé par les chercheurs titulaires la même année. Ce comité présente aussi une composition inédite : la moitié est constituée de jeunes chercheurs africains et franco-africains, dont deux sont affiliés partiellement ou complètement à des universités africaines.

- 18 Un essentialisme primitiviste à connotation exotique, traduit par des symboles du sens commun utilisés dans les médias et le marketing pour représenter l'Afrique, se retrouve donc dans des dispositifs de communication du champ des études africaines en France, même si celui-ci ne fait pas exception. Toutefois, cet essentialisme ne s'arrête pas à des particularités visuelles et peut aussi concerner la définition des objets de recherche. Organiser un événement en études africaines, comme dans d'autres champs scientifiques, implique en effet la confrontation, la sélection et la formulation de problématiques de travail. Or celles-ci révèlent des perspectives théoriques et des points de vue situés selon les ancrages académiques et sociaux des chercheurs impliqués. Étant donné les dynamiques et tensions épistémologiques qui traversent les études africaines dans les espaces scientifiques nationaux et internationaux, prendre l'Afrique pour objet d'étude introduit des débats sur les savoirs évoqués. Certains ont été rendus peu légitimes en France, tandis qu'ils fleurissent dans les pays anglo-saxons, notamment ceux classés dans la branche « postcoloniale ». D'autres savoirs sont aussi méconnus en France car ils dépendent directement des conditions sociales de production de la recherche au « Sud », bien différentes de celles du « Nord ». Cette configuration académique superpose donc une concurrence des savoirs, phénomène classique dans les champs universitaires (Bourdieu, 1975), à de potentiels enjeux de racialisation des chercheurs concernés, conjuguant production scientifique et enjeux identitaires.

### Comment parle-t-on de l'Afrique ?

- 19 Plusieurs passages des premières versions de l'appel à communication de la troisième édition des Jcea intégraient des postulats de recherche qui reflétaient, au sein du comité d'organisation, des expériences de terrain et des degrés de compréhension inégaux des phénomènes sociétaux questionnés. Seuls ou par petits groupes, les membres du comité avaient choisi de formuler des problématiques pour une vingtaine d'ateliers. Par exemple, l'une d'elles concernait la « production artistique africaine » sans interroger sa définition, alors que ce qualificatif est discuté et n'est pas toujours revendiqué par les acteurs impliqués. Cette scène artistique était aussi uniquement représentée à travers les circuits professionnels occidentaux, occultant les dynamiques existant en Afrique. Pour un autre atelier, les pratiques linguistiques avaient été pensées à travers des oppositions figées et naturalisées entre « langues coloniales » et « langues africaines » sans interroger leurs entrelacs complexes et leurs recompositions permanentes liés à des statuts sociopolitiques distincts (Canut, 2015). Ailleurs, l'oralité apparaissait comme une forme culturelle de communication spécifiquement africaine, jouant la dichotomie coloniale entre l'oral et l'écrit, aveugle aux sources écrites produites en particulier par l'islam (Amselle, 2001 ; Diagne, 2013). Enfin, plus globalement, contrairement à l'une des sections de l'appel à communication qui plaçait l'Afrique au cœur de la mondialisation actuelle, l'idée de circulation des savoirs depuis,

vers et sur ce continent, était inexistante. Aussi, la formulation des problématiques liées notamment aux questions sociales, politiques, artistiques et mémorielles, occultait le fait que des enjeux similaires touchaient d'autres continents – ce qui avait pour effet de réifier une « particularité africaine » déconnectée du reste du monde.

- 20 La lecture de plusieurs sujets d'ateliers proposés permettait de constater que les objets de réflexion s'éloignaient des réalités empiriques concernées. Ces raccourcis essentialistes avaient été perçus par Charles, Mathieu – également natif d'Afrique centrale, installé pour ses études universitaires en région parisienne et issu d'un milieu modeste –, Christelle – née en France dans une famille franco-africaine des classes moyennes qui avait vécu plusieurs années en Afrique de l'Ouest et australe – et Emmanuelle – Française issue d'une famille aisée, qui avait passé sa jeune enfance en expatriation en Afrique australe. Aucun de leurs commentaires ou presque n'avait été entendu en réunion ni à travers leurs emails invitant certains collègues à réécrire les problématiques qu'ils proposaient. Avant d'envisager la diffusion de l'appel à communication, Christelle et Mathieu décidèrent donc de solliciter plusieurs membres du comité scientifique selon leurs spécialités académiques, afin de recueillir des points de vue et commentaires extérieurs. Ces derniers suggérèrent rapidement des reformulations, expliquant qu'elles visaient à gommer le soubassement essentialiste et réifiant de plusieurs passages de l'appel à communication. Les remarques des chercheurs sollicités, pour la plupart anonymes, heurtèrent certains auteurs du comité d'organisation. La remise en cause de leurs textes était confondue avec une posture déconstructiviste qui questionnait, à leurs yeux, leur légitimité à énoncer ces enjeux scientifiques parce qu'ils n'étaient pas « africains » mais occidentaux et « blancs ». Ces débats théoriques furent donc le terreau d'enjeux identitaires racialisés, alors que le comité scientifique était composé d'une majorité de chercheurs français et non engagés dans des postures postcoloniales. Par exemple, Thibault souhaite absolument connaître l'identité du chercheur qui avait suggéré la réécriture d'une partie de son texte, en demandant si la critique reçue provenait d'un universitaire africain ou adepte des théories postcoloniales, alors qu'il n'en était rien. Christelle dut discuter longuement avec Bertrand pour qu'il accepte de modifier son texte et celui-ci demanda également à connaître l'identité de son relecteur. La critique et la déconstruction de l'essentialisme dans les études africaines ne sont pas l'apanage des *postcolonial studies* ni des chercheurs africains. Mais plusieurs réactions au sein du comité d'organisation relevaient de cette confusion, qui impliquait des labellisations raciales implicites vis-à-vis des chercheurs qu'ils imaginaient être leurs relecteurs. Cette confusion était aussi liée à l'identité assignée aux membres du comité d'organisation qui avaient décidé de contacter des chercheurs du comité scientifique et à ce qu'elle laissait supposer de leurs postures théoriques. Dans des échanges souvent en aparté, il était sous-entendu que certains débats émergeaient parce qu'ils mettaient en scène « l'identité africaine » de quelques membres de l'organisation. Les critiques visant à dépoussiérer les textes de leurs connotations essentialistes, au risque de reproduire des clichés coloniaux, équivalaient donc pour plusieurs auteurs à une accusation de racialisme, ce qui nourrissait en retour des postures défensives racisantes. Lorsque Marina reçut des suggestions de réécriture, elle renvoya une réponse très agressive, d'autant qu'elle avait déjà rencontré son relecteur franco-africain, et bien qu'il ne s'inscrivît pas dans une critique postcoloniale. Elle estimait en outre que sa vie privée (partagée avec un compagnon africain) témoignait de son incapacité à reproduire une imagerie coloniale. Or l'invocation de sa vie privée comme « caution scientifique » renvoyait justement l'idée contraire.

- 21 Les maladroites, biais épistémiques et formulations inappropriées relevés dans les problématiques écrites pour l'appel à communication n'étaient pourtant pas le seul fait des membres « franco-français » du comité. C'était aussi le cas, par exemple, des textes proposés par Adeline et François, natif d'Afrique australe, issu d'une famille de l'élite métisse locale et installé en France pour ses études. Mais ils avaient pris note des critiques formulées en réunion et réécrit leurs textes en sollicitant des collègues du comité d'organisation. Les remarques et suggestions du comité scientifique n'avaient donc nullement visé les « origines » ou la racialité des auteurs, ni la teneur de leurs rapports personnels avec l'Afrique. Toutefois, il était intéressant d'observer que les critiques portées sur certains textes qui ont amené des membres du comité d'organisation à se percevoir comme « blancs », heurtaient ces derniers, alors que leur langage en réunion ou par email était loin d'être toujours racialement neutre. Par exemple, Claire usait souvent du terme « métropole » pour qualifier la position de la France contemporaine par rapport à l'Afrique, sans que cela ne soit jamais questionné. Christelle y fit référence dans un email qui ne suscita aucune réaction ni correction ultérieure<sup>13</sup>.
- 22 Souligner la prégnance de certains présupposés dans la manière d'aborder les savoirs sur l'Afrique fut donc perçu par plusieurs membres du comité d'organisation comme relevant d'une approche postcoloniale visant leur racialité, alors que ces critiques convergentes avaient été le fait de chercheurs éloignés de ces postures, majoritairement français et « blancs ». Ces représentations de la production des savoirs dans les études africaines plaçaient donc finalement les enjeux sociaux de la « blanchité »<sup>14</sup>, et non l'« africanité », des chercheurs au centre des débats. Ces enjeux réapparurent lorsque A. Mbembe fit part à Mathieu de sa relecture de l'appel à communication. Il félicita le comité d'organisation car les problématiques abordées valorisaient la contemporanéité des sociétés africaines et demanda simplement si la thématique fédératrice de l'appel (« penser l'Afrique, découper l'Afrique ») correspondait à un clin d'œil historique. Les quatre membres du comité chargés de la réécriture finale – Bertrand, Mathieu, Emmanuelle et Christelle – furent bien en peine de répondre, puisque cette thématique générale avait été lancée en réunion sans réflexion préalable. La question posée par ce chercheur particulier, aux postures spécifiques bien connues dans le champ mondialisé des études africaines et dont les rapports avec les cercles africanistes français ont été marqués par des désaccords notoires, sema un trouble, alors qu'il n'avait pas déconstruit les essentialismes soulignés par ses pairs français. Bertrand suggéra pourtant d'annuler la thématique fédératrice du colloque immédiatement. Alors que A. Mbembe explicite lui-même ne pas se concevoir comme un auteur « postcolonial » (2006), notamment au sens où ce terme est entendu en France, c'est pourtant sous cet angle que son commentaire fut reçu. Ainsi, Mathieu convainquit Bertrand et Emmanuelle de réécrire l'appel à communication en « africanisant » son contenu. Christelle suggéra de ne pas tomber dans certains extrêmes, qui, au motif de traquer des soubassements exotiques et primitivistes, pourraient produire des essentialismes inversés reposant sur des conceptions nativistes et des clichés coloniaux, comme l'ont démontré plusieurs chercheurs africains, qualifiés ou pas de postcoloniaux (Appiah, 1992 ; Mbembe, 2000 ; Tonda, 2012). S'ensuivit un débat où furent convoquées la « bibliothèque coloniale » et ses impasses (Mudimbe, 1988 ; Wai, 2015), auquel Bertrand et Emmanuelle ne participèrent pas car ils ne connaissaient pas les travaux évoqués. Il s'en dégagait le

choix d'une perspective théorique neutre puisqu'il s'agissait de produire un appel à communication, allégé toutefois des essentialismes déjà décelés.

- 23 Cette écriture collective illustra la difficulté pour des jeunes chercheurs de réfléchir sur les savoirs produits dans les études africaines à l'échelle nationale et internationale sans s'interroger sur leurs conditions de production, et sur la pluralité des perspectives épistémologiques qui ne sont pas toujours examinées, enseignées ou reconnues comme légitimes dans le champ national auxquels ils appartiennent. De telles discussions renforcèrent les distinctions raciales sous-jacentes à certains positionnements scientifiques, ce qui, par contrecoup, rendait la « blanchité » de la majorité des membres du comité très visible et inconfortable. Il en résulta quelques conséquences significatives : Delphine n'ayant pas finalisé la conception du logo à temps, Christelle demanda à Bertrand une nouvelle version du symbole. Suite aux discussions qui avaient animé la réécriture de l'appel à communication, ce dernier avait perçu les dérives exotiques et réifiantes du logo initialement proposé. Il conçut donc habilement un sigle dynamique qui évitait tout effet culturaliste et qu'il parvint à faire voter à l'unanimité.
- 24 Les différents désaccords sous-jacents à l'écriture de l'appel à communication dessinèrent des points de vue situés, sur les plans social, académique et scientifique, qui conditionnaient les réflexions théoriques des acteurs participants. Toutefois, leurs questionnements épistémologiques occultèrent des orientations scientifiques constatées plus tard, lors de la sélection des propositions de communication. Celles qui provenaient d'universités africaines présentaient par exemple des problématiques relevant de projets appliqués au développement et émanaient d'enquêtes liées à des travaux de consultance plutôt que de recherche fondamentale. Les objectifs de ces propositions de communication ne cadraient donc pas toujours avec l'orientation des ateliers préétablis par le comité d'organisation. Les sciences sociales en France accordent une plus faible considération à l'étude des actions, rhétoriques et institutions liées au champ de l'aide internationale et du développement, alors qu'elle est très présente dans les universités africaines (Olivier de Sardan, 2011). Ces divergences scientifiques ont ainsi entraîné l'élimination de nombreuses propositions de communication envoyées par des postulants africains basés en Afrique. Elles soulignèrent là encore la manière dont sont définies l'autorité et la légitimité scientifiques dans le champ des études africaines des pays du « Nord », dont les savoirs tendent à devenir hégémoniques car soutenus par des moyens matériels supérieurs. Ces divergences scientifiques interrogeaient aussi en filigrane l'intérêt réel porté en France et dans les pays occidentaux aux connaissances produites dans les institutions académiques en Afrique. Ces savoirs proviennent pourtant d'une génération active de (jeunes) chercheurs qui apparaissent les plus à même de formuler des analyses récentes et actualisées sur les sociétés africaines, souvent extérieures aux cadres du savoir africaniste (Copans, 1998).
- 25 Des enjeux similaires apparurent pour les ateliers d'écriture prévus avec des revues spécialisées consacrées à l'Afrique. Parmi les candidats, peu de jeunes chercheurs affiliés à des universités occidentales envoyèrent des propositions d'articles, contrairement à ce qui était attendu par le comité d'organisation. Les ateliers durent leur succès au désir des participants sélectionnés et inscrits dans des universités africaines de travailler avec des membres des comités de rédaction de revues académiques implantées au « Nord ». Ce résultat reflétait à la fois la plus faible production scientifique d'acteurs issus d'universités africaines dans les revues de rang

international (Olivier de Sardan, 2011 ; Ouattara et Ridde, 2013), la rareté des éditions et revues scientifiques en Afrique (Gaillard et Waast, 1988), un manque de formation à l'écriture des jeunes chercheurs africains (que tente par exemple de compenser annuellement le Codesria par des ateliers organisés en Afrique) et la prégnance de l'expertise et de la consultance, c'est-à-dire la rédaction de rapports, dans les systèmes académiques africains (Olivier de Sardan, 2011). Aussi, alors que pour le comité d'organisation, le choix des revues contactées s'était imposé sans réflexion sur leur histoire institutionnelle ou leur ligne éditoriale, la majorité des candidats venant d'universités africaines semblait avoir pris en compte ces questions. La plupart des textes proposés visaient en effet les ateliers prévus avec les revues dont les contenus scientifiques reflétaient davantage la contemporanéité du continent et incluaient la recherche sur les enjeux de développement.

- 26 Les différentes orientations théoriques et épistémologiques des savoirs sur l'Afrique, qui sont fonction des conditions sociales, politiques et scientifiques de leur production dans les espaces académiques où ils sont élaborés, interrogent donc les modalités de leur reconnaissance et le sens de leur circulation à l'échelle internationale. Celle-ci semble suivre une fracture Nord-Sud, qui influence en retour la définition scientifique des études africaines, la légitimité et la représentativité académique de ce champ.

### Qui représente les études africaines ?

- 27 Parallèlement au renouvellement des objets d'étude et à l'émergence d'un décentrement épistémologique, la question des figures représentatives de la production scientifique sur l'Afrique a fait l'objet de bouleversements depuis les années 1990-2000. Ceux-ci sont liés d'une part à l'apparition sur la scène internationale de chercheurs africains formés en Europe, investis dans des réseaux et institutions scientifiques reconnus en Afrique et en Occident, et promus à des postes universitaires prestigieux en Amérique du Nord. D'autre part, ces bouleversements sont nourris par l'augmentation du nombre d'étudiants et de chercheurs dans les universités africaines, qui travaillent sur les dynamiques de leurs propres sociétés, occupent des postes dans ces institutions et s'inscrivent dans des réseaux académiques européens et nord-américains. La science africaniste élaborée au « Nord », qui a longtemps consisté à prendre l'Afrique comme objet d'étude depuis l'extérieur par des chercheurs étrangers, s'en trouve remodelée.
- 28 Toutefois, être chercheur au « Nord » ou au « Sud » implique une inégalité académique, socio-économique et politique. Ainsi, les études africaines n'existent que dans les pays occidentaux, il n'existe pas de champ d'études européennes ou nord-américaines dans les institutions africaines qui auraient un effet miroir. Cette configuration participe à la construction de savoirs hégémoniques sur l'Afrique localisés au « Nord », dont les productions des chercheurs africains basés en Afrique restent souvent exclues – malgré les relations scientifiques entretenues avec leurs pairs issus de la diaspora (Gueye, 2016). Ceci a en retour des impacts particuliers dans les espaces nationaux des études africaines en Occident. Par exemple, en France, les figures académiques représentatives de ce champ incarnent des divergences et concurrences entre savoirs, et des hiérarchies qui classent les chercheurs selon leurs trajectoires universitaires, sociales et personnelles.

- 29 Une troisième source de débats dans l'organisation des troisièmes rencontres Jcea a en effet concerné l'élaboration du comité scientifique et mis au jour la construction de critères de reconnaissance académique différenciés. Ce comité scientifique avait initialement valeur de « caution » académique et devait faciliter la levée de fonds importants. Il ne lui était donc pas réservé un rôle actif dans l'organisation de l'événement – même si quelques-uns de ses membres ont participé à la relecture de l'appel à communication et ont été discutants durant le colloque. Ce comité a réuni 41 noms et la plupart des chercheurs sollicités étaient des africanistes français. Adeline, Charles, Mathieu et Christelle avaient évoqué l'idée que cette liste devrait comporter des chercheurs africains. Or ce point n'était pas apparu évident au reste du comité d'organisation car il s'agissait d'organiser un colloque sur l'Afrique en France, donc de mettre à l'honneur les chercheurs français faisant autorité dans ce champ. En conséquence, une fois l'idée adoptée d'introduire dans le comité scientifique des chercheurs africains et franco-africains, les critères de sélection retenus s'appliquèrent de manière hiérarchisée, selon qu'il s'agissait d'universitaires africains expatriés (dans des pays anglo-saxons principalement), d'universitaires (franco-)africains en poste en France et d'universitaires africains basés dans des institutions africaines. Il apparut également que seul un quart du comité d'organisation connaissait des chercheurs franco-africains et africains en poste en France, en Amérique du Nord et en Afrique. Il en fut retenu une dizaine, ce qui correspondait à un quart du comité scientifique, proposés et contactés par Charles, François, Adeline, Mathieu et Christelle.
- 30 Les premiers noms de chercheurs africains mentionnés au sein du comité furent ceux d'acteurs académiques établis dans d'autres pays occidentaux. L'idée de solliciter M. Diouf à l'Université de Columbia fut approuvée à l'unanimité : il incarnait une figure incontournable des études africaines francophones pour la majorité du comité, qui valorisait son introduction en France des *postcolonial studies* via l'historiographie indienne. Contacter A. Mbembe reçut également une approbation unanime, en raison de la reconnaissance internationale de ce chercheur et de ses travaux sur la « postcolonie ». Ces deux choix contrastaient avec les énoncés des problématiques qui suscitèrent tant de débats lors de l'écriture de l'appel à communication. M. Diawara en poste à l'Université Goethe de Francfort fut également cité parmi les grands noms des études africaines en raison de ses travaux sur la réflexivité ethnographique et la production sociale des traditions orales. Mais il n'émergea aucune autre idée de chercheur africain en poste dans des pays occidentaux à contacter.
- 31 Identifier des universitaires africains titulaires en France fut encore moins aisé pour la majorité du comité. Trois noms furent également retenus (R. Bazenguissa, E. M'Bokolo, M. Timera). Ce résultat était dû en partie au faible nombre de chercheurs africains jusqu'ici recrutés en France en sciences humaines et sociales (Gueye, 2002, 2016), donc à leur visibilité restreinte bien que R. Fonkoua, P. S. Diop et A. Barry, qui exercent de longue date, auraient pu être sollicités. Mathieu ajouta à la liste un chercheur franco-africain (F. Eboko). Le seul proposé et contacté par un membre français du comité fut P. Ndiaye, certes d'ascendance africaine mais qui ne travaillait pas directement sur l'Afrique.
- 32 Enfin, sur la liste finalisée du comité scientifique, seuls cinq membres étaient affiliés à une institution africaine, dont A. Mbembe. En dehors d'I. Thioub, les autres chercheurs sollicités (M. Tidjani Alou, I. Thiaw, J. Tonda, M. Zongo), qui participent régulièrement à des événements scientifiques, enseignements et publications collectives en France,

voire aux États-Unis, étaient peu connus de la majorité du comité d'organisation. L'idée selon laquelle les universitaires africains basés en Afrique participeraient moins à l'excellence scientifique, contrairement à leurs pairs en Occident, ce qui impliquerait que les rares chercheurs qualifiés de « bons scientifiques » auraient été formés dans des universités occidentales (Gueye, 2011)<sup>15</sup>, semblait trouver un certain écho. Tous les chercheurs africains basés en Afrique retenus pour ce comité scientifique avaient en effet au moins obtenu leur doctorat en France ou aux États-Unis. Bertrand, qui réalisait une thèse en cotutelle avec un universitaire africain formé en Afrique, estima ce dernier trop peu connu des réseaux académiques français et internationaux (donc peu prestigieux) pour être intégré au comité scientifique. De même, Claire, qui avait rencontré plusieurs chercheurs formés et basés dans des universités africaines au cours de ses séjours de recherche, ne proposa aucun nom. Il apparut également que la plupart des membres du comité, comme d'autres jeunes chercheurs en études africaines, ne connaissaient pas d'universitaires africains basés en Afrique car ils n'en côtoyaient pas ou très peu sur leurs terrains d'étude.

- 33 Les acteurs académiques africains qui faisaient autorité pour la majorité du comité d'organisation étaient donc francophones, formés en France, et appartenaient à la seconde génération de chercheurs africains depuis les Indépendances qui étaient ou avaient été en poste dans des institutions nord-américaines ou européennes (Mkandawire, 1995), et si ce n'était pas le cas, ils étaient membres de leurs réseaux. En conséquence, solliciter des chercheurs africains basés en France ou en Afrique apparaissait moins évident. Après un an de préparation et de réflexion autour de ces enjeux, ce déséquilibre sembla trouver une issue partielle. Charles, Natasha et Christelle, qui organisaient des tables rondes pour la fin du colloque, de même que Mathieu, Emmanuelle et Adeline lorsqu'il s'agit de trouver des discutants pour les ateliers, sollicitèrent davantage de chercheurs et intellectuels africains et franco-africains en poste ou formés en France, dont certains purent être présents le jour du colloque (P. Awondo, H. Dia, D. Gary-Toukara, A. Gueye, P. Kamdem, F. Ouattara, S. Tchak).
- 34 Inclure des chercheurs africains notamment dans l'organisation scientifique de ce colloque ne visait pas à promouvoir leur visibilité sur la base d'une distinction raciale et identitaire par-delà l'importance de leurs travaux. Il ne s'agissait pas d'accorder une préséance à leurs « origines » comme gage de caution scientifique, mais plutôt de répondre à l'enjeu académique suivant : dans la mesure où les études africaines se sont mondialisées et où les sociétés africaines produisent des universitaires reconnus qui analysent leurs réalités sociales, politiques et économiques, depuis l'Afrique et à l'extérieur, y compris en France, peut-on ignorer ces acteurs ? Cette question se pose pour tous les champs scientifiques en Occident centrés sur des aires culturelles et géographiques « autres » (Cahen, 1997) : elle ne concerne pas seulement celui des études africaines, mais peine pourtant à s'inscrire dans ses pratiques académiques en France. Ainsi, la majorité des jeunes chercheurs impliqués dans l'organisation de ces troisièmes rencontres Jcea ne semblait pas réaliser les critères de légitimité académique qu'ils contribuaient à reproduire, dont certains suivaient les logiques d'une fracture Nord-Sud. Cette banalisation révélait aussi implicitement le fonctionnement des institutions africanistes françaises, la moitié des membres du comité d'organisation étant affiliée à des laboratoires investis de longue date dans des collaborations avec des chercheurs et universités en Afrique de l'Ouest et centrale notamment. L'élaboration du comité scientifique témoignait donc de cadres ambivalents, comme dans d'autres

contextes impliquant des relations académiques avec l'Afrique (Droz et Mayor, 2009), au cœur de la reproduction de rouages institutionnels non questionnés. Par exemple, le colloque en études africaines organisé la même année par les chercheurs titulaires présentait lui aussi un comité scientifique important (37 membres) et n'incluait qu'un chercheur africain (M. Timera) et un chercheur franco-africain (D. Gary-Touunkara), tous deux en poste en France. Sur 30 membres, le comité scientifique de l'édition suivante comprenait une chercheuse issue d'une université africaine (F. Andriamaro), et le comité scientifique des quatrièmes rencontres Jcea organisées conjointement comptait, sur un total de 26 membres, un chercheur africain basé dans une université européenne (E.K. Hahonou), deux chercheurs franco-africains en poste en France (T. Dahou, I. Warscheid) et un chercheur africain d'une institution africaine (E. Biloa). Ironiquement, il incluait trois chercheurs français affiliés partiellement ou entièrement à des universités en Afrique.

- 35 Le champ français des études africaines est confronté à des questionnements épistémologiques et des critères de reconnaissance scientifique différenciés selon le statut et la trajectoire des chercheurs sur une scène universitaire internationalisée. Ces dynamiques semblent conditionner les pratiques académiques de ses acteurs, parfois sur un mode conflictuel latent. Si celui-ci apparaît notamment quant à la place des chercheurs africains dans la représentativité de ce champ et la production des savoirs, même quand ils ont été formés en France, quels enjeux pose leur participation à la structuration de ce champ via leur mobilité depuis les institutions africaines où ils sont établis ?

## Étudier l'Afrique sans ses chercheurs ?

### L'invisibilité académique au « Nord » des recherches universitaires africaines

- 36 La présence de chercheurs africains basés dans des universités africaines aux troisièmes rencontres Jcea impliqua des débats sur les possibilités de leur mobilité vers la France, et sur les enjeux de représentativité académique qu'elle posait. L'invitation d'un chercheur africain pour la conférence inaugurale illustra ces questionnements.
- 37 La 6<sup>e</sup> Conférence européenne en études africaines (Ecas) avait été organisée l'année précédente à Paris, à l'initiative d'institutions africanistes françaises en grande partie associées au colloque Jcea. Chaque conférence plénière y avait été assurée par un chercheur africain : trois sur les quatre invités étaient affiliés à une université nord-américaine, un seul, sponsorisé par le Codesria, venait d'une institution africaine. Lors de l'Ecas, un chercheur africain formé et basé au Sénégal, A. Niang, fut présenté par l'un des membres français du comité scientifique des Jcea à Bertrand et Christelle. Proposer cet intervenant à l'ensemble du comité d'organisation, dont il était inconnu, suscita des interrogations quant à ses thématiques de recherche, la valeur de ses publications et celle de son parcours académique. Peu d'informations le concernant apparaissaient sur Internet : il n'y avait pas de profil académique détaillé sur le site de son université, bien que ce chercheur en soit l'un des directeurs de département, et il avait surtout publié ses travaux dans des ouvrages collectifs (dirigés tant par des chercheurs africains que français), moins visibles sur Internet que des articles de revues académiques, ou dans des revues africaines peu répertoriées dans les catalogues

scientifiques du « Nord », ce qui avait limité leur circulation. De plus, Christelle était soupçonnée de favoriser ce conférencier sénégalais, car une partie de ses recherches et de son ascendance familiale se rattachait au même pays, ce qui n'aidait pas à rendre ce choix convaincant auprès de ses collègues. Or, comme le démontrent les travaux d'A. Gueye (2016), les logiques qui président aux relations professionnelles et interpersonnelles entre des chercheurs issus de la diaspora africaine et ceux basés en Afrique relèvent plus du fonctionnement universitaire systémique dans lequel évoluent les premiers et de l'excellence du parcours des seconds sur le marché académique, que d'un investissement patriotique lié à un pays d'origine commun. Le choix de A. Niang comme conférencier questionnait donc surtout les mécanismes d'invisibilisation scientifique des chercheurs africains basés en Afrique qui ont cours dans les champs d'études africaines des pays occidentaux. Le plus faible référencement de leurs travaux en ligne et leur recensement limité par des sites comme Google Scholar qui privilégient des revues internationales localisées au « Nord » participent à l'absence de reconnaissance académique de ces chercheurs (Gaillard et Waast, 1988 ; Keim, 2010), ce qui tend en retour à renforcer la valeur supérieure attribuée aux travaux et publications de leurs pairs en Occident (Shinn, Vellard et Waast, 2010). Le parcours de A. Niang était pourtant décrit sur le site Internet d'un centre de recherche européen reconnu dans les réseaux des études africaines, mais cette référence ne suffit pas pour le comité d'organisation. Christelle expliqua la situation à ce chercheur, qui se montra compréhensif car il n'en était pas à sa première déconvenue dans le champ académique français, puis récupéra son curriculum vitae actualisé en anglais qu'elle traduisit et transmit à ses collègues, afin de clore les débats au sein du comité d'organisation. La diffusion de ce CV – qui réunissait l'ensemble des publications, communications et enseignements réalisés dans des universités africaines, européennes et américaines – « rassura » sur la fiabilité et les compétences de ce conférencier potentiel. Son inscription dans les circuits institutionnels français, passée jusqu'ici inaperçue, fut en outre confirmée par la gestionnaire d'un partenaire institutionnel du colloque qui possédait déjà ses coordonnées pour établir sa prise en charge.

- 38 Cet exemple tend à prouver que la reconnaissance des chercheurs africains en poste en Afrique dans le champ français des études africaines repose sur leur participation à des réseaux académiques occidentaux aux titres d'auteurs, de conférenciers ou d'enseignants-chercheurs invités. Les preuves de cette inclusion paraissent même plus importantes que le contenu de leurs travaux, comme si ceux-ci acquéraient une valeur du fait même d'avoir attiré l'attention de pairs européens et nord-américains. Certes, une participation à des réseaux scientifiques diversifiés et mondialisés augmente le prestige et le capital symbolique de tout chercheur, mais cette logique entérine la prédominance de la production et de l'autorité scientifique du « Nord ». Il est courant, en France comme dans d'autres pays occidentaux, de voir circuler des appels à contribution présentés comme novateurs dans l'étude des sociétés africaines, alors que les sujets proposés ont déjà fait l'objet d'analyses dans les universités locales. Les travaux qui en sont issus étant rarement lus, à moins d'être publiés dans des revues et maisons d'édition reconnues à l'échelle internationale, reste répandue l'idée que « les capacités d'innovation méthodologique et d'invention instrumentale se réalisent au Nord » (Shinn, Vellard et Waast, 2010).
- 39 La conférence inaugurale de A. Niang eut au moins le mérite de questionner certaines représentations courantes relatives aux compétences des chercheurs africains en Afrique. Elle fut en effet très appréciée et reçut de nombreux commentaires positifs du

public, transmis et relatés par des membres du comité d'organisation initialement les plus sceptiques.

## L'attractivité scientifique de la France vis-à-vis de l'Afrique

- 40 Si la France n'est plus au centre des mobilités d'études en provenance d'Afrique francophone depuis les années 1990 (Dedieu, 2003 ; Gueye, 2004 ; Dia, 2014), on peut toutefois noter plusieurs types d'ambivalences dans les pratiques des chercheurs africains vis-à-vis de ce pays (Dozon, 2003), y compris de la part de ceux qui l'ont quitté pour l'Amérique du Nord (Gueye, 2019). Aussi, en dépit des changements qui ont accompagné la reconfiguration mondiale des milieux académiques, les réseaux scientifiques français demeurent un tremplin de mobilité sociale et de valorisation professionnelle dans les représentations et pratiques universitaires depuis l'Afrique francophone. Être sélectionné pour un événement scientifique dans une université française s'inscrit dans des logiques d'intégration des professions académiques, en Afrique ou ailleurs. Les capacités des acteurs universitaires à faire de ce type d'activité à l'international un moyen d'augmenter leur capital social et symbolique en fonction des réseaux professionnels investis sont connues dans l'étude des mobilités académiques africaines (Dia, 2014). Elles alimentent des mécanismes de reproduction, de reclassement et d'ascension sociale : « L'internationalité des parcours n'a pas de valeur en elle-même : cette valeur réside dans la légitimité accordée localement aux savoirs acquis à l'étranger, et dans les possibilités sociales de les valoriser » (Gérard et Wagner, 2015).
- 41 Cependant, les enjeux sociaux et académiques liés à la participation d'intervenants africains dans des événements spécialisés sur l'Afrique et organisés en France apparaissent comme un impensé auprès des institutions et acteurs organisateurs, ce qui contraint les dynamiques de circulation des savoirs et de ces participants. Cet impensé contribue paradoxalement à renforcer l'attractivité de la France depuis les universités de certains États africains. Par exemple, la traduction en anglais de l'appel à communication des troisièmes rencontres Jcea fut rapidement abandonnée. Ce choix eut pour effet de canaliser des flux de propositions de communication en provenance du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest et centrale francophone, réactualisant des relations académiques entre la France et son ancien espace impérial africain. Ce choix reflétait également les expériences de terrain des membres du comité d'organisation, très éloignés de l'Afrique de l'Est et australe anglophones. Enfin, alors que l'appel à communication avait surtout été relayé dans des réseaux académiques français et européens, le nombre final de propositions de communication en provenance d'universités africaines (équivalent à 50 % du total reçu, soit 144 sur 288) n'avait pas été anticipé et provoqua des prises de position conflictuelles et contradictoires au sein du comité d'organisation.
- 42 Cette question précise n'était pas inscrite dans les rapports transmis par les comités des deux premières éditions du colloque. Bertrand et Christelle essayèrent donc d'en discuter de manière informelle avec certains de leurs membres. Il ressortit que les invitations de communicants africains aux précédentes rencontres Jcea avaient été fonction de quotas, dont l'existence restait relativement taboue. Il fut impossible d'obtenir une estimation précise du nombre de propositions envoyées par des jeunes chercheurs basés dans des universités africaines aux précédents comités

d'organisation. Pour la deuxième édition, elles auraient représenté 20 % du total des propositions. Or, d'après les documents transmis par ce comité, seuls 12 communicants affiliés à des universités africaines avaient été sélectionnés, dont 8 avaient été pris en charge car ils ne possédaient pas de cotutelle avec une université occidentale. Les réponses obtenues par Bertrand et Christelle pour expliquer ces résultats évoquaient l'impossibilité financière de prendre en charge un nombre trop important d'intervenants étrangers, la lourdeur administrative du suivi des dossiers et demandes de visas, mais aussi l'idée selon laquelle les travaux de jeunes chercheurs africains basés en Afrique seraient généralement de plus faible niveau que ceux de leurs pairs rattachés à des universités du « Nord ». Ce dernier argument rejoignait les représentations académiques courantes associant l'Afrique à l'absence d'excellence intellectuelle, renforcées par le constat d'écart d'âge à des niveaux de diplôme équivalents, qui accentue l'idée, également répandue, que les chercheurs africains en poste en Afrique seraient moins capables de rigueur scientifique (Ouattara et Ridde, 2013). Plus globalement, les sciences sociales du « Sud », inscrites dans une hiérarchie de production des connaissances, soutenue par une inégale distribution de moyens matériels, produiraient des savoirs peu pertinents, avec un moindre degré d'abstraction que ceux du « Nord » qui détiendraient le monopole prestigieux de la recherche comparative et de l'élaboration de théories généralisables (Keim, 2010).

- 43 La sélection réduite de communicants africains reprenait en outre une logique qui semblait ancrée dans les pratiques des institutions africanistes partenaires du colloque Jcea, et que soulignait un article du journal *Le Monde* au sujet de l'Ecas (Caramel, 2015). Celui-ci notait un décalage notoire entre le nombre de participants attendus (environ 1 800) et celui des intervenants provenant d'universités africaines (quelques dizaines). Les arguments avancés par les institutions organisatrices françaises, tels que restitués par la journaliste, insistaient sur un manque de moyens pour financer davantage d'invitations. Il était aussi ajouté en fin d'article que la thématique fédératrice du colloque (concernant les révoltes et mobilisations collectives) traduisait un intérêt nouveau dans les milieux académiques européens, mais resterait marginale dans les universités en Afrique. L'organisation des rencontres en études africaines par les chercheurs titulaires qui eut lieu l'année suivante constitue un autre exemple : il était spécifié à chaque responsable d'atelier qu'il devrait s'organiser pour assurer la venue de communicants étrangers. Autrement dit, cette annonce avertissait, en amont de la sélection des propositions de communication, que le comité d'organisation n'apporterait pas de soutien financier et logistique à la prise en charge d'intervenants non affiliés à des universités occidentales, qui, généralement, financent au moins partiellement les déplacements de leurs chercheurs. Pourtant, au moins une chercheuse française sélectionnée pour l'un des ateliers du colloque et en poste dans une université africaine bénéficia d'une prise en charge par le comité d'organisation. Des distinctions similaires étaient aussi explicites lors des procédures administratives pour organiser la troisième édition du colloque Jcea. Plusieurs membres du comité d'organisation furent conseillés par des gestionnaires et chercheurs titulaires de leurs institutions de rattachement qui déclaraient que l'aspect financier, tout autant que les risques de refus de visa, légitimaient l'instauration officieuse de quotas pour la sélection de chercheurs basés en Afrique et leur plus faible participation. L'idée était qu'investir dans la prise en charge du transport et de l'hébergement d'intervenants qui pourraient finalement se voir refuser un droit d'entrée sur le territoire français équivalait à un gaspillage des ressources publiques et compromettait la richesse des

échanges académiques prévus. Ces arguments replaçaient donc la sélection académique des participants dans des processus de sélection sociale, géographique et économique.

### Les filtres académiques des mobilités universitaires africaines

- 44 Pour la troisième édition des rencontres Jcea, comme pour les précédentes, avait été prévu *ex nihilo* un quota de communicants affiliés à des institutions africaines lors de l'élaboration des budgets prévisionnels, bien en amont de la sélection des communications. Le chiffre retenu (16) ne fut ouvertement questionné que par trois membres du comité – Natasha, Emmanuelle et Christelle. Les justifications majeures en faveur de ce quota exposées par leurs collègues réunissaient plusieurs arguments qui visaient d'abord à décharger l'équipe d'un lourd travail administratif (recherche de financement, suivi des procédures de prise en charge et demandes de visa). De plus, ce quota constituait déjà aux yeux de plusieurs membres du comité une « ouverture internationale » plus importante que pour les éditions précédentes puisque le chiffre avancé avait été doublé.
- 45 Une bonne partie du comité choisit cependant de ne pas s'impliquer dans le débat, ce qui accentua son ampleur. Ainsi, en dépit du nombre de propositions reçues en provenance d'Afrique, qui était égal à celui des propositions reçues de France, d'Europe et d'Amérique du Nord, il apparaissait inconcevable pour la majorité des membres du comité qui restaient impliqués que les communicants sélectionnés venant d'universités africaines soient aussi nombreux que ceux rattachés à des institutions occidentales. En réponse aux questionnements éthiques que soulevait l'instauration d'un quota, Marie proposa de constituer une « liste de réserve » de communicants (sélectionnés pour remplacer ceux affiliés à une université africaine qui pourraient être finalement absents), afin d'éviter que des ateliers manquent de participants. Elle soutenait aussi que ce colloque était avant tout un événement scientifique organisé en France par et pour des jeunes chercheurs basés en France ou en Europe, et que sa qualité académique ne devait pas être sacrifiée. Cette idée rejoignit la conception de Mathieu, qui estimait que ces rencontres scientifiques ne devaient pas pallier les difficultés des institutions africaines à organiser elles-mêmes de tels événements ni alimenter des mécanismes de reconnaissance académique qui concernent avant tout les universités africaines et qui passent par la participation à des colloques organisés en Europe et en Amérique du Nord. Cet argument était d'autant plus paradoxal que c'est en partie parce que le CV du conférencier principal démontrait qu'il était inscrit dans divers réseaux académiques occidentaux que son choix avait été validé. Mais pour Mathieu, les rencontres Jcea ne devaient pas constituer une tribune pour les jeunes chercheurs affiliés à des institutions africaines, et ceux-ci devaient rester minoritaires. Le fait que l'un des membres africains du comité d'organisation s'exprime ainsi permit à ses collègues français en faveur de l'instauration d'un quota de ne pas craindre d'apparaître racistes ni jugés à partir de leur « blanchité », puisque le procédé de sélection que Mathieu défendait relevait d'un principe de discrimination. Ses arguments furent en outre défendus par François, ce qui finit de décomplexer leurs collègues français. Au-delà des questions économiques en jeu, on peut se demander, à partir des prises de position de ces deux membres du comité, si le faible recrutement des chercheurs africains en France n'accentuerait pas des effets de concurrence entre les jeunes universitaires qui y sont installés et leurs homologues restés en Afrique, prêts à emprunter des modes de valorisation sociale et académique similaires. Les relations scientifiques des chercheurs

africains affiliés à des institutions occidentales avec leurs pairs basés sur leur continent de naissance doivent en effet s'analyser dans le cadre du fonctionnement du champ professionnel dans lequel ils s'inscrivent au « Nord » (Gueye, 2016). S'ajoute à cette question la nature des liens personnels, sociaux et politiques que les universitaires africains membres d'une diaspora nationale (comme l'atteste leur inscription dans des réseaux associatifs ou numériques) entretiennent avec leur société de départ. Ces espaces d'échanges transnationaux reflètent des enjeux différents selon les pays concernés, l'appartenance sociale, le statut académique des chercheurs et la fréquence de leur mobilité entre leur société d'installation et leur société de départ. Par exemple, Charles effectuait des allers-retours plus réguliers avec son pays de naissance où se trouvait son terrain d'étude, tandis que Mathieu et François, dont les travaux concernaient aussi leurs pays respectifs, entretenaient des liens plus distancés avec ceux-ci et quittaient moins souvent la France. Or les réactions de Charles face à la sélection des communicants africains furent différentes. Étant sur le terrain au moment de ces échanges, il prit moins part au débat qu'il ne pouvait suivre que partiellement via Internet, faute d'une connexion numérique régulière. Mais depuis l'Afrique centrale, il percevait bien l'enjeu d'être discriminé sur la base de son affiliation universitaire et de sa nationalité pour participer à une manifestation scientifique qui se voulait être un état des lieux des jeunes recherches sur l'Afrique. Il ne souhaitait pas prendre cette responsabilité et s'inscrivait parallèlement dans une logique de dissociation vis-à-vis du monde académique français, en privilégiant l'investissement de réseaux scientifiques africains implantés en Afrique à travers la participation à des ateliers, des publications collectives et à une assemblée générale du Codesria.

- 46 Outre cette question de quota, d'autres filtres académiques conditionnant la sélection d'intervenants affiliés à des institutions africaines se mirent en place en amont de celle-ci. Par exemple, à l'approche de la clôture initiale de l'appel à communication, le ratio des propositions reçues était largement en faveur de postulants africains basés en Afrique : la prolongation de l'appel fut donc votée pour deux semaines supplémentaires, à la majorité du comité et non à l'unanimité car ce point ouvrit un autre débat. L'un des buts implicites était en effet d'inverser le ratio des propositions reçues et de justifier plus facilement une sélection académique qui retiendrait moins de jeunes chercheurs africains.
- 47 Toujours en amont de la sélection des propositions de communication apparut un filtre numérique. Le développement des nouvelles technologies, qui permet théoriquement une plus grande internationalisation des manifestations scientifiques, souligne parallèlement avec plus d'acuité les inégalités sociales et académiques entre « Nord » et « Sud ». Ainsi, l'inscription des postulants et le dépôt de leur proposition en ligne sur le site des rencontres Jcea constituèrent un mode de présélection. De nombreux postulants africains basés en Afrique écrivirent des emails au comité d'organisation pour expliquer leurs difficultés à déposer leur texte sur le site de la conférence. Ce point soulevé par Christelle et Emmanuelle, qui s'occupaient alors de la messagerie collective, fit aussi débat en réunion. Le reste du comité refusa la possibilité d'accepter des textes envoyés par simple email. Marie soutint que la majorité des colloques tenus en France et en Europe fonctionnaient désormais selon ce modèle d'inscription aux sites référents – ce qui ne se vérifie pas nécessairement. Cet argument privilégiait le confort des organisateurs et refusait « l'assistanat » des postulants. En réponse à l'argument selon lequel les connexions Internet en Afrique pouvaient être difficiles et

instables, donc à l'origine de l'impossibilité de soumettre des textes sur le site de la conférence, Marie indiqua que le faible coût d'une connexion Internet dans un cybercafé africain devait permettre de résoudre ces problèmes. Bertrand ajouta que ces postulants avaient aussi la possibilité de recourir à des modems, comme il le faisait lui-même lorsqu'il était sur son terrain d'étude. Ces discours reflétaient les pratiques de jeunes chercheurs africanistes qui se rendent en Afrique depuis la France en étant partiellement ou complètement financés par leurs institutions respectives, c'est-à-dire en disposant de ressources et privilèges sociaux supérieurs au coût moyen de la vie locale. Or l'inscription sociale et professionnelle des chercheurs venant du « Nord » dans les sociétés africaines qu'ils étudient conditionne les représentations qu'ils en ont, ainsi que leur appréhension des conditions locales de production des savoirs. L'absence de prise en compte des distinctions de classe à l'œuvre dans le processus scientifique que sous-tendait l'organisation du colloque se retrouvait à la fois dans le traitement des difficultés des postulants africains qui souhaitaient y participer et entre les membres du comité d'organisation. Charles et Christelle, par exemple, effectuaient des recherches dans des sociétés africaines où ils vivaient en famille, sans bénéficier de prise en charge régulière de leur laboratoire de rattachement et avaient donc une connaissance différente des réalités locales. Mais aucune relation ne fut établie par le reste du comité entre les ressources que les chercheurs du « Nord » peuvent mobiliser pour développer leurs connaissances de l'Afrique et l'expérience particulière qu'ils en retiennent, éloignée des difficultés socio-économiques de leurs homologues africains. Ces échanges faisaient donc apparaître une banalisation des inégalités structurelles et sociales des pratiques académiques entre « Nord » et « Sud ». Emmanuelle, Natasha et Christelle tentèrent de les limiter en guidant par email les postulants qui rencontraient des difficultés sur le site de la conférence. Cet investissement minimaliste dans l'assistance informatique constituait un verrou supplémentaire dans le processus de sélection. Ironiquement, il fut pris en compte lors de la phase de notation et sélection des communications. En effet, plusieurs membres du comité d'organisation se trouvaient alors sur leurs terrains d'étude dans différents pays africains et avaient du mal à accéder aux textes déposés en ligne pour les évaluer en raison de connexions difficiles à Internet. Des concertations internes aux comités de lecture constitués détournèrent donc les règles fixées, en privilégiant par exemple l'envoi des notes d'évaluation par emails ou messagerie téléphonique, au lieu de les enregistrer directement sur le site. Ce qui n'avait pas été autorisé aux postulants fut accordé aux membres du comité.

- 48 Une fois l'appel à communication définitivement clôturé, contrairement à ce qui avait été attendu, le nombre de propositions en provenance d'institutions françaises, européennes et nord-américaines n'était pas supérieur à celui des propositions issues d'universités africaines, mais équivalent. Natasha, Christelle, Emmanuelle et Bertrand argumentèrent alors en faveur d'une sélection académique contre une sélection économique. Mais s'il apparaissait éthiquement condamnable à la majorité du comité d'organisation que les propositions soient sélectionnées en fonction de l'origine géographique des auteurs et de leurs nationalités, cela ne fut pas suffisant. Le budget nécessaire était loin d'être réuni au moment de la sélection des communications, de sorte qu'elle ne bénéficia pas de toute la transparence souhaitée. Par exemple, selon la logique qu'il avait exprimée précédemment, François expliqua avoir procédé à une sélection géographique des propositions, éliminant d'office celles envoyées par des postulants africains basés en Afrique. Il argumenta, d'un point de vue socio-identitaire,

qu'il se percevait bien comme un chercheur africain et « africaniste » et qu'il ne souhaitait pas condamner ses pairs, mais que les moyens matériels manquaient pour envisager les choses autrement. Plus généralement, il fut explicité à plusieurs reprises en réunion qu'à niveau de qualité égale, il y aurait moins de risque à choisir la communication d'un postulant africain ou pas affilié à une université occidentale, car il n'aurait pas besoin de visa et pourrait être pris en charge par son institution, ce qui impliquerait moins de pertes financières et de temps de préparation. Christelle revint sur ces questions par email en manifestant à nouveau son désaccord avec ces modes de discrimination. Celui-ci ne trouva d'autre réponse que la démission de François et Delphine du comité d'organisation, dont les situations personnelles les plaçaient pourtant parmi ceux qui auraient pu formuler des avis proches de celui de Christelle. Leurs appartenances sociales et vécus quotidiens tant en France qu'en Afrique pouvaient expliquer ces divergences. Avant de rejoindre publiquement sa position, Emmanuelle suggéra que Christelle projetait peut-être des discriminations dont elle avait été la cible dans sa vie personnelle et qui faussaient son jugement. Or ramener un processus discriminatoire à une expérience individuelle et identitaire confirmait bien les impensés sociaux et raciaux qui jalonnaient sous plusieurs aspects l'organisation du colloque. À l'opposé de ces réactions, Charles qualifia de « courageuse » l'intervention de Christelle, dans un email privé et non collectif, ce qui démontrait l'aspect tabou de ces discussions et l'inconfort qui rendait impossible un débat ouvert au sein du comité d'organisation.

- 49 Finalement, 30 % des participants sélectionnés pour ce colloque appartenaient à des universités africaines. Le comité d'organisation eut donc à préparer un nombre de prises en charge supérieur au quota prévu (26 communicants sur 96), ce qui ne manqua pas de susciter de fortes inquiétudes quant à la faisabilité et la réalisation d'un tel objectif.

### **Les obstacles économiques, institutionnels et politiques aux mobilités académiques depuis l'Afrique**

- 50 Réunir un budget suffisant pour financer tous les postes de dépense liés à l'organisation des troisièmes rencontres Jcea fut une interrogation constante, accentuée après la sélection des intervenants. Obtenir des financements devint progressivement la tâche principale du comité d'organisation, qui parvint à réunir un peu plus de 24 000 euros auprès de 22 partenaires-bailleurs, après en avoir sollicité 65. Le suivi administratif, la réservation des chambres d'hôtel et l'achat de billets d'avion ont ensuite nécessité une mobilisation soutenue jusqu'à quelques jours précédant l'événement, d'autant que ces démarches étaient fonction des contraintes d'exercice budgétaire des différents partenaires.
- 51 L'une des premières idées reçues au sein du comité avait concerné l'impossibilité d'obtenir des fonds suffisants. Elle était le corollaire d'un investissement en termes de temps et d'énergie qui se voulait minimal. Or, grâce une mobilisation importante du comité pour contacter des membres de conseils de laboratoires et d'écoles doctorales, obtenir leur appui et élaborer des demandes de financement argumentées, le nombre d'invitations (26, soit 30 % des communicants) qui paraissait « hors norme » à plusieurs institutions partenaires, par comparaison avec d'autres colloques en études africaines, put être financé<sup>16</sup>. La première stratégie consista à moins investir dans les postes de

dépense qui engouffrent souvent les plus grandes parts de budget, tels que la restauration, sans sacrifier la qualité mais en élargissant l'éventail des fournisseurs. La seconde stratégie impliqua de renvoyer certaines structures universitaires à leurs contradictions, notamment les institutions africanistes et/ou investies dans des partenariats avec des pays du « Sud » qui n'avaient pas donné suite ou avaient rejeté les sollicitations financières du comité. Des dossiers détaillant les raisons de ces demandes de soutien furent élaborés en soulignant qu'elles s'accordaient justement avec les objectifs de collaboration et de valorisation académique des chercheurs du « Sud » dont se prévale la majorité de ces structures. Le comité était en effet confronté au fait qu'en pratique, comme de nombreuses autres institutions universitaires, ces structures tendaient à accorder des fonds, non pas en fonction d'objectifs scientifiques, mais selon des critères de visibilité, tels que le nombre de leurs membres dans le comité d'organisation et le comité scientifique du colloque ou parmi les communicants et discutants, la place qu'occuperait leur logo dans le livret du programme, etc. Bertrand, Natasha, Christelle et Paul, en charge des dernières demandes de financement, adoptèrent une dernière stratégie en précisant dans ces dossiers les noms des structures sollicitées qui ne soutenaient pas le colloque, sachant que le contenu de ces demandes allait être discuté et circuler entre les institutions concernées. Ceci permit en effet d'obtenir davantage de soutiens, y compris spontanément de structures qui n'avaient pas été directement sollicitées et l'équivalent de 3 500 euros supplémentaires. Certaines marges furent ainsi dégagées afin de prendre en charge d'autres frais pour des intervenants invités qui rencontraient des difficultés particulières pour leurs visas et assurances par exemple. Ce mode d'organisation démontra donc que procéder à une sélection académique qui impliquait l'invitation de 30 % des participants en provenance d'institutions africaines était envisageable, à condition de consacrer du temps aux questions logistiques, au suivi des démarches administratives, à la révision régulière des budgets, et de solliciter le plus tôt possible et de différentes manières divers bailleurs.

- 52 Une seconde idée reçue, partagée par plusieurs institutions partenaires du colloque et la majorité du comité d'organisation, concernait l'obtention de 24 visas sollicités pour les participants africains invités. Ce fut en réalité une question plus simple à résoudre que celle des financements. Or, en raison du présupposé général selon lequel les services consulaires refuseraient d'accorder les sésames demandés, cette question fit l'objet d'une faible mobilisation du comité d'organisation pour contacter les intervenants, les ambassades et consulats français dans la douzaine de pays africains concernés, et la division Afrique du ministère des Affaires étrangères à Paris. La pratique démontra pourtant une très grande disponibilité des acteurs institutionnels sollicités : les 24 dossiers de visa furent validés en deux semaines, qui plus est entre fin décembre et début janvier, c'est-à-dire au moment des fêtes de fin d'année. Il ne fut pas nécessaire d'user de contacts spécifiques ni privilégiés au sein des consulats et du ministère. Après s'être assuré que chaque intervenant invité avait bien fourni les pièces nécessaires et leur avoir transmis les lettres d'invitation que Charlotte s'était chargée de rédiger, faire circuler le programme prévisionnel du colloque suffisamment à l'avance pour informer de ses objectifs scientifiques et du nombre de participants attendus auprès du ministère et des consulats, puis garder un contact continu avec ces interlocuteurs avant le colloque, se révéla très efficace. Des membres des comités d'organisation des précédentes rencontres Jcea avaient recommandé de solliciter la médiation d'un universitaire français reconnu et engagé dans le champ des études

africaines en France. Emmanuelle prit contact avec lui : le contenu de leurs échanges révéla qu'il supposait, à tort et sans demander confirmation, que les jeunes chercheurs invités n'avaient pas fait le nécessaire suffisamment tôt pour obtenir leurs visas, sous-entendant une habitude des universitaires africains. Or le retard accumulé était lié au comité d'organisation, qui s'était mobilisé tardivement pour finaliser les réservations de billets d'avion et d'hébergement malgré de nombreuses relances internes, et qui ne croyait pas à l'obtention de ces visas. Cet intermédiaire universitaire ne fut donc pas relancé, ses commentaires ayant été jugés déplacés alors qu'il ne s'était pas enquis de la situation réelle, et deux membres du comité d'organisation décidèrent de s'occuper du suivi des visas autrement. Le nombre de participants africains le plus important venait du Cameroun : déjà sur place depuis plusieurs mois, Émilie se chargea directement des échanges avec certains intervenants et les services de l'ambassade de France. De son côté, Christelle s'occupa en France du suivi des demandes auprès des rédacteurs du ministère des Affaires étrangères qui pouvaient interagir avec la douzaine de consulats où elles avaient été déposées. Les visas les plus problématiques à obtenir étaient au Sénégal, où les contraintes des circuits consulaires sont réputées compliquées et ne sont pas facilitées par les démarches internes au milieu universitaire local. Christelle contacta un représentant d'un institut de recherche français en expatriation à Dakar, qui la mit en contact avec un chargé d'affaires du consulat, ce qui permit à ces dossiers d'être traités et validés à temps par le consul.

- 53 Bien que la majorité du comité d'organisation du colloque, mais aussi des intervenants invités, fût sceptique, tous les consulats français, y compris au Nigeria, au Mali et au Tchad où régnaient des tensions politiques locales, délivrèrent les titres demandés, même après un second dépôt si le premier dossier avait été rejeté. Des visas spécifiques (à entrées multiples par exemple), nécessaires à des universitaires contraints de présenter régulièrement leurs travaux au « Nord » pour construire leurs parcours professionnels, furent également accordés. L'absence d'obstacle administratif majeur à ce niveau de l'organisation du colloque réfuta l'idée selon laquelle la présence d'intervenants africains à des événements scientifiques occidentaux est systématiquement compromise par les politiques migratoires, d'autant que la majorité des invités étaient de jeunes chercheurs non statutaires, c'est-à-dire inscrits dans une catégorie « à risque » aux yeux des autorités consulaires. Il n'y eut également aucune difficulté quant à leur retour. Cette partie de l'organisation du colloque aurait donc pu être facilitée si l'ensemble du comité s'était mobilisé et si elle n'avait pas fait l'objet d'idées préconçues sur la participation de jeunes chercheurs africains basés en Afrique à un événement scientifique en France.

## Conclusion

- 54 Les bouleversements scientifiques et épistémologiques qui ont affecté la structuration des études africaines à l'échelle internationale depuis les années 1970 n'ont pas été sans répercussion sur l'espace français. L'analyse de l'organisation d'un colloque de jeunes chercheurs, rattaché à ce champ scientifique et qui a eu lieu en 2016 en France, met en lumière les continuités et ruptures qui traversent les études africaines, à travers les contestations des références symboliques utilisées pour désigner l'objet scientifique « Afrique », les formulations des problématiques de travail ou encore le choix des figures représentatives de cette spécialité académique. La composition des équipes de

jeunes chercheurs, souvent plus diversifiée que celles de leurs aînés titulaires en raison des contraintes sélectives de leur recrutement, est à prendre en compte dans les questionnements et mises en cause de certains imaginaires sociaux qui imprègnent les pratiques académiques des études africaines en France. Sans tomber dans des revendications identitaires sur fond de distinction raciale, la présence de jeunes chercheurs africains et franco-africains, plus nombreux à ce niveau de l'échelle académique et ouverts à d'autres conceptions épistémiques de par leur positionnalité sociale et scientifique, influence la façon de penser et de représenter l'Afrique et ses diasporas. Leur présence pose une question simple : peut-on produire du savoir sur ce continent et ne pas prendre en compte ses chercheurs, en poste sur place et à l'extérieur ?

- 55 Toutefois, plusieurs idées reçues et mécanismes académiques continuent d'orienter et de filtrer les mobilités universitaires depuis l'Afrique en amplifiant les enjeux socio-politiques de ces circulations. L'implication de jeunes chercheurs africains dans l'organisation scientifique des études africaines en France ne permet pas nécessairement de lever ces verrous. Au-delà des hypothèses émises, ces raisons restent à être interrogées. Elles semblent résulter des logiques de reclassement social qu'impliquent les mobilités académiques vers le « Nord » (Dia, 2014) et d'un effet systémique lié au fonctionnement des institutions auxquelles par ces jeunes chercheurs sont rattachés en France. Ces observations rejoignent les conclusions de A. Gueye (2016) sur les partenariats entre universitaires africains de la diaspora en Amérique du Nord et leurs pairs basés en Afrique, dont les dispositifs reposent moins sur des logiques identitaires ou patriotiques que sur l'institutionnalisation d'un mécanisme de compétition et des contraintes structurelles inscrites dans la reproduction de la profession et les processus de socialisation du champ universitaire. Ainsi, les chercheurs africains en poste dans des universités nord-américaines intègrent des relations académiques avec des pairs basés en Afrique à des enjeux de carrière selon des logiques de collaboration qui comprennent une hiérarchie inhérente, même si elles sont oblatives et spontanées, et qui préservent leurs intérêts. Ils s'investissent en faveur du système universitaire africain avec des pairs en poste dans les institutions du continent les plus cotées et situées dans des pays aux capitaux éducatifs et socio-économiques supérieurs (Gueye, 2016). Par conséquent, on peut supposer que le statut de jeune chercheur africain non titulaire en France, qui implique une pratique et un prestige universitaires restreints, focalise moins l'intérêt des États africains pour leur diaspora, ne s'inscrit plus désormais dans l'idéologie d'un engagement pour l'Afrique qu'avaient fait émerger des collectifs étudiants dans les années 1950 (Gueye, 2001), ne peut favoriser un investissement fort envers des pairs basés en Afrique. Il faudrait que les premiers parviennent d'abord à assurer leur carrière en France.
- 56 On observe donc la prégnance d'inégalités entre « Nord » et « Sud » dans la mobilité des jeunes chercheurs qui travaillent sur l'Afrique et dans la valorisation des savoirs qui dessine des hiérarchies scientifiques et définit en retour des critères de reconnaissance académique, selon des modes de concurrence entre élites et entre institutions. Toutefois, les filtres qui en résultent ne sont pas incontournables si des acteurs volontaires, conscients de ces inégalités et guidés par des conceptions éthiques, adoptent des stratégies de subversion (Bourdieu, 1975) face aux habitus scientifiques et institutionnels. Se pose surtout la question de la pérennisation de ces manœuvres, qui se heurte à l'avancée des carrières.

- 57 Si la fonction scientifique est déterminée socialement et implique des effets idéologiques (Copans, 1971), il semble donc nécessaire d'analyser la production académique des études africaines, en France comme ailleurs, au prisme des positionnements des chercheurs dans ce champ, des obstacles à la circulation des connaissances, et des (dé)connexions opérées avec les réalités socio-économiques du continent africain, ses institutions universitaires et leurs acteurs. Car les conditions dans lesquelles sont construits et véhiculés les savoirs influencent et modèlent la teneur, le choix et la visibilité des objets scientifiques, ainsi que les carrières, mobilités et trajectoires académiques vers, à partir de, et en Afrique.

*Je remercie les coordinateurs de ce numéro, H. Dia et L. Ngwe, pour m'avoir invitée à développer une analyse réflexive sur des pratiques académiques et des « expériences connues, vécues... mais rarement écrites », pour reprendre les termes de F. Ouattara et V. Ridde (2013).*

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Ahmad, A. (1992). *In Theory. Classes, Nations, Literatures*. London: Verso, pp. 1-42.
- Appiah, A.K. (1992). *In My Father's House. Africa in The Philosophy of Culture*. Oxford: Oxford University Press.
- Amselle, J.-L. (2001). *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*. Paris : Flammarion.
- Amselle, J.-L. (2008). *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*. Paris : Stock.
- Amselle, J.-L. (2010). *Révolutions. Essai sur les primitivismes contemporains*. Paris : Stock.
- Bayart, J.-F. (2010). *Les études postcoloniales. Un carnaval académique*. Paris : Karthala.
- Bourdieu, P. (1975). Les spécificités du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison. *Sociologie et sociétés*, 7(1), 91-188.
- Bourdieu, P. (2003). L'objectivation participante, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 150(5), 43-58.
- Bourdieu, P. (2001). *Science de la science et réflexivité*. Paris : Seuil
- Cahen, M. (1997). Africains et africanistes : à propos de l'article de Ch. Didier Gondola. *Politique africaine*, 68, 149-155.
- Canut, C. (2015). De l'ethnie comme de la langue ? In A. Mangeon (dir.), *Anthropolitiques* (pp. 103-123). Paris : Karthala.
- Caramel, L. (2015). L'Afrique révoltée sous l'œil des chercheurs européens, *Le Monde*, 23 juin, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/06/23/l-afrique-revoltee-sous-l-il-des-chercheurs-europeens\\_4660081\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/06/23/l-afrique-revoltee-sous-l-il-des-chercheurs-europeens_4660081_3212.html).
- Cervulle, M. (2012). La conscience dominante. Rapports sociaux de race et subjectivation. *Cahiers du Genre*, 53(2), 37-54.
- Copans, J. (1971). Pour une histoire et une sociologie des études africaines. *Cahiers d'études africaines*, 43(11), 422-447.

- Copans, J. (1998). Six personnages en quête d'un africanisme, *Politique africaine*, 69, 100.
- Dedieu, J.-P. (2003). Les élites africaines, enjeu de la diplomatie scientifique des États-Unis. *Politique étrangère*, 68(1), 199-131.
- De l'Estoile, B. (1997). Africanisme et Africanism. Esquisse de comparaison franco-britannique. In A. Piriou, E. Sibeud (dir.), *L'africanisme en questions* (pp. 19-42). Paris : EHESS.
- Dia, H. (2014). Globalisation et mobilité pour études : les enjeux africains, *Hommes et migrations*, 1307, 6-7.
- Diagne. S.B. (2013). *L'encre des savants : réflexions sur la philosophie en Afrique*. Paris : Présence africaine.
- Diawara, M. (2009). De la fabrique des savoirs et des normes intellectuelles. À propos de *L'Occident décroché*. Enquête sur les postcolonialismes de Jean-Loup Amselle, *Politique africaine*, 116(4), 185-191.
- Diawara, M. (2016). *We are not the same*. Communication présentée au Workshop *Les enjeux de la recherche dans des contextes de proximité*. Ouagadougou: Point Sud.
- Dirlik, A. (1994). The Postcolonial Aura: Third World Criticism in the Age of Global Capitalism, *Critical Inquiry*, 20(2), 328-356.
- Dozon, J.-P. (2003). *Frères et sujets : la France et l'Afrique en perspective*. Paris : Flammarion.
- Droz, Y., Mayor, A. (dir.) (2009). *Partenariats scientifiques avec l'Afrique : réflexions critiques de Suisse et d'ailleurs*. Paris : Karthala.
- Frankenberg, R. (2001). The Mirage of an Unmarked Whiteness. In B. Brander Rasmussen et al. (dir.), *The Making and Unmaking of Whiteness* (pp. 72-96). Durham, NC: Duke University Press.
- Gaillard, J., Waast, R. (1988). La recherche scientifique en Afrique. *Afrique contemporaine*, 148, 3-29.
- Gérard, E., Wagner, A.-C. (2015). Introduction. Élités au Nord, élites au Sud : des savoirs en concurrence ? *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 14, 7-24.
- GIS Études africaines (2016). *Les études africaines en France. Un état des lieux*. Groupement d'Intérêt Scientifique Etudes africaines en France, Rapport pour le CNRS
- Gondola, Ch. D. (1997). La crise de la formation en histoire africaine en France, vue par les étudiants africains, *Politique africaine*, 65, 132-139.
- Gueye, A. (2001). *Les intellectuels africains en France*, Paris : L'Harmattan.
- Gueye, A. (2002). Dark side of the African brain drain: experiences of Africans holding doctoral degrees in social sciences and humanities living in France. *African issues*, 30(1), 62-65.
- Gueye, A. (2004). Sacre ou sacrifice. La condition des chercheurs africains dans la mondialisation universitaire, *Cahiers du Brésil contemporain*, (57-58/59-60), 305-318.
- Gueye, A. (2011). Quelques réflexions sur la contribution des chercheurs africains expatriés à la recherche en sciences humaines et sociales en Afrique. In M. Leclerc-Olive, G. Scarfo Ghellab, A.-C. Wagner (dir.), *Les mondes universitaires face au marché. Circulations des savoirs et pratiques des acteurs* (pp. 325-337). Paris : Karthala.
- Gueye, A. (2016). Expatriation et développement : l'investissement des universitaires africains en poste en Amérique du Nord dans le renforcement des institutions de recherche scientifique en Afrique, *Journal of African Transformation*, 1(2), Codesria & Eca, 23-50.

- Gueye, A. (à paraître, 2019). Tournent-ils le dos à la France ? Les chercheurs africains face à l'Université française dans le nouvel ordre académique made in USA, *Histoire de la recherche contemporaine*.
- Kapp, S. (2015). Un apprentissage sans normes explicites ? La socialisation à l'écriture des doctorants. *Socio-logos*, 10, <http://socio-logos.revues.org/3008>.
- Keim, W. (2010). Analyse des invitations de chercheurs étrangers par l'EHESS. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 9, 33-52.
- Mathieu-Fritz, A., Quemin, A. (2007). Publier pendant et après la thèse. *Socio-logos*, 2, <http://socio-logos.revues.org/107>.
- Mbembe, A. (2000). À propos des écritures africaines de soi. *Politique africaine*, 77, 16-43.
- Mbembe A. (2006), Qu'est-ce que la pensée postcoloniale ? *Esprit*, <http://www.esprit.presse.fr/archive/review/article.php?code=13807>.
- Mkandawire, T. (1995). Three generations of African academics: a note. *Transformation*, 28, 75-83.
- Mudimbe, V.Y. (1988). *The invention of Africa. Gnosis, philosophy and the order of knowledge*. Bloomington, Indianapolis: Indiana University Press.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2011). Promouvoir la recherche face à la consultance. Autour de l'expérience du LASDEL au Niger. *Cahiers d'études africaines*, 202-203(2), 511-528.
- Ouattara, F., Ridde, V. (2013). Expériences connues, vécues... mais rarement écrites : à propos des relations de partenariat Nord-Sud. *Nouvelles pratiques sociales*, 25(2), 231-246.
- Pouchepadass, J. (2007). Le projet critique des *postcolonial studies* entre hier et demain. In M.-C. Smouts (dir.), *La situation postcoloniale. Les postcolonial studies dans le débat français* (pp. 173-218). Paris : Presses de Sciences Po.
- Pouchepadass, J. (2010). Jean-François Bayart. Les Études postcoloniales. Un carnaval académique, *Afrique contemporaine*, 235(3), 149-152.
- Quashie, H. (2019). L'expatriation de la recherche française en Afrique subsaharienne : distinctions raciales et épistémologies scientifiques (Sénégal, Madagascar, Bénin), *Histoire de la recherche contemporaine*.
- Shinn, T., Vellard, D., Waast, R. (2010). Introduction. La recherche au Nord et au Sud : coopérations et division du travail. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 9, 7-31.
- Sylvanus, N. (2002). L'étoffe de l'africanité. *Les Temps modernes*, 620-621(4), 128-144.
- Tonda, J. (2012). L'impossible décolonisation des sciences sociales africaines. *Mouvements*, 72(4), 108-119.
- Wai, Z. (2015). On the Predicament of Africanist Knowledge: Mudimbe, Gnosis and the Challenge of the Colonial Library, *International Journal of Francophone Studies*, 18(2-3), 261-288.

## NOTES

1. Ce champ réunit des disciplines des sciences humaines et sociales variées, telles que l'anthropologie, l'archéologie, la démographie, le droit, l'économie, la géographie, l'histoire, la littérature, la linguistique, la science politique et la sociologie.
2. Cet article se concentre sur l'organisation académique et la structuration sociale du champ des études africaines en se référant à des milieux universitaires et de recherche basés en France,

mais plusieurs de ses mécanismes systémiques et orientations épistémologiques imprègnent aussi le fonctionnement d'instituts académiques français implantés en Afrique (Quashie, 2019).

3. Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique. Le siège social de cet institut de recherche panafricain est basé à Dakar (Sénégal).

4. Voir les analyses de J. Pouchepadass (2007, 2010) sur la réception des études postcoloniales en France.

5. Ces acteurs académiques peuvent tout autant se présenter comme « Français », « Français d'origine africaine » ou encore « Africains de nationalité française ». Au-delà des impacts de l'idéal républicain sur ces étiquettes identitaires, elles sont le produit de l'appartenance sociale de ces acteurs, de celle de leur famille, de la possession d'une ou plusieurs nationalités et des discriminations dont ils peuvent faire l'objet sur la base de leurs « origines » dans leur quotidien en France ou en Afrique.

6. La première édition a eu lieu en 2013, année de la constitution du GIS Études africaines en France.

7. Il est important de noter que lorsque des équipes de travail réunissent un groupe d'acteurs aussi important, on observe des investissements très inégaux dans les tâches à réaliser. Ceci a une incidence sur les débats pour lesquels tous les acteurs ne se prononcent pas, ce qui tend à exacerber les concurrences et désaccords.

8. Tous les prénoms utilisés dans ce texte ont été modifiés. Je suis incluse dans cet anonymat en tant que membre du comité d'organisation de l'événement présenté. Les données recueillies sont donc issues d'une observation participante. L'analyse du champ académique trouvant sa principale difficulté dans le fait de pouvoir exposer ouvertement ce qui est observé, au risque d'entraver son propre parcours professionnel, j'ai privilégié une analyse qui objective chaque acteur impliqué. Ont donc été mises de côté les divergences et inimitiés personnelles qui n'apporteraient rien. Cet article vise à analyser les positionnements et pratiques académiques décrits en les replaçant dans un contexte scientifique précis, selon l'idée d'« objectivation participante » de P. Bourdieu (2003), plutôt qu'à figer et personnaliser des antagonismes entre pairs.

9. Ce colloque a duré deux journées et demie. Les thématiques principales concernaient les mobilités et migrations, les pratiques religieuses, les circulations artistiques, les pratiques de soin, les problématiques environnementales, la gestion du foncier, les appartenances citoyennes, les enjeux géopolitiques, les créations musicales, les interventions développementalistes, le genre et les sexualités, les pratiques linguistiques, la critique politique, les sociabilités urbaines, le panafricanisme, les nationalismes, les fabriques mémorielles, le patrimoine et ses enjeux touristiques en Afrique.

10. Les problématiques dans ces espaces de discussion concernaient plus particulièrement l'usage des paradigmes postcoloniaux dans les études africaines, les rôles et statuts du chercheur dans l'enquête de terrain en Afrique, l'héritage et l'actualisation du concept de classe sociale dans la production des savoirs sur les sociétés africaines, ainsi que les pratiques académiques et institutionnelles qui structurent la recherche spécialisée sur ce continent.

11. Une vingtaine de jeunes chercheurs participants au colloque, sélectionnés par des membres du comité d'organisation et des comités de rédaction de ces revues, ont bénéficié de conseils pour l'écriture de leurs articles et d'explications sur les processus de publication académique. Celle-ci étant la phase ultime de tout projet de recherche, alors que ses normes et procédés sont transmis de manière peu explicite dans le milieu universitaire (Kapp, 2015) et augmentent les concurrences professionnelles (Mathieu-Fritz et Quemin, 2007), le comité d'organisation avait estimé importante la tenue de plusieurs ateliers d'écriture.

12. Tissu en coton imprimé et coloré qui sert à la confection de tenues vestimentaires quotidiennes dans plusieurs pays africains et qui représente notamment les pagnes féminins.

13. Ces impensés, qui divisaient de manière sous-jacente le comité d'organisation, s'exprimaient aussi sous d'autres formes. Plus tard, par exemple, Claire publia des photos d'une mission de recherche en Afrique, qui, lorsqu'elles circulèrent, interrogèrent plusieurs membres africains et franco-africains du comité, ainsi que leurs connaissances parmi des chercheurs titulaires français et africains, en raison des légendes exotisantes qui les accompagnaient. Il en fut de même pour des photos publiées par Bertrand, qui valorisaient une image tropicale du pays africain où il s'était rendu pour un colloque.

14. Ce terme est entendu en tant que construction sociale. Il renvoie à la place invisibilisée sur les plans démographique, socio-économique, politique et intellectuel d'acteurs sociaux qui se pensent comme extérieurs aux processus de racisation, notamment dans les pays occidentaux (Frankenberg, 2001 ; Cervulle, 2012).

15. Sur la mailing liste créée après les premières rencontres JCEA, l'email d'une chercheuse française malencontreusement diffusé expliquait à Claire, qui lui avait visiblement conseillé de participer à un colloque en Afrique de l'Ouest et d'ouvrir ainsi ses réseaux académiques, qu'elle avait été sélectionnée, mais questionnait la « valeur » du comité scientifique de cet événement qui ne comprenait que des universitaires africains en poste en Afrique et méconnus au « Nord ».

16. Pour les deuxièmes rencontres JCEA, environ 10 % des intervenants provenaient d'institutions africaines. D'après l'annuaire des participants aux rencontres organisées de manière conjointe pour la quatrième édition des JCEA et la cinquième édition du colloque des chercheurs titulaires, respectivement 15 % et 22 % des communicants provenaient d'institutions africaines.

---

## RÉSUMÉS

Cet article interroge des représentations et imaginaires sociaux qui imprègnent les pratiques académiques dans le champ français des études africaines, à partir de l'analyse de la préparation d'un colloque de jeunes chercheurs spécialisé sur l'Afrique et organisé en France. Il analyse la place et la participation des chercheurs africains à la structuration de ce champ scientifique, et ce qu'elles induisent dans la production de connaissances et la circulation des savoirs. Cette critique réflexive explore les contours contrastés de l'objet de recherche « Afrique », ses symbolisations, ses représentativités académiques et les *épistémès* qu'il confronte. L'analyse met aussi au jour la reproduction sociale de plusieurs mécanismes systémiques, liés notamment à l'invisibilité des chercheurs africains affiliés à des institutions africaines et aux filtres plus académiques qu'économiques ou politiques qui peuvent entraver leur mobilité vers la France.

This paper questions social representations and imaginaries, which are embedded in academic practice in the field of African studies in France, by analyzing the preparation of a conference for junior scholars, specialized in Africa and held in France. It discusses the place and the participation of African academics in the structure of this scientific field and the way they influence knowledge production and its circulation. This reflexive critique explores the contrasted outlines of the scientific object that is "Africa," in terms of its symbolizations, its representativeness, and the episteme that it confronts. The analysis also underlines the social reproduction of several systemic mechanisms, related in particular to the invisibility of African scholars affiliated with African institutions and with the academic filters, which are more than economic or political ones, that can impede their mobility towards France.

Este artículo cuestiona las representaciones y los imaginarios sociales que caracterizan las prácticas académicas en el campo francés de los estudios africanos, sobre la base del análisis de la preparación de un simposio de jóvenes investigadores especializados en África y organizado en Francia. Analiza el lugar y la participación de los investigadores africanos en la estructuración de este campo científico ; y lo que inducen en la producción y circulación del conocimiento. Esta crítica reflexiva explora los contornos contrastantes del objeto de investigación “África”, sus simbolizaciones, sus representatividades académicas y las epistemes que confronta. El análisis también destaca la reproducción social de varios mecanismos sistémicos, particularmente relacionados con la invisibilidad de los investigadores africanos afiliados a las instituciones africanas y a los filtros más académicos que económicos o políticos que pueden obstaculizar su movilidad a Francia.

## INDEX

**Palabras claves** : estudios africanos, reflexividad, movilidad académica, epistemología, Francia, África

**Mots-clés** : études africaines, réflexivité, mobilités académiques, épistémologie, France, Afrique

**Keywords** : African studies, reflexivity, academic mobility, epistemology, France, Africa

## AUTEUR

### HÉLÈNE QUASHIE

Docteure en anthropologie, affiliée à l’Institut des Mondes Africains. Ses travaux étudient l’articulation des hiérarchies de classe et des distinctions raciales et ethnicisées dans la production sociale de la blancheur et de l’africanité, à partir des mobilités et migrations internationales.

Adresse : Institut des Mondes Africains, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 96, boulevard Raspail, FR-75006 Paris (France)

Courriel : helene.quashie[at]free.fr



## L'eau en bouteille

Marchés, matérialité et bio politiques. Introduction

*Bottled water. Markets, materiality and biopolitics*

*El Agua en botellas de plástico. Mercados, materialidad y biopolítica*

**Gay Hawkins, Emily Potter et Kane Race**

Traducteur : Céline Granjou

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/382>

DOI : 10.3917/rac.041.0681

ISSN : 1760-5393

### Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

### Référence électronique

Gay Hawkins, Emily Potter et Kane Race, « L'eau en bouteille », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 12-4 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/382> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.041.0681>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# L'eau en bouteille

Marchés, matérialité et bio politiques. Introduction

*Bottled water. Markets, materiality and biopolitics*

*El Agua en botellas de plástico. Mercados, materialidad y biopolítica*

Gay Hawkins, Emily Potter et Kane Race

Traduction : Céline Granjou

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

Introduction de l'ouvrage de Gay Hawkins, Emily Potter, Kane Race (2015), *Plastic water. The social and material life of bottled water*, Cambridge, MA: MIT Press. Traduit en français par Céline Granjou, avec l'autorisation de l'auteur et de MIT Press.

- 1 En 2004, sur une scène de Broadway, le comédien new-yorkais Lewis Black tint une longue diatribe sur l'eau en bouteille :

Les enjeux sanitaires nous ont tellement préoccupés au cours des vingt-cinq dernières années que nous avons fini par porter atteinte à l'eau. Quand j'étais enfant, l'eau, c'était la chose la plus simple du monde, c'était l'essence de la vie. Et quand vous aviez soif – car c'est le terme qui convient, mesdames et messieurs –, le terme est, et sera toujours, "avoir soif" et non pas "s'hydrater", ils ont fabriqué ce fichu mot de toutes pièces ! je pouvais aller n'importe où dans ma maison, je pouvais aller dans trois ou quatre pièces différentes, je pouvais même aller au sous-sol, et avoir de la bonne eau et la boire... et revenir et jouer, et c'était le bon temps. Mais ensuite ils ont décidé ceci – alors que toutes les villes et villages étaient raccordés à l'eau et que tout ce qu'ils avaient à faire c'était de l'assainir : "On économisera de l'argent, on n'assainira plus autant et avec l'argent économisé on pourra alors acheter l'eau au supermarché." Essayez de suivre cette logique avec moi : notre pays avait l'eau potable à la maison et même en restant enfermés, nous pouvions toujours avoir de la bonne eau, et nous avons dit : "Non, je m'en fous. Je ne veux pas que cela soit aussi commode, je veux prendre ma voiture et aller chercher de l'eau – exactement comme mes ancêtres le faisaient." Donc maintenant nous achetons l'eau à Coca-Cola et Pepsi parce que quand je pense "eau

à boire”, eh bien c’est à Coca et Pepsi que je pense comme un imbécile... Aquafina ?  
je crois que ça signifie la fin de l’eau comme nous la connaissions. (Black, 2004)

- 2 Une retranscription ne rend pas totalement compte de l’intensité de cette performance ni de la force émotionnelle d’un homme seul debout sur scène qui harangue la foule, une bouteille d’eau à la main. Car au cœur de cette diatribe il y a une rage difficilement contrôlée contre ce que les bouteilles, les marques et les compagnies de boissons font à l’eau – contre la manière dont elles transforment « l’essence de la vie » en un nouveau segment de marché.
- 3 Les compagnies internationales de boissons sont des cibles faciles. La ligne critique de Black est classique, et les audiences familières des boycotts et de la consommation citoyenne se sont montrées, sans surprise, réceptives. Mais ce sont les autres dimensions de sa diatribe qui sont les plus intéressantes, et qui attirent souvent les rires les plus vifs : ses observations précises et quasi ethnographiques de la manière dont les bouteilles d’eau en plastique se sont insinuées dans la vie de tous les jours. Le récit de Black est au fait des aspects historiques, il est empiriquement riche et imprégné d’une compréhension implicite de l’eau en bouteille comme étant bien plus qu’une marchandise diabolisée. Ses descriptions de la façon dont les robinets essaimés dans la maison rendent l’eau directement accessible, son compte rendu de la façon dont les étiquettes d’information sur la santé médicalisent l’expérience de la soif en la transformant en « prescriptions d’hydratation quotidienne », ou du fait que plus personne ne semble capable de se rendre dans un lieu quelconque sans transporter une bouteille d’eau et y siroter constamment, son récit de la longue course en voiture jusqu’au supermarché pour chercher de l’eau – toutes ces observations apparaissent dans sa présentation avec une très grande pertinence. En s’attachant à l’objet que constitue la bouteille, Black documente certaines des nombreuses nouvelles pratiques et relations dans lesquelles l’eau en bouteille est impliquée, et les manières dont ce produit anodin interfère avec les formes préexistantes de l’approvisionnement en eau potable. À la fin de ce discours se trouve explicitée, avec une grande efficacité, l’émergence d’une nouvelle réalité de l’eau.
- 4 Lorsque nous regardâmes pour la première fois cette performance sur YouTube au début de notre recherche, il y eut un instant où notre projet parut redondant. Il nous semblait que Lewis Black avait déjà tout dit. Alors nous avons commencé à penser avec Lewis Black : nous avons commencé à laisser le plaisir et l’intensité affective du rire enrichir notre sensibilité critique. Il devenait clair que ce monologue humoristique constituait un terrain aussi pertinent que n’importe quel autre pour comprendre l’émergence récente d’un marché de masse pour l’eau conditionnée, ainsi que le nombre croissant de gens qui, désormais, transportent l’eau comme un accessoire personnel. Le sketch de Lewis Black ne révélait pas seulement avec éloquence le ridicule des nouveaux marchés et des nouvelles pratiques de consommation ; lorsque le clip YouTube commença à attirer des milliers de clics et de commentaires, il devint évident que cette diatribe contribuait à la constitution de nombreuses controverses et d’un grand nombre de publics soucieux des impacts de la transformation de l’eau en un produit marchand. Ce sketch ne constituait pas simplement une satire démystificatrice, mais également un événement politique productif. La technique d’observation rapprochée développée par Black était également impressionnante. Guidé par une fascination pour ce que les bouteilles font réellement dans le monde et pour les nouvelles croyances et pratiques qu’elles suscitent, son style avait une portée implicitement ontologique. Dans son analyse, la réalité n’était pas juste là, elle était

produite, et des choses anodines comme des bouteilles en plastique y prenaient part de manière significative. Une fois reconnues la méthode et les répercussions de ce sketch, Lewis Black n'était plus pour nous une menace, mais bien un exemple à suivre.

- 5 Ce livre débute là où la conférence se termine. Comme Lewis Black, nous nous intéressons aux questions de savoir où et comment les bouteilles d'eau de marque se sont insinuées dans la vie quotidienne ainsi qu'aux implications de ce processus pour l'accès à l'eau potable en ville. Qu'est-ce qui est à l'œuvre dans le passage du fait de boire au robinet à celui de boire à la bouteille ? Cette enquête nous a conduits à explorer le développement de nouveaux marchés de l'eau ainsi que la construction de ces marchés. Quels types de dispositifs matériels, de calculs et d'arrangements ont été déployés pour transformer l'eau en un bien économique ? Comment l'eau s'est-elle trouvée détachée d'autres contextes et requalifiée en termes de boisson santé ? Ce qui nous frappe, c'est aussi le nombre croissant d'individus qui boivent désormais de l'eau dans des bouteilles plastique à usage unique. Depuis quand est-il devenu nécessaire de transporter ses provisions personnelles d'eau partout ? Comment l'eau a-t-elle émergé comme une forme de propriété portable ? Comment ces pratiques se sont-elles développées, et quels sont les divers réseaux d'attachement qui circulent entre le produit et son consommateur ? Car un dispositif commercial ne fonctionne que si les consommateurs reconnaissent les propriétés particulières qui sont attachées au produit, et qu'ils comprennent comment incorporer ce produit dans leur monde.
- 6 Au-delà des enjeux d'organisation du marché et de ceux concernant les dispositions et les pratiques des consommateurs, ce livre entend également analyser la façon dont l'eau en bouteille a généré de nombreuses « situations politiques » (Barry, 2013). Lewis Black en est un exemple – debout sur une scène new-yorkaise, il a fait de l'eau en bouteille un objet de contestation – mais il y a beaucoup d'autres controverses et situations dans lesquelles l'eau en bouteille a émergé comme un problème et un objet politiques (Braun et Whatmore, 2010) : en témoigne le nombre de campagnes de contestation de l'eau en bouteille qui ont stigmatisé ce produit quasiment dès le début de sa rapide ascension commerciale, ou encore l'accumulation des problèmes liés aux déchets plastiques que les bouteilles jetées génèrent dans le monde. Nous avons voulu comprendre les processus par lesquels l'eau en bouteille est devenue objet de controverse, et comment ses divers cadrages ont généré des conduites et des effets politiques particuliers. Néanmoins, les politiques de l'eau en bouteille ne se résument en aucun cas à cet activisme visible, à cette contestation politique organisée. S'il est vrai que les bouteilles sont impliquées dans de nouvelles réalités concernant les manières de boire et de jeter, comment ces réalités interagissent-elles subtilement (ou parfois aussi très lourdement) avec d'autres réalités ? De quelles façons les dimensions ontologiques des manières de boire de l'eau en bouteille – les nouvelles relations produites par cette habitude et les nouvelles significations qu'elle contribue à forger – interfèrent-elles avec d'autres pratiques, d'autres manières de boire de l'eau ? Ces questions sous-tendent notre intérêt pour les rapports entre l'eau en bouteille et d'autres systèmes d'approvisionnement en eau potable ainsi que pour les débats plus larges que ces rapports peuvent susciter concernant l'accès à l'eau en ville dans un contexte de pénurie d'eau de plus en plus marqué. Clairement, les bouteilles s'immiscent dans des cultures et des infrastructures hydrologiques préexistantes – ou parfois dans une absence de telles infrastructures – selon des modalités très diverses en fonction des lieux. Les bouteilles produisent alors des différences que l'on peut

appréhender en termes ontologiques. Explorer ces ontologies et leur pluralité constitue ainsi un autre objectif central de *L'Eau Plastique*.

- 7 C'est la question de la multiplicité qui ressort des questionnements qui guident ce livre – qui porte sur l'assemblage des marchés, sur les nouvelles manières de boire et sur la diversité des politiques. L'eau en bouteille a clairement des significations différentes dans différents contextes ; sa vie sociale est complexe et variée. La même bouteille d'eau en polytéréphtalate d'éthylène (PET) peut exister comme un produit, comme une ressource bénéfique à la santé individuelle, comme un objet de boycott, comme un déchet qui s'accumule, et revêtir encore bien d'autres traits. Comment aborder cette multiplicité, et comment finalement reconnaître la bouteille d'eau comme un objet ayant des caractéristiques ouvertes, qui se révèlent en situation sans être définies à l'avance ? Comment la reconnaître comme un objet possédant des capacités d'action et de transformation variables dans des contextes variés ? Bien que nous utilisions le terme générique d'« eau en bouteille », notre démarche consiste à situer l'objet, en examinant de près les relations et les associations dans lesquelles elle est impliquée. Ces relations configurent l'eau en bouteille de manière à chaque fois spécifique, et la bouteille n'est pas passive dans ce processus : elle impacte ces relations en retour. Notre objectif est de prêter attention à ces configurations afin d'étudier ces dynamiques évolutives et relationnelles et leur matérialité.
- 8 Être conscient de la multiplicité ne signifie pas ignorer la force ou la dominance de certaines configurations par rapport aux autres. L'eau en bouteille est le plus souvent décrite comme un produit destiné à la boisson – un « produit de consommation courante »<sup>1</sup>, selon la classification industrielle standard. Ce que cette classification capture, c'est une forme d'organisation du marché de l'eau particulière et relativement inédite, qui construit l'eau comme un produit de consommation immédiate, conditionné et à usage unique. Comme Tony Clarke (2007, p. 12) le note dans l'étude qui fait autorité jusqu'à présent, la consommation d'eau en bouteille comme « bien de consommation courante » a doublé entre 1993 et 2004 aux États-Unis, au point que c'est devenu la deuxième boisson commerciale en termes de quantité vendue. Un rapport Euromonitor 2010, *Drinking Cultures of the World*, atteste aussi de cette croissance significative du marché. Le rapport indique que les États-Unis demeurent le plus gros marché de l'eau en bouteille en termes de valeur, correspondant à environ un dollar sur cinq dépensés globalement. Ce rapport mentionne également que l'eau en bouteille est le nouveau produit le plus visible dans le secteur des boissons et qu'elle remet en question la dominance des boissons gazeuses sur plusieurs marchés. En Europe, qui est le centre culturel traditionnel des eaux de marque, les ventes ont stagné suite à « une révolte des consommateurs contre les bouteilles en plastique jetables » (Euromonitor, 2010, p. 14), mais les marchés émergents en Chine, en Inde, au Brésil et en Indonésie sont considérés comme « l'horizon d'espoir des acteurs multinationaux de l'eau » (p. 16). Au cœur de l'expansion spectaculaire du marché dans ces régions émergentes se trouve le développement rapide des industries du packaging et des supermarchés, ces deux éléments constituant des facteurs essentiels pour la croissance du marché. En dépit des différences marquées de cultures et d'habitudes en matière de boisson de par le monde et en fonction des moments, l'eau en bouteille est habituellement vendue comme un produit ayant une courte durée de conservation et un renouvellement rapide, conçu pour être facilement transporté et consommé. En outre les aspects concernant le rôle de l'emballage, les modalités spécifiques de consommation, et les contextes d'achat sont des détails d'importance. Ils mettent en lumière la diversité des

éléments et des dispositifs impliqués dans la manière dont l'eau a été transformée en un produit commercial de consommation courante.

- 9 Bien sûr, l'eau a été commercialisée bien avant de devenir un produit de consommation courante. Au-delà de la longue histoire des marchés d'eau minérale de luxe, qui remonte au dix-neuvième siècle, il y a aussi le rôle significatif des petits vendeurs d'eau et des gros fournisseurs qui vendent de l'eau dans des containers de vingt litres dans les nombreux endroits où les réseaux de distribution sont inexistantes ou peu sûrs (Euromonitor, 2010 ; Kjellén et McGranahan, 2006). Il y a aussi la « privatisation » des services publics de l'eau au cours des trente dernières années dans de nombreux pays, qui se manifeste dans les diverses transformations des marchés en place ou en cours (voir Bakker, 2003, 2010). Ces autres marchés de l'eau ont des histoires, des géographies et des configurations distinctes et, bien que notre propos soit centré avant tout sur l'eau en bouteille en tant que produit commercial de consommation courante, ses interactions avec l'eau sous d'autres formes commerciales ou non commerciales sont importantes dans notre analyse. Le point clef est que l'eau peut être transformée en objet commercial de différentes manières, si bien qu'il est crucial de considérer avec attention les processus spécifiques par lesquels elle se trouve « économicisée » (Muniesa, Millo et Callon, 2007, p. 3).
- 10 Si l'eau en bouteille possède désormais une identité reconnue comme produit de consommation courante, pour autant cette identité est instable. En dépit de tous les messages publicitaires promettant une « pureté naturelle » ou de « l'hydratation où que vous soyez », ces qualifications et cadrages commerciaux sont sujets à une renégociation incessante lorsque la bouteille circule et se trouve échangée, consommée, re-remplie, jetée, ou devient l'objet de n'importe quelles autres actions. Il ne s'agit pas pour nous de retracer les transformations de l'identité et des caractéristiques de l'eau en bouteille tout au long de la filière économique, comme si les structures et les réseaux du capitalisme avaient toujours le dernier mot. Il s'agit plutôt d'approcher la bouteille d'eau, comme on l'a déjà suggéré, comme un objet non achevé et intriqué dans une situation (Thomas, 1991), en considérant que la nature de ces intrications exige une réflexion approfondie.
- 11 Pour Michel Callon (1998, p.19), comprendre l'intrication est un projet à la fois empirique et théorique. Cela implique d'étudier la manière dont les choses se trouvent arrangées ou composées d'une manière spécifique, et comment ces arrangements en viennent à exercer des effets dans le monde ou à susciter certaines actions qui n'ont pas de connexion évidente avec une logique directrice sous-jacente. Un autre terme qui capture ce processus dynamique d'ordonnement, ainsi que la contingence de ces arrangements, est celui d'« assemblage ». Dans *L'Eau Plastique*, nous nous appuyons sur l'héritage des riches débats portant sur l'émergence et les transformations incessantes des conditions des assemblages, afin d'explorer la façon dont des ontologies sociales évolutives sont construites, stabilisées, et suscitent des effets variés (voir Bennett, 2010 ; DeLanda, 2006 ; Deleuze et Guattari, 2003 ; Law, 2004a). Bien que nous nous intéressions de façon centrale à l'organisation des marchés de masse de l'eau en bouteille, nous considérons ces marchés comme provisoires et en cours de déploiement : leur assujettissement à des formes de contrôle intentionnel n'est jamais que partiel.
- 12 Ce centrage sur l'assemblage et ce qu'il évoque en termes de relations et d'hétérogénéité est sans doute dérangeant si l'on appréhende la montée de l'eau en

bouteille comme un symptôme du pouvoir véritable des firmes, du capitalisme et de l'idéologie néolibérale. En effet, ces derniers ne représentent pas seulement des formes de domination sociale majeures, mais ils constituent aussi des causes structurelles bien identifiées de la marchandisation de l'eau, qui donnent prise à l'opposition politique. Le problème qui résulte de la focalisation sur ces macrostructures est que les processus complexes d'émergence du marché et d'*agencement* (Çalışkan et Callon, 2010) se trouvent souvent réduits à un petit nombre de déterminants. La représentation du politique comme quelque chose d'externe ou d'extérieur au marché nous pose également problème. S'il ne fait aucun doute que les dynamiques de cadrage et de construction des mesures de calcul, en interne aux marchés, visent effectivement à positionner le politique comme étant en dehors du cadre, dans le domaine des « externalités », ce processus n'est cependant jamais achevé. Comme Andrew Barry et Don Slater (2002, p. 185) le pointent, « le fait de cadrer les marchés, loin de limiter la possibilité de l'existence de conflits et négociations politiques, produit quelque chose comme une surface sur laquelle les formes de conflit, de négociation et de réflexion politique peuvent se condenser ».

- 13 Nous ne contestons pas la présence et la force du capitalisme et des firmes multinationales dans le secteur des boissons ; mais nous choisissons de porter notre regard sur les myriades d'éléments, de techniques et de concepts qui sont déployés pour produire des cadres permettant de faire de l'eau un bien économique, et sur les manières précises dont ces cadres se trouvent problématisés et deviennent l'objet de multiples formes de contestation. Ce n'est pas parce que nous refusons les abstractions que sont les grands concepts ainsi que l'analyse politique guidée avant tout par la critique et la condamnation morale, que, pour autant, nous abandonnons toute perspective politique sur les marchés. Nous voulons explorer la manière dont les situations politiques précises sont assemblées, en pratique, en lien avec l'eau en bouteille, et les façons dont ces situations émergent, souvent, via des mécanismes de contamination créative par les marchés. C'est en réfutant l'opposition rigide entre économie et politique que l'on peut alors percevoir les conditions de leur « hybridation clandestine » (Cochoy, Giraudeau et McFall, 2010, p. 141), ainsi que la façon dont le politique est immanent à de nombreuses modalités du marché.
- 14 Le souci de comprendre la production et l'accomplissement du politique dans des cas spécifiques est ainsi central dans notre approche – c'est-à-dire le souci de comprendre comment différents acteurs déploient des analyses et des catégories politiques particulières permettant de faire de l'eau en bouteille un objet de mobilisation. Cette manière de concevoir le politique – comme un genre d'activité tactique, pragmatique et située – permet de révéler une diversité remarquable d'acteurs et d'enjeux politiques, un champ incroyablement dynamique de débats et de publics aux prises avec les nombreux aspects dérangeants de l'eau en bouteille, depuis le contenant jusqu'au contenu et aux firmes qui le produisent. Il n'est guère étonnant que ce produit ait pu être décrit en termes de « nouveau tabagisme » (Coren, 2008) ! Cela permet également d'analyser la manière dont les situations politiques contraignent les marchés à des négociations réflexives avec d'innombrables acteurs, des citoyens-consommateurs aux ONG, lorsque le produit se trouve redéfini comme un problème.
- 15 Notre appréhension du politique n'ignore pas les firmes ni le capital, mais elle les déloge du centre de l'histoire de l'eau en bouteille. L'approche performative et empirique de l'assemblage des marchés que nous développons ici permet de ne pas

réduire une multiplicité de participants et d'effets à la logique inexorable d'un seul élément directeur. Nous refusons de ramener les causes du développement d'un marché à un unique déclencheur ou facteur structurel. À rebours, notre approche considère la manière dont l'*agencement* d'un marché – sa capacité à générer des actions économiques ou non économiques (attendues et imprévues) – émerge dans la dynamique d'arrangement et de combinaison des éléments sociotechniques, corporels, discursifs et matériels qui le forment. Les firmes de boissons et les flux de capitaux sont des éléments cruciaux, mais de nombreux autres dispositifs, combinaisons et pratiques contribuent à actualiser et à étendre les relations économiques de manière tout aussi cruciale. Nous ne présumons pas que tous les actants se valent ou se trouvent exactement au même niveau, mais nous insistons sur le fait que l'agentivité d'un assemblage est toujours distribuée : à côté d'éléments dotés d'une intentionnalité puissante, il existe « une série hétérogène d'actants ayant des niveaux de puissance et d'effectivité partiels, conflictuels ou qui se recoupent en partie » (Bennett, 2010, p. 33).

- 16 Dans l'idée de passer d'une économie politique générale à une perspective politique sur les marchés de l'eau en bouteille, nous commençons cet ouvrage en examinant trois éléments : la bouteille, l'eau, et le type d'usage qui en est suggéré, à savoir : siroter constamment à la bouteille. Nous n'avons pas fait ce choix au hasard. Nous soutenons que chacun de ces éléments ainsi que leurs relations complexes affectent l'action économique de manières multiples et significatives. La bouteille en PET constitue une forme d'emballage plastique innovant, qui a d'abord été utilisée dans l'industrie des boissons au début des années 1980, avec un impact phénoménal. La fonction explicite de ce dispositif économique était de réduire les coûts en réduisant le poids de l'objet, tout en conservant les qualités du verre de durabilité et de stabilité chimique. Or c'est l'affinité remarquable du PET avec l'eau qui est ressortie de manière inattendue de cette rematérialisation inédite du conditionnement des boissons, c'est-à-dire le fait que les qualités sémiotiques et matérielles du PET paraissent augmenter la transparence biophysique de l'eau, générant l'idée d'une pureté propre qui lui serait associée ; est ressortie aussi la façon dont la fluidité et la clarté de l'eau étaient amplifiées par la plasticité du plastique lui-même. Mais cette alliance puissante entre l'emballage et le produit n'est rien sans d'autres actions transformatives, comme l'intensification plus générale du recours aux marques et l'évolution des préoccupations des consommateurs concernant leur bien-être personnel. Le développement de la bio-citoyenneté a rendu relativement aisé de produire un sujet qui puisse s'attacher à l'eau en bouteille au nom d'un désir de santé.
- 17 Mais ce récit commence à résonner de manière très téléologique : d'abord est arrivée la bouteille, puis l'eau, ensuite le buveur anxieux, et enfin l'expansion rapide d'un nouveau segment de marché dans l'industrie des boissons. Telle n'est pas notre intention ; nous considérons en effet ces éléments comme des développements cruciaux à la fois en eux-mêmes et sur le plan de leurs interactions – générant des niveaux d'agentivité variés et intriqués ainsi que diverses formes de pouvoir dans les arrangements économiques. S'il n'est pas question de dénigrer la pression croissante à la marchandisation, nous nous intéressons à la manière dont cela s'est passé dans le cas précis de l'eau – comment ces éléments ont été impliqués dans l'émergence de la nouvelle réalité de l'eau comme produit commercial de consommation courante. En effet, c'est en prêtant attention à ces éléments que l'on peut dépasser le dualisme entre sujets et objets, ou entre la production et la consommation. Loin de considérer que le consommateur d'eau en bouteille serait manipulé par la publicité ou assujéti à des

désirs trompeurs ou des anxiétés artificielles au sujet de l'eau du robinet, nous considérons la manière dont ces trois éléments – l'emballage, la marque et les nouveaux discours de santé eux-mêmes – sont impliqués collectivement et différenciellement dans la redéfinition de l'eau, générant diverses opérations de requalification de l'eau. En empruntant la définition du marché donnée par Callon (1998) en termes de « dispositif de co-ordination », c'est-à-dire d'un assemblage continûment évolutif qui permet de formuler la valeur des biens et de les échanger, nous examinons la manière dont les marchés de l'eau en bouteille organisent les relations entre humains et non-humains (matérialités, discours, dispositifs socio-techniques) et transforment, à un degré ou un autre, tout élément impliqué dans les arrangements économiques en un opérateur de qualification et de calcul de la valeur des biens. Ces calculs de valeur ne sont pas seulement réalisés par l'intermédiaire des chiffres de vente mais aussi via la myriade de manières dont les bouteilles d'eau génèrent des attachements spécifiques chez les consommateurs – par exemple lorsque le buveur devient un agent de qualification et de calcul de la valeur de l'eau lorsqu'il choisit et transporte une bouteille d'eau. Comme Liz McFall (2009, p. 275) le dit, « la vertu d'une sociologie de l'attachement économique n'est pas de nous parler de la consommation en général... mais de nous parler du caractère distribué et matériel de processus économiques spécifiques ».

- 18 Nous explorons ces trois éléments dans la partie I de l'ouvrage, intitulée « L'eau en bouteille comme événement ». Notre approche de l'événement est à la fois littérale et philosophique. L'essor rapide des marchés de masse de l'eau en bouteille n'est pas simplement quelque chose qui s'est passé dans un temps progressif, comme un développement inédit du secteur des boissons, mais il résulte aussi de l'actualisation de relations nouvelles et souvent surprenantes entre les bouteilles, l'eau et les corps des buveurs d'eau, ainsi que sur chacun de ces trois plans. Cette approche est pertinente parce qu'elle modèle les événements comme des processus par lesquels les choses deviennent différentes, sans réductionnisme. En cherchant à comprendre comment les marchés de masse de l'eau en bouteille se sont construits, cette partie se déplace dans le temps et dans l'espace : de l'invention de la bouteille en PET en 1973 dans un laboratoire DuPont aux pratiques de mise en économie de l'eau de source au dix-neuvième siècle en France et au développement de la « science de l'hydratation » avec la montée du jogging aux États-Unis dans les années 1970. Tous ces éléments ont contribué à cristalliser l'événement des marchés de masse de l'eau en bouteille : il ne se serait pas passé sans eux, mais en même temps ils ne participent pas simplement à son avènement en suivant une pure logique de cause à effet. La pensée de l'événement appréhende alors les processus d'assemblage des marchés comme étant à la fois historiques et contingents. Plutôt que d'expliquer le développement rapide du marché en suivant une logique d'expansion économique inexorable, nous examinons les modalités de causalité émergente et les manières dont les développements en matière d'emballage plastique, l'essor des eaux de marque et les nouveaux discours de santé ont interagi et se sont impactés mutuellement. Et, alors que ces éléments ont littéralement rendu possible l'essor du marché, c'est la contingence de leur rencontre qui est significative ainsi que les effets proliférants qu'elle a engendrés, qui marquent la portée philosophique de l'événement. Penser l'événement suggère également la nature distribuée de l'agentivité, c'est-à-dire la manière dont de nouvelles relations entre les choses produisent une différence. S'il n'y a aucun doute que l'eau en bouteille a produit d'innombrables différences dans de nombreux domaines – depuis la façon dont on

appréhende la qualité de l'eau jusqu'à celle dont les déchets plastiques s'accumulent –, ces différences constituent des effets réels et concrets, qui doivent être compris à la fois en termes de relations de causalité et d'émergence : il y a des forces puissantes, comme les intérêts des compagnies de boissons, qui les informent de manière relativement prévisible, mais ces effets sont en même temps contingents, imprévisibles et particulièrement diversifiés.

- 19 Dans la partie II, « La bouteille en pratiques », nous considérons la diversité des formes revêtues par l'émergence du marché de l'eau en bouteille et son essor, en analysant ce que les bouteilles font au monde. Notre objectif principal dans cette section est de comprendre comment les bouteilles d'eau sont devenues *ordinaires* : comment les bouteilles fonctionnent en pratique, comment elles acquièrent des significations, et comment elles deviennent une routine normale, caractéristique des manières quotidiennes de boire et de jeter. Nous nous focalisons sur trois villes asiatiques, Bangkok, Chennai et Hanoi. Ces terrains nous ont permis d'enquêter sur le développement de pratiques associées aux bouteilles dans des lieux où les marchés progressent rapidement et où les réseaux de distribution d'eau sont inexistantes ou peu sûrs. Dans ces villes, la fragmentation de l'urbanisme est la norme et notre objectif a été de comprendre comment les bouteilles s'inscrivaient dans un accès à l'eau morcelé et dans des infrastructures de gestion des déchets éclatées. Les réalités locales complexes de l'hydrologie urbaine ont des implications fortes sur la façon dont les marchés de l'eau en bouteille sont assemblés et sur les manières dont l'eau en bouteille est tout à la fois qualifiée et consommée. Le statut de l'eau en bouteille passe de celui de produit de consommation courante à celui d'élément essentiel pour la survie et les pratiques domestiques quotidiennes, tandis que la bouteille sous-tend également l'établissement de nouvelles hiérarchies concernant l'eau, qui mettent en correspondance divers usages avec diverses provenances de l'eau.
- 20 Le récit empirique détaillé des pratiques associées aux bouteilles que nous développons dans la partie II réinterroge les notions de « privatisation » et de « néolibéralisme ». S'il est clair que la montée rapide des marchés de l'eau dans les villes que nous étudions constitue une réponse opportuniste à diverses formes d'échec de l'État et à un environnement hydrique fragile, l'opposition entre public et privé est loin de rendre compte de cette complexité. C'est seulement en appréhendant la façon dont l'eau en bouteille prend sens en relation à d'autres modalités d'accès à l'eau dans le cadre des pratiques de tous les jours qu'il devient possible de comprendre à la fois les réalités ontologiques de l'eau en bouteille et les dimensions ontologiques des politiques de l'eau. Dans cette perspective, nous montrons comment l'eau en bouteille est adoptée dans les foyers de la classe moyenne à Bangkok en réponse à des inquiétudes concernant le réseau d'eau municipal, comment elle est impliquée tout à la fois dans la construction et la résolution de la pénurie d'eau à Chennai, et enfin comment l'accumulation de bouteilles jetées génère de nouvelles pratiques d'économicisation avec le cas des villages recyclant le plastique dans la banlieue de Hanoi. Nous nous intéressons aux pratiques sociales et à leurs dynamiques, et finalement aux manières dont l'eau en bouteille participe de l'assemblage et de la production de nouvelles réalités concernant les manières de boire et de jeter. Le problème essentiel avec lequel nous sommes aux prises dans cette section est de comprendre comment les bouteilles génèrent ce que nous appelons des effets politiques « souterrains », qui normalisent les modalités marchandes d'accès à l'eau comme étant plus sûres, plus commodes, ou plus conformes à l'idée de réussite sociale, et qui, dans le même mouvement, sapent

implicitement le combat en faveur du développement de formes publiques, ou non marchandes, d'accès à une eau potable saine.

- 21 Enfin dans la partie III, « Boire éthique », nous analysons la façon dont l'eau en bouteille a été politisée et transformée en « situation chaude » pour reprendre l'expression désormais bien connue de Callon (2008). Ici, les effets politiques ne sont absolument pas souterrains, et ils n'opèrent pas simplement dans les registres de l'interférence ontologique. Au contraire, le recours à la contre-information, les campagnes des ONG et les réseaux activistes minoritaires, parmi d'autres mécanismes, contribuent à mettre au grand jour les externalités et les impacts des marchés de l'eau en bouteille. Nous nous intéressons à l'émergence de situations politiques variées de contestation des usages et des effets de l'eau en bouteille et à l'évolution de ces situations. Nous nous inspirons ici des récents débats sur les politiques de la matérialité (Barry, 2013 ; Braun et Whatmore, 2010 ; Marres, 2012) qui pointent le rôle des nombreux dispositifs matériels dans la constitution de l'action politique, et sur les analyses de la manière dont la prolifération croissante des controverses portant sur des objets matériels participe de la formation des publics autour de certains enjeux et préoccupations. À travers une enquête portant sur trois situations politiques différentes – la campagne *Inside the Bottle* orchestrée par l'institut canadien Polaris, la stratégie marketing *FilterForGood* développée par la compagnie Brita qui commercialise des filtres à eau aux États-Unis, et la réintroduction des fontaines publiques dans une ville australienne –, nous explorons quelques questions clefs. Premièrement, comment ces situations contribuent-elles à redéfinir l'eau en bouteille comme un problème politique – et quels aspects de l'eau en bouteille sont-ils reconfigurés comme éthiquement perturbants ? Et deuxièmement, quelles techniques et quels dispositifs pratiques sont-ils déployés pour assembler des publics désireux de dire non à la bouteille ?
- 22 Chacune de ces campagnes implique une large palette de gens qui deviennent des « communautés de personnes affectées » (Marres, 2012). Ces campagnes montrent que l'eau en bouteille n'est pas simplement un objet problématique saisi par les délibérations politiques et la critique activiste ; l'eau en bouteille est aussi un acteur politique en elle-même – quelque chose qui peut acquérir d'intenses « pouvoirs d'engagement ». C'est le terme utilisé par Noortje Marres pour décrire des modalités contemporaines de participation politique qui vont au-delà de la simple information des citoyens concernant les problèmes en jeu, jusqu'à la transformation active des pratiques matérielles de la vie quotidienne. Dans ces situations, l'engagement politique est à la fois incarné et plus qu'humain : il requiert des objets, des technologies, et des pratiques spécifiques afin d'insuffler de la participation politique et de fabriquer des publics. Le défi pour l'analyste est alors de retracer empiriquement les mécanismes d'assemblage de ces réseaux autour des enjeux éthiques et politiques de l'eau en bouteille, et de rendre compte de la capacité active qu'a la bouteille d'impliquer les consommateurs en tant que publics et buveurs sensibilisés à l'éthique.
- 23 Mais que dire des effets de ces formes organisées de contestation sur les marchés de l'eau en bouteille ? Comment les marchés répondent-ils à ces débordements, et comment gèrent-ils les défis qu'ils posent vis-à-vis des dispositifs de calcul économique ? Dans le chapitre 8 de l'ouvrage, nous explorons ces questions en nous intéressant aux labels éthiques attribués à l'eau en bouteille et au développement, par les principales firmes de boisson, de stratégies marketing référant aux grandes causes

politiques et éthiques. Il serait aisé d'écarter d'un revers de main ces développements en considérant qu'ils ne représentent guère plus que des stratégies de verdissement, ou en les ramenant au mouvement incessant d'incorporation des externalités, mais nous ne cédon pas à cette position. Nous considérons plutôt qu'ils s'inscrivent dans la montée de ce que Barry (2004) dénomme le « capitalisme éthique », qui met en évidence la réflexivité des marchés et la manière dont les corporations cherchent à reformater leurs propres activités commerciales en faisant preuve d'une conduite éthique. C'est une position similaire à celle de Callon (2009) qui affirme que certains marchés se « civilisent » en développant des dispositifs sociotechniques spécifiques en réponse à divers enjeux et problématisations. L'argument de Callon n'est pas que les marchés seraient capables de tout résoudre et d'incorporer toutes les contestations, mais plutôt qu'ils peuvent mobiliser les situations de contestation politique en tant que ressources pour expérimenter de nouvelles modalités de marché.

- 24 Nous voulons donc comprendre la nature des activités et des conduites commerciales déployées pour rendre l'eau en bouteille « éthique ». Comment une compagnie rend-elle visible, ou démontre-t-elle, son souci éthique ? Et de quelles manières ces pratiques informent-elles de nouvelles relations entre les produits et les consommateurs, générant diverses formes de valeur ou de potentiel éthique pour la bouteille d'eau, le buveur, la marque et la firme de boisson ? Or les mécanismes par lesquels le marché développe des capacités spécifiques de mesure et de mise en économie permettant de produire des formes éthiques d'action et de valeur ne constituent qu'une partie de l'histoire. Nous nous intéressons également à la façon dont l'avènement de l'activisme et l'émergence d'une critique et d'une contestation d'ampleur de l'eau en bouteille sont impliqués dans ces développements. Dans quelle mesure les formes de contestation du marché et les controverses associées cessent-elles d'être des externalités pour devenir des éléments incontournables de l'architecture du marché et de son équipement de qualification ?
- 25 Au cœur de *L'Eau Plastique*, il y a le désir de comprendre comment sont advenus des marchés de masse de l'eau conditionnée, associés à de nouvelles manières de boire, ainsi que les effets politiques multi-facettes de ces développements. Si nous sommes sceptiques vis-à-vis des analyses qui réduisent ces processus complexes à l'expression de macro-forces ou de grandes problématisations, cela ne veut pas dire que nous abandonnerions une position académique critique porteuse d'intervention créatrice (Braun et Whatmore, 2010, p. xxvii). Comme nous l'avons souligné, nous cherchons en tout premier lieu à développer des analyses critiques de ces assemblages économiques ordinaires et à comprendre comment ils génèrent une multiplicité de situations et d'interférences politiques, ainsi que des réalités souterraines dérangeantes. Mais quel est alors le fondement de notre position critique ? Comment pouvons-nous considérer que ces effets politiques ne sont pas simplement de l'ordre de la tactique ou du performatif, mais s'inscrivent aussi dans des préoccupations éthiques plus universelles quant à ce que les bouteilles font à l'eau et à son rôle fondamental dans le maintien de la vie ?
- 26 Le contexte incontournable de la montée de l'eau en bouteille est celui de la biopolitique, un concept que Foucault a déployé pour décrire les mille façons dont la vie biologique devient l'objet d'une emprise et de calculs politiques (Agamben, 1998 ; Foucault, 2008). Le fondement de notre appréciation morale des effets de l'eau conditionnée en bouteille s'origine dans le constat de la centralité de l'eau pour le

maintien de la vie. Comme Karen Bakker (2003), Matthew Gandy (2006) et beaucoup d'autres l'ont affirmé, l'eau est une « ressource non substituable » ; elle est impliquée à un niveau fondamental dans une diversité de règles sociales, dans la gestion des populations, et dans des lignes variées d'interdépendance et de connexion entre l'existence humaine et la nature non humaine. L'accès à l'eau potable pour des populations en augmentation de par le monde fait partie des enjeux actuels les plus pressants, de même que la protection des sources d'eau dans les environnements hydriques fragiles. Ces réalités globales forment l'arrière-fond essentiel de nos analyses. Si nous ne les examinons pas directement, notre objectif est de comprendre comment ces réalités sont informées et amplifiées par les marchés de l'eau conditionnée, qui bien souvent actualisent – implicitement ou explicitement – des questionnements plus larges sur la valeur de l'eau et sur sa place dans l'existence de la vie. Nous cherchons ainsi à comprendre comment des modalités biopolitiques historiquement contingentes et très spécifiques se trouvent en jeu non seulement dans l'émergence de nouvelles modalités économiques associées à l'eau, mais aussi dans les discours marketing qui associent l'accès à l'eau en bouteille à l'accès à la vie.

- 27 Aborder le développement récent phénoménal de l'eau en bouteille en lien avec ce contexte biopolitique implique de prendre au sérieux la présence matérielle active des bouteilles. La prolifération des bouteilles d'eau en plastique à peu près partout dans le monde ne peut pas être interprétée comme le symptôme d'une transition historique ou biopolitique générique, telle que la montée du néolibéralisme ou des cultures du risque. Comme nous le montrerons, le véritable essaimage des bouteilles plastique est le résultat d'alliances temporaires situées et d'arrangements impromptus, dans lesquels certaines conduites et certaines matérialités (les produits de l'industrie du plastique ou l'eau de source naturelle par exemple) en viennent à prendre sens et génèrent ce que Stephen Collier et Andrew Lakoff (2005) décrivent en termes de nouveaux « régimes du vivre ». Cette expression explique l'émergence de situations dans lesquelles « vivre » devient problématique du fait que des actes les plus ordinaires comme celui de boire sont l'objet de normes changeantes, donnant lieu à des raisonnements et des pratiques matérielles qui se transforment. Cette expression indique aussi la centralité croissante des processus biologiques dans les nouvelles pratiques économiques, et les manières dont les conduites corporelles et leur évolution se matérialisent dans des réseaux complexes associant l'humain et le non-humain. Notre objectif est alors de retracer la manière dont les bouteilles plastique participent à différents régimes du vivre – comment elles sont enrôlées dans de nouveaux arrangements économiques et techniques d'approvisionnement en eau et comment elles sont susceptibles de saper la confiance dans les réseaux d'eau publics ou de faire dérailler les combats en cours pour mettre en place de tels réseaux. Cette approche permet ainsi d'examiner l'eau en bouteille sans mettre les humains ou les firmes au centre de l'histoire. Elle démarre avec la modeste reconnaissance du fait que les bouteilles plastique ne sont pas intrinsèquement des objets phobiques, mais plutôt des choses avec lesquelles nous cohabitons, et qui se matérialisent via des processus économiques variés et des habitudes quotidiennes changeantes. Cette approche permet aussi de comprendre comment la bouteille tout à la fois contient et qualifie l'eau dans divers arrangements, comment elle participe à transformer les qualités de l'eau et invite à de nouvelles formes de réflexion éthique sur les manières de boire et les manières de vivre, et comment, enfin, elle articule de nouvelles relations entre le capital et la vie.

Tous mes remerciements à Baptiste Monsaingeon pour sa relecture et ses suggestions sur la traduction.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Agamben, G. (1998). *Homo Sacer: sovereign power and bare life*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Bakker, K.J. (2003). *An uncooperative commodity: privatizing water in England and Wales*. Oxford: Oxford University Press.
- Bakker, K.J. (2010). *Privatizing water: governance failure and the world's urban water crisis*. New York: New Press.
- Barry, A. (2004). Ethical capitalism. In W. Larner, W. Walters. *Global Governmentality* (pp. 195-211). London: Routledge.
- Barry, A. (2013). *Material Politics: disputes along the pipeline*. London: Wiley-Blackwell.
- Barry, A., Slater, D. (2002). Introduction: the technological economy. *Economy and Society*, 31, 175-193.
- Bennett, J. (2010). *Vibrant matter: a political ecology of things*. Durham, NC: Duke University Press.
- Braun, B., Whatmore, S. (Eds.) (2010). *Political matter: Technoscience, democracy and public life*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Çalışkan, K., Callon, M. (2010). Economization, part 2: a research programme for the study of markets. *Economy and Society*, 39(1), 1-32.
- Callon, M. (Ed.) (1998). *The laws of the markets*. Malden, MA: Blackwell.
- Callon, M. (2008). An essay on framing and overflowing: economic externalities revisited by sociology. In M. Callon, *The laws of the markets* (pp. 244-269). Oxford: Blackwell.
- Callon, M. (2009). Civilizing markets: carbon trading between in vitro and in vivo experiments. *Accounting, Organizations and Society*, 34, 535-548.
- Clarke, T. (2007). *Inside the bottle: an exposé of the bottled water industry*. Ottawa: Polaris Institute.
- Cochoy, F., Giraudeau, M., McFall, L. (2010). Performativity, economics and politics. *Journal of Cultural Economy*, 3(2), 139-146.
- Collier, S., Lakoff, A. (2005). On regimes of living. In A. Ong, S. Collier, *Global assemblages: technology, politics and ethics as anthropological problems* (pp. 22-39). London: Blackwell.
- Coren, G. (2008). Bling-bling guzzlers are now the new smokers. *The Times*, February 2016.
- DeLanda, M. (2006). *A new philosophy of society: assemblage theory and social complexity*. London: Continuum.
- Deleuze, G., Guattari, F. (2003). *A thousand plateaus: capitalism and schizophrenia*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

- Euromonitor International. (2010). *Drinking Cultures of the World: globalization creates opportunities*, <http://www.euromonitor.com>.
- Foucault, M. (2008). *The birth of biopolitics: lectures at the Collège de France 1978-79*. Trad. G. Burchell. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Gandy, M. (2006). Zones of indistinction: bio-political contestations in the urban arena. *Cultural Geographies*, 13, 497-516.
- Kjellén, K., McGranahan, G. (2006). *Informal water vendors and the urban poor*. London: International Institute for Environment and Development.
- Law, J. (2004). *After methods: mess in social science research*. London: Routledge.
- McFall, L. (2009). Devices and desires: how useful is the “new” economic sociology for understanding market attachment? *Sociology Compass*, 3(2), 267-282.
- Marres, N. (2012). *Material participation: technology, the environment and everyday publics*. Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan.
- Muniesa, F., Millo, Y., Callon, M. (2007). An introduction to market devices. In M. Callon, Y. Millo, F. Muniesa, *Market devices* (pp. 1-12). London: Blackwell.
- Thomas, N. (1991). *Entangled objects: exchange, material culture and colonialism in the Pacific*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

## NOTES

1. FMCG pour « fast-moving consumer good » (note de la traductrice).

---

## RÉSUMÉS

*Plastic Water* s'attelle à comprendre l'émergence et le succès d'un marché de l'eau conditionnée en bouteilles plastique, en considérant la bouteille d'eau comme un objet ouvert, non achevé, et toujours intriqué dans une situation. L'ouvrage s'intéresse à dévoiler le rôle de la matérialité – les propriétés spécifiques de la bouteille plastique – dans la constitution des marchés à partir d'un travail de terrain réalisé dans trois mégapoles asiatiques ; à décrire comment la bouteille plastique s'est immiscée dans les pratiques quotidiennes du boire et les a reconfigurées ; enfin à documenter la mise en politique des marchés de l'eau en bouteille plastique via les diverses campagnes de contestation environnementale dont elle a fait l'objet, dénonçant l'accumulation de déchets plastiques.

Céline Granjou propose ici la traduction de l'introduction de l'ouvrage, adossée à la traduction du premier chapitre ainsi qu'au compte rendu détaillé de l'ensemble du livre par Baptiste Monsaingeon dans ce même numéro. Le propos est à la croisée de la sociologie économique et de la sociologie de la matérialité. Il constitue une introduction brillante et limpide au rôle de la matérialité et des objets techniques dans la constitution des pratiques et des collectifs socio-économiques ainsi que dans celle des formes de contestation politique et environnementale. L'ouvrage décortique également le corpus de savoirs (médecine du sport, savoirs de

l'hydratation) qui a largement contribué à l'omniprésence des bouteilles d'eau en plastique de par le monde.

*Plastic Water* documents the emergence and immense expansion of water packaged in plastic bottles. It focuses on plastic bottles as open-ended, unfinished objects that are always embedded in local situations and practices. It addresses the role of material objects in the construction of water markets relying on fieldwork in three big Asian cities and unpacks the specific properties of plastic bottles. It accounts for the success of plastic bottles in reconfiguring the daily practices of drinking; the streamlining of international beverage markets; and the development of political campaigns contesting bottled water and the never-ending accumulation of plastic waste it generates.

Céline Granjou provides here a translation of the introduction and first chapter of the book, while Baptiste Monsaigeon is the author of the in-depth review of the book published in the same issue of the *Revue d'anthropologie des connaissances*.

This fantastic book is located at the crossroads of the sociology of material objects and sociology of markets; it is a wonderfully clear and bright introduction to the role of material objects and industrial technologies in constituting socio-economic groups and practices, as well as forms of political contestation. It also unpacks the body of knowledge from sport science and hydration research, which has largely contributed to the success of plastic water across the world.

*Plastic Water* trabaja para entender la emergencia y el éxito de un mercado de agua en botellas de plástico, considerando la botella de agua como un objeto abierto, inacabado y siempre enredado en una situación. El libro pretende: revelar el papel de la materialidad -las propiedades específicas de la botella de plástico- en la constitución de mercados a partir del trabajo de campo realizado en tres megalópolis asiáticas; describir cómo la botella de plástico ha interferido en las prácticas cotidianas de consumo y las ha reconfigurado; y, finalmente, documentar el entorno político de los mercados de agua embotellada de plástico a través de las diversas campañas de protesta ambiental a las que ha sido sometido, denunciando la acumulación de residuos plásticos. Céline Granjou ofrece aquí la traducción de la introducción del libro, respaldada por la traducción del primer capítulo, así como por la revisión detallada del libro por Baptiste Monsaigeon en este mismo número. El tema se encuentra en la encrucijada entre la sociología económica y la sociología de la materialidad. Constituye una brillante y clara introducción al papel de la materialidad y de los objetos técnicos en la constitución de las prácticas socioeconómicas y colectivas, así como en la de las formas de impugnación política y ambiental. El libro también examina el conjunto de conocimientos (medicina deportiva, conocimientos sobre hidratación) que han contribuido en gran medida a la omnipresencia de las botellas de agua plásticas en todo el mundo.

## INDEX

**Mots-clés** : eau, marchés de l'eau, bouteille plastique, sociologie de la matérialité, sociologie économique, déchets

**Palabras claves** : agua, mercado del agua, botella de plástico, sociología económica, residuos

**Keywords** : water, water markets, plastic bottle, materiality, sociology of markets, waste

## AUTEURS

### GAY HAWKINS

Professeur à l'Institute for Culture and Society à la Western Sydney University. Ses récents ouvrages incluent : Hawkins, G., Gabrys, J., Michael, M. (Eds.) (2013). *Accumulation: the material politics of plastic*. London: Routledge; Hawkins, G. (2006). *The ethics of waste*. Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield; Hawkins, G. Muecke, S. (Eds.) (2002). *Culture and waste: the creation and destruction of value*, Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield.

Adresse: Institute for Culture and Society (ICS), University Western Sydney, Parramatta Campus, Penrith NSW 2751 (Australia)

Courriel: g.hawkins[at]westernsydney.edu.au

### EMILY POTTER

Senior Lecturer à la School of Communication and Creative Arts à Deakin University, Australia.

Adresse: Deakin University, Burwood VIC 3125 (Australia)

Courriel: e.potter[at]deakin.edu.au

### KANE RACE

Associate Professor au Department of Gender and Cultural Studies à l'University of Sydney

Adresse: University of Sydney, Camperdown NSW 2006 (Australia)

Courriel: kane.race[at]sydney.edu.au

## TRADUCTEUR\_DESCRIPTION

### CÉLINE GRANJOU (TRADUCTION)

Directrice de Recherche, Docteure en sociologie, Irstea Grenoble,

celine.granjou[at]irstea.fr



## De l'eau mise en bouteille. Chapitre 1

*Bottled water. Chapter 1*

*Agua en botellas de plástico. Capítulo 1*

**Gay Hawkins, Emily Potter et Kane Race**

Traducteur : Céline Granjou

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/424>

DOI : 10.3917/rac.041.0699

ISSN : 1760-5393

### Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

### Référence électronique

Gay Hawkins, Emily Potter et Kane Race, « De l'eau mise en bouteille. Chapitre 1 », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 12-4 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/424> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.041.0699>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# De l'eau mise en bouteille.

## Chapitre 1

*Bottled water. Chapter 1*

*Agua en botellas de plástico. Capítulo 1*

**Gay Hawkins, Emily Potter et Kane Race**

Traduction : Céline Granjou

---

### NOTE DE L'ÉDITEUR

Chapitre 1 de l'ouvrage de Gay Hawkins, Emily Potter, Kane Race (2015). *Plastic water. The social and material life of bottled water*, Cambridge, MA: MIT Press. Traduit en français par Céline Granjou, avec l'autorisation de l'auteur et de MIT Press.

- 1 À la différence de nombreux produits de consommation, l'eau en bouteille tend à attirer l'attention sur son packaging. Cette mise en exergue de la bouteille comme mode d'approvisionnement contraste avec l'ubiquité de l'eau lorsqu'elle constitue un service fourni par un réseau de distribution, autrement dit se présente sous forme de flux (tout au moins dans le Nord global). Dès lors que l'eau est mise en bouteille, ce liquide des plus ordinaires devient une boisson commercialisée et mobile, transportable. En effet, la bouteille ne contient pas simplement l'eau : elle en fait un objet permettant de nouvelles formes d'échanges commerciaux et de nouvelles manières de boire. Dire que la bouteille joue un rôle dans l'émergence de marchés de masse de l'eau peut paraître évident et même trivial ; cependant, ce qui est au cœur du phénomène de l'eau en bouteille, c'est le type de rôle qu'elle joue et ce qu'elle produit de particulier : d'où notre choix de commencer notre analyse par la bouteille. Car ce petit récipient ordinaire et pragmatique est riche de potentiel. Il a permis non seulement la matérialisation de nouvelles formes de distribution et de consommation de l'eau, mais aussi l'émergence de nouvelles formes de vie économique autour de ce liquide essentiel. Qu'est-ce donc que les bouteilles font au monde ?

- 2 Pour de nombreux commentateurs, les bouteilles ne créent que des problèmes. Lorsque les associations militantes discutent le développement fulgurant des marchés de l'eau en bouteille, elles reconnaissent la centralité de la bouteille, mais elles réduisent souvent le rôle de la bouteille à celui d'un instrument passif de la marchandisation de l'eau par les grandes compagnies. Dans ces analyses, le problème pointé n'est pas tant la bouteille que ce qu'elle contient. Bien que les bouteilles plastique fassent depuis longtemps partie du marché des boissons, le fait qu'elles puissent contenir de l'eau a suscité une levée massive de boucliers de la part des associations militantes<sup>1</sup>. En effet, depuis le développement des infrastructures étatiques de l'eau au dix-neuvième siècle, l'accès à une eau saine est emblématique de la citoyenneté, si bien que l'essor d'un marché de masse de l'eau en bouteille est accusé de saper la relation entre l'État et le citoyen et de mettre en danger le cadrage biopolitique de l'eau comme bien commun, relevant de la responsabilité étatique.
- 3 Au-delà de ce problème fondamental lié au fait que l'eau devient un produit commercial, d'autres voix critiques attaquent plus spécifiquement les effets de son conditionnement. Une série de débats environnementaux et techno-scientifiques a émergé autour du recours croissant aux bouteilles d'eau et de leurs impacts. Parmi les nombreux problèmes stigmatisés, on compte notamment ceux associés à la présence de substances chimiques ayant fui dans l'eau, à l'accroissement phénoménal des déchets plastiques de par le monde, ainsi qu'au caractère peu écologique des longues distances parcourues par des bouteilles plastiques transportées depuis les sources auxquelles l'eau est puisée. En faisant des bouteilles d'eau un objet de mobilisation, les associations militantes ont ainsi tendu à diaboliser ce récipient, au départ des plus ordinaires.
- 4 Mais comment, plus précisément, les bouteilles d'eau ont-elles pu reconfigurer les qualités de l'eau, sa distribution et les manières quotidiennes de boire ? Les analyses critiques militantes décrivent à très juste titre les effets multiples et proliférants des bouteilles dans le monde. Les militants et les voix critiques véhiculent souvent implicitement l'idée que la bouteille constitue un « objet non achevé »<sup>2</sup> impliqué dans une variété de futurs, selon qu'elle constitue un emballage, une technologie de conditionnement, un déchet, un objet de mobilisation militante ou un support de contamination – entre autres possibilités. Néanmoins, la limite de ces analyses critiques militantes est qu'elles ont tendance à réduire cette multiplicité à un seul déterminant ou à quelques-uns. Par exemple, l'ouvrage *Inside the Bottle* (Clarke, 2007), qui a eu beaucoup d'influence, place au centre de l'histoire de l'eau en bouteille les quatre grandes compagnies internationales de boisson, PepsiCo, Coca-Cola, Nestlé et Danone. Ces compagnies sont présentées comme les agents les plus importants de la stabilisation et de l'expansion des marchés de l'eau en bouteille. Elles sont vues comme agissant dans une sphère séparée – la sphère « économique » – et les marchés qu'elles créent sont accusés d'exploiter unilatéralement les consommateurs ainsi que les écosystèmes en toute amoralité. Les divers impacts de la bouteille sur les sources d'eau, sur les systèmes de gestion des déchets et sur les buveurs sont immanquablement ramenés à l'intentionnalité économique des firmes. En dépit de ses ontologies multiples, la bouteille apparaît ainsi dans ces analyses comme un objet possédant une logique de déroulement déjà inscrite en lui : elle est l'instrument de l'accumulation du capital. Pour autant qu'ils s'intéressent aux bouteilles, ces discours critiques sont étrangement aveugles aux bouteilles elles-mêmes, en tant que choses matérielles concrètes. Dans ces récits critiques, les bouteilles ont d'innombrables effets mais elles

sont incapables de structurer une action. Elles y apparaissent certes comme problématiques, mais elles demeurent inertes, exclues du domaine du social et de son activité propre (Barry, 2005).

- 5 Plutôt que de répéter ces commentaires critiques qui se concluent dans l'idée que les bouteilles sont, par essence, mauvaises, nous souhaitons aborder les bouteilles comme des objets multiples et actifs. Cela ne veut pas dire que nous ne trouvions par leurs effets problématiques et condamnables, mais nous voulons comprendre comment ces effets se développent, comment ils émergent à partir des associations spécifiques dans lesquelles les bouteilles se trouvent intriquées. Notre objectif est de rendre compte de l'émergence des bouteilles, que ce soit comme contenants dans le cas de l'eau, comme accessoires personnels, comme problèmes environnementaux, etc., de manière moins réductionniste et davantage, pour ainsi dire, *plastique*. D'après Manuel DeLanda (1995), les choses ont des propriétés matérielles et effectives qui ne leur garantissent aucunement une seule fonction essentielle, car ces propriétés ont bien plutôt un « rôle multiplicatif » : elles possèdent des potentialités et des capacités variées suivant les associations mouvantes dans lesquelles les choses sont prises et en fonction des rôles qu'elles jouent dans ces associations. Ce n'est pas parce que nous nous intéressons à la multiplicité des rôles joués par la bouteille que nous contestons la ténacité, la résistance ou la dominance de certaines de ses réalités par rapport à d'autres, en particulier l'omniprésence de la bouteille en tant que contenant de boissons. Ce regard permet néanmoins de mettre en évidence combien ces réalités dominantes sont ontologiquement instables, en soulignant que la bouteille, dans une situation donnée, constitue une entité effective toujours susceptible de laisser place à d'autres réalités. Ainsi, il convient d'appréhender les bouteilles sur le registre tout à la fois de la réalité et du processuel, si bien que la tâche de l'analyste est d'explicitier les processus par lesquels les diverses fonctions et valeurs des bouteilles émergent, sont stabilisées et peuvent également évoluer<sup>3</sup>.
- 6 Dans ce chapitre, nous prenons donc au sérieux la « bouteille » dans l'eau en bouteille, afin d'explorer non seulement la façon dont les bouteilles en plastique sont devenues la forme de conditionnement dominante de l'industrie des boissons, mais aussi les alliances particulièrement puissantes qu'elles ont formées avec l'eau plus particulièrement. Les bouteilles en polyéthylène téréphtalate (PET) servent de contenant à de très nombreuses boissons commercialisées, mais elles ont une relation particulière à l'eau, qui joue un rôle central pour la mise en économie de l'eau. À la différence des jus et boissons sucrées, beaucoup de gens ont en effet accès à l'eau sans effort et à faible coût dans la vie de tous les jours. Faire de l'eau une marchandise économique requiert donc un effort significatif pour isoler l'eau de son contexte ordinaire et pour établir ce qui lui donne une qualité spéciale ou originale. C'est ainsi que la bouteille fait bien plus que simplement contenir un liquide ordinaire : elle participe à véhiculer de nouvelles significations et de nouvelles représentations de l'eau, ainsi qu'à organiser les actions commerciales ; elle est tout à la fois technique et sociale. Le constat ironique que l'eau en bouteille marque le triomphe ultime du packaging reconnaît ce processus et ses effets culturels. Ce constat évoque le fait que le contenant constitue bien plus qu'un instrument fonctionnel : en combinant de nombreux éléments et relations nouvelles, il transforme *in fine* le contenu de manière fondamentale.

- 7 Sous-jacente à notre intérêt pour la bouteille, il y a l'idée que la croissance phénoménale des marchés de l'eau en bouteille au cours des vingt-cinq dernières années doit aussi être abordée comme un *événement*, comme un développement inédit qui signale une prolifération de relations et de réseaux inédits autour de l'eau (Harman, 2009, p. 64).
- 8 Ce sont en effet des effets et des répercussions inédits qui ont été générés par le conditionnement de l'eau par les compagnies de boissons, mettant les bouteilles sur de nouvelles trajectoires, parmi lesquelles beaucoup interfèrent avec les manières préexistantes de s'approvisionner en eau et de boire. Les bouteilles ont formé des alliances avec toute une série de choses, depuis les aquifères jusqu'à la sensation corporelle de la soif, en passant par les réfrigérateurs de marque en vente dans les supermarchés. Elles participent désormais d'assemblages variés, dont elles ont influencé les arrangements. Elles ont agi de manières spécifiques en suscitant d'autres émergences imprévisibles et créatrices, depuis les efforts de recyclage informel du plastique jusqu'au militantisme en ligne. Ainsi, si la croissance relativement récente des marchés et de la consommation de l'eau en bouteille constitue un événement, rendre compte de la manière dont cet événement fait sens demande de tenir compte des bouteilles en tant qu'actants majeurs, en tant que sources d'action, en tant que choses qui produisent de la différence (Bennett, 2010, p. 10).
- 9 Comprendre comment les bouteilles en plastique sont devenues des actants, dans les marchés des boissons et au-delà, implique de prêter attention aux manières dont leurs aptitudes matérielles spécifiques ont émergé et ont acquis des formes d'agentivité particulières dans des situations particulières. Notre objectif premier est ainsi de retracer la manière dont les bouteilles ont acquis des capacités proprement économiques, comment elles ont été impliquées dans la formation de nouveaux processus économiques autour de l'eau et comment elles sont devenues des dispositifs économiques centraux. Quel a été le rôle du conditionnement plastique dans l'assemblage et l'expansion des marchés de l'eau de boisson ? Quels rôles ont joués les qualités matérielles-sémiotiques spécifiques du plastique dans l'émergence de nouvelles qualifications de l'eau et de nouvelles manières de boire ? Bien sûr, nombre d'autres objets, institutions, processus régulatoires et technologies ont aussi contribué à ces processus d'organisation économique. Les bouteilles n'ont pas fonctionné en solo – néanmoins, en braquant le projecteur sur cet objet matériel dans ce chapitre, nous visons à passer d'une pensée du packaging en termes de fonctionnalité à une pensée du packaging en termes de performance, en considérant que le packaging contribue à faire exister de nouvelles réalités et de nouvelles pratiques qui ont des effets socialement contraignants (Butler, 2010).
- 10 Comme nous l'avons déjà indiqué, notre thèse est que le fait de conditionner l'eau dans des bouteilles en PET à usage unique peut être considéré comme un événement qui a impliqué des effets et des trajectoires complexes. Certains de ces effets étaient prévisibles, d'autres non. Si la bouteille est à l'origine de ces effets, ils se sont ensuite propagés vers le monde extérieur, où ils continuent de révéler l'extraordinaire complexité et hétérogénéité des bouteilles. Notre propos n'est pas de dire qu'aucun processus d'ordre économique, technique ou culturel n'aurait influé sur cet événement – de fait, ces processus l'ont modelé de manière importante en façonnant la forme que la bouteille a prise ainsi que son enrôlement dans des assemblages variés. Mais l'émergence de la bouteille plastique ne peut être réduite à ces processus. La bouteille

n'est pas simplement l'instrument de forces économiques dotées de logiques inexorables, pas plus qu'elle n'est la simple expression des progrès techniques de la science du plastique. La bouteille a été informée par la rencontre entre des processus industriels, commerciaux et créatifs fortement situés. Au cœur de cette rencontre, il y a les propriétés et l'« expressivité »<sup>4</sup> du plastique, la manière spécifique dont il fait sentir sa présence. Afin de rendre compte de la façon dont la bouteille plastique est devenue un dispositif économique dans le marché des boissons, nous commençons donc par examiner le comportement et la vitalité du PET, qui est le type de plastique le plus communément utilisé pour le conditionnement en bouteille. Nous allons traquer l'émergence des potentialités synthétiques du PET et montrer comment la bouteille en PET est devenue un « matériau informé par l'économie », c'est-à-dire quelque chose capable d'étendre et d'intensifier les logiques de marché de manière significative. Enfin, en nous attachant à la bouteille pour comprendre ses modalités d'émergence et le caractère contingent de ses effets, nous n'entendons pas substituer un réductionnisme matérialiste au réductionnisme économique. Nous voulons plutôt insister simplement sur le fait que, dans l'événement de l'eau en bouteille, le packaging a joué un rôle moteur dans la construction de nouvelles actions économiques autour de l'eau et des manières de la boire.

## La plasticité du plastique : l'invention de la bouteille en PET

- 11 Il ne fait guère de doute que le développement des emballages en PET constitue la grande *success story* de l'histoire du packaging dans les années 1990. Il apparaît aujourd'hui que cette histoire va rester sur le devant de la scène aussi dans l'avenir. Le PET fait preuve d'un lien inhabituellement fort avec le consommateur. Quelles qu'en soient les raisons – sa portabilité, sa légèreté, sa commodité, son caractère sûr –, l'emballage en PET aide les marques à vendre leurs produits (Giles et Bockner, 2002, p. 26).
- 12 Au-delà du ton célébratoire et quasi promotionnel de cet extrait, Geoff Giles et Gordon Bockner relèvent un point important : les développements dans le domaine du PET révèlent l'impact massif des transformations en matière d'évolution des emballages, ainsi que le rôle d'infrastructure essentielle qu'il joue dans une multitude de marchés. Le PET a non seulement remplacé les autres matériaux, mais il a aussi suscité de nouvelles formes de packaging et l'expansion de leurs applications « également dans l'avenir ». Dans le passage cité ci-dessus, Giles et Bockner évoquent le caractère particulièrement attractif des propriétés de ce matériau pour les consommateurs ; or ces mêmes propriétés – légèreté, portabilité, sûreté – font que le PET s'est révélé également extrêmement attractif pour la fabrication des emballages de nourriture et de boisson. Dans les marchés des boissons, l'adoption de la bouteille en PET a été particulièrement rapide. Alors que la production commerciale de bouteilles en PET aux États-Unis était négligeable en 1977, en 1980 c'est quelque 2,5 milliards de bouteilles qui ont été produites ; à partir de 1985, les chiffres de la production dépassent 5,5 milliards d'unités par an (Plastics Academy, sans date). Le développement de la bouteille en PET a marqué significativement l'organisation et le développement des marchés des boissons et a inauguré d'importants changements à la fois dans la production et dans la consommation. Très clairement, cette bouteille plastique n'était semblable à nulle

autre avant elle ; son invention et sa performance matérielle méritent une attention toute particulière afin de comprendre comme la bouteille en PET est devenue un élément aussi puissant d'organisation du marché des boissons.

- 13 L'histoire standard du développement des bouteilles en PET raconte à peu près ceci : au début des années 1970, les bouteilles en plastique moulées par soufflage avaient remplacé le verre pour fabriquer à peu près tous les contenants domestiques, du shampoing aux détergents. Mais leur application dans l'industrie des boissons se révéla plus difficile. En effet, les plastiques chauffés utilisés pour embouteiller les détergents et d'autres liquides non destinés à la boisson n'étaient pas adaptés pour les boissons gazeuses et les jus de fruit, dans la mesure où le contenu tendait à attaquer le plastique. Cette instabilité du matériau conduisit à une série de problèmes, allant de la détérioration de la bouteille jusqu'à son explosion sous l'effet de la pression du gaz, et à la contamination chimique du contenu (Freinkel, 2011, p. 172). Dans ces conditions, l'industrie de la boisson représentait un vaste secteur d'expansion possible pour le développement de la bouteille plastique. L'industrie était alors dominée par la bouteille en verre et, depuis le début des années 1960, par la canette en aluminium. Le développement de la canette en aluminium jetable avait eu un effet majeur sur la croissance des marchés de produits à consommation immédiate – notamment la décision de Coca-Cola et Pepsi de se diversifier en utilisant les canettes à la fin des années 1960 ; cependant, les industriels étaient toujours très intéressés par la perspective de trouver un plastique stable qui puisse être utilisé dans le marché des boissons. Au début des années 1970, Coca-Cola et Pepsi testèrent des bouteilles faites en résine acrylonitrile, mais en 1977 la FDA (Food and Drug Administration) aux États-Unis revint sur l'autorisation donnée à la commercialisation de ce matériau lorsque l'on détecta des résidus du plastique monomère ayant migré dans le contenu des bouteilles. D'après David Brooks et Geoff Giles (2002, p. 2), cette décision officielle de la FDA donna un important coup d'envoi à la « révolution de la bouteille en PET » parce qu'elle encouragea la mise à l'étude d'autres matériaux plastiques.
- 14 La régulation eut donc pour effet d'éliminer certains plastiques, si bien que la question demeurait de trouver le meilleur matériau plastique susceptible de fournir un contenant adapté aux boissons. À peu près au même moment que l'acrylonitrile était testé, DuPont travaillait avec Pepsi sur les potentialités de la bouteille en PET. Depuis les années 1960, le PET, un polyester thermoformé, était utilisé pour fabriquer des plateaux et des emballages pour aliments, mais en faire une bouteille s'avérait problématique. Le PET pouvait être utilisé pour fabriquer une matière de base stable pour former une bouteille, mais pas pour façonner un contenant creux avec un goulot resserré. Les ingénieurs de DuPont travaillaient depuis longtemps sur le développement d'un plastique et d'un processus de production adaptés, qui permettraient de mouler le PET en une véritable bouteille de boisson. Une piste était disponible, mais il fallait une innovation pour la poursuivre. Le laboratoire DuPont a alors développé une innovation qui consistait en un nouveau processus de moulage bi-axial – consistant à étirer dans deux directions à angle droit. Alors que la production de bouteilles plastique avait toujours impliqué des processus d'étirage ou de soufflage, le laboratoire DuPont testa cette nouvelle technologie avec une résine polyester. Ce fut le premier équipement de recherche à souffler et étirer une bouteille en PET à partir d'une préforme en PET moulée par injection (Brandau, 2012). Ces tests produisirent finalement une « bouteille en poly-téréphtalate d'éthylène bi-orientée », comme le brevet de 1973 la définit. Ce processus de production conférait au plastique des

propriétés inédites et remarquables. Il étirait ou réorientait les chaînes polymères du polyester, changeant leurs propriétés macromoléculaires pour produire une bouteille plastique d'une force, d'une légèreté et d'une transparence incroyables. Cette bouteille était parfaite pour les boissons. Légère et virtuellement incassable, elle présentait une faible perméabilité vis-à-vis du dioxyde de carbone, de l'oxygène et de l'eau, ainsi que des qualités optiques capables de rivaliser avec celles du verre. Comme Susan Freinkel (2011, p. 172) l'explique :

Voilà une bouteille plastique qui était assez robuste pour résister à tout le pétilllement pressurisé, mais également suffisamment exempte de toxicité pour obtenir l'autorisation de la FDA. Elle était aussi limpide que du verre mais impossible à briser, et pesait seulement une petite fraction du poids du verre. Ses parois fines faisaient obstacle à l'oxygène qui aurait pu gâter le contenu alimentaire, tout en conservant le gaz à l'intérieur. La bouteille en PET fournissait un nouvel exemple de ces produits plastiques ordinaires qui remplissent une série d'exigences herculéennes en toute humilité.

- 15 Dans la presse commerciale, le développement de la bouteille en PET fut attribué à Daniel Wyeth, un ingénieur de chez DuPont, qui, pendant des années, raconta à qui voulait l'entendre le moment où, après des mois de frustration et de tentatives ratées pour mouler la résine de polyester, il ouvrit le moule, croyant qu'il était vide, et y découvrit, en l'examinant de plus près, une bouteille plastique transparente comme du cristal (Brooks et Giles, 2002, p. 1). Au-delà de l'attribution à Wyeth de la « découverte » personnelle de la bouteille en PET, la presse professionnelle a aussi décrit le contexte de recherche et développement (R&D) de l'industrie chimique, la multitude de facteurs et de processus qui ont permis l'invention progressive de cette bouteille, depuis les transferts de technologie jusqu'aux essais ratés avec d'autres plastiques, incluant les différentes régulations gouvernementales qui contrôlent l'ensemble du processus, depuis les standards de sûreté des emballages jusqu'aux brevets.
- 16 Mobiliser l'idée d'invention plutôt que celle de découverte permet de faire ressortir le rôle crucial joué par les contextes de R&D, qui sont informés par ce qu'Andrew Barry (2005) nomme « un réalisme opérationnel », autrement dit, par des logiques empiriques et instrumentales hautement situées. De nombreux laboratoires industriels ont travaillé à trouver un plastique adapté au packaging appliqué aux boissons au cours des années 1960. L'effort de recherche était guidé d'une part par le constat des limites techniques des modalités existantes de packaging et d'autre part par l'objectif de capturer un marché lucratif en pleine croissance. La bouteille plastique idéale pour les boissons est un cas singulier, elle a guidé la recherche en mettant en question les matériaux plastiques et aux contenants préexistants utilisés pour les boissons.
- 17 L'effort de recherche a ainsi été informé par des considérations à la fois externes et internes. Cet effort était en prise avec les limites économiques et sociales présentées par les emballages pour boissons préexistants et par les bouteilles plastique utilisées ; mais il était également en prise avec la structure interne du PET, à savoir son comportement et ce que l'on pouvait attendre de ses propriétés matérielles. Ces différentes échelles, de l'industriel au moléculaire, des technologies de production du moulage bi-orienté à la manière dont les chaînes d'un polymère particulier pourraient réagir en réponse à de nouvelles forces, suggèrent la façon dont les propriétés des matériaux sont médiées par des contextes institutionnels spécifiques ainsi que par des relations particulières avec d'autres entités matérielles et non matérielles (Barry, 2013, p. 13). La diversité de ces échelles concorde également avec l'approche philosophique

du plastique développée par Bernadette Bensaude-Vincent. Selon elle, le trait définitionnel du plastique, comme matériau, est sa plasticité, et plus particulièrement la façon dont le processus de polymérisation, qui assemble les matériaux bruts et les chauffe, prend place en même temps que le moulage du matériau en un objet distinctif : « en termes plus philosophiques, la matière et la forme sont générées en un seul et même geste » (Bensaude-Vincent, 2013, p. 20). Davantage peut-être que toute autre discipline, la chimie a développé une compréhension des matériaux en contexte industriel en réponse à l'expression d'un besoin pour des produits qui soient capables de remplir certaines fonctions. La plasticité du plastique signifie que l'innovation matérielle, dans le cas des matériaux « répondant à une commande », a souvent suivi la définition du produit idéal.

- 18 Ce contexte industriel de la chimie produit ce que Bensaude-Vincent et Isabelle Stengers (1996) ont appelé « des matériaux informés ». Elles décrivent le matériau informé de la manière suivante :

Qu'ils soient de fonction ou de structure, les matériaux nouveaux n'ont plus vocation à remplacer des matériaux traditionnels. Il s'agit vraiment d'une conception à la fois de forme et de matière. Au lieu d'imposer une forme dans la masse de la matière, on élabore un "matériau informé", au sens où il est de plus en plus riche d'informations. Une telle conception exige une compréhension fine de la structure microscopique des matériaux, car c'est en jouant sur ces structures, moléculaires et atomiques, voire subatomiques, qu'on peut inventer des matériaux adaptés aux demandes industrielles [...] (Bensaude-Vincent et Stengers, 1993, p. 260)<sup>5</sup>.

- 19 Barry (2005) étend le concept de matériau informé de manière particulièrement pertinente. Pour lui, la R&D de la chimie industrielle fait plus que re-façonner mécaniquement ou développer de nouveaux matériaux pour de nouvelles applications dans divers secteurs. Elle invente plutôt des matériaux informés dans lesquels le moléculaire est toujours constitué dans des environnements sociaux et informationnels complexes. Dans cette approche, l'invention n'est pas vue comme le résultat d'une évolution progressive ni comme la découverte d'un potentiel inhérent stable : elle est conçue plutôt comme un processus qui rend les matériaux de plus en plus informés. Dans ce processus, l'environnement n'est pas externe au matériau, mais il entre dans sa constitution même. Comme Barry (2005, p. 59) le dit, « la perception d'une entité (comme une molécule) fait partie de son environnement matériel informationnel ».
- 20 Avec les développements des thermoplastiques après la Seconde Guerre mondiale, les bouteilles étaient devenues l'un des objets clés de la conscience nouvelle de la performance matérielle des plastiques et de leurs possibilités économiques. Les techniques de moulage, de coloration du plastique, ainsi que de fabrication de la bouteille compressible ont notamment contribué à révéler les capacités variées des thermoplastiques sous forme de bouteille<sup>6</sup>. L'objet et le matériau se sont mutuellement informés (Shove, Trentmann et Wilk, 2009, p. 101). L'invention de la bouteille en PET a généré de nouvelles informations matérielles sur la performance du plastique et sur les possibilités des bouteilles. Cette invention, plus que toute autre par le passé, a contribué à matérialiser la « bouteillabilité » du plastique<sup>7</sup>. Cependant, si cette invention reposait sur des structures techniques et économiques déjà en place dans la production industrielle de plastiques et dans la recherche associée, elle a aussi actualisé des propriétés inédites et inattendues en conférant au PET la forme d'une bouteille de poids léger et chimiquement stable. C'est pourquoi l'émergence de la bouteille en PET a

représenté un événement, un moment inédit riche d'opportunités. Les propriétés matérielles qui ont émergé lorsque la résine de polyester fut étirée et moulée par soufflage sous la forme d'une bouteille ont révélé l'environnement informationnel très riche de la recherche sur les emballages plastiques à cette période, *en même temps* qu'elles révélaient également les virtualités potentielles du polyester, ou ce que Manuel DeLanda (1995) appelle « l'expressivité du matériau ». Lorsque nous disons que la bouteille en PET a un caractère d'événement singulier, il ne s'agit pas d'affirmer que les continuités de contexte, d'histoire et de connaissances disponibles n'auraient pas joué dans son développement, mais plutôt que l'événement n'y est pour autant pas réductible. Comme Gilles Deleuze (1993) l'a suggéré, la relation entre l'événement et l'état de choses préexistant atteste des dynamiques entrelacées de l'actuel et du virtuel. La notion d'événement ouvre à la reconnaissance du pouvoir du virtuel, ainsi qu'à celle de la capacité de chaque chose à devenir autre chose en outrepassant toute logique de continuité.

## Dispositifs de marché : quand la bouteille en PET devient un objet économiquement informé

- 21 Si l'émergence de la bouteille en PET a renouvelé les propriétés du polyester en révélant sa capacité à se comporter différemment, quelle a été la portée de cet événement ? Dans quelle mesure a-t-il marqué les marchés des boissons, les manières de boire et les nouvelles façons d'apprécier et d'évaluer l'eau ? La R&D industrielle et l'expressivité du PET lui-même ont contribué à faire advenir une nouvelle bouteille, mais la manière particulière dont la bouteille a été enrôlée dans les marchés des boissons en tant que nouvel emballage a été primordiale. Car c'est lors de la transformation de la bouteille en PET en objet commercial que ses potentialités comme dispositif économique ont été non pas tant actualisées que plutôt accomplies. Comment la bouteille est-elle donc devenue un objet commercial ? Comment a-t-elle interagi avec les arrangements économiques préexistants et comment les a-t-elle réarrangés dans des formes spécifiques ? Et comment a-t-elle suscité de nouveaux attachements chez les consommateurs ?
- 22 Dans cette section, nous explorons les dynamiques liées au rôle de dispositif économique joué par la bouteille en PET dans le contexte de l'industrie des boissons. Nous ne nous intéressons pas exclusivement au marché de l'eau, car la bouteille en PET a dominé le marché avant que les ventes d'eau en bouteille plastique ne débutent leur rapide expansion au milieu des années 1990. Dans la section suivante, nous considérons la manière particulière dont l'utilisation de la bouteille en PET comme contenant a pu transformer l'eau en établissant une relation très spécifique avec ce liquide universel. Nous nous intéressons tout particulièrement à la manière dont l'emballage plastique a joué un rôle clef dans la requalification et la singularisation de l'eau, et au rôle des consommateurs dans la co-production de ces processus. Lorsque le consommateur se saisit d'une bouteille d'eau en PET, il appréhende la bouteille comme étant aussi transparente que le liquide lui-même ; la bouteille semble alors correspondre à la fois au contenant et au liquide lui-même, alors que la pureté de l'eau est scellée par la présence protectrice du bouchon inviolé. La manière dont le consommateur voit cette bouteille ne peut se comprendre seulement comme le résultat d'une manipulation stratégique par le marketing ou comme celui de l'invocation de désirs factices ou

manipulés ; cette vision relève plutôt de la manière dont la bouteille en PET confère de nouvelles propriétés à l'eau et génère de nouveaux réseaux d'attachement, qui soit résonnent avec la réalité du buveur, soit suggèrent des réalités plus désirables. En cherchant à comprendre les complexités du rôle de ce contenant en plastique en tant que dispositif économique, la question directrice qui nous intéresse est de savoir comment des formes subtiles et évolutives d'agentivité de cet objet ont émergé et quel rôle constitutif elles ont joué dans la transformation de l'économie de l'eau. Pour le dire clairement : est-ce qu'un marché de l'eau en bouteille pourrait avoir vu le jour sans l'événement du PET ?

- 23 Si l'on suit Fabien Muniesa, Yuval Millo et Michel Callon (2007), un dispositif économique est toujours quelque chose qui structure l'action économique en relation avec d'autres dispositifs. Les dispositifs économiques sont donc des objets qui *font* des choses. Que ce soit d'une façon instrumentale minimale ou d'une manière active et déterministe, ce sont des choses qui agissent et font agir les autres. Cette capacité d'action n'est pas possédée par le dispositif : elle résulte en fait de son agentivité distribuée telle qu'elle émerge dans les assemblages économiques. Koray Çalişkan et Michel Callon (2010, pp. 8-9) étendent cette analyse en proposant la notion d'*agencement*<sup>8</sup>, un terme français qui décrit une combinaison d'éléments hétérogènes qui se sont ajustés les uns aux autres. Au cœur du concept d'*agencement*, il y a l'idée que les actions et les arrangements ne sont pas séparés, ce qui suggère qu'il est possible de retracer la variété des formes d'action que toutes les entités d'un marché peuvent générer. Plus important encore, le concept d'*agencement* permet aussi de comprendre l'établissement dynamique des relations de domination.
- 24 Loin des notions déterministes de cause et d'effet ainsi que des approches unilatérales en termes d'application économique linéaire, cette focalisation sur les dispositifs et l'*agencement* implique de prêter attention aux dynamiques de ce que Jane Bennett (2010, p. 33) appelle la « causation émergente ». La causation émergente réfère aux processus concrets qui font que l'agentivité émerge et circule. Plutôt que de considérer que la réception de la bouteille en PET dans les marchés des boissons serait tout bonnement la cause de l'expansion du marché, cette approche consiste à cartographier les multiples effets et spatio-temporalités de la bouteille appréhendée comme un actant ayant des capacités émergentes plutôt que possédant un type d'impact fixe et prédéterminé<sup>9</sup>. Pour traquer les actions de la bouteille en PET dans les marchés des boissons, il nous faut prêter attention aux manières dont ce plastique s'est trouvé intriqué dans de nouvelles relations, et dont il a généré des effets qui ont relevé tout autant de l'attendu que de la surprise. Il nous faut également explorer comment ces effets se sont trouvés impliqués dans d'autres changements du fait de l'existence de boucles rétroactives. La causation émergente conçoit la bouteille comme un objet ayant des capacités d'action contingentes, lesquelles sont constituées dans des *agencements* économiques particuliers ainsi que dans divers usages : ces capacités d'action, à leur tour, *façonnent* ces relations avec différents degrés d'intensité et d'effectivité (Bennett, 2010, p. 33).
- 25 Pour que la bouteille en PET qui sortait du laboratoire DuPont au début des années 1970 puisse devenir véritablement un emballage, elle a dû subir différentes « épreuves de qualification » (Callon, Méadel et Rabehariosa, 2002, p. 198). Callon et ses collègues décrivent les épreuves de qualification comme une séquence de transformations impliquant différents agents et différents réseaux que le produit singularise et relie

tout à la fois. Ces épreuves ont pour effet, à travers des processus d'ajustement et d'itération, d'établir les caractéristiques du produit. Dans le cas du PET, la fonction des épreuves était de stabiliser ses propriétés matérielles et de les rendre prévisibles ; c'est alors seulement que la bouteille a pu devenir un emballage de masse et un dispositif économique effectif. Ces épreuves ont impliqué des interactions continues entre l'industrie du plastique d'une part et les entreprises de conception du packaging et celles de mise en bouteille d'autre part. À la fin des années 1970, la recherche permit de corriger certains aspects du PET qui posaient problème pour sa commercialisation. Les premières bouteilles en PET étaient légèrement perméables aux gaz atmosphériques, si bien que de petites quantités d'oxygène pouvaient pénétrer dans la bouteille. Mais c'était suffisant pour gêner le goût des jus de fruits et des autres boissons, et donc pour réduire leur durée de vie. De plus, on ne pouvait pas remplir les bouteilles avec du liquide chaud parce que les hautes températures entraînaient une détérioration du plastique (Freinkel, 2011, p. 172). Il fallait ainsi résoudre tous ces problèmes avant que les potentialités économiques de la bouteille en PET puissent se réaliser. Autre point crucial pour la sortie du PET sur le marché, il fallait que le matériau soit standardisé, en somme il fallait que son expressivité matérielle soit maîtrisée. Pour que le PET soit viable du point de vue commercial, il devait devenir un matériau bien discipliné. Cela ne signifie pas qu'il fallait que le PET devienne docile dans n'importe quelle situation : de fait, il était toujours capable de déborder les marchés et de susciter de nouvelles modalités d'agencement et de causation émergente. Mais la stabilisation et la standardisation des propriétés du plastique étaient nécessaires pour en faire un objet économique.

- 26 Une fois les propriétés matérielles de la bouteille en PET stabilisées, elle fut rapidement produite à grande échelle et devint un objet de consommation de masse. L'existence d'une industrie du plastique déjà bien établie joua un rôle central dans ce processus de massification de sa production. Grâce à « l'explosion du plastique » dans les années 1950 et 1960 aux États-Unis, il y avait abondance de sites de production, qui recouraient à des matériaux bruts et des matières premières pour la fabrication de nombreuses sortes de plastique. Depuis les années 1950, ce n'était plus le charbon à coke mais les produits dérivés du pétrole et des industries de gaz naturel qui fournissaient la matière première de l'industrie chimique. Alors que le développement de ces industries avait profité de la croissance de l'économie du pétrole, la production de plastiques en fit autant (Meikle, 1995, p. 177). L'analyse de Jeffrey Meikle montre que la production de produits chimiques de synthèse augmenta phénoménalement lorsque l'industrie pétrochimique commença à se trouver prise dans les logiques économiques de raffinage du pétrole en flux continu. Les industries de produits pétrochimiques étaient basées sur de hauts niveaux d'investissement et elles visaient des objectifs de production constante des produits en grandes quantités. Comme Meikle le dit, « gagner la compétition avec des industries qui, elles, étaient basées sur une importante main-d'œuvre – comme le bois, la laine, ou le cuir – nécessitait de pousser les quantités produites jusqu'à leur limite et de trouver un usage pour tous les produits dérivés » (p. 265). Les plastiques jetables, à usage unique, utilisés avant tout dans les emballages alimentaires représentaient un débouché majeur permettant d'absorber ce volume. L'usage accru des emballages en plastique après la Seconde Guerre mondiale contribua ainsi de façon majeure à la croissance et l'expansion de l'industrie des résines plastiques. Mais c'est le développement de la bouteille en PET à la fin des années 1970

qui inaugura la courbe de croissance exceptionnelle de la production des résines plastiques pour produire des emballages (p. 266).

- 27 Un autre facteur clef de la croissance rapide de la production de bouteilles en PET a été son coût relativement modique et sa facilité de production. À la différence de la production de canettes en aluminium et de bouteilles en verre, de nombreuses entreprises de boissons purent incorporer la production de bouteilles en PET dans leurs usines de remplissage, par conséquent en coupant court aux interactions avec les fabricants de packaging. La résine de PET était aisément accessible aux industriels, de même que la technologie d'étirage et de moulage par soufflage. Enfin, des systèmes intégrés pour souffler et remplir les bouteilles en même temps virent le jour, si bien que les producteurs de boissons pouvaient aisément contrôler tous les éléments du processus, en fabriquant le contenant et en insérant son contenu sur une seule et même ligne d'assemblage<sup>10</sup>. D'après Tony Clarke (2007), en 2004 les trois plus gros utilisateurs de résine en PET aux États-Unis étaient Coca-Cola, Pepsi et Nestlé qui, à eux trois, achetaient 80 % de la production.
- 28 Au-delà de leur commodité de production et de leur adaptabilité, les qualités matérielles du PET furent également cruciales – notamment la façon dont il était possible de jouer avec sa plasticité. Pour commencer, la bouteille en PET était exceptionnellement légère, solide et adaptable. Cela signifie que sa légèreté pouvait permettre de réduire la quantité de matériau utilisé ainsi que les coûts de transport. En ce qui concerne son apparence, la bouteille en PET pouvait aussi être façonnée, à volonté, dans une très grande variété de styles, de manière à augmenter son attractivité en rayon tout en conservant pourtant sa fonctionnalité ; il était également possible d'imprimer directement sur sa surface. Les dimensions techniques et esthétiques de la bouteille jouèrent ainsi un rôle important dans l'établissement d'associations multiples dans les chaînes de production et de distribution et dans les processus marketing, ainsi que pour les consommateurs.
- 29 C'est aussi la capacité du PET à supplanter les autres matériaux d'emballage dans l'industrie des boissons qui a joué dans l'émergence de la bouteille en PET comme objet de masse et dans les effets qu'elle a entraînés. Ce processus de substitution matérielle a contribué, de manière significative, à l'actualisation progressive du PET comme dispositif économique. Parce qu'elle constituait une nouvelle modalité d'emballage, il fallait que la bouteille en PET soit évaluée en rapport avec les autres modalités d'emballage préexistantes et les liquides qui se trouvaient conditionnés. Un élément clef dans ce processus fut la manière dont la bouteille en PET entra en comparaison avec les matériaux déjà utilisés pour l'emballage de boissons – faisant ressortir des propriétés qui furent évaluées comme étant supérieures. Les analyses du développement rapide du PET proposées par les industriels positionnent la bouteille en plastique dans une relation quasiment révolutionnaire par rapport au verre. Le PET y est décrit comme un emballage de substitution vis-à-vis de la bouteille en verre, ayant suscité l'abandon rapide du verre pour devenir d'abord le concurrent majeur de la canette, puis le leader du marché du packaging des boissons. Néanmoins, les interactions entre le verre, le PET et l'aluminium et au sein de chacun de ces matériaux étaient passablement plus complexes que ce qu'un processus linéaire de substitution peut suggérer. Dans un premier temps, les caractéristiques des bouteilles en PET et des bouteilles en verre furent définies dans un registre de similarité. Le PET était salué comme ayant les mêmes qualités que celles du verre (NAPCOR, sans date). On en faisait

la promotion comme du premier plastique atteignant les mêmes standards optiques que le verre et garantissant une transparence et une limpidité équivalentes. Ceci facilita le remplacement d'un matériau par l'autre, dans la mesure où les attentes des consommateurs, désireux de pouvoir voir ce qu'ils étaient en train de boire, n'étaient pas déstabilisées. En effet, comme le verre, le plastique révélait à l'acheteur le contenu de la bouteille, prévenant ainsi tout risque de mauvaise surprise : il satisfaisait la curiosité (Cochoy, 2012). Cependant, à la différence du verre, la bouteille en PET était incassable. Elle avait la durabilité du verre sans avoir sa fragilité, et c'était une différence de taille.

- 30 En comparaison avec la canette d'aluminium, la bouteille en PET était présentée comme offrant des propriétés similaires de portabilité et de mobilité ; mais en même temps, les bouteilles suggéraient une série de possibilités inédites pour le buveur. Pour commencer, elles pouvaient être rebouchées – ce que la canette, avec son cliquet à tirer, ne pouvait pas – et cela faisait de la bouteille le contenant parfait pour siroter constamment, n'importe où et n'importe quand, plutôt que pour simplement la consommer sur-le-champ. C'était un contenant capable de s'adapter aux déplacements du buveur et même de faciliter sa mobilité. Les négociations avec les autres types d'emballages disponibles dans l'industrie des boissons étaient multiples et complexes. Ces négociations impliquaient des dynamiques de positionnement économique structurées à la fois par des relations de similarité et de différence. Cependant, lorsque le PET s'avéra devenir le matériau d'emballage dominant, le matériau préféré de tous, la bouteille en PET émergea comme un dispositif économique à part. Elle avait acquis la capacité d'amoinrir la valeur des autres dispositifs d'emballage et même de les supplanter.
- 31 Dans cet entre-lacs de causations émergentes – qui ont fait du PET un objet de masse qui a rapidement remplacé le recours au verre et aux canettes d'aluminium pour les emballages à usage unique –, on peut voir la façon dont le PET a été défini comme possédant une force effective, représentant un facteur de transformation et d'expansion du marché des boissons. Cependant, lorsque la bouteille en PET fut adoptée plus largement, elle suscita aussi l'émergence d'effets non prévus – à savoir des quantités croissantes de déchets plastiques et les problèmes qu'ils posent dans la gestion des déchets urbains. Si les consommateurs de sodas conditionnés en bouteilles en verre et en canettes avaient déjà adopté la pratique de jeter les contenants, avec le PET ce sont de nouvelles manières de jeter qui ont vu le jour. Car se débarrasser du verre et des canettes exigeait un certain soin. De nombreuses bouteilles et canettes, bien sûr, sont entrées dans la filière des déchets et ont contribué à la croissance massive des déchets de consommation après la Seconde Guerre mondiale, liée à l'essor de l'usage d'objets jetables (Gandy, 1994). Mais comme ces types d'emballage existaient depuis assez longtemps, des systèmes de recyclage et de poubelles publiques ainsi que des containers de dépôt avaient été souvent mis en place afin de ne pas jeter inconsidérément. Et le verre et l'aluminium présentaient tous deux d'intéressantes opportunités pour recycler et économiser les déchets dans la mesure où ce sont des matériaux qui peuvent être réutilisés pour fabriquer de nouveaux contenants.
- 32 Les bouteilles en PET, en envahissant le marché, perturbaient ces arrangements dans la mesure où l'industrie de recyclage du plastique était largement sous-développée. Par ailleurs, le PET ne pouvait qu'être recyclé en un produit de moindre valeur, dans la mesure où il est impossible d'obtenir la même transparence optique en utilisant du

plastique jeté. L'absence de systèmes effectifs de gestion des déchets renforçait ainsi les connotations du PET comme étant *plus* éphémère et *plus* jetable que tout autre type d'emballage. Comme Freinkel (2011, p. 174) le dit, « l'introduction de bouteilles en PET légères et non destinées à être re-remplies contribua à sceller le basculement vers ce que l'industrie nomme les "sens-uniqes" ». Ce fut un effet significatif et inattendu, un effet qui, pour Freinkel, a contribué au déclin des systèmes de gestion durable des déchets, par exemple la mise en place de containers de dépôt.

- 33 Ainsi la bouteille en PET contribua-t-elle à inaugurer le concept de « non-restitution » dans l'industrie des boissons en bouteille ainsi que les problèmes significatifs de déchets urbains qui en résultèrent. Cette catégorie industrielle ne bousculait pas simplement les schémas de réutilisation dans la gestion des déchets, elle impliquait aussi des connotations inédites et troublantes dans l'idée de produit fonctionnel et jetable. L'absence de toute piste évidente pour donner une seconde vie aux bouteilles soit par le recyclage, soit par la mise en place de containers à dépôt, amplifia la perception selon laquelle le plastique existait seulement dans une temporalité présente ou immédiate. Cela contribua à inhiber la conscience que pouvaient avoir les consommateurs des futurs possibles de l'objet une fois devenu déchet solide. Le fait de mettre la bouteille en verre ou la canette vide dans la poubelle à recycler, ou la conserver en vue de recevoir une petite récompense, permet d'étendre la temporalité de cet objet au-delà du moment de la consommation immédiate. Ces systèmes sociotechniques suggèrent au consommateur que l'objet a un futur au-delà de l'état de déchet, et finalement qu'il a d'autres valeurs possibles. L'inexistence de cette infrastructure sociotechnique au moment du lancement des bouteilles en PET alimenta l'idée que le plastique serait perpétuellement à disposition, et perpétuellement présent. Les facilités offertes par le PET en termes de transparence, de poids presque nul, d'objet existant à peine – par contraste avec la solidité du verre et des canettes – semblaient aussi rendre plus aisée sa constitution même en détrit. Ainsi la bouteille en PET suggère-t-elle des pratiques cavalières de mise au rebut. Elle exacerbe l'idée que jeter relève d'une sorte de fonctionnalité instantanée. De ce fait, si le PET a été rapidement adopté en substitut du verre, sa matérialité a généré de nouvelles manières de jeter qui sont devenues de plus en plus problématiques. Cette évolution inattendue de l'objet devenu « à sens unique », avec de graves effets sur la gestion des déchets, montre bien que la bouteille en PET était un « objet inachevé », quelque chose dont le statut d'objet a continuellement évolué en lien avec les connexions et les interactions dans lesquelles il était intriqué.
- 34 Voilà donc quelques-unes des modalités de causation émergente, révélatrices de la manière dont la bouteille en PET est devenue un dispositif économique actif dans l'industrie de l'emballage – révélateur aussi de la manière dont les diverses formes d'agentivité de la bouteille ont évolué, générant des effets significatifs. Ces effets furent informés par des dynamiques variées, notamment par les logiques de production d'emballage et par les logiques économiques des marchés des boissons, qui ont enrôlé la bouteille en PET de façon toujours spécifique. En même temps, la matérialité de la bouteille a interagi avec ces dynamiques et fait ses propres suggestions, depuis l'intégration des processus de remplissage avec la production jusqu'aux augmentations massives de déchets plastiques. La causation émergente bat en brèche l'idée d'un simple processus linéaire d'application industrielle ou de substitution révolutionnaire des matériaux. Elle présente les assemblages économiques comme travaillés par des formes diversifiées et distribuées d'agentivité au-delà de l'intentionnalité humaine

ainsi que des intentions des grandes compagnies. Par des processus variés de discipline, de massification et d'interférence avec d'autres processus de packaging, l'*expressivité économique* de la bouteille en PET a émergé, actualisant les possibilités de la bouteille en tant que dispositif économique. Mais ce sont en même temps beaucoup d'autres possibilités perturbantes et d'autres sombres réalités qui ont émergé.

- 35 Notre argument principal est que la bouteille en PET n'est pas arrivée dans l'industrie des boissons en possédant une identité fixe qui aurait causé certains effets. Mais elle n'a pas non plus été l'instrument passif d'impératifs économiques inexorables ou des intentions des grandes compagnies. Elle s'est inscrite bien plutôt dans des marchés déjà existants et, par ses interactions et relations avec d'autres dispositifs, elle a contribué à reconfigurer et à étendre ces marchés. La bouteille en PET a forgé une série d'importantes alliances avec le raffinage du pétrole en flux continu, avec les usines d'embouteillage, avec les grandes compagnies multinationales de boissons, et avec les consommateurs, et ce faisant elle a gagné en puissance au point de susciter la re-matérialisation des emballages de boissons, ainsi que de nouvelles manières de boire et de jeter.

## Quand le plastique s'allie à l'eau

- 36 Cette analyse des divers processus qui ont contribué à faire de la bouteille en PET un dispositif économique reste nécessairement large. Sa principale vertu est de rendre compte de la manière dont cette modalité d'emballage a rapidement acquis de l'importance, de la façon dont son appréhension et sa définition ont dépendu de sa mise en rapport avec d'autres formes de packaging et enfin dont ses formes évolutives d'agentivité ont émergé dans les marchés des boissons. Il serait impossible de comprendre les implications du conditionnement de l'eau en bouteille plastique sans faire un tel récit général, qui permet de montrer comment de petites choses anodines relatives aux marchés peuvent susciter des transformations majeures, comme Franck Cochoy (2007, p. 120) le montre : « Le packaging transforme l'objet, le consommateur et le producteur en un seul et même mouvement. » Alors comment la bouteille en PET a-t-elle spécifiquement transformé l'eau et les manières dont les consommateurs l'appréhendent et l'évaluent ? En quoi la performativité de l'emballage constitue-t-elle un élément sociotechnique crucial sous-tendant l'organisation de nouvelles actions économiques autour de l'eau ?
- 37 Comme nous l'avons suggéré, conditionner l'eau dans des bouteilles en PET a constitué un événement non seulement parce que cela a suscité des transformations significatives des marchés des boissons et des manières quotidiennes de boire, ainsi que bien d'autres transformations encore, mais aussi parce que ce conditionnement est rapidement devenu un enjeu politique controversé. Bien que l'eau en bouteille date de bien avant l'essor de la bouteille en PET, elle était généralement vendue dans des marchés de luxe qui commercialisent de l'eau de source minérale dans des bouteilles en verre (Marty, 2006). La bouteille en verre venait souvent renforcer la qualification distinctive de l'eau comme provenant d'une source particulière et contenant des composés chimiques spécifiques, ou comme quelque chose qui accompagne un dîner fin ; d'où sa catégorisation en termes d'« eau minérale » ou d'« eau de table ». L'eau conditionnée dans des bouteilles en PET ouvrait à un ensemble fort différent d'alliances entre la matérialité du packaging et son contenu, et constituait une économie des

qualités tout autre pour l'eau. Comme les critiques militantes de l'industrie le montrent, l'essor de la bouteille en PET fut fondamentalement associé à la possibilité du développement d'un marché de consommation immédiate de l'eau de boisson sous format individuel : elle était associée à la formation d'un complot entre un liquide vital et un plastique de masse, faisant du premier une marchandise de masse. Mais le problème est de comprendre comment cela est exactement arrivé. Comment ce matériau particulier d'emballage a-t-il interpellé ce produit ? Comment l'eau et les bouteilles en PET se sont-elles mutuellement influencées au point de transformer et d'améliorer leurs propriétés réciproques ?

- 38 Les réponses à ces questions, particulièrement dans la presse professionnelle industrielle, pointent généralement que la bouteille possède une capacité hors du commun à rendre possibles de nouvelles formes d'emballage et de consommation de l'eau. Le PET est parmi les matériaux favoris de l'industrie des boissons du fait qu'il s'est imposé comme contenant pour un liquide qui est par ailleurs directement accessible, et qu'il a contribué à générer de nouveaux désirs autour de ce liquide ainsi que de nouvelles manières de s'en servir. La presse professionnelle met aussi en avant le rôle du marketing et des marques, mais il y a un consensus pour dire que la bouteille plastique est remarquable pour sa capacité pratique à construire des marchés de l'eau dans « les pays industrialisés... en dépit de la bonne qualité de l'eau potable directement accessible au robinet » (« Le PET demeure un favori », 2008). Or cette explication littérale ne rend pas compte de la manière exacte dont l'eau a été mise en économie, de la complexité des processus impliqués ni des immenses efforts, dispositifs et dynamiques qui ont contribué à ce développement qui reste relativement récent. Et elle n'aide pas non plus à comprendre comment l'emballage a contribué de manière cruciale à donner à l'eau de nouvelles qualifications et à construire des attachements du consommateur à ces qualifications. Pour comprendre comment la bouteille en PET en est venue à former un trait constitutif des marchés de l'eau en bouteille, il nous faut explorer la multiplicité des connexions très étroites qu'elle a permis d'établir tout à la fois avec le contenu et avec le consommateur. La section précédente a présenté la manière dont la bouteille a été incorporée dans la filière de production préexistante de boissons et d'emballages, mais ici nous nous focalisons sur les changements que ce contenant a subrepticement introduits dans les perceptions de l'eau par les consommateurs ; nous nous centrons sur les nouvelles dispositions vis-à-vis de l'eau qui ont été suggérées par la bouteille. Bien sûr, de nombreux autres éléments ont contribué à rendre l'eau mesurable et qualifiable en de nouveaux termes, et nous les explorerons dans les deux chapitres suivants ; mais ici l'objectif est de comprendre comment ce contenant ordinaire a inauguré une nouvelle relation à l'eau – une relation davantage médiée et négociée – et quels sont les requalifications spécifiques de l'eau, les nouveaux attachements à ce liquide et les nouvelles compréhensions de sa place dans la vie de tous les jours auxquels il a contribué.
- 39 Les travaux contemporains sur l'essor du packaging (voir Bowlby, 2000 ; Cochoy et Grandclément-Chaffy, 2005 ; Hine, 1995 ; Twede, 2012) offrent d'importantes contributions permettant de mieux comprendre le rôle joué par le packaging dans le ré-ordonnement des relations entre consommateurs et produits au cours du vingtième siècle. Ces travaux montrent notamment comment les produits emballés ont inauguré une relation davantage médiée aux produits, une relation dans laquelle les consommateurs doivent désormais se fier à une information indirecte, écrite ou visuelle, pour savoir ce qu'ils achètent. La rencontre physique directe avec le produit a

été remplacée par l'appréhension de l'emballage, qui contient des informations sur les dimensions physiques, techniques ou culturelles de ce qui est acheté – informations qui étaient auparavant inconnues ou inaccessibles. Le développement du packaging a rendu possible (et en fait nécessaire) d'imaginer et de souligner les différences existant entre les produits, et c'est cette nécessité qui a alimenté l'expansion des marques et des stratégies de marketing – l'emballage fournissant une surface clef pour l'affirmation des qualités symboliques du produit ainsi que pour d'autres formes de développement des marques. Alors que l'emballage est devenu la norme dans les assemblages économiques, la consommation sans emballage est, elle, devenue impensable. Et ce n'est pas simplement pour des raisons techniques et pratiques, mais également parce que les acheteurs attendent des emballages : l'emballage fait désormais partie intégrante des significations sociomatérielles de l'achat et de ses pratiques.

- 40 Dans un contexte où le monde de la vente et l'expérience de l'achat sont dominés par le packaging, les choses qui ne sont *pas* emballées se démarquent. Comme Cochoy et Grandclément-Chaffy le disent (2005), elles apparaissent « nues ». Comment serait-il alors possible de comprendre l'attractivité d'un produit et la manière dont il est situé dans les relations économiques, sans inclure les réseaux matériels et immatériels que l'emballage met en œuvre ? Dans le cas de l'eau, ces questions sont critiques du fait que, quand l'eau est distribuée sous forme de service, elle est nue, non emballée. Bien sûr, elle est acheminée par des tuyaux et des réseaux, mais ces dispositifs médiateurs sont largement invisibles au consommateur : l'eau semble couler en réponse directe à la demande du consommateur. Même si les consommateurs, quand ils ouvrent le robinet, sentent bien qu'ils accèdent à une vaste mise en œuvre sociotechnique ou à une infrastructure publique, l'eau conserve un caractère direct et immédiat, elle est saisie dans son flux semble-t-il perpétuel et sous le contrôle du consommateur. Ainsi l'eau distribuée en réseau génère-t-elle une réalité ontologique spécifique qui se trouve complètement transformée lorsque l'eau se trouve au contraire mise à disponibilité via un contenant. Ces transformations se font à divers niveaux : matériellement et sémiotiquement, économiquement et politiquement. Bien qu'elles soient mutuellement interconnectées, nous les considérerons tour à tour avant d'analyser la manière dont la bouteille en PET place l'eau dans une nouvelle série de relations, qui ont pour effet d'en faire une chose économique.
- 41 Comme nous l'avons vu dans la section précédente, les caractéristiques matérielles spécifiques de la bouteille en PET ont joué un rôle clef dans son décollage industriel et dans l'établissement des attachements des consommateurs à l'objet. Cependant, dès lors qu'elle a été utilisée pour contenir de l'eau, son poids réduit, son extrême transparence et sa dimension incassable se sont trouvés encore significativement amplifiés. Les qualités particulières de ce plastique semblaient en effet quasiment imiter et renforcer les qualités biophysiques de l'eau elle-même. Le PET était exceptionnellement transparent, avec une densité optique très similaire à celle de l'eau. La lumière passait au travers de la bouteille tout aussi bien qu'elle passait au travers de l'eau, générant un effet de fluidité et de pureté miroitante. L'eau semblait *plus scintillante* une fois mise en bouteille. Cela rendait la perception de la transparence encore plus intense au sens où, alors que la bouteille sert à conditionner l'eau, elle paraît en même temps la présenter sous forme non conditionnée. Les capacités fonctionnelles de l'emballage – la fonction qu'il remplit en contenant et en retenant

l'eau – fusionnaient avec son pouvoir matériel-sémiotique qui lui permet de renforcer et d'imiter à la fois les qualités du produit lui-même (Bowlby, 2000, p. 102).

- 42 La bouteille était aussi très fine et très légère, si bien que la tenir générait un contact plus tangible avec son contenu, et ce en dépit de sa fonctionnalité comme contenant et comme barrière. Ces médiations socio-matérielles particulières permettant ainsi à la bouteille et à l'eau de former de puissantes alliances affectives conduisaient à une situation où l'emballage lui-même *devenait* l'eau qu'il contenait, dans un processus de quasi-transsubstantiation. En termes de conception, c'était le triomphe du packaging : dès le premier instant où le consommateur l'appréhendait sur l'étagère, la bouteille lui apparaissait comme une rencontre presque directe avec l'eau. En outre, le sentiment de pouvoir tout voir, grâce à la transparence complète de la bouteille, rassurait aussi les consommateurs sur le fait que ce qu'ils avaient était bien ce qu'ils voyaient : de l'eau, juste plus pure et plus scintillante que l'eau du robinet : « Du point de vue du consommateur, l'emballage et le produit sont une seule et même chose » (Le Guen, pas de date). Tous ces effets ont été amplifiés par le travail réalisé par les marques – travail que nous explorons dans le chapitre suivant –, mais en amont même de toute information sur le produit et sur sa marque, le packaging est d'ores et déjà parvenu, dans une très grande mesure, à requalifier l'eau et à la faire apparaître comme relevant d'une nature très différente du flux prosaïque qui coule au robinet.
- 43 Économiquement, l'emballage a permis d'insérer l'eau dans les marchés des boissons et a contribué à diversifier ces marchés. Ces effets économiques ont été intimement connectés aux effets matériel-sémiotiques décrits ci-dessus, mais ils en sont néanmoins distincts. Le contenant a permis d'établir un champ de forces relationnelles complètement inédit, qui a contribué à son recadrage en tant que chose économique. Très significative est la manière dont le container a dés-assemblé l'eau de ses configurations quotidiennes en réseau – au sens littéral comme au sens figuré – en se présentant comme une nouvelle *source* d'eau. Dans son essai sur les technologies d'emballage, Zoë Sofia (2000) soutient que le contenant devient la source de ce qu'il contient ou conserve. Il n'accomplit pas simplement une fonction statique car contenir est une action en soi-même ; la force dynamique du contenant est qu'il contient l'eau et la fournit tout à la fois. Ce point permet de comprendre combien la bouteille en PET constituait un puissant dispositif sociotechnique pour recadrer et renouveler l'eau sur un plan économique. De même que la bouteille avait été conçue pour être aisément manipulée, avec sa forme courbe adaptée à la forme de la main et facile à transporter, elle permettait aussi aux consommateurs de sentir qu'ils avaient accès à leur propre réserve personnelle d'eau. La bouteille recadrerait ainsi l'eau comme une ressource individuelle et transformait une ressource environnementale, souvent publique, en une possession individuelle. Si la marque a souvent accompli un travail permettant de faire valoir d'amples informations concernant le caractère unique et « naturel » de la source d'eau et la distingue de l'eau du robinet, le contenant lui-même, dans sa force matérielle et dynamique, a aussi fait beaucoup pour détacher l'eau de ses cadrages sociotechniques préexistants. La bouteille a *renouvelé* l'eau sur un plan pratique mais aussi à un niveau fondamental, d'une manière significative pour l'organisation des marchés.
- 44 La bouteille a contribué à réorganiser les relations à l'eau à de nombreux niveaux : elle a contribué à requalifier l'eau et à créer des formes de valeur de l'eau qui, en général, n'existaient pas auparavant, particulièrement là où une infrastructure publique de

bonne qualité est la norme. Cela s'est appuyé sur le renouvellement de l'eau et sur sa standardisation économique, par exemple via le recours à des mesures du volume et à des rations d'eau individuelles et à usage unique. Si le processus d'économicisation de l'eau a aussi impliqué de nombreux autres éléments, la bouteille elle-même a joué un rôle clef pour produire l'eau sous forme d'une série d'objets identiques, et pour en faire un bien marchand. Et même si ces phénomènes étaient relativement familiers aux buveurs de boissons sucrées, ils étaient nouveaux dans le cas de l'eau qui, jusqu'aux années 1980, n'était pas massivement présente dans les marchés de masse de boissons. Quand on étudie les effets de ces processus de recadrage de l'eau et de promotion de nouvelles formes de consommation, la question n'est pas de savoir dans quelle mesure un produit a affaibli un service ou l'a même purement et simplement remplacé. Il est plutôt de savoir comment la bouteille a contribué à multiplier les « sources » de l'eau, ainsi que les rapports à l'eau et ses modes d'évaluation, et comment ces nouvelles ontologies économiques ont interagi entre elles.

## Conclusion

- 45 Nous avons raconté ici deux histoires : l'histoire de l'invention de la bouteille en PET, montrant comment cette nouvelle forme d'emballage plastique était devenue un puissant actant dans l'industrie des boissons ; et l'histoire des relations d'influence réciproque entre les bouteilles et l'eau, montrant leur capacité à générer des effets économiques et biopolitiques significatifs. La bouteille d'eau, une fois relâchée dans le monde, possède une agentivité et une capacité performative ayant de multiples dimensions : c'est l'objet des chapitres suivants. Dans ce chapitre, nous avons cherché à expliquer pourquoi l'invention des bouteilles en PET a eu pour effet de re-matérialiser l'industrie des boissons, et en quoi le fait de remplir les bouteilles avec de l'eau fut un événement, un développement propre impliquant la prolifération de nouvelles relations, de nouvelles significations et de nouvelles valeurs pour l'eau.

*Je remercie Baptiste Monsaingeon pour sa relecture et ses suggestions judicieuses sur la traduction.*

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Barry, A. (2005). Pharmaceutical matters. *Theory, culture and society*. 22(1), 51-69.
- Barry, A. (2013). *Material Politics: disputes along the pipeline*. London: Wiley-Blackwell.
- Bennett, J. (2010). *Vibrant matter: a political ecology of things*. Durham, NC: Duke University Press.
- Bensaude-Vincent, B. (2013). Plastics, materials and reams of of dematerialization. In J. Gabrys, G. Hawkins, M. Michael, *Accumulation: the material politics of plastic* (pp. 17-29). Abingdon, UK: Routledge

- Bensaude-Vincent, B., Stengers, I. (1996). *A history of chemistry*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Bowlby, R. (2000). *Carried away: the invention of modern shopping*. London: Faber and Faber.
- Brandau, O. (2012). *Stretch blow molding*. Philadelphia: Elsevier.
- Brooks, D., Giles, G. (2002). *PET packaging technology*. Sheffield: Sheffield Academy Press.
- Butler, J. (2010). Performative agency. *Journal of Cultural Economy*, 3(2), 147-161.
- Çalışkan, K., Callon, M. (2010). Economization, part 2: a research programme for the study of markets. *Economy and Society*, 39(1), 1-32.
- Callon, M., Méadel, C., Rabeharisoa, V. (2002). The economy of qualities. *Economy and Society*, 31(2), 194-218.
- Clarke, T. (2007). *Inside the bottle: an exposé of the bottled water industry*. Ottawa: Polaris Institute.
- Cochoy, F. (2012). Curiosity, packaging, and the economics of surprise. *Charisma Consumer Market Studies*, <http://www.charisma-network.net/markets/curiosity-packaging>.
- Cochoy, F., Grandclément-Chaffy, C. (2005). Publicizing goldilocks' choice at the supermarket: the political of shopping packs, carts and talk. In B. Latur, P. Weibel, *Making things public: atmospheres of democracy* (pp. 646-657). Cambridge, MA: ZKM and MIT Press.
- DeLanda, M. (1995). *Uniformity and variability: an essay in the philosophy of matter*. <http://www.t0.or.at/delanda/matterdl.htm>.
- Deleuze, G. (1993). *The logic of sense*. Trans M. Lester with C. Stivale. New York: Columbia University Press.
- Freinkel, S. (2011). *Plastic: a toxic love story*. Melbourne: Text.
- Giles, G., Bockner, G. (2002). Commercial considerations. In D. Brooks, G. Giles, *PET Packaging technology* (pp. 26-35) Sheffield, UK: Sheffield Academic Press.
- Harman, G. (2009). *Prince of networks*. Melbourne: Re.press.
- Hine, T. (1995). *The total package: the secret history and hidden meanings of boxes, bottles, cans and other persuasive containers*. Canada: Little, Brown and Co.
- Le Guen, V. (n.d.). *Right packaging product*. <http://www.sidel.com/about-sidel/inline-magazine/right-packaging-product>.
- Marty, N. (2006). La consommation des eaux embouteillées. *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 91(3), 25-41.
- Meikle, J. (1995). *American plastic: a cultural history*. New Brunswick, NJ: Rutgers University Press.
- Muniesa, F., Millo, Y., Callon, M. (2007). An introduction to market devices. In M. Callon, Y. Millo, F. Muniesa, *Market devices* (pp. 1-12). London: Blackwell.
- Plastics Academy (n.d.). *Hall of Fame*. <http://www.Plasticshalloffame.com>.
- Shove, E., Trentmann, M., Wilk, M. (2009). *Time, consumption and everyday life: practice, materiality and culture*. Oxford: Berg.
- Sofia, Z. (2000). Container technologies. *Hypatia*, 15(2), 181-201.
- Twede, D. (2012). The birth of modern packaging: cartons, cans and bottles. *Journal of historical research in marketing*, 4(2), 245-272.

Whitehead, A.N. (1978). *Process and reality: an essay in cosmology*. New York: The Free Press.

## NOTES

1. L'émergence récente des marchés de l'eau en bouteille plastique ne dément pas la réalité historique des marchés préexistants de l'eau en bouteille, mais ces marchés étaient généralement des marchés de niche ou de luxe, et non pas des marchés de masse, et l'eau y était conditionnée la plupart du temps dans du verre.
2. « Objet inachevé » est un terme de Karin Knorr-Cetina (1997). Elle l'utilise pour expliquer que les objets sont au centre de la socialité du fait de leur caractère ouvert, non joué à l'avance, et pour souligner combien ils manquent d'« objectivité » au sens d'une identité fixe qui ne change pas.
3. Ici les notions de réel et de processuel s'appuient sur la philosophie processuelle développée par A.N. Whitehead (1978).
4. Voir DeLanda (1995) pour une analyse de l'expressivité des matériaux. Son analyse est similaire à la notion de « matière animée » (*vibrant matter* : note de la traductrice) développée par Bennett (2010), qui reconnaît la capacité des matériaux à toujours outrepasser leurs déterminations sociales.
5. C'est le texte de l'édition originale, en français, de l'ouvrage de Bensaude-Vincent et Stengers (édité à La Découverte) qui est cité ici. Les auteurs citent l'édition en langue anglaise de cet ouvrage (*A History of Chemistry*, Harvard University Press, 1996, p. 206). Le texte en anglais cité par G. Hawkins *et al.* diffère de l'original en français sur un point : la phrase « Il s'agit vraiment d'une conception à la fois de forme et de matière » est remplacée dans la citation par la suivante : « They are made to solve specific problems and for this reason embody a different notion of matter ».
6. Voir Meikle (1995) pour une analyse de l'impact de la bouteille de ketchup qui se presse.
7. Merci à Andrea Westermann pour le fantastique terme de « bouteillabilité ».
8. En français dans le texte original (note de la traductrice).
9. Ici mon utilisation de l'« émergence » est influencée par la discussion de Latour par Harman (2009) dans *Prince of Networks*. Harman soutient que la position de Latour est que les choses sont définies par leurs relations et leurs effets relationnels sur les autres choses externes, et non par leur composition interne : « Latour dévie vers un concept d'émergence fonctionnel : une chose émerge comme une chose réelle lorsqu'elle a des effets inédits sur le monde extérieur, non pas du fait d'une quelconque réalité essentielle émergente dans la chose elle-même » (Harman, 2009, p. 158).
10. Voir « Le PET demeure un favori » (2008).

---

## RÉSUMÉS

*Plastic Water* s'attelle à comprendre l'émergence et le succès d'un marché de l'eau conditionnée en bouteilles plastique, en considérant la bouteille d'eau comme un objet ouvert, non achevé, et toujours intriqué dans une situation. L'ouvrage s'intéresse à dévoiler le rôle de la matérialité – les propriétés spécifiques de la bouteille plastique – dans la constitution des marchés à partir d'un

travail de terrain réalisé dans trois mégapoles asiatiques ; à décrire comment la bouteille plastique s'est immiscée dans les pratiques quotidiennes du boire et les a reconfigurées ; enfin à documenter la mise en politique des marchés de l'eau en bouteille plastique via les diverses campagnes de contestation environnementale dont elle a fait l'objet, dénonçant l'accumulation de déchets plastiques.

Céline Granjou propose ici la traduction de l'introduction de l'ouvrage, adossée à la traduction du premier chapitre ainsi qu'au compte rendu détaillé de l'ensemble du livre par Baptiste Monsaingeon dans ce même numéro. Le propos est à la croisée de la sociologie économique et de la sociologie de la matérialité. Il constitue une introduction brillante et limpide au rôle de la matérialité et des objets techniques dans la constitution des pratiques et des collectifs socio-économiques ainsi que dans celle des formes de contestation politique et environnementale. L'ouvrage décortique également le corpus de savoirs (médecine du sport, savoirs de l'hydratation) qui a largement contribué à l'omniprésence des bouteilles d'eau en plastique de par le monde.

*Plastic Water* documents the emergence and immense expansion of water packaged in plastic bottles. It focuses on plastic bottles as open-ended, unfinished objects that are always embedded in local situations and practices. It addresses the role of material objects in the construction of water markets relying on fieldwork in three big Asian cities and unpacks the specific properties of plastic bottles. It accounts for the success of plastic bottles in reconfiguring the daily practices of drinking; the streamlining of international beverage markets; and the development of political campaigns contesting bottled water and the never-ending accumulation of plastic waste it generates.

Céline Granjou provides here a translation of the introduction and first chapter of the book, while Baptiste Monsaingeon is the author of the in-depth review of the book published in the same issue of the *Revue d'anthropologie des connaissances*. This fantastic book is located at the crossroads of the sociology of material objects and sociology of markets; it is a wonderfully clear and bright introduction to the role of material objects and industrial technologies in constituting socio-economic groups and practices, as well as forms of political contestation. It also unpacks the body of knowledge from sport science and hydration research, which has largely contributed to the success of plastic water across the world.

*Plastic Water* trabaja para entender la emergencia y el éxito de un mercado de agua en botellas de plástico, considerando la botella de agua como un objeto abierto, inacabado y siempre enredado en una situación. El libro pretende: revelar el papel de la materialidad - las propiedades específicas de la botella de plástico- en la constitución de mercados a partir del trabajo de campo realizado en tres megalópolis asiáticas; describir cómo la botella de plástico ha interferido en las prácticas cotidianas de consumo y las ha reconfigurado; y, finalmente, documentar el entorno político de los mercados de agua embotellada de plástico a través de las diversas campañas de protesta ambiental a las que ha sido sometido, denunciando la acumulación de residuos plásticos. Céline Granjou ofrece aquí la traducción del primer capítulo del libro, respaldada por la traducción de la introducción, así como por la revisión detallada del libro por Baptiste Monsaingeon en este mismo número. El tema se encuentra en la encrucijada entre la sociología económica y la sociología de la materialidad. Constituye una brillante y clara introducción al papel de la materialidad y de los objetos técnicos en la constitución de las prácticas socioeconómicas y colectivas, así como en la de las formas de impugnación política y ambiental. El libro también examina el conjunto de conocimientos (medicina deportiva, conocimientos sobre hidratación) que han contribuido en gran medida a la omnipresencia de las botellas de agua plásticas en todo el mundo.

## INDEX

**Mots-clés** : eau, marchés de l'eau, bouteille plastique, sociologie de la matérialité, sociologie économique, déchets

**Palabras claves** : agua, mercado del agua, botella de plástico, sociología económica, residuos

**Keywords** : water, water markets, plastic bottle, materiality, sociology of markets, waste

## AUTEURS

### GAY HAWKINS

Professeur à l'Institute for Culture and Society à la Western Sydney University. Ses récents ouvrages incluent : Hawkins, G., Gabrys, J., Michael, M. (Eds.) (2013). *Accumulation: the material politics of plastic*. London: Routledge; Hawkins, G. (2006). *The ethics of waste*. Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield; Hawkins, G. Muecke, S. (Eds.) (2002). *Culture and waste: the creation and destruction of value*, Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield.

Adresse: Institute for Culture and Society (ICS), University Western Sydney, Parramatta Campus, Penrith NSW 2751 (Australia)

Courriel: g.hawkins[at]westernsydney.edu.au

### EMILY POTTER

Senior Lecturer à la School of Communication and Creative Arts à Deakin University, Australia.

Adresse: Deakin University, Burwood VIC 3125 (Australia)

Courriel: e.potter[at]deakin.edu.au

### KANE RACE

Associate Professor au Department of Gender and Cultural Studies à l'University of Sydney.

Adresse: University of Sydney, Camperdown NSW 2006 (Australia)

Courriel: kane.race[at]sydney.edu.au

## TRADUCTEUR\_DESCRIPTION

### CÉLINE GRANJOU (TRADUCTION)

Directrice de Recherche, Docteure en sociologie, Irstea Grenoble,

celine.granjou[at]irstea.fr



Gay HAWKINS, Emily POTTER and Kane RACE, *Plastic water. the social and material life of bottled water*

Cambridge, MA: MIT Press, 2015

**Baptiste Monsaingeon**

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/rac/405>

DOI : [10.3917/rac.041.0727](https://doi.org/10.3917/rac.041.0727)

ISSN : 1760-5393

**Éditeur**

Société d'Anthropologie des Connaissances

**Référence électronique**

Baptiste Monsaingeon, « Gay HAWKINS, Emily POTTER and Kane RACE, *Plastic water. the social and material life of bottled water* », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 12-4 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/405> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.041.0727>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

Gay HAWKINS, Emily POTTER and Kane  
RACE, *Plastic water. the social and  
material life of bottled water*

Cambridge, MA: MIT Press, 2015

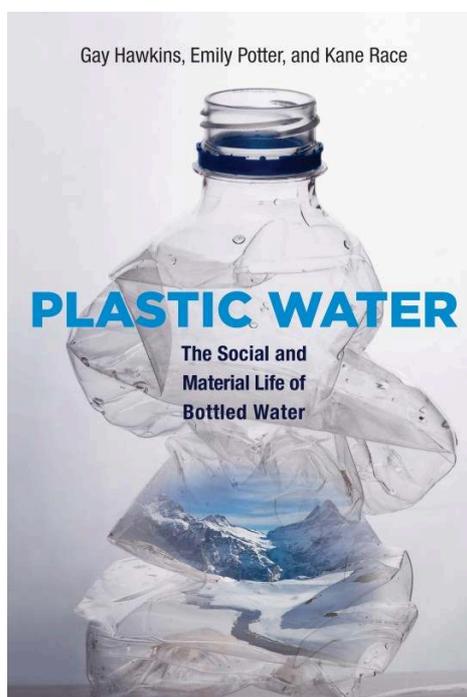
**Baptiste Monsaingeon**

---

RÉFÉRENCE

Gay Hawkins, Emily Potter and Kane Race, *Plastic water. the social and material life of bottled water*, Cambridge, MA: MIT Press, 2015, xxiv-260 p.

1 En faisant de la bouteille d'eau en plastique l'objet central de leur ouvrage, Gay Hawkins, Emily Potter et Kane Race ont choisi l'un des biens de consommation de masse les plus emblématiques et omniprésents de l'environnement sociotechnique contemporain. Parce que la bouteille d'eau est à la fois l'eau, son contenant, la ressource personnelle de santé, la cible de possibles boycotts ou le déchet en puissance, ce livre transforme cet objet apparemment passif en sujet passionnant d'une biographie protéiforme qui entend échapper aux écueils d'un plaidoyer à charge contre l'omniprésence de sa marchandisation. Il s'agit d'aborder la bouteille d'eau comme un objet ouvert, non achevé et toujours intriqué dans une situation. Parmi les auteurs, qui enseignent tous trois les *cultural studies* en Australie, Gay Hawkins a notamment publié en 2005 *The ethics of waste*, considéré comme un des ouvrages de référence du champ émergent des *discard studies*, et dans lequel déjà, elle développait une sociologie de la matérialité ouverte, plurielle et inachevée du déchet.



2 L'ouvrage est divisé en trois parties : la première pose les contours historiques et théoriques permettant de saisir les enjeux propres à l'émergence des bouteilles d'eau en plastique ainsi que les effets économiques, techniques et biopolitiques de ce nouvel agencement entre bouteille plastique et eau ; la deuxième, plus empirique, s'organise autour de trois études de cas asiatiques ; la troisième propose un tour d'horizon des modes de contestation et des enjeux éthiques et politiques que soulève la prolifération de l'eau en bouteille plastique aujourd'hui.

## La bouteille d'eau comme événement

3 La première partie du livre vise à décrire trois « événements », ou développements historiques, qui ont été déterminants dans l'agencement des marchés de masse de l'eau en bouteille. Aussi, le premier chapitre offre une double mise en histoire de l'objet central de l'ouvrage. Il s'agit d'une part de proposer une histoire technique d'un contenant, de raconter l'invention de la bouteille en PET (polytéréphtalate d'éthylène), d'identifier la façon dont ce nouvel emballage plastique est devenu un actant déterminant du secteur industriel de la boisson. Il s'agit d'autre part de faire l'histoire de la relation entre l'eau et la bouteille, de leurs influences réciproques et de leur capacité à générer des effets à la fois économiques et biopolitiques.

4 On y retrouve d'abord les enjeux techniques et économiques qui ont accompagné la naissance de la bouteille en PET (7-9), mais c'est la façon dont celle-ci agit comme *dispositif* économique, à la suite des travaux de Callon, Millo et Muniesa (2007) qui fait l'intérêt de ce chapitre. Plus qu'une histoire de la commercialisation de la bouteille

plastique, les auteurs de l'ouvrage racontent comment, formant des alliances avec les flux ininterrompus du raffinage du pétrole, avec les usines d'embouteillage, les multinationales et les consommateurs, elle est devenue un élément déterminant tant de l'industrie de la boisson que du monde contemporain. Ce sont les capacités d'agir et de faire agir, la dimension performative de ces emballages très spécifiques qui focalisent l'intérêt des auteurs. La bouteille en PET n'a pas fait irruption dans l'industrie de la boisson avec des propriétés préétablies ayant engendré des effets déterminés. Elle n'a pas été un instrument passif d'impératifs économiques. À l'inverse, elle est devenue une participante au sein de marchés déjà existants et a contribué à reconfigurer et à étendre ces marchés. La fin du chapitre est consacrée aux nouvelles alliances forgées entre plastique et eau, à travers l'émergence et la diffusion de ces bouteilles. Si le marché de l'eau en bouteille s'est développé bien avant leur apparition, les bouteilles en PET, légères, fines et transparentes, se sont progressivement confondues avec leur contenu ; l'emballage s'est laissé assimiler à l'eau elle-même. Plus encore, la bouteille plastique a contribué à transformer le statut de l'eau, jusqu'alors perçue comme une ressource naturelle, comme un bien commun, et désormais appréhendée comme une ressource individuelle, un bien de consommation privé.

- 5 Le deuxième chapitre, à la fois historique et empirique, est consacré au travail effectué par les marques d'eau en bouteilles (*branding*) du marketing à l'étiquetage en passant par les études de marché dédiées aux consommateurs. Partant du constat que toute eau en bouteille est avant tout une marque, les auteurs cherchent à enquêter sur les régimes de valeur (pas uniquement économiques, mais aussi notamment culturels et politiques) qu'elles sont susceptibles de mobiliser. Il s'agit de montrer comment les marques sont tout autant des *dispositifs économiques* que des *dispositifs politiques*. Deux cas principaux sont analysés dans une perspective comparatiste : d'un côté, Évian (pp. 32-43), une eau minérale naturelle qui trouve son origine dans un territoire précis dans le contexte de l'émergence du thermalisme. Il s'agit d'une eau qui a une histoire longue et documentée, et qui a servi de support à sa promotion. De l'autre, Dasani (pp. 43-50), marque d'eau purifiée lancée par la Coca-Cola Corporation en 1999, qui représente le cas des marques sans patrimoine culturel, qui semblent arriver de nulle part, et mises sur le marché pour viser ses segments les plus bas. L'hypothèse centrale du chapitre consiste à affirmer que la marque est indispensable pour quantifier la valeur de l'eau. Et celle-ci est plurielle. Qu'il s'agisse de valeurs culturelles, historiques ou politiques, elles se calculent toujours dans une forme de comparaison avec « l'eau du robinet ». Or, là où il n'existe pas de dispositifs sociotechniques capables de garantir une eau potable de qualité, l'eau en bouteille s'est imposée non plus comme un produit de consommation marginal, ou luxueux, mais est considérée comme une source « ordinaire » et sûre d'eau potable (p. 51).
- 6 Le troisième et dernier chapitre de cette première partie se veut faire la généalogie du concept d'« hydratation ». Si, *a priori*, le fait de boire de l'eau est une réponse à la fois évidente et banale à la soif, les auteurs de l'ouvrage montrent qu'avec la bouteille plastique, l'eau devient un élément incontournable d'une forme « citoyenneté biologique » (Novas et Rose, 2005) (p. 54). Largement utilisé par les publicitaires de l'eau en bouteille, l'argument biomédical de l'hydratation a contribué à banaliser le principe d'un « sirotage » permanent de l'eau. Les consommateurs ont été invités à consommer de l'eau jour et nuit, où qu'ils soient, à adopter un style de vie rendu sain du fait même de ce sirotage permanent. S'hydrater est devenu un acte permettant qui répond autant à ces injonctions biomédicales qu'à un idéal de vie à la fois sain, mobile

et sportif. Une fois encore, il s'agit moins pour les auteurs de proposer une critique de la marchandisation de l'eau et de l'extension inexorable du capitalisme jusqu'aux confins de la subjectivité des consommateurs, que de montrer *comment les choses s'assemblent, s'arrangent*, de montrer comment les *agencements* du marché ont des effets directs sur le monde (p. 72).

## La bouteille en pratiques

- 7 La deuxième partie de l'ouvrage s'organise autour de trois études de cas, à Bangkok, Chennai et Hanoï. Ce choix de terrains d'enquêtes strictement asiatiques est délibéré car c'est en Asie que la croissance de la consommation est la plus forte, alors même que les infrastructures de l'eau y sont soit sous-développées, soit peu sûres, soit les deux. Pour autant, il ne s'agit pas de faire de l'Asie un territoire homogène et déterminé, mais bien de montrer que, dans les trois villes étudiées, l'idéal moderniste d'un réseau technique de l'eau réticulé et organisé n'a jamais pu se réaliser, et qu'il s'agit d'autant de situations particulières imposant des arrangements toujours spécifiques entre l'eau et les habitants.
- 8 À Bangkok tout d'abord, l'étude des pratiques liées aux bouteilles plastique qui y sont omniprésentes, révèle une forme de relation d'anxiété ontologique à l'eau dans un contexte de métropolisation accélérée. Une anxiété qu'il apparaît impossible de distinguer clairement de certaines données sociologiques et culturelles telles que, par exemple, l'aspiration à une modernité idéalisée, l'accès aux cultures ou aux goûts caractérisant certaines catégories sociales, en bref, de pratiques de distinction. La qualité de l'eau n'est donc pas un argument suffisant pour y comprendre la prolifération de l'eau en plastique ; il s'agit plutôt d'une dynamique complexe faite de qualités matérielles, de spécificités territoriales, de problématiques médicales et de pratiques commerciales. Tout ceci contribue à freiner le développement de pratiques de consommation alternatives de l'eau (de l'amélioration des réseaux de distribution de l'eau jusqu'au développement de dispositifs de consigne de bouteille en verre). En un sens, c'est en montrant pourquoi la bouteille plastique est appréhendée comme un bien de consommation « commode » (Shove, 2003) (p. 97), que les auteurs parviennent à dépasser une critique fataliste naturalisant les usages contemporains de la bouteille plastique, et à les ramener à leur statut de pratiques sociales, résolument ouvertes, donc jamais totalement « normalisées ».
- 9 Au Tamil Nadu, en Inde, la ville de Chennai sert de cadre à une discussion autour du rôle paradoxal de la consommation de l'eau en bouteille dans le développement urbain lui-même. Plutôt que de faire de l'explosion de la consommation de l'eau en bouteille une réponse aux problèmes sanitaires propre à l'accès difficile à l'eau dans la ville de Chennai, il s'agit de montrer comment les bouteilles plastique ont participé à l'émergence de cette réalité. Si la rareté de l'eau dans cette région de l'Inde a pu constituer une opportunité pour le développement de l'eau en bouteille, ce qui fait la spécificité du cas de Chennai, c'est que le développement urbain a été rendu possible grâce aux infrastructures de production et de distribution d'eau en bouteille, car ces industries ont, dans le même mouvement, accéléré la raréfaction de la ressource. L'eau en bouteille a ainsi permis de laisser croire à l'abondance de la ressource, mais s'avère aujourd'hui un vecteur d'injustice environnementale ; un litre d'eau en bouteille peut représenter l'équivalent de plusieurs heures de travail pour certaines catégories

sociales les plus fragiles (p. 112). En un mot, l'eau en bouteille a constitué autant une réponse qu'un facteur de raréfaction de l'eau à Chennai.

- 10 Avec l'étude du recyclage dans les villages de métiers des alentours de Hanoï, les auteurs se sont concentrés sur le versant détritique de la consommation d'eau en bouteille. Depuis la collecte jusqu'à la revente des matières premières transformées, en passant par les différents processus de tri, de lavage, de broyage et de refonte des débris plastiques, ce chapitre décrit les étapes complexes de la mise en économie des déchets. À l'image de ces nombreux territoires du recyclage en Asie, en Afrique ou en Amérique centrale et latine, Triêu Khúc est un de ces « villages plastiques », dédié au stockage, au tri et à la transformation de déchets, activités aussi lucratives pour les entrepreneurs locaux que polluantes pour les environnements immédiats et lointains. Il s'agit de montrer qu'une fois rendue à l'état de déchet, la bouteille plastique n'en est plus une - elle devient une potentielle matière première secondaire - et que, du point de vue des acteurs divers de cette proto-industrie villageoise du recyclage, les conséquences environnementales néfastes de ces activités sont des réalités collatérales, des éléments négligeables au regard de ce qui s'érige en un impératif de « fabrication de valeur » (p. 139). En un mot, ce que ce chapitre permet de rendre visible, c'est peut-être la cécité profonde (p. 133) des producteurs et des consommateurs quant aux trajectoires des bouteilles plastique à l'état de rebut.

## Boire éthique

- 11 Les deux derniers chapitres du livre proposent un tour d'horizon des formes de contestation de la consommation de l'eau en bouteille, largement critiquée depuis le tournant des années 2000 au moins. Trois exemples sont analysés pour décrire la diversité de ces modalités de contestation mais surtout peut-être pour rendre compte des capacités de réorganisation du marché.
- 12 Avec la campagne *Inside the Bottle* lancée en 2007 par l'ONG canadienne *Polaris Institute* (p. 151), les auteurs soulignent le rôle du secteur militant dans l'apparition d'un problème public autour de l'eau plastique. En démontrant la mainmise des industriels minéraliers et de la gestion de l'eau sur l'élaboration des politiques publiques de l'eau, le *Polaris Institute* a notamment encouragé le boycott de l'eau en bouteille et a contribué à déplacer la relation traditionnelle entre citoyens et autorités publiques vers le front d'une opposition entre consommateurs et entreprises privées. Mais le mouvement de contestation de la bouteille plastique n'est pas seulement le fait de la société civile ; la campagne publicitaire *FilterforGood* de 2008 de l'entreprise Brita (pp. 165-173) notamment vise moins à dénoncer un problème public lié à l'eau en bouteille qu'à promouvoir des produits permettant une consommation alternative. Brita utilise les codes de la communication militante pour construire une publicité dénonçant l'usage extensif du PET dans la production d'eau en bouteille, publicité insistant sur les origines pétrochimiques d'un contenant censé garantir la qualité de son contenu. Or, en faisant du filtrage de l'eau domestique une alternative éthique, l'entreprise a paradoxalement contribué à nourrir l'idée d'un risque lié à la qualité de l'eau de réseau, argument structurant l'essor de l'eau en bouteille, et a nourri le feu d'une contre-campagne dénonçant le caractère non recyclable et polluant des filtres de la firme. En encourageant et soutenant l'installation de fontaines d'eau potable dans l'espace public, la *Bottled Water Alliance*, menée par la municipalité de Sydney et l'ONG

australienne *Do Something*, cherche à inventer de nouvelles pratiques de consommation d'eau dans l'espace public et à rendre l'usage unique de la bouteille plastique obsolète (pp. 173-179).

- 13 Dans le dernier chapitre, les auteurs analysent l'émergence de marques d'eau dites « éthiques », non pas sur le mode de la critique des stratégies capitalistes de camouflage d'une réalité économique fondée sur le profit et l'exploitation, mais bien sûr celui de l'observation des capacités du marché à s'adapter à ce statut nouveau d'objet politique accordé à l'eau en bouteille. Reprenant les termes d'Andrew Barry sur le « capitalisme éthique » (Barry, 2004) ou de Michel Callon démontrant que certains marchés sont « civilisés » (Callon, 2009), il s'agit de décrire certaines pratiques d'« éthicisation » du marché de l'eau en bouteille : depuis les marques qui versent l'intégralité de leurs bénéfices à des projets de développement (pp. 187-192), aux campagnes de Coca-Cola dans les régions aborigènes pauvres de l'Australie visant à privilégier la consommation d'eau à celle de boissons sucrées, accusées de générer des taux d'obésité morbides inquiétants. Jusqu'au terme de l'ouvrage, donc, Hawkins, Potter et Race ne jettent à aucun moment un regard normatif sur le statut à accorder à cette bouteille plastique, présentée autant comme problème que comme solution. Plus encore, ils proposent de faire de cette étude l'occasion de penser une forme de dépassement de l'opposition ancienne entre économie et politique à travers la mise à jour d'exemples d'« hybridation clandestine » (Cochoy, Giraudeau et McFall, 2010) (p. 220) entre, notamment, eau en bouteille et eau municipale, citoyens et consommateurs, logiques publiques et privées.

## Bilan

- 14 On ne peut que louer la richesse, la précision et la grande qualité réflexive générale de l'ouvrage. La diversité des sources, des méthodes d'analyse et d'enquête permettent de bâtir un panorama fin et très convaincant de la sociologie économique de cette eau plastique : depuis les origines de la mise en bouteille et en économie de l'eau à la fabrique de son marché, de ses pratiques multiples de consommation à la diversité de sa contestation. Ce livre, qui s'inscrit dans la continuité du travail de Gay Hawkins au croisement des STS et de la sociologie de la matérialité, révèle avec une pédagogie très appréciable le caractère toujours inachevé de l'objet, comment il se réinvente sans cesse au fil des situations et des interactions, comment il est possible de partir de ces définitions situées de la bouteille plastique pour révéler la complexité des dynamiques de ce « monde de biens » (Douglas et Isherwood, 1979) jamais donné, toujours en devenir. L'omniprésence des références théoriques aux travaux de Michel Callon défendant une analyse de la dimension performative des routines économiques pourrait toutefois laisser certain.e.s sur leur faim. En cadrant leur analyse sur les interactions dans et avec les marchés économiques, en centrant leur analyse sur les assemblages et sur les reconfigurations des marchés, les auteurs semblent naturaliser la relation marchande comme cadre d'analyse indépassable de l'échange et dans le même geste valider implicitement le statut de marchandise accordé à l'eau par les acteurs étudiés. Tout se passe comme si rien, ou presque, ne pouvait être étudié à l'extérieur de ces dynamiques de marché, en perpétuelles redéfinitions. Bien que les auteurs, conscients du caractère potentiellement « dérangent » de l'angle adopté, cherchent à le justifier dès l'introduction (p. xvi), il n'en reste pas moins que des

approfondissements sur les conséquences éthiques et environnementales de l'accaparement des ressources en eau potable par certains acteurs industriels auraient par exemple été bienvenus. De même, des analyses dédiées aux pollutions parfois irréversibles et aux risques sanitaires globaux liés à la prolifération de ces déchets auraient pu offrir un éclairage enrichissant pour l'équilibre général du texte.

- 15 Parce que l'ouvrage se construit dans une opposition assumée aux simplifications réputées abusives d'une littérature critique ou militante, et qu'il entend examiner son objet sans mettre les humains ou les firmes au centre de l'histoire, il semble alors naturel de s'interroger sur les effets qu'il est à même de produire ou non, sur sa propre performativité, donc. En particulier dans les derniers chapitres de l'ouvrage où semble validée l'idée selon laquelle ce qui pourrait s'apparenter à l'expression d'un « nouvel esprit du capitalisme », capable de se saisir de sa critique pour se réinventer, serait moins une stratégie délibérée qu'un effet de recadrage « naturel » de l'échange marchand. Pour reprendre les termes de Bruno Latour à l'endroit de l'analyse des controverses climatiques, certains lecteurs auront peut-être envie « que la bataille se livre au moins à armes égales » (Latour, 2012), qu'on ajoute une dose d'écologie politique dans cette sociologie économique que l'on peut parfois trouver trop « lisse », qu'on rappelle enfin et qu'on analyse davantage les rapports de force, de domination, voire, au besoin, que l'on décrive le cynisme assumé de certains acteurs.
- 16 Au terme de la lecture de ce livre dense et passionnant, on comprend bien que les auteurs envisagent à juste titre que la mise en récit de ces innombrables arrangements du marché dans un contexte de prolifération de l'eau plastique puisse servir de support à divers discours politiques. Mais là n'est pas l'objectif revendiqué de ce texte qui s'adresse à un lectorat essentiellement académique. D'autres donc ne manqueront pas de se saisir de ce matériau foisonnant pour s'engager dans une direction comme dans une autre.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Barry, A. (2004). Ethical Capitalism. In W. Larner, W. Walters (Eds.). *Global Governmentality*. London: Routledge.
- Callon, M., Millo, Y., Muniesa, F. (2007). *Market devices*, Malden, MA: Wiley-Blackwell.
- Callon, M. (2009). Civilising Markets: Carbon trading between in vitro and in vivo experiments. *Accounting, Organizations and Society*, 34, 535-548.
- Cochoy, F., Giraudeau, M., McFall, L. (2010). Performativity, economics and politics. *Journal of Cultural Economy*, 3(2), 139-146.
- Douglas, M. Isherwood, B. (1979). *The World of goods. Toward an anthropology of consumption*. New York: Basic Books.

Latour, B. (2012). Que la bataille se livre au moins à armes égales. In J.-M. Decroly, F. Gemenne, E. Zaccai (dir.). *Controverses climatiques, sciences et politique* (pp. 160-167). Paris: Presses de Sciences Po.

Novas, C. Rose, N. (2005). Biological Citizenship. In A. Ong, S.J. Collier (Eds.). *Global Assemblages: Technology, Politics, and Ethics as Anthropological Problems*. Malden, MA: Blackwell.

Shove, E. (2003). *Comfort, Cleanliness and Convenience: The Social Organization of Normality*. Oxford: Berg.

## AUTEURS

**BAPTISTE MONSAINGEON**

MCF Sociologie – REGARDS – Université de Reims Champagne Ardenne



## Revue d'anthropologie des connaissances

12-4 | 2018

Circulation des enseignants et chercheurs africains

---

### Dominique RAYNAUD, *Sociologie des controverses scientifiques*

Paris, Éditions Matériologiques, 2018

Marine Dhermy-Mairal

---



#### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/410>

DOI : 10.3917/rac.041.0735

ISSN : 1760-5393

#### Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

#### Référence électronique

Marine Dhermy-Mairal, « Dominique RAYNAUD, *Sociologie des controverses scientifiques* », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 12-4 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/410> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.041.0735>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Dominique RAYNAUD, *Sociologie des controverses scientifiques*

Paris, Éditions Matériologiques, 2018

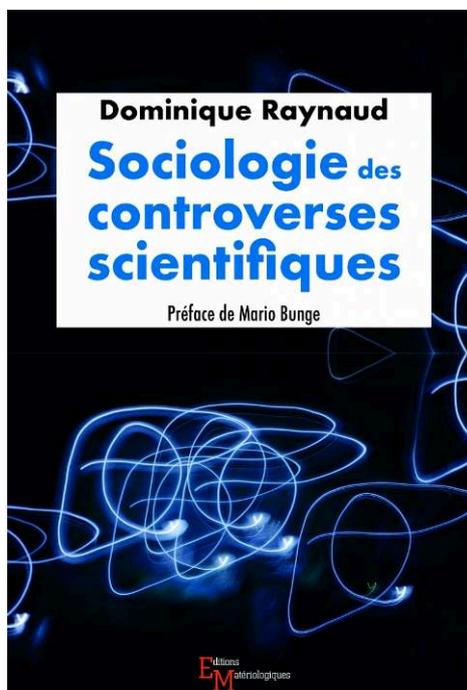
Marine Dhermy-Mairal

---

## RÉFÉRENCE

Dominique RAYNAUD, *Sociologie des controverses scientifiques*, Paris, Éditions Matériologiques, 2018, xi-222 p.

- 1 Avec la réédition, augmentée de quatre chapitres, de son ouvrage désormais classique *Sociologie des controverses scientifiques*, qui était alors épuisé, Dominique Raynaud poursuit ses travaux dans un camp qu'il assume d'avoir choisi, le rationalisme, en se plaçant dans les pas de Mario Bunge qui a rédigé la préface de l'ouvrage. Ce dernier voit en l'auteur l'un des seuls sociologues français rationalistes qui continue d'avancer contre les vents et marées relativistes de la sociologie dominante des sciences. L'un des mérites de l'ouvrage est en effet de réaffirmer la pertinence de la position rationaliste contre la tendance des sociologues des sciences à désertir la notion de vérité ou à la nier. L'ouvrage est dense, très riche tout à la fois en contenu empirique et en propositions théoriques ou méthodologiques. Il est accompagné de documents d'archives nombreux et précis, qui visent à appuyer une interprétation rationaliste de controverses connues ou moins connues, déjà étudiées par les *science studies* ou au contraire inédites.
- 2 Le premier chapitre en est une bonne illustration : il porte sur une controverse interne à la sociologie des sciences, celle des « Science Wars », dont les deux pôles sont le rationalisme et le relativisme. D'un côté, les rationalistes avancent que le déroulé et la clôture d'une controverse s'opèrent essentiellement sur la base d'énoncés rationnels. Autrement dit, les chercheurs recherchent la vérité et seuls les arguments recevables par les normes rationnelles de la science permettent de résoudre une controverse. De l'autre côté, les relativistes pensent que les arguments rationnels ne comptent que très peu et que les facteurs sociaux sont primordiaux. Pas de place ici pour une position plus nuancée (quid du constructivisme réaliste par exemple ?) : l'un exclut l'autre et inversement. Plutôt qu'une analyse de controverse, ce chapitre est un plaidoyer pour le rationalisme et développe une forte critique du relativisme en sciences, dont les représentants ici sont essentiellement David Bloor, Randall Collins, Steve Woolgar et Bruno Latour. La présentation des arguments rationalistes par l'auteur consiste donc surtout en une critique en six points du courant relativiste : sa pseudo-nouveauté, qu'il qualifie en vérité de régression par rapport à la sociologie mertonienne ; l'indistinction entre science et croyance et ses implications, intenable pour D. Raynaud ; le conventionnalisme des connaissances ; l'absence de critère de démarcation entre science et non-science ; la détermination sociale des connaissances ; enfin, leur détermination causale au détriment d'une conception correspondantiste de la vérité.
- 3 Le deuxième chapitre revient sur une controverse célèbre, étudiée à plusieurs reprises par les sociologues des sciences dits « relativistes » : la controverse sur la génération spontanée, qui opposa Pasteur et Pouchet entre 1859 et 1964. Sur la base d'un travail d'archives, Dominique Raynaud démonte point par point les conclusions de ses prédécesseurs, qui tendaient à montrer que la controverse fut déterminée par des



idéologies politiques et religieuses. Rectifiant leurs erreurs factuelles et interprétatives d'une part, renversant l'asymétrie au profit de Pasteur, injustement critiqué par les sociologues dans une logique de réhabilitation du vaincu d'autre part, l'auteur prouve que la clôture de la controverse a été rendue possible par le respect des normes mertonniennes du scepticisme et du désintéressement par Pasteur, et le non-respect de celles-ci par Pouchet – le parallèle avec le travail de Pascal Ragouet sur la mémoire de l'eau est ici frappant, Benvéniste étant en quelque sorte le Pouchet de la controverse traitée par Ragouet. En somme, si Dominique Raynaud reconnaît l'existence de facteurs sociaux dans le déroulement de la controverse, ceux-ci n'ont fait que l'« accompagner ». Le gagnant n'a pas été socialement déterminé à vaincre, il l'a été rationnellement.

- 4 Après avoir critiqué les grands principes de la nouvelle sociologie des sciences, Dominique Raynaud s'attaque à des principes plus ciblés, comme celui de la causalité : la détermination sociale des contenus scientifiques est en effet, d'après lui, un leurre. À partir de la controverse qui opposa les organicistes des écoles parisiennes aux vitalistes de la faculté de médecine montpelliéraine, l'auteur distingue les facteurs internes de la controverse, qu'il qualifie d'influence prioritaire, et les facteurs externes, qu'il qualifie d'influence secondaire voire marginale pour certains. L'analyse le mène ainsi à préférer une étude internationaliste, qui n'admet aucune irruption des facteurs sociaux dans l'explication de la controverse. Dominique Raynaud conclut en effet que la résolution de la controverse ne s'est pas faite par le biais d'une « négociation sociale » comme le prétend la nouvelle sociologie des sciences, mais en vertu de trois éléments : le triomphe de la méthode de l'observation sur la spéculation philosophique, la productivité scientifique plus importante des parisiens, l'adéquation des institutions parisiennes aux recherches novatrices. D'après l'auteur, rien dans cette controverse ne permet de prédire un contenu scientifique à partir de facteurs sociaux : l'idée d'une détermination sociale de la science n'a aucun sens.
- 5 Poursuivant l'œuvre de déconstruction de l'analyse des controverses scientifiques opérée par ses pairs, Dominique Raynaud s'attaque dans le chapitre 4 à la notion même de « controverse » dont il regrette l'usage abusif chez les médias, les politiques, mais aussi chez les sociologues des sciences « relativistes-constructivistes ». La faute en est, à ses yeux, aux « promoteurs de l'analyse des controverses en SSK ou de la cartographie des controverses ». Ce quatrième chapitre, inédit, s'attache ainsi à montrer que tout désaccord entre deux parties n'est pas nécessairement une controverse. Il s'appuie pour cela sur l'affaire de la voûte de l'église de Bédoin, qui opposa l'architecte Pierre Thibault à l'ingénieur Antoine d'Alleman en 1732, sur la question de savoir s'il fallait construire ou non une voûte en plein cintre. Après avoir détaillé le cœur du débat les ayant opposés, l'auteur en conclut à l'absence de controverse. En cause, la faible durée du débat – à peine quatre mois ; son caractère privé ; enfin, l'absence de « communauté », l'un et l'autre n'ayant pas le même statut. Le manquement à ces trois critères permet de requalifier ce débat sous la forme d'un simple « différend ».
- 6 Nouveau également, le chapitre 5 revient sur la controverse « marginal-sécante » des « Guerres perspectives » qui opposa l'architecte-mathématicien Girard Desargues au père Dubreuil, et derrière eux un ensemble d'acteurs, entre 1641 et 1644. À partir d'archives connues ou inédites retrouvées au Parlement de Paris, Dominique Raynaud retrace le déroulé de la controverse. La documentation réunie lui permet de suggérer que les attaques subies par Girard Desargues furent motivées par une certaine hostilité

des corporations à l'égard des procédés mathématiques qu'il préconisait pour systématiser la résolution des problèmes pratiques. Contrairement aux autres chapitres dont l'ambition théorique est évidente, les apports de ce cas d'étude revisité par D. Raynaud consistent dans la mise au jour de nouveaux documents permettant d'alimenter la nature de la controverse.

- 7 Le chapitre 6, absent de l'ancienne édition, élargit la focale par rapport au chapitre précédent, en reprenant une controverse qualifiée de « multidimensionnelle », qui a vu un certain nombre de peintres et d'architectes s'opposer entre 1475 et 1583 au processus de mathématisation de la perspective linéaire. La « mathématisation » est ici définie non par l'axiomatisation, la formalisation ou la quantification, mais simplement par l'introduction « de concepts mathématiques propres ou importés ». Autrement dit, le débat oppose ceux qui voudraient systématiser les règles de la perspective linéaire à ceux qui revendiquent une approche plus intuitive. L'auteur paraît hésiter ici sur le caractère véritablement controversé du débat, en raison de la multiplicité des questions débattues. Quatre dimensions le parcourent ainsi, formulées ici sous la forme d'oppositions. Les opposants aux règles de la perspective linéaire critiquent premièrement la déformation latérale que celle-ci induit lorsque le champ de vision est large : ces règles exigent ainsi de limiter les œuvres picturales à un champ de vision très limité. Ils critiquent deuxièmement l'immobilité qu'elle suppose, tandis que l'œil du spectateur est toujours en mouvement ; troisième opposition, qui n'a cependant pas été beaucoup discutée à l'époque classique, celle entre perspective linéaire et perspective curviligne ; enfin, quatrièmement, les opposants à la perspective linéaire lui reprochent de reposer sur un postulat étranger à la vision naturelle, celui de la vision monoculaire. Articulées les unes aux autres, elles caractérisent l'ensemble des postulats que l'enseignement académique – mathématique – de la perspective linéaire a stabilisés dans l'Italie du XVI<sup>e</sup> siècle. Parce que ces questions sont parfaitement dépendantes, Dominique Raynaud en conclut à l'existence d'une vraie controverse ici, plutôt qu'à un simple « échange de vues ».
- 8 Le chapitre 7 se penche sur une controverse ayant opposé les intramissionnistes aux extramissionnistes à Oxford entre 1240 et 1279. Les intramissionnistes arguaient que la vision était permise par la réception des rayons visuels par les yeux ; a contrario, les extramissionnistes (par exemple Robert Grosseteste) estimaient que les yeux produisaient eux-mêmes les rayons visuels. Après avoir présenté les arguments des uns et des autres en faveur de chaque thèse, Dominique Raynaud s'appesantit plus spécifiquement sur les positions de trois savants, Robert Grosseteste, Francis Bacon et John Pecham, qui partageaient plusieurs points communs : ils ont écrit sur la question dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, ont été formés auprès des franciscains à Oxford, et se connaissaient du moins personnellement, sinon à travers leurs textes respectifs. En dépit de ces points communs, les trois savants ont tous émis une thèse différente sur l'opération de la vision. Grosseteste était extramissionniste, Pecham était intramissionniste, et Bacon proposa de concilier les deux. Cette diversité des points de vue permet à Dominique Raynaud de réfuter, une fois de plus, la thèse d'une détermination sociale de la science et de réaffirmer l'importance de la rationalité dans le choix d'une théorie plutôt qu'une autre. Si la thèse intramissionniste eut davantage de succès, c'est en raison du peu d'hypothèses additionnelles qu'elle requérait et de la faiblesse argumentative de la thèse opposée, et non en vertu de facteurs extrascientifiques. Analytiquement stimulante, la conclusion propose aux sociologues des sciences d'une part de distinguer entre énoncés testables empiriquement et

énoncés non testables ou ascientifiques (axiomes, principes, hypothèses ad hoc, etc.) ; d'autre part de renoncer à chercher du social dans les énoncés testables et de restreindre la part de l'influence sociale aux énoncés ascientifiques ; de renoncer, enfin, au principe de symétrie du programme fort en faisant des erreurs et failles logiques les seuls objets pertinents d'une sociologie des sciences attentive aux facteurs extrascientifiques.

- 9 Mû par la volonté de proposer des pistes de recherche aux sociologues des sciences, Dominique Raynaud fait connaître, dans le nouveau chapitre 8, ce qu'il appelle la théorie « native » des controverses de l'astronome et mathématicien persan al-Samarqandi, et que le savant composa entre les années 1268-1302. « Native », parce qu'il est désigné ici comme « l'inventeur d'une discipline nouvelle traitant des règles de procédure à suivre lors d'une controverse savante » (p. 306). Ces règles sont inspirées par une conception juridique de la dispute dans laquelle le vrai et le faux ont un sens. En détaillant la structure argumentative et dynamique d'une controverse, al-Samarqandi s'oppose à l'art dialectique arabe qui fait dépendre la clôture du débat de la capacité de persuasion d'un camp. Selon Dominique Raynaud, cette théorie a le mérite de montrer premièrement que la théorie des tenants de la « négociation de la vérité » n'est pas universelle, deuxièmement qu'il est possible de réconcilier la sociologie et l'épistémologie par le biais d'une sociologie de la rationalité attentive à l'argumentation et aux preuves données dans le cadre d'un collectif de recherche. Le collectif (> 2 personnes) est ici le garant de l'approche sociologique. Troisièmement et enfin, elle contribue à une théorie du règlement des controverses en mettant l'accent sur les « signes » de la défaite ou les failles argumentatives du vaincu.
- 10 Intitulé « Duhem, Quine, Wittgenstein, penser à l'abri des philosophes », le chapitre 9 propose une exégèse de l'œuvre scientifique des trois philosophes afin de montrer que leur usage par les sociologues des sciences est impertinent et incohérent. Pour Dominique Raynaud, les interprétations relativistes qui sont faites de ces œuvres sont infondées et reposent sur une lecture peu attentive voire tronquée. Les sociologues des sciences, nous dit l'auteur, ont cru trouver dans un supposé « ébranlement interne de l'épistémologie » de quoi nourrir une conception constructiviste des connaissances scientifiques : autrement dit, les épistémologues eux-mêmes auraient renoncé au rationalisme, faisant ainsi figure d'autorités dans la légitimation de la sociologie des sciences. Pour mener sa démonstration, Dominique Raynaud liste quatre principes relativistes-constructivistes majeurs que les sociologues des sciences étayaient en puisant chez les philosophes. Il confronte ensuite ces principes à sa lecture de chacun des philosophes. L'enjeu, on le comprend ici, est de « sauver » le rationalisme, en montrant en quoi les épistémologues n'y ont en réalité, si on lit bien les textes, jamais renoncé.
- 11 L'ouvrage se conclut sur un appel à « une épistémologie incrémentaliste » qui s'appuie sur les principes du « réalisme ontologique », du « réalisme épistémologique » et du « rationalisme méthodologique ». Autrement dit, le monde existe, on peut le connaître et la raison reste « la meilleure façon de produire des connaissances » (p. 349). S'opposant ainsi à la nouvelle sociologie des sciences sur « des points de méthode » majeurs, l'épistémologie incrémentaliste proposée par Dominique Raynaud ambitionne d'un côté de pacifier les relations entre épistémologie et sociologie des sciences, et d'un autre côté de fournir un nouveau modèle de compréhension du progrès des sciences capable de dépasser le débat entre falsificationnisme et vérificationnisme. La

réconciliation de l'épistémologie et de la sociologie passe par le respect de leur domaine d'application respectif. Parce que les controverses scientifiques sont dominées par des intérêts et des valeurs d'ordre cognitif (ce qui les distingue de n'importe quel autre conflit politique ou religieux où ces valeurs et ces intérêts sont mineurs voire absents), l'épistémologie garde une priorité dans l'ordre de l'analyse, qui est avant tout une analyse de contenus scientifiques. La sociologie des sciences, quant à elle, est mobilisée pour étudier l'aspect proprement « controversé » de la controverse : elle étudie la forme de la controverse, c'est-à-dire les raisons « plus ou moins conscientes » (et donc contingentes, pourrions-nous demander à D. Raynaud ?) pour lesquelles les acteurs ont fait le choix de se séparer et de confronter leurs hypothèses. Une sociologie des sciences est nécessaire à l'analyse épistémologique d'une controverse scientifique, parce que l'étude des désaccords scientifiques ne permettra jamais de comprendre pourquoi ces derniers se sont mués en controverse proprement dite. L'épistémologie incrémentaliste ambitionne enfin de proposer un modèle de compréhension du progrès scientifique capable de maintenir la notion de certitude – et donc de vérité – en dépit de sa dépendance au contexte, c'est-à-dire en dépit de sa propension à être remise en question ultérieurement. L'analyse des controverses scientifiques permet à Dominique Raynaud de corriger la théorie de la falsifiabilité de Karl Popper et de proposer une théorie de la rectification : les controverses montrent que le progrès scientifique résulte non pas d'un processus de réfutation (lequel laisse prise au scepticisme scientifique), mais d'un processus de rectification qui restreint à chaque fois « l'espace des possibles » par « exploration d'un arbre d'alternatives logiques ». En ce sens, les controverses ne doivent pas être considérées comme des anomalies ou comme des archétypes révélant l'état profondément politisé du champ scientifique, mais au contraire comme de « grands moments de productivité scientifique » qui mènent sur la voie de la vérité.

- 12 Dans l'ensemble, l'ouvrage est convaincant dans sa critique du relativisme en sociologie des sciences, même si l'on ne peut s'empêcher de penser que Dominique Raynaud vise ici une sociologie qui n'existe guère plus depuis 20 ans. Les théories sociologiques des sciences n'ont cessé d'être « rectifiées », en s'efforçant de réintégrer les notions de vérité ou de rationalité, y compris en France où les travaux de Bachelard et Canguilhem – cités par l'auteur mais curieusement sous-utilisés (on aimerait ainsi mieux connaître la filiation canguilhemienne de l'auteur par rapport à la rectification critique) – conservent toute leur aura intellectuelle. La remarque ne touchera guère sa cible, l'auteur précisant dès son introduction que rationalisme et relativisme s'excluent l'un et l'autre : il faut choisir son camp, dit-il en s'adressant à Pascal Ragouet, qui fit paraître, récemment, un ouvrage sur la controversée mémoire de l'eau. Pour autant, on peut penser que ce choix n'est possible qu'au prix d'une conceptualisation à traits forcés du rationalisme et du relativisme, que permettent facilement les mots en -isme. À ce titre, toute la sociologie des sciences contemporaine se retrouve prise dans les affres du relativisme. Dans la conception rationaliste de Dominique Raynaud, le domaine de la sociologie des sciences se réduit comme peau de chagrin : cantonnée à l'étude des erreurs et des failles de raisonnement, à l'étude des principes, axiomes ou propositions ad hoc qui sont seuls susceptibles d'être socialement déterminés, ou encore aux conditions de transformation d'un débat en controverse (conditions qui se réduisent d'ailleurs à des motifs plus psychologiques que sociologiques, à savoir le « choix plus ou moins conscient, que font les acteurs de s'affronter » ou la « propension que peut avoir une communauté de se séparer », p. 355), la sociologie des sciences se

voit finalement attribuer un rôle mineur dans l'analyse des controverses scientifiques, à l'image du caractère secondaire des facteurs extrascientifiques : la sociologie des sciences ne fait qu'« accompagner » l'épistémologie dans sa compréhension de la science.

- 13 En dépit des attaques extrêmement vives à l'égard de la sociologie des sciences (postérieure à l'œuvre de Robert Merton), le terrain qui lui est accordé se dévoile ainsi peu à peu, comme si l'auteur, pris dans la défense du rationalisme, finissait par reconnaître progressivement que la sociologie (associée au relativisme) avait malgré tout son mot à dire : les terrains de la sociologie des sciences cités ci-dessus (erreurs, énoncés ascientifiques, forme du conflit) apparaissent ainsi au compte-gouttes, et l'on ne comprend pas très bien comment ils s'articulent entre eux. D. Raynaud paraît attaquer tout ce qui lui semble contrevenir aux principes rationalistes. Cette impression est certainement liée au mode de construction de l'ouvrage centré sur des controverses variées qui laissent à chaque fois, et de façon très différente, une prise réduite à la sociologie. On découvre aussi (p. 318) que « la thèse que les énoncés scientifiques sont modelés par la négociation n'est convaincante que si la controverse est étudiée sur un temps court ». Ce que l'on croit être une concession n'en est pas une (d'ailleurs, la négociation ici, est pure illusion) ; elle est une prise de position contre l'étude des controverses contemporaines qui font de l'incertitude scientifique un critère majeur de définition d'une controverse scientifique. Seule la « longue durée » (p. 191) est gage de scientificité. Pourtant, rien n'empêche, à titre méthodologique, de réintégrer la notion d'incertitude scientifique dans le temps long de la controverse, si l'on se place strictement du point de vue des acteurs. Précisément, bien des propositions de Dominique Raynaud ne sont acceptables que si l'on adopte une position surplombante de type omnisciente ou, et cela revient au même, si l'on s'érige en tribunal de la science.
- 14 On doit s'interroger sur la pertinence de cette démarche surplombante, parce qu'elle instaure une asymétrie majeure entre le traitement des controverses contemporaines et passées : rien ne permet de distinguer le vrai du faux dans une controverse contemporaine. Doit-on alors renoncer à analyser les controverses « en train de se faire », faute de pouvoir séparer le bon grain de l'ivraie ? Toute la nouvelle sociologie des sciences consistait précisément à étudier la recherche des scientifiques sans présupposer de la vérité ou de la fausseté de leurs travaux – d'où le principe bloorien de symétrisation du traitement sociologique des acteurs, refusé ici par Dominique Raynaud, principe qui peut pourtant se justifier d'un point de vue rationaliste, car les savants aujourd'hui discrédités n'en recherchaient pas moins la vérité (on ne peut considérer a priori que ces savants étaient tous des politiciens manipulateurs, usant de tous les moyens pour tenter d'imposer leur approche). Certes, le traitement de la controverse Pasteur/Pouchet par l'auteur met bien en lumière les erreurs d'analyse des sociologues des sciences, qui ont réhabilité le vaincu en faisant passer le vainqueur pour un stratège qui ne doit son succès qu'à des facteurs extrascientifiques. On ne peut que donner raison à Dominique Raynaud sur ce travers. Pour autant, en asymétrisant le traitement, la reconnaissance rétrospective que Pasteur avait raison conduit l'auteur à faire de ce dernier un savant intègre, au contraire de Pouchet, dans l'erreur, et donc déviant par rapport aux normes de la rationalité scientifique. On comprendra, plus tard dans l'ouvrage, que Dominique Raynaud ne reconnaît une détermination extrascientifique des contenus scientifiques que pour les erreurs scientifiques et failles de raisonnement. Pour autant, si l'on revient au principe de symétrie bloorien en se

déprenant du tribunal de la science, rien ne permet de dire que les contenus scientifiques ne sont pas socialement déterminés, précisément parce qu'on ignore, à titre méthodologique, où se trouve le vrai du faux. On peut alors être cohérent et affirmer soit que le vrai et le faux sont tous deux socialement déterminés, soit que le vrai et le faux sont tous deux rationnellement déterminés. De la sorte, on peut être parfaitement dans l'erreur tout en se soumettant aux normes rationnelles de la science. À suivre cette asymétrie jusqu'au bout, Dominique Raynaud risque à son tour, non pas de réhabiliter les vaincus, mais de surestimer l'impact des facteurs sociologiques dans l'étude des erreurs scientifiques.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Ragouet, P. (2016). *L'eau a-t-elle une mémoire ? Sociologie d'une controverse scientifique*. Paris : Raisons d'agir.

## AUTEURS

**MARINE DHERMY-MAIRAL**

Université de Genève



## Revue d'anthropologie des connaissances

12-4 | 2018

Circulation des enseignants et chercheurs africains

---

### Jeff KOCHAN, *Science as social existence: Heidegger and the sociology of scientific knowledge*

Cambridge, UK: Open Book Publisher, 2017

Juan-Carlos Moreno

---



#### Edición electrónica

URL: <https://journals.openedition.org/rac/414>

DOI: 10.3917/rac.041.0744

ISSN: 1760-5393

#### Traducción(es):

Jeff KOCHAN, *Science as social existence: Heidegger and the sociology of scientific knowledge* - URL : <https://journals.openedition.org/rac/418> [fr]

#### Editor

Société d'Anthropologie des Connaissances

#### Referencia electrónica

Juan-Carlos Moreno, «Jeff KOCHAN, *Science as social existence: Heidegger and the sociology of scientific knowledge*», *Revue d'anthropologie des connaissances* [En línea], 12-4 | 2018, Publicado el 31 diciembre 2018, consultado el 08 noviembre 2023. URL: <http://journals.openedition.org/rac/414> ; DOI: <https://doi.org/10.3917/rac.041.0744>

---

Este documento fue generado automáticamente el 16 de febrero de 2023.



Únicamente el texto se puede utilizar bajo licencia CC BY-NC-ND 4.0. Salvo indicación contraria, los demás elementos (ilustraciones, archivos adicionales importados) son "Todos los derechos reservados".

---

# Jeff KOCHAN, *Science as social existence: Heidegger and the sociology of scientific knowledge*

Cambridge, UK: Open Book Publisher, 2017

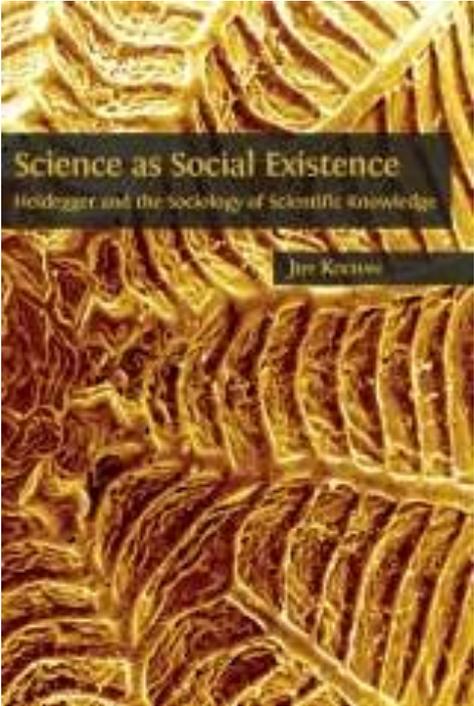
Juan-Carlos Moreno

---

## REFERENCIA

Jeff KOCHAN, *Science as social existence: Heidegger and the sociology of scientific knowledge*, Cambridge, UK: Open Book Publisher, 2017, 433 p.

## Propósitos y originalidad de la obra de Jeff Kochan

- 1 La ciencia y la tecnología son realidades complejas estudiadas hoy por diferentes perspectivas, enfoques, campos disciplinares, etc., que lamentablemente poco dialogan entre sí, aunque comparten los mismos objetos de estudio. Esto ha sucedido especialmente entre la Sociología del Conocimiento Científico (SSK), los Estudios de la Ciencia y la Tecnología, y la Filosofía de la Ciencia y Tecnología. Muchos prejuicios y fronteras disciplinares, teóricas y contextuales han obstaculizado y dificultado los posibles diálogos. En este escenario, la obra de Jeff Kochan (2017), titulada *Science as Social Existence. Heidegger and the Sociology of Scientific Knowledge*, es una valiosa y valiente propuesta de conversación que rompe los acostumbrados prejuicios y fronteras. Específicamente, en su texto, el autor muestra las compatibilidades y los posibles puntos de encuentro entre la perspectiva fenomenológica existencial de Heidegger sobre la ciencia, y la perspectiva empírico-social de la SSK. A partir de su interacción, Kochan propone de manera muy sugerente que las dos perspectivas pueden reforzarse mutuamente en muchos aspectos en los que han sido objeto de persistentes críticas.
 
- 2 Sin embargo, quienes han estado acostumbrados a analizar la ciencia dentro de límites muy disciplinares, podrían juzgar poco relevante esta relación, debido a que las dos perspectivas pertenecen a tradiciones teóricas muy diferentes, hacen uso de categorías y conceptos muy distintos, y emplean metodologías de análisis muy disímiles. Un ejemplo de este tipo de juicio es el de Raphael Sassower (2018), en su reseña al texto de Kochan titulada, *Heidegger and the Sociologists: A Forced Marriage?* Sassower considera que en el texto se plantea una relación forzada entre las dos perspectivas mencionadas, un matrimonio arreglado no consentido por las partes, o una “postmodern juxtaposition (drawing on seemingly unrelated sources in order to discover something novel and more interesting when combined) as an attempt to fill intellectual vacuums” (2018, p. 30).
- 3 Precisamente, en esta inusual interacción entre dos perspectivas muy distintas radica la mayor novedad y los principales aportes del trabajo de Kochan. Desde un muy buen conocimiento de las dos perspectivas, y de otros enfoques como el de los Estudios de la Ciencia, y de algunas orientaciones recientes de la historia de la ciencia y la filosofía de la ciencia, Kochan muestra que el diálogo crítico entre ambos puntos de vista tiene mucho sentido, y puede ser fuente de muchos aportes teóricos para pensar algunos problemas epistemológicos centrales de la ciencia.
- 4 ¿Por qué debería juzgarse como forzado un diálogo entre dos perspectivas que intentan comprender desde distintos puntos de vista problemas y objetos de estudio comunes? Las diferencias disciplinares, teóricas o metodológicas no deberían servir de criterios

para juzgar lo natural o forzado de un diálogo teórico, sino otros aspectos como la delimitación de los problemas comunes, la interpretación precisa de las compatibilidades, de los límites y de las posibilidades de los análisis, y la argumentación cuidadosa de las interacciones y de los puntos de encuentro. En estos aspectos el texto de Kochan realiza un trabajo muy preciso y detallado.

## Síntesis de los PLANTEAMIENTOS principales

- 5 Los aspectos que se acaban de señalar se van a presentar enseguida, a manera de síntesis del contenido del texto. En su análisis, los lectores pueden juzgar la pertinencia, la relevancia y la novedad del texto.
- 6 En términos generales, Kochan compara la concepción de la ciencia de Heidegger, planteada en sus primeros textos, entendida como una manifestación de una forma de existencia, con la visión de SSK de la ciencia como una actividad social. En los primeros capítulos analiza las formas como las dos perspectivas han enfrentado los problemas de la distinción entre la naturaleza y la sociedad, o entre el objeto y el sujeto, y los caminos a través de los cuales han intentado dar cuenta del acceso epistémico al mundo externo, y responder a las críticas al idealismo y el escepticismo sobre el conocimiento de la realidad externa.
- 7 A través de la contrastación entre el enfoque social epistémico de la SSK, con el ontológico existencial de Heidegger, el autor muestra los posibles caminos desde los cuales ambas perspectivas se pueden reforzar para responder a las críticas. En concreto, muestra cómo la SSK podría enfrentar las acusaciones de idealismo social y de escepticismo sobre el mundo externo, deconstruyendo a partir de la comprensión heideggeriana, las bases del problema, que radica en las dificultades para superar la dicotomía entre naturaleza y sociedad. Y la perspectiva heideggeriana podría extender su análisis a situaciones concretas asumiendo aspectos del contenido empírico de la SSK, para enfrentar las críticas por su carácter abstracto.
- 8 En las “guerras de la ciencia”, una acusación fundamental enfrentada por los practicantes de la SSK fue la de su inclinación hacia el idealismo, motivado especialmente por su compromiso con el construccionismo social y por el supuesto escepticismo filosófico sobre la existencia del mundo externo. Al considerar el conocimiento científico de la realidad como una construcción social, sus críticos juzgaron que los planteamientos de la SSK se orientaron hacia un idealismo sociológico, y no lograron responder suficientemente a las críticas escépticas sobre el mundo externo.
- 9 Analizando detalladamente los argumentos esgrimidos por los actores de las batallas, Kochan precisa que algunos teóricos de la SSK, como Bloor y Barnes, no han negado la existencia del mundo externo, y al contrario, se han comprometido con la afirmación de un realismo calificado como “residual”. No es preciso adjudicar un escepticismo radical sobre el mundo externo a los practicantes de la SSK, sino sólo un escepticismo específico o mitigado no incompatible con un realismo residual. Específicamente, la mayoría de los practicantes de la SSK afirman la existencia independiente de un mundo externo, pero cuestionan las afirmaciones en las que se supone que las verdades científicas están determinadas por el conocimiento objetivo de ese mundo.

Adicionalmente, han insistido generalmente en el papel central que juega la creencia en una realidad externa para su método de explicación.

- 10 Sin embargo, los intentos de los practicantes de la SSK de eludir las críticas sobre el escepticismo del mundo externo han sido poco exitosos, porque según sus críticos, sus planteamientos no han logrado distanciarse suficientemente de la concepción trascendental moderna del conocimiento científico, y porque han priorizado los elementos explicativos asociados con las circunstancias históricas y sociológicas, frente a otros posibles elementos explicativos, desde su punto de vista constructorista. Esta perspectiva ha reemplazado al individuo, como sujeto epistémico, por la sociedad, manteniendo la dicotomía teórica entre la naturaleza, por un lado, y la sociedad, por el otro. En este contexto Kochan (2017) sugiere que,
 

by adopting Heidegger's alternative account of subjectivity, SSK practitioners will no longer be vulnerable to the threat of external-world scepticism, since they will no longer be wedded to the model of subjectivity which fuels that threat (2017, pp. 9-10).
- 11 Kochan precisa que Heidegger y los practicantes de la SSK coinciden en un rechazo explícito tanto del realismo metafísico y como del idealismo desde distintas posiciones teóricas, y considera que el realismo mínimo de Heidegger es compatible con el realismo residual de la SSK. Tanto Heidegger como la SSK consideran la existencia de un mundo externo al sujeto, con el cual se enfrentan existencialmente, pero asumiendo en un caso un "realismo mínimo" bajo la distinción entre esencia y existencia, y en otro caso, la posibilidad de un "realismo residual". Específicamente Heidegger afirma que las cosas existen, se encuentran a la mano, pero rechaza cualquier intento de determinar lo que son independientemente de los sujetos. De acuerdo con su distinción entre "that being" and "what-being", este autor asume un punto de vista realista mínimo en relación con la existencia independiente de las cosas (thatness), sin comprometerse con una doctrina sobre una esencia independiente (whatness) de las cosas.
- 12 A partir de su indagación histórica, Heidegger argumenta que las distinciones sujeto-objeto y naturaleza-sociedad no son categorizaciones fundamentales para comprender el conocimiento, sino modos fundados que dependen de nuestra experiencia fenomenológicamente más básica de ser-en-el-mundo, o son el resultado de un cambio de un estado existencial original. El mundo externo y la subjetividad son modos o formas derivadas de manifestación de ese cambio. El ámbito de inteligibilidad en el que tiene sentido el concepto de mundo externo se deriva de ese cambio. Para Heidegger no tiene sentido sostener la distinción trascendental entre un sujeto a priori en el que están dadas las condiciones de posibilidad para el conocimiento de una realidad preestablecida. Para Kochan ésta perspectiva existencial de Heidegger descrita, es compatible con la perspectiva empírica social de la SSK, en la medida que todo ser en el mundo es un ser en el mundo con otros.
- 13 A manera de balance de los debates epistemológicos desarrollados en los tres primeros capítulos, Kochan muestra que la perspectiva de la SSK y el pensamiento de Heidegger coinciden en sus cuestionamientos al papel epistémico que han tenido las distinciones modernas entre el sujeto y el objeto, y la naturaleza y la sociedad. Específicamente, las dos perspectivas intentan resolver los problemas epistémicos relacionados con esas distinciones, sin prescindir de su uso, en un nivel secundario de conocimiento. Desde las dos perspectivas se podría asumir estas distinciones como realidades derivadas de un modo de ser o de un conjunto de interacciones sociales, sin necesidad de disolver las

distinciones, como sucede, por ejemplo, con el enfoque actor – red, desde los Estudios de la Ciencia, a partir de un punto de vista relacional.

- 14 A partir de la revisión del famoso debate entre Bloor y Latour, del año 1999, Kochan revisa las críticas al problema de la separación dicotómica entre la naturaleza y la sociedad, planteadas desde el campo de los Estudios de la Ciencia. Aunque Latour coincide con Heidegger en la crítica a los presupuestos epistemológicos y ontológicos modernos, este autor cuestiona tanto la perspectiva de Heidegger, como de la SSK por no ser lo suficientemente radicales con sus críticas a la modernidad como para disolver la distinción. Desde su punto de vista, la sociedad y la naturaleza son fenómenos estabilizados de una misma realidad continua, relacional, heterogénea y dinámica (Latour, 1991). A partir de las réplicas que le plantea Bloor a Latour, Kochan señala que este autor no ha sido suficientemente consecuente con su crítica a los presupuestos del pensamiento moderno, y no ha tenido en cuenta la opción metodológica de Heidegger de abordar mejor los problemas conceptuales generados por la separación teórica entre la naturaleza y la sociedad, desde un método histórico, deconstructivo. Heidegger ha rastreado las raíces de la distinción a través de la historia de la filosofía, con la intención de revelar las nuevas posibilidades interpretativas que quedaron latentes en el trabajo de los primeros pensadores que fundaron tal distinción.
- 15 Kochan (2010) plantea en un texto anterior, en sintonía con Lynnette Khong (2003) y Søren Riis (2008), que las críticas de Latour a Heidegger se basan en una tergiversación de su pensamiento, originada no sólo por problemas de interpretación, sino también como estrategia para disimular las debilidades de su enfoque. Especialmente, Kochan analiza que las críticas de Latour a la modernidad encierran una inconsistencia en tanto este autor no parece estar dispuesto a permitir ninguna historicidad con respecto a su concepto central de mediación, a pesar de estar comprometido con la historicidad fundamental de todos los fenómenos. Desde la perspectiva relacional de Latour la mediación es la categoría fundamental para entender los cambios en las entidades, pero ella misma no es objeto de reconstrucción histórica (Kochan, 2010, p. 584).
- 16 Esta interpretación de Kochan sobre el enfoque de Latour parece limitada si se contrasta con otros puntos de vista como el de A. Conty (2013), quien sostiene que los análisis de Latour de la modernidad coinciden en muchos aspectos con los de Heidegger, a pesar de sus críticas y de sus intentos por contrastar sus puntos de vista con este autor. Específicamente:
- Latour's characterisation of modernity as a projection of the subject/object divide shares a great deal with Heidegger's development. Like Heidegger, Latour understands modernity as being constituted by the projection of objectivity by an enframing subject, thereby creating what he calls 'the hideous scenography of mind/world/substance/language' (Latour, 1991, p. 47). And like Heidegger, Latour seeks an alternative to modern projection by turning to the non-modern past (Conty, 2013, p. 319).
- 17 En efecto, desde una comprensión más amplia de las relaciones entre las perspectivas de Heidegger y de Latour, las discrepancias teóricas entre estos dos puntos de vista sobre la ciencia parecen menores a las que señala Kochan en sus críticas. Aunque Latour se distancia de la tradición fenomenológica, sus planteamientos pueden ser tan afines o más afines que los de la SSK con esta perspectiva, y pueden realizar algunos aportes frente a sus limitaciones, como se indicará al final de este texto.
- 18 A partir del capítulo cuatro, el texto se orienta hacia el estudio de algunos problemas histórico-conceptuales importantes para comprender el surgimiento del pensamiento

moderno. Específicamente, Kochan construye algunas interpretaciones históricas alternativas, desde la perspectiva de Heidegger, en torno a las siguientes cuestiones: el sentido histórico del desarrollo moderno de la lógica, el papel de las “causas finales” en la filosofía natural moderna temprana, y la importancia de algunas concepciones metafísicas para el desarrollo de la filosofía experimental en los trabajos de Boyle.

- 19 De esta forma, el autor muestra el potencial interpretativo que ofrece el pensamiento heideggeriano para la comprensión de la constitución del pensamiento moderno, desde una perspectiva histórica conceptual. En realidad, como lo sugiere el autor, existe una importante relación entre el pensamiento heideggeriano y la perspectiva conocida hoy como “epistemología histórica”, promovida por historiadores como Lorraine Daston, Hans-Jörg Rheinberger, o Jürgen Renn<sup>1</sup>. Apoyado en Heidegger, el autor muestra en estos capítulos cómo las distintas condiciones epistémicas de la ciencia se pueden comprender como producto de algunos procesos de tematización, en los que se logran articular y formalizar algunos conocimientos informales e indeterminados, en el contexto de una tradición histórico-conceptual compartida. En este sentido muestra, de manera concreta, los procesos históricos de pensamiento a través de los cuales se formalizó la lógica moderna, y su estrecha relación con la definición de las distinciones entre sujeto-objeto. Muestra también que el surgimiento de la ciencia moderna involucró una importante interacción entre algunas cuestiones metafísicas y algunas cuestiones empíricas. Específicamente explica cómo la búsqueda de las causas finales fue una preocupación central entre los científicos modernos tempranos, en contraste con la idea común entre los historiadores de la ciencia de su abolición en la nueva filosofía natural.
- 20 Y en el sexto capítulo analiza el papel jugado por algunas preocupaciones metafísicas en el surgimiento de la nueva ciencia experimental en Boyle. Específicamente, señala que un objetivo fundamental de los experimentos adelantados por Boyle fue liberar a las cosas de su interferencia ambiental, para posibilitar su manifestación como cosas primeras, uniformes y autónomas, o como instancias de las causas primeras, a diferencia de la orientación asumida por otros experimentalistas como Line.
- 21 Finalmente, en el último capítulo se analiza la concepción de la ciencia de los textos de Heidegger en las décadas de los años 40 y 50, en los que plantea un giro hacia algunas meditaciones críticas sobre los peligros que plantea el pensamiento científico como modo de ser que prepara el camino para la tecnologización de la sociedad o la instrumentalización de la vida humana. En este capítulo Kochan estudia las conversaciones sostenidas entre Heidegger y el físico Carl von Weizsäcker, en torno a los problemas epistemológicos de la física cuántica y los posibles aportes de la perspectiva heideggeriana, y delimita algunos problemas y temas de interés para investigaciones futuras.

## Comentarios finales

- 22 Como se señaló, el texto de Kochan es una importante contribución para comprender la posible relación y la relevancia de dos perspectivas que pertenecen a campos teóricos muy distintos, y que han influido mucho desde hace varias décadas. Desde un análisis preciso y detallado de los argumentos, muestra que muchas de las críticas a las dos perspectivas no se justifican y surgen de mal entendidos. Y que la posible confluencia

de sus aportes puede fortalecer sus planteamientos y hacerlos relevantes en el contexto teórico actual.

- 23 Desde un punto de vista general, más allá de los aportes mencionados asociados con los análisis de las perspectivas estudiadas, el texto de Kochan coloca en escena los aportes epistemológicos y ontológicos relacionados con una concepción fenomenológica existencial de la ciencia, comprendida de una manera más amplia como una concepción existencial social, a partir de las contribuciones de la SSK. Esta concepción existencial social puede ser una alternativa interesante para comprender los problemas teóricos relacionados con el papel que juega la subjetividad en el conocimiento científico. Estos problemas epistemológicos no se han resuelto definitivamente en la filosofía de la ciencia, ni en los Estudios de la Ciencia. Contrario a lo que piensa Sassower (2018), y de acuerdo con Kochan (2018), una concepción existencial social de la ciencia, como la propuesta a partir de los aportes de Heidegger y la SSK, podría ofrecer actualmente importantes contribuciones al respecto.
- 24 Sin embargo, en relación con el punto de vista planteado por Bruno Latour, el texto de Kochan minusvalora el posible diálogo teórico con su perspectiva y sus posibles aportes. Como lo señala A. Conty (2013), los esfuerzos de Latour de comprender las múltiples agencias de los objetos y sus distintos modos de existencia, desde una ontología simétrica, relacional y plural, deberían ser tomados más en cuenta por la fenomenología en general y específicamente, la fenomenología existencial heideggeriana.
- 25 Tanto Heidegger como Latour hacen un llamado a la fenomenología de ir más allá de los límites del pensamiento trascendental. Sin embargo, Latour le cuestiona a la fenomenología su incapacidad para imaginar más sentidos de agencia que la vinculada con las intencionalidades humanas, y le critica a Heidegger no ser lo suficientemente simétrico en la atribución de agencia a los objetos. Es cierto que Heidegger no confina el análisis ontológico a la manifestación de los objetos ante la conciencia, pero desde su ontología general, menosprecia la multiplicidad de modos de agencia y de existencia que revelan los objetos concretos en un ámbito meramente "óptico".
- 26 El análisis ontológico de Heidegger de la técnica y del pensamiento moderno muestra, como ejemplo, desprecio frente a los objetos eléctricos y de plástico, y es romántico frente a los objetos artesanales. Se hunde en el pathos de la profundidad de la existencia, o en un mundo existencial subterráneo cubierto por las sombras de Eckhardt y Holderlin (Conty, 2013, p. 315). En contraste, el análisis ontológico de Latour se desarrolla en medio de microbios, grabadoras, instrumentos de laboratorio, etc., en los que se revela un colectivo de interrelaciones y de múltiples modos de agencia y existencia, como lo plantea en su texto, (2012), *Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des Modernes*.
- 27 Un diálogo más abierto con el punto de vista de Latour o con otros autores del vasto campo de los Estudios de la Ciencia, podría enriquecer la propuesta de Kochan de un análisis existencial social de la ciencia, hacia un tipo de análisis más empírico y una ontología relacional y plural.

*El contenido de esta reseña fue revisado, discutido y ajustado en las discusiones del seminario permanente del proyecto de investigación denominado: Constitución tecno-lógica de la humanidad, desarrollado por el grupo de investigación BioEthics*

---

## BIBLIOGRAFÍA

- Conty, A. (2013). Techno-phenomenology: Martin Heidegger and Bruno Latour on how phenomena come to presence. *South African Journal of Philosophy*, 32(4), 311-326.
- Fragio Gistau, A. (2007). *De Davos a Cerisy-la-Salle: La epistemología histórica en el contexto europeo*. Dirigida por Javier Moscoso. Madrid: Universidad Autónoma de Madrid. Facultad de Filosofía y Letras.
- Khong, L. (2003). Actants and enframing: Heidegger and Latour on technology. *Studies in History and Philosophy of Science*, 34, 693-704.
- Kochan, J. (2018). On the Sociology of Subjectivity. *Social Epistemology Review and Reply Collective*, 7(5), 39-41.
- Kochan, J. (2017). *Science as Social Existence: Heidegger and the Sociology of Scientific Knowledge*. Cambridge, UK: Open Book Publishers.
- Kochan, J. (2010). Latour's Heidegger. *Social Studies of Science*, 40(4), 579-598.
- Latour, B. (2012). *Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des Modernes*. Paris : La Découverte.
- Latour, B. (1991). *Nous n'avons jamais été modernes : essai d'anthropologie symétrique*. Paris : La Découverte.
- Riis, S. (2008). The Symmetry Between Bruno Latour and Martin Heidegger: The Technique of Turning a Police Officer into a Speed Bump. *Social Studies of Science*, 38(2), 285-301.
- Sassower, R. (2018). Heidegger and the Sociologists: A Forced Marriage? *Social Epistemology Review and Reply Collective*, 7(5), 30-32.

## NOTAS

1. En la investigación adelantada por Alberto Fragio (2007) se explican detalladamente las razones por las cuales se puede considerar a Heidegger como el principal pionero de una epistemología histórica.

---

## AUTORES

### JUAN-CARLOS MORENO

Profesor de la Universidad Santo Tomás y de la Universidad Militar Nueva Granada, Bogotá, Colombia

Correo electrónico: juank.moreno[at]gmail.com



Jeff KOCHAN, *Science as social existence: Heidegger and the sociology of scientific knowledge*

Cambridge, UK: Open Book Publisher, 2017

**Juan-Carlos Moreno**

Traducteur : Sara Guzman et Steve Macraïne

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/rac/418>

DOI : 10.3917/rac.041.0743

ISSN : 1760-5393

**Cet article est une traduction de :**

Jeff KOCHAN, *Science as social existence: Heidegger and the sociology of scientific knowledge* - URL : <https://journals.openedition.org/rac/414> [es]

**Éditeur**

Société d'Anthropologie des Connaissances

**Référence électronique**

Juan-Carlos Moreno, « Jeff KOCHAN, *Science as social existence: Heidegger and the sociology of scientific knowledge* », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 12-4 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/418> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.041.0743>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Jeff KOCHAN, *Science as social existence: Heidegger and the sociology of scientific knowledge*

Cambridge, UK: Open Book Publisher, 2017

Juan-Carlos Moreno

Traduction : Sara Guzman et Steve Macraïne

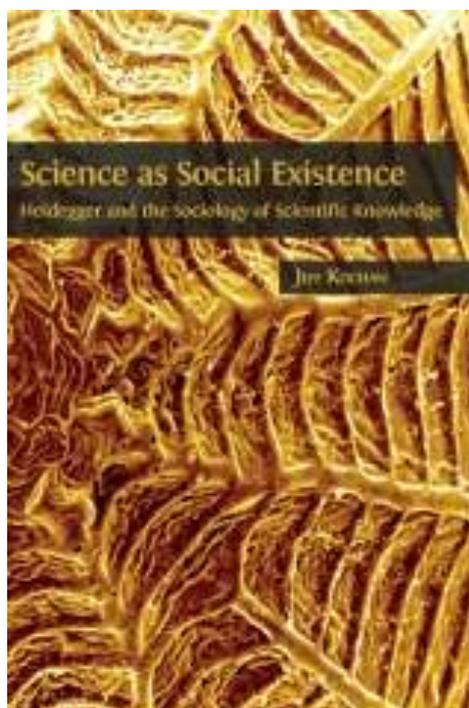
---

## RÉFÉRENCE

Jeff KOCHAN, *Science as social existence: Heidegger and the sociology of scientific knowledge*, Cambridge, UK: Open Book Publisher, 2017, 433 p.

## Objectif et originalité du rapprochement opéré par Jeff Kochan

- 1 La science et la technique sont des réalités complexes, étudiées à notre époque par différentes approches et champs disciplinaires qui, malheureusement, ne dialoguent que peu entre eux, bien qu'ils partagent les mêmes objets d'étude. Ceci est le cas de la *sociologie de la connaissance scientifique* (SSK pour *Sociology of Scientific Knowledge*), des *études des sciences et technologies* et de la *philosophie de la science et de la technique*. De nombreux préjugés, ainsi que les frontières disciplinaires, théoriques et historiques entre ces approches se sont érigés en obstacle pour ce qui est du dialogue entre elles. Dans ce contexte, le livre de Jeff Kochan (2017), *Science as Social Existence. Heidegger and the Sociology of Scientific Knowledge*, constitue un effort sérieux et original de rapprochement entre ces approches, qui rompt avec les préjugés et les frontières



disciplinaires qui rendent impossible ce type d'échange. L'auteur se penche plus précisément, dans ce livre, sur les points de rencontre possibles entre la perspective phénoménologique existentielle de Heidegger sur la science et la perspective empirico-sociale de la SSK. En étudiant la manière dont ces deux perspectives sur la science pourraient interagir pour répondre aux critiques persistantes dont elles sont l'objet individuellement, Kochan montre de manière convaincante qu'elles se révèlent complémentaires et se renforcent mutuellement pour faire valoir un point de vue épistémologique et ontologique qui diffère de celui de la tradition moderne.

- 2 Cependant, pour qui n'aborderait la science que depuis l'intérieur des limites disciplinaires de son champ d'étude, ce rapprochement pourrait apparaître impertinent, déplacé, voire artificiel, et ceci pour au moins trois raisons intimement liées entre elles : la première est que les deux perspectives en question appartiennent à des traditions théoriques différentes *a priori* éloignées l'une de l'autre ; la deuxième est que, de ce fait, elles utilisent des catégories et des concepts difficilement transposables ; et la troisième est que, d'un point de vue méthodologique, elles constituent des approches et produisent des analyses qui ne sont pas comparables. Ce type de critique est par exemple développée par Raphael Sassower (2018), dans son commentaire sur le livre de Kochan intitulé, *Heidegger and the Sociologists: A Forced Marriage?*, Sassower considère que Kochan propose un rapprochement artificiel entre les deux perspectives mentionnées, un mariage arrangé, mais non consenti entre les parties prenantes, dont le rôle est justement de montrer une union qui occulte l'absence de relation. Dans les termes de Sassower, il s'agirait d'une « postmodern juxtaposition (drawing on seemingly unrelated sources in order to discover something novel and more interesting when combined) as an attempt to fill intellectual vacuums » (2018, p. 30).
- 3 Le commentaire du livre de Kochan que nous proposons se situe aux antipodes de cette interprétation et nous soutenons, au contraire, que c'est dans le rapprochement qu'il

opère entre ces deux perspectives très différentes que résident l'originalité et l'intérêt de son propos. Grâce à une connaissance sérieuse des deux perspectives mentionnées et au recours à d'autres approches comme celles mentionnées plus haut, Kochan montre que le dialogue critique entre ces deux points de vue a beaucoup de sens et qu'il peut être la source d'avancées épistémologiques significatives dans l'interprétation et la compréhension de la science et des problèmes qui gravitent autour.

- 4 Pourquoi et dans quelle mesure le dialogue entre deux perspectives qui essaient de comprendre des problèmes et des objets similaires en partant de points de vue différents devrait-il être jugé comme « forcé » ? Les différences disciplinaires, théoriques ou méthodologiques que l'on observe entre ces perspectives ne sauraient servir à elles seules de critère pour juger de la pertinence ou de l'opportunité d'un tel dialogue théorique. Ainsi Kochan ne se concentre-t-il pas sur ces différences mais sur d'autres aspects plus stratégiques pour son objectif qui est de montrer la possibilité et la pertinence d'un tel rapprochement. Il étudie soigneusement la manière de délimiter et construire les problèmes, la compatibilité, l'extension et les limites des analyses proposées et montre ainsi qu'il existe des points de convergence et un dialogue potentiellement très enrichissant entre ces perspectives.

## Synthèse des analyses de Kochan en vue de ce rapprochement

- 5 Les différents points évoqués jusqu'à présent vont être détaillés dans ce qui suit, cette section constituant ainsi une forme de synthèse des analyses proposées par Kochan dans son livre.
- 6 De manière générale, Kochan compare l'approche de la science comme la manifestation d'une forme d'existence, que Heidegger développe dans ses premiers textes, avec celle de la SSK, qui l'appréhende comme une activité sociale. Dans les premiers chapitres, l'auteur étudie la manière dont chacune de ces perspectives a abordé le problème de la distinction entre nature et société (ou entre sujet et objet), la manière dont elles tentent de rendre compte de l'accès épistémique au monde extérieur ainsi que les réponses qu'elles ont apportées aux accusations d'idéalisme ou de scepticisme par rapport à leur conception de la réalité.
- 7 À partir de la confrontation entre le point de vue socio-épistémique de la SSK et le point de vue existentiel ontologique de Heidegger, l'auteur montre comment ces deux perspectives peuvent se renforcer et répondre aux critiques. La SSK pourrait répondre aux accusations d'idéalisme social et de scepticisme par rapport à l'existence d'un monde extérieur, en déconstruisant, à partir de la compréhension heideggérienne de la science, les bases de ce problème, qui résident dans la difficulté de penser hors de la dichotomie entre nature et société. L'analyse existentielle de Heidegger pourrait dans ce sens être déployée dans les situations concrètes qu'étudie la SSK afin d'en interpréter le contenu empirique et d'en éclairer le sens, au-delà ou en deçà de la division entre nature et société. Cela montrerait, dans l'autre sens, que ce type d'approche philosophique n'est pas seulement abstraite et revêt une utilité épistémique concrète, qu'il est possible d'exploiter dans le cadre d'études empiriques.
- 8 L'accusation fondamentale à laquelle sont confrontés les théoriciens de la SSK est celle de l'ancrage idéaliste de cette approche et du scepticisme résultant par rapport à

l'existence d'un monde extérieur. L'idéalisme en question correspond à l'engagement de la SSK pour un constructivisme social. Les détracteurs de la SSK interprètent ce constructivisme social comme l'idée selon laquelle la connaissance scientifique de la réalité est avant tout une question de construction sociale. Ils estiment, de ce fait, que la SSK tend vers une forme d'idéalisme sociologique déconnecté du monde extérieur, incapable d'en rendre compte ainsi que de la véritable nature de la connaissance scientifique – d'où l'accusation de scepticisme.

- 9 En analysant en détail les arguments des protagonistes de cette controverse, Kochan montre que certains auteurs de la SSK, comme David Bloor et Barry Barnes, ne nient pas l'existence du monde extérieur mais qu'au contraire ils assument un réalisme qualifié de « résiduel ». Il n'est donc pas correct d'identifier la conception de la SSK du monde extérieur avec une forme radicale de scepticisme et il vaudrait mieux parler de scepticisme « spécifique » ou « mitigé », compatible avec un réalisme résiduel. La majorité des praticiens de la SSK ne rejettent pas l'idée selon laquelle il existe un monde extérieur mais ils n'adhèrent pas aux affirmations qui considèrent que les vérités scientifiques sont déterminées par la connaissance objective d'un tel monde. En ce sens, sur le plan méthodologique, la SSK considère que la croyance joue un rôle central dans la constitution de la réalité du monde extérieur.
- 10 Cependant, les tentatives de réponse, depuis la SSK, à l'accusation de scepticisme n'ont eu que peu de succès. Selon ses contradicteurs, la SSK n'a pas suffisamment réussi à s'éloigner de la conception transcendantale moderne de la connaissance scientifique ; par ailleurs, elle s'appuie sur des explications liées aux circonstances historiques et sociologiques, au lieu de développer une réponse constructiviste convaincante à l'accusation de scepticisme. Selon eux, le constructivisme social remplace l'individu, en tant que sujet épistémique, par la société tout en maintenant la dichotomie théorique entre la nature, d'un côté, et la société, de l'autre. Pour répondre à cette accusation, Kochan (2017) suggère que:
 

by adopting Heidegger's alternative account of subjectivity, SSK practitioners will no longer be vulnerable to the threat of external-world skepticism, since they will no longer be wedded to the model of subjectivity which fuels that threat (2017, pp. 9-10).
- 11 Kochan montre que Heidegger et les praticiens de la SSK, à partir de positions théoriques différentes, coïncident dans le rejet explicite du réalisme métaphysique et de l'idéalisme transcendantal. Tant Heidegger que la SSK considèrent l'existence d'un monde extérieur au sujet, auquel celui-ci se confronte existentiellement. Pour Heidegger, il s'agit d'un « réalisme minimal » qui prend sens par rapport à la distinction entre l'essence et l'existence, quand, pour la SSK, il s'agit d'un « réalisme résiduel ». Heidegger affirme que les choses existent, qu'elles sont à portée de la main, mais il rejette toute tentative de déterminer ce que les choses sont indépendamment des sujets pour lesquels elles apparaissent ainsi. En ce sens, la distinction qu'effectue Kochan entre « *that being* » and « *what-being* » lui permet d'assumer un point de vue réaliste minimal par rapport à l'existence indépendante des choses (*thatness*), sans pour autant tomber dans une doctrine postulant une essence indépendante des choses (*whatness*).
- 12 Par ailleurs, à partir de l'enquête historique de Heidegger, on peut affirmer que les distinctions sujet-objet et nature-société ne sont pas des catégorisations fondamentales pour comprendre la connaissance, qu'elles sont construites à partir de présupposés qui

dépendent de notre expérience phénoménologiquement plus fondamentale d'être-dans-le-monde. Autant dire que ces distinctions sont le résultat de la transformation d'un état existentiel original, que le monde extérieur et la subjectivité sont des modes dérivés d'un mode d'être plus fondamental. Le domaine d'intelligibilité dans lequel prend sens le concept de monde extérieur dérive donc de la transformation de ce mode d'être original. Pour Heidegger, il ne serait donc pas question d'assumer une distinction de nature transcendante entre un monde extérieur, compris d'emblée comme réalité préexistante, et un sujet *a priori*, dans lequel seraient données les conditions de possibilité de la connaissance de ce monde. Pour Kochan, la perspective existentielle ouverte par Heidegger est compatible avec la perspective empirico-sociale de la SSK dans la mesure où tout être-dans-le-monde est un « être dans le monde avec d'autres ».

- 13 À l'issue de ces trois premiers chapitres, Kochan affirme donc qu'en questionnant le rôle épistémique qu'ont joué les distinctions modernes entre sujet et objet et entre nature et société, ces deux perspectives (celle de Heidegger et de la SSK) tentent de dépasser les problèmes liés à l'adoption de ces distinctions comme catégorisation fondamentale, sans pour autant renier l'utilité de leur usage et leur constitution propre, à un autre niveau de connaissance. Il est donc possible d'assumer ces distinctions comme des réalités dérivées d'un mode d'être ou d'un ensemble d'interactions sociales plus fondamental, sans que cela n'implique un rejet total de ces distinctions. La théorie de l'acteur-réseau, proposée par les études des sciences et technologies, qui part d'un point de vue relationnel, constitue un exemple de ce type de perspective.
- 14 Par ailleurs, à partir de l'étude du fameux débat entre Bloor et Latour, en 1999, Kochan analyse les critiques développées par les études des sciences et technologies au problème de la séparation dichotomique entre nature et société. Bien que la critique de Latour des présupposés épistémologiques et ontologiques modernes converge avec celle de Heidegger, Kochan considère néanmoins que celle-ci, tout comme celle de la SSK, n'est pas suffisamment radicale pour permettre de résoudre le problème du caractère fondamental des distinctions précédemment évoquées. Latour considère en effet que la société et la nature sont des phénomènes discrets et stabilisés, qui émanent d'une même réalité continue, relationnelle, hétérogène et dynamique (Latour, 1991). Cependant, à partir des commentaires de Bloor sur les propos de Latour, Kochan indique que ce dernier ne développe pas non plus une critique aussi radicale que celle qu'il suggère et qu'il ne tient pas non plus compte de l'option méthodologique historique et déconstructionniste développée par Heidegger quand il aborde les problèmes conceptuels générés par la séparation théorique entre nature et société. Heidegger a ainsi mis en évidence la constitution historique, au niveau de la philosophie, de cette distinction, avec l'idée en tête que cela permet de dévoiler de nouvelles possibilités d'interprétation, restées latentes dans les travaux des premiers penseurs de cette distinction.
- 15 Kochan (2010) propose, dans un texte antérieur, et en accord avec Lynnette Khong (2003) et Søren Riis (2008), que les critiques développées par Latour au sujet de Heidegger se basent sur une interprétation polémique de sa pensée, constituant une stratégie lui permettant de dissimuler les insuffisances de son propre discours. De manière plus précise, Kochan montre que les critiques de Latour envers la modernité renferment une inconsistance dans la mesure où, par ailleurs, il ne concède aucune historicité au concept de médiation, malgré le fait d'assumer l'historicité fondamentale

de tous les phénomènes. Selon l'approche relationnelle de Latour, la médiation est une catégorie fondamentale pour comprendre les changements dans l'agencement des objets, mais cette catégorie n'est elle-même pas objet d'une construction historique (Kochan, 2010, p. 584).

- 16 Cette interprétation de Kochan de la perspective développée par Latour ne coïncide cependant pas avec le point de vue d'autres auteurs, comme Arianne Conty (2013). Cette dernière affirme en effet que les analyses de Latour sur la modernité rejoignent celles développées par Heidegger, malgré la critique des idées de Heidegger et le déploiement de son point de vue à partir de cette critique. En particulier, elle considère que:

Latour's characterisation of modernity as a projection of the subject/object divide shares a great deal with Heidegger's development. Like Heidegger, Latour understands modernity as being constituted by the projection of objectivity by an enframing subject, thereby creating what he calls "the hideous scenography of mind / world / substance / language" (Latour, 1991, p. 47). And like Heidegger, Latour seeks an alternative to modern projection by turning to the non-modern past (Conty, 2013, p. 319).

- 17 En adoptant un point de vue plus large sur les relations entre Heidegger et Latour, les différences théoriques entre leurs points de vue sur la science ne semblent pas aussi importantes que ce qu'indique Kochan. Bien que Latour prenne ses distances par rapport à la tradition phénoménologique, les idées qu'il développe pourraient s'avérer beaucoup plus proches de cette tradition que ne le sont celles développées par la SSK. Dans ce sens, comme nous l'indiquerons à la fin de ce texte, la SSK pourrait avantageusement tirer parti de la perspective de Latour pour dépasser ses propres limites.
- 18 À partir du quatrième chapitre, le livre s'oriente vers l'étude de problèmes historico-conceptuels importants pour la compréhension du surgissement de la pensée moderne. En reprenant la perspective existentielle de Heidegger, Kochan propose plusieurs interprétations historiques alternatives autour du sens du développement moderne de la logique, du rôle joué par les « causes finales » à l'aube de la philosophie naturelle moderne et sur l'importance de certaines conceptions métaphysiques pour le développement de la philosophie expérimentale dans les travaux de Boyle.
- 19 L'auteur montre ainsi le potentiel interprétatif ouvert par la perspective historique et conceptuelle heideggérienne pour la compréhension de la constitution de la pensée moderne. Il suggère également qu'il existe une relation importante entre la pensée heideggérienne et la perspective promue par des historiens comme Lorraine Daston, Hans-Jörg Rheinberger ou Jürgen Renn<sup>1</sup> et sous le nom d'« épistémologie historique ». En s'appuyant sur Heidegger, il présente dans ces chapitres la manière dont les différentes conditions épistémiques de la science résultent de processus de thématization, processus par lesquels s'articulent et se formalisent, dans le cadre d'une tradition historique et conceptuelle partagée, des connaissances au départ informelles et indéterminées. Il met en évidence les processus historiques et cognitifs à travers lesquels la logique moderne s'est formalisée et la relation étroite entre ces processus et la façon de définir la distinction entre sujet et objet. Il montre aussi que le surgissement de la science moderne a impliqué une interaction importante entre questions métaphysiques et empiriques. La recherche des causes finales a ainsi été une préoccupation centrale pour les premiers scientifiques modernes, alors que l'idée

partagée par les historiens de la science est que la philosophie naturelle et la science moderne se constituent à partir de leur abolition au profit des causes efficientes.

- 20 Le sixième chapitre est consacré au rôle joué par diverses préoccupations métaphysiques dans le surgissement de la nouvelle science expérimentale proposée par Boyle. Kochan souligne qu'un objectif fondamental des expériences effectuées par Boyle était de libérer les choses de l'interférence environnementale, afin de faciliter leur manifestation en tant que choses premières, uniformes et autonomes, instances de causes premières, à l'opposé d'une démarche expérimentale comme celle de Line.
- 21 Finalement, dans le dernier chapitre, l'auteur analyse la conception de la science qui émane des textes de Heidegger des années 1940 et 1950. Heidegger développe plusieurs méditations critiques dans lesquelles sont exposés les risques auxquels conduirait une pensée scientifique conçue comme un mode d'être qui prépare le chemin à la technification de la société et à l'instrumentalisation de la vie humaine. Kochan examine les dialogues soutenus entre Heidegger et le physicien Carl von Weizsäcker autour des problèmes épistémologiques de la physique quantique et de la pertinence de la perspective heideggérienne pour en traiter. Il délimite ainsi ce qui constituerait selon lui de nouveaux problèmes ou sujets d'intérêt pour de futures recherches.

## Commentaires finaux

- 22 Comme nous avons tenté de le montrer, le livre de Kochan constitue une contribution importante pour ce qui est de la compréhension des relations possibles et de la pertinence de perspectives théoriques influentes mais apparemment éloignées comme la philosophie existentielle de Heidegger et la SSK. Grâce à une analyse précise et informée des arguments développés par chacune de ces deux perspectives, l'auteur montre que nombre de critiques récurrentes dont elles font l'objet individuellement apparaissent comme infondées et comme le résultat de malentendus. Dans leur rapprochement se jouerait donc la possibilité, pour ces perspectives, de renforcer leur cohérence, leur pertinence et leur influence dans le contexte théorique actuel.
- 23 De manière générale, au-delà des avancées conceptuelles associées à chacune de ces perspectives, le livre de Kochan tente de mettre en lumière la pertinence épistémique et ontologique que revêt une conception phénoménologique de la science comprise, à partir des contributions de la SSK, comme une activité existentielle sociale. Cette conception existentielle sociale peut se révéler être une alternative intéressante pour comprendre les problèmes théoriques relatifs au rôle joué par la subjectivité dans la connaissance scientifique. Ces problèmes n'ont pas été résolus de manière définitive ni par la philosophie de la science ni par les études des sciences et technologies. Ainsi, à l'opposé de la critique de Sassower (2018) et conformément à ce que propose Kochan (2018), nous pensons qu'une conception existentielle et sociale de la science constituerait à notre époque une voie alternative prometteuse pour en comprendre le sens et en orienter le développement.
- 24 Par contre, le texte de Kochan sous-estime les rapprochements théoriques possibles avec le point de vue développé par Bruno Latour. Comme le signale Conty (2013), les efforts de Latour pour comprendre les formes d'agencement des objets, ainsi que leur mode d'existence, à partir d'une ontologie symétrique, relationnelle et plurielle,

devraient être davantage considérés par la phénoménologie et en particulier, par la phénoménologie existentielle heideggérienne.

- 25 Autant Heidegger que Latour appellent à ce que la phénoménologie dépasse les limites de la pensée transcendantale. Cependant, Latour questionne l'incapacité de la phénoménologie d'envisager d'autres formes d'agencement que celles liées à l'intentionnalité humaine et il critique chez Heidegger le manque de symétrie dans l'attribution d'agencement aux objets. S'il est certain que l'analyse ontologique de Heidegger ne se limite pas à la manifestation des objets en tant qu'apparaissant pour une conscience, l'ontologie générale sur laquelle il s'appuie ne permet pas de comprendre les différents modes d'agencement et d'existence que révèlent les objets concrets dans un contexte purement « ontique ».
- 26 Dans ce sens, l'analyse ontologique de Heidegger de la technique et de la pensée moderne montre un certain mépris par rapport aux objets électriques et plastiques, alors qu'elle se révèle plus romantique avec les objets artisanaux. Elle s'étend sur le pathos de la profondeur de l'existence ou dans un monde existentiel souterrain, recouvert par les ombres d'Eckhart et Hölderlin (Conty, 2013, p. 315). À l'opposé, l'analyse ontologique de Latour se déploie à partir de microbes, de microphones, d'instruments de laboratoire, etc., et permet de mettre en évidence un réseau d'interrelations et de multiples modes d'agencement et d'existence, comme le montre *l'Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des Modernes* (2012).
- 27 Un dialogue plus ouvert avec le point de vue de Latour ou celui d'autres auteurs du vaste champ des études des sciences pourrait enrichir la proposition de Kochan d'une analyse existentielle sociale des sciences, vers une approche plus empirique et une ontologie relationnelle et plurielle.

*Le contenu de ce compte rendu a été discuté et ajusté au sein du séminaire permanent du projet de recherche intitulé : Constitución tecno-lógica de la humanidad (Constitution techno-logique de l'humanité), en charge du groupe de recherche BioEthics.*

---

## BIBLIOGRAPHIE

Conty, A. (2013). Techno-phenomenology: Martin Heidegger and Bruno Latour on how phenomena come to presence. *South African Journal of Philosophy*, 32(4), 311-326.

Fragio Gistau, A. (2007). *De Davos a Cerisy-la-Salle : La epistemología histórica en el contexto europeo*. Dirigida por Javier Moscoso. Madrid : Universidad Autónoma de Madrid. Facultad de Filosofía y Letras.

Khong, L. (2003). Actants and enframing: Heidegger and Latour on technology. *Studies in History and Philosophy of Science*, 34, 693-704.

Kochan, J. (2018). On the Sociology of Subjectivity. *Social Epistemology Review and Reply Collective*, 7(5), 39-41.

Kochan, J. (2017). *Science as Social Existence: Heidegger and the Sociology of Scientific Knowledge*. Cambridge, UK: Open Book Publishers.

Kochan, J. (2010). Latour's Heidegger. *Social Studies of Science*, 40(4), 579-598.

Latour, B. (2012). *Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des Modernes*. Paris : La Découverte.

Latour, B. (1991). *Nous n'avons jamais été modernes : essai d'anthropologie symétrique*. Paris: La Découverte.

Riis, S. (2008). The Symmetry Between Bruno Latour and Martin Heidegger: The Technique of Turning a Police Officer into a Speed Bump. *Social Studies of Science*, 38(2), 285-301.

Sassower, R. (2018). Heidegger and the Sociologists: A Forced Marriage? *Social Epistemology Review and Reply Collective*, 7(5), 30-32.

## NOTES

1. Dans l'étude développée par Alberto Fragio (2007), sont expliquées de manière détaillée les raisons pour lesquelles on peut considérer Heidegger comme l'un des pionniers d'une telle épistémologie historique.

---

## AUTEURS

### JUAN-CARLOS MORENO

Professeur de la Universidad Santo Tomás et de la Universidad Militar Nueva Granada, Bogotá, Colombie.

Courriel : juank.moreno[at]gmail.com



## Revue d'anthropologie des connaissances

12-4 | 2018

Circulation des enseignants et chercheurs africains

---

### Jérôme DENIS, *Le travail invisible des données*

Paris : Presses des Mines, 2018

Léa Stiefel

---



#### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/420>

DOI : 10.3917/rac.041.0753

ISSN : 1760-5393

#### Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

)

#### Référence électronique

Léa Stiefel, « Jérôme DENIS, *Le travail invisible des données* », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 12-4 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/420> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.041.0753>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Jérôme DENIS, *Le travail invisible des données*

Paris : Presses des Mines, 2018

Léa Stiefel

---

## RÉFÉRENCE

Jérôme DENIS, *Le travail invisible des données. Éléments pour une sociologie des infrastructures scripturales*, Paris : Presses des Mines, 2018, 206 p.

1 Nous vivons aujourd'hui dans ce qui est communément appelé des sociétés et des économies de l'information. Données massives et révolution numérique sont brandies de part en part, elles concerneraient l'ensemble de nos secteurs d'activité. Mais que sont exactement ces données ? Si des définitions existent, celles-ci restent vagues, abstraites et leurs descriptions souvent cantonnées aux belles promesses ou éventuels dangers que l'on associe à leurs usages. À cette situation remédie de façon remarquable l'ouvrage de Jérôme Denis, en revenant sur les conditions concrètes de production et de circulation de ces « données » de même que sur les modalités d'émergence et de stabilisation des infrastructures informationnelles qui les ont vu se consolider dans les économies et sociétés occidentales au tournant des dix-neuvième et vingtième siècles.



- 2 Nous présupposons les données universellement disponibles, leur existence même n'a pourtant rien d'évident. Nous les imaginons circuler mécaniquement jusqu'aux machines supposées les traiter ; elles requièrent en réalité un engagement pratique et intellectuel fait d'innombrables opérations d'écriture et de lecture. C'est à l'étude minutieuse de ce travail des données dans les coulisses de leurs versions les plus stabilisées que nous convie l'auteur, croisant de façon ingénieuse études de cas et travaux d'histoire et de sociologie des sciences, travaux d'anthropologie de l'écriture et études critiques de la comptabilité.
- 3 L'ouvrage se structure en sept chapitres. Après une introduction où l'auteur retrace « l'océan de mots, de chiffres et de formules » (p. 18) auquel lui, ses frères et sa sœur ont été confrontés suite à la découverte du corps mort de leur père, et qu'il leur a fallu produire pour répondre aux exigences d'institutions aussi diverses que la banque, les assurances, les fournisseurs d'électricité, de gaz et d'Internet, ôtant définitivement tout doute quant au rôle clé joué par les données administratives dans la fabrique de la « réalité » que nous partageons (ici celle de la mort et du temps du deuil qui l'accompagne) ; cinq premiers chapitres s'emploient à remettre en perspective le caractère prétendument contemporain de notre révolution numérique et à esquisser une première image des conditions concrètes du travail des données. L'ouvrage se conclut sur deux enquêtes menées par l'auteur à travers lesquelles deux aspects fondamentaux du travail des données contemporain sont mis en lumière : l'horizon toujours présent de la mécanisation et donc de la dévalorisation du travail des données et le postulat très largement partagé et erroné d'une disponibilité universelle des données (p. 27).

## Les chapitres de l'ouvrage

- 4 Dans « Données en laboratoire : sur la piste des inscriptions » (chapitre 1), Jérôme Denis revient sur la rupture qu'ont pu constituer les nouvelles études des sciences apparues au tournant des années 1980, à la croisée des ethnographies de laboratoire et de l'historiographie des sciences. Il montre comment, animée d'une question centrale, celle de la fabrique des faits scientifiques, cette communauté naissante des STS a consolidé une certaine manière de penser les données et les données au travail.
- 5 En entrant dans les coulisses parfois tumultueuses de la production scientifique (le laboratoire), et en suivant les opérations éminemment scripturales de ses agents (sur la piste des inscriptions même les plus fugaces, émises par les instruments comme par les techniciens et les chercheurs), ces nouvelles études ont souligné l'épaisseur pratique et matérielle des textes scientifiques au fondement de leur efficacité et tendant pourtant à disparaître, comme a pu le montrer Knorr Cetina (1981), « au fil des réécritures, des réponses aux premières critiques et des prises en compte des commentaires ponctuant le processus de rédaction et de publication » (p. 37). La production de textes construits progressivement en « séquences parfaitement organisées et rationnelles » (*ibid.*) ne va pas sans s'accompagner d'une dissolution analogue des inscriptions intermédiaires – taches, points, courbes tracées par les appareils, tableaux de chiffres, étiquettes, notes prises à la paillassse, photocopies, schémas, brouillons étalés et partiellement juxtaposés sur les bureaux – et d'une mise en invisibilité du travail et des travailleurs que leur production requiert (à l'instar des techniciens). Pour l'auteur, une part de l'invisibilité du travail des données se jouerait précisément ici, à même les données et les modalités de leur présentation. Elle serait un « résultat de la production et de la circulation même des données dont la solidité et la valeur semblent étroitement liées à leur capacité à faire oublier le fait même qu'elles ont été travaillées » (p. 44).
- 6 Dans « Raison graphique et mobiles immuables » (chapitre 2), l'auteur plonge cette fois-ci dans les travaux de Latour consacrés à la notion de mobile immuable, emblème parmi d'autres de la théorie de l'acteur-réseau. Il revient sur les travaux préalables de Goody et d'Eisenstein à partir desquels s'est progressivement élaborée la notion. Il montre comment ces auteurs ont su mettre en avant trois dimensions phares de l'écrit, essentielles à qui veut comprendre son rôle dans la constitution de la rationalité moderne et notamment de la science : sa capacité à faire exister des objets linguistiques détachés d'une situation unique d'énonciation, sa capacité à rendre possible l'organisation spatiale des informations, sa capacité à se déplacer et à se transformer. De par ses propriétés matérielles, l'écrit présente une part d'immuabilité mais aussi de mutabilité. Accompagné d'opérations de mise en ordre, telles que la classification et l'opposition, il permet l'exercice d'une certaine forme de rationalité. Porté par des projets scientifiques, politiques et économiques qu'il contribue à former, il est amené à engendrer certaines réalités. L'écrit comme les données possèdent des propriétés pratiques aux enjeux cognitifs et politiques importants, comme a pu le montrer Latour (1989) à travers son étude de cas devenu canonique en sociologie des sciences : le voyage effectué en Asie par Lapérouse dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, à la commande de Louis XVI. Pour saisir ces enjeux, des analyses situées quant aux manières dont les données s'inscrivent dans les activités ou font l'objet même d'activités deviennent indispensables. Avec ces deux premiers chapitres, c'est à un beau contraste que nous confronte l'auteur : désordre de l'activité et fragilité des traces

d'une part, stabilité matérielle et opérations de mise en ordre d'autre part, toutes deux composant – en des lieux et des temps parfois distincts – la réalité des données.

- 7 Dans « Écrire, compter, gouverner, organiser » (chapitre 3), l'auteur s'empare du terrain de la comptabilité et de la gestion des entreprises et des administrations qui se sont vues radicalement transformées au tournant du vingtième siècle. Il montre à l'appui de travaux devenus célèbres de l'histoire des sciences et des techniques que ce que l'on appelle aujourd'hui « la société de l'information » constitue moins le résultat d'une rupture dans l'histoire administrative et économique occidentale que celui d'une succession d'innovations dans la manière de produire, de transporter et de traiter les inscriptions. Notre droit, notre vie politique mais aussi notre bureaucratie ordinaire se fondent sur une diversité de technologies d'écriture développées dès les années 1840 (dans le secteur des chemins de fer d'abord, avant de s'étendre rapidement à d'autres compagnies), et qui ont contribué à l'instauration d'un régime de formalisation généralisé où les données allaient se retrouver au cœur des organisations. Or cet investissement massif dans les écrits normalisés, embarqué dans une course à la productivité et à l'efficacité, s'est aussi opéré au discrédit des régimes de familiarité (contre les formes d'interaction et de proximité, à la faveur de procédures et de reports normalisés) et d'une disqualification du travail de l'information (contre les connaissances personnelles ad hoc, à la faveur de routines simples et communes à tous), suivant un idéal de transparence et d'automation. Avec ce chapitre et en écho au précédent, nous apprenons que les réseaux de mobiles immuables bureaucratiques logés au cœur de nos sociétés ne font pas que supporter des actions à distance, ils supportent la distanciation même, donnant une certaine forme (politique et donc discutable) à notre monde.
- 8 Dans « La construction scripturale de la réalité » (chapitre 4), Jérôme Denis revient plus précisément sur la portée politique de cet investissement massif dans les mobiles immuables constitutifs de notre bureaucratie ordinaire. Il montre, notamment à l'appui des travaux de Dorothy Smith, que les comptes rendus scripturaux sur lesquels nous nous appuyons au quotidien ne consistent pas en des descriptions génériques et neutres d'une réalité qui serait déjà là, mais sont le produit performatif d'organisations (administration, entreprises) aux préoccupations spécifiques, au premier rang desquelles se comptent l'efficacité productive, la coordination de métiers distincts, le contrôle managérial et le traitement statistique. La « réalité » documentaire que ces organisations instituent établit des catégories, privilégie des observables parmi d'autres, génère des abstractions à partir de situations locales. Une parmi d'autres possibles, cette réalité tend à se « naturaliser » au fur et à mesure de ses reprises et de ses citations, de ses circulations d'institutions en institutions, comme a pu le montrer Smith (1974) à travers le cas de la fabrique du certificat de naissance (venant comme en contrepoint du cas du décès du père sur lequel s'est ouvert le présent ouvrage). En tant qu'instrument central du gouvernement des sociétés, il appartient au chercheur de questionner ou *a minima* de mettre en lumière les invisibilités que cette réalité produit, les laissés pour compte qu'elle engendre. L'enjeu concerne aussi bien les comptes rendus et les données sur lesquels le chercheur s'appuie que ceux qu'il produit lui-même. Connectant ici avec une partie des critiques notamment féministes faites aux premiers travaux STS et en particulier à ceux inscrits dans la théorie de l'acteur-réseau, l'auteur appelle à questionner dans une démarche de réflexivité étendue ce que nous-mêmes chercheurs laissons de côté, ce que nous-mêmes créons comme invisibilités ; autrement dit à reconnaître le caractère partial et partiel, soit politique, de nos propres

comptes rendus. Nous opérons des choix, nous optons pour des points de vue qu'il s'agit de donner à voir malgré le format d'énonciation conventionnel des sciences.

- 9 Dans « Inversions infrastructurelles » (chapitre 5), Jérôme Denis pose la question de la façon d'appréhender le travail des données alors même que celui-ci se trouve amplement invisibilisé ; invisibilisé aux yeux des entreprises et des administrations (chapitre 3), quand ce n'est pas aux yeux des travailleurs eux-mêmes (chapitre 1), voire des chercheurs en sciences sociales, plus préoccupés par les relations « informelles » et autrement biaisés par le type d'écrits que couvrent leurs archives. Suivant un énoncé devenu célèbre des *infrastructure studies*, l'auteur rappelle que l'invisibilité intrinsèque des infrastructures n'en est pas moins relative. Peut-être évidentes aux yeux des usagers, prises pour acquises hors période d'accident ou de panne, les infrastructures demeurent bien visibles aux yeux de leurs travailleurs et des usagers pour lesquels elles se montrent inadaptées. Le fonctionnement fluide et sans accroc des infrastructures se fait au prix de nombreux ajustements et de nombreuses adaptations réalisés en coulisses. Et pour accéder à celles-ci ainsi qu'au travail qui s'y déploie, l'ethnographie demeure un moyen privilégié. Déployées dans le cadre des *infrastructure studies*, ces ethnographies peuvent apparaître péniblement descriptives, mais dans ces descriptions se loge précisément leur portée analytique et politique. En mettant en lumière des activités et des compétences jusque-là ignorées par les définitions officielles et les indicateurs quantitatifs, en remettant en cause les postulats de transparence, d'universalité et de complétude d'un langage standardisé qui se suffirait à lui-même, ces ethnographies se posent en alternative à des modèles managériaux ou issus de l'ingénierie sur la base desquels pourtant se décident les lignes d'équipement de la production et de la coordination. Encore que, dans cette entreprise, le chercheur en sciences sociales ne doit pas faire preuve de naïveté : rendre visible peut-être, mais demeure ouverte la question du comment, pour qui souhaite éviter une réification, un contrôle ou une surveillance accentués des formes de travail. Les mondes que nous décrivons, l'auteur nous l'a bien démontré au cours des chapitres précédents, sont aussi ceux que nous construisons et que nous habitons.
- 10 Dans « Les coulisses du dossier client » (chapitre 6), Jérôme Denis présente sa première étude de cas : une entrée dans les coulisses d'une banque et de son service dédié à la vérification et à la saisie informatique des dossiers clients. L'auteur montre comment une certaine dévalorisation du travail des données s'y opère à même la définition des tâches et de leur organisation. Rigidifiée, standardisée, mécanisée, la définition du travail des données manifeste cette même défiance à l'encontre des pratiques informelles qui a caractérisé la Révolution administrative évoquée au chapitre 3. Poursuivant sans nul doute au-delà d'un idéal d'efficacité, des objectifs de sécurité et d'assurance-qualité, cette définition contraint néanmoins à plus d'ajustements et de bricolages et *in fine*, à plus de travail qu'espéré. Suivant pas à pas les activités des opérateurs de traitement (majoritairement des femmes peu qualifiées), invisibles aux yeux des clients, des collègues conseillers financiers et des supérieurs hiérarchiques, l'auteur révèle les innombrables frictions, accrocs, problèmes, incertitudes, doutes auxquels se confrontent la constitution et la circulation des dossiers et, ce faisant, tout l'engagement pratique et intellectuel que celles-ci requièrent de ses opérateurs. Denses et désordonnées, les informations des dossiers exigent tout un travail d'articulation avant de devenir des informations stables et fiables, en un mot des données. Aujourd'hui s'observerait au sein des réseaux de données une tendance à l'investissement toujours plus fort dans la consolidation des standards, dans l'affinage

du degré de précision des données et des catégories qui les ordonnent, ignorant, niant voire empêchant ce nécessaire travail d'articulation collectif et qui pourrait être autrement institutionnalisé et financièrement assumé. La description ethnographique relève donc bien du geste politique, en montrant comment est voué à l'échec tout projet visant à rigidifier, standardiser et automatiser jusqu'au bout la production, le traitement et la circulation des données.

- 11 Dans « L'instauration des données » (chapitre 7), Jérôme Denis propose de s'attaquer à un dernier terrain : celui de l'« *open-data* » ainsi qualifié depuis les années 2000 et venu désigner divers projets d'ouverture des données de l'administration publique. Au centre des discours publics et des médias généralisés portés sur ces projets réside une notion particulière, celle de la donnée « brute » ou « non modifiée ». S'il est impossible d'en trouver une définition précise, la notion semble néanmoins désigner un type d'objets informationnels à part, qui existerait en quelque sorte « avant » les dossiers, en amont des statistiques. Surtout, s'y loge une hypothèse non questionnée suivant laquelle il existerait des données, nombreuses et de qualité, déjà là, à portée de main, cachées dans les administrations publiques et les entreprises, et qui pourraient être transmises quasi mécaniquement, sans entraves ni manipulation, à tous ceux qui pourraient en avoir besoin ; à nouveau une représentation de la donnée désincarnée trahissant un détachement historique complet des contraintes pratiques et matérielles liées au stockage, au traitement et à la circulation de l'information, et un cas parfait pour aborder sous un angle alterné la problématique tissée au long cours de cet ouvrage : celle du travail invisible des données. Pour défricher ce vaste terrain, l'auteur propose une seconde étude de cas : une enquête menée auprès d'une start-up dédiée au développement d'un calculateur d'itinéraires cyclables et qu'il lui a été donné d'accompagner un an et demi durant dans sa quête de données publiques. À travers ce cas, l'auteur montre que l'existence de données « brutes », déjà là, rassemblées au sein d'une seule et même base de données n'est qu'une chimère. Que les données « brutes », d'utilité universelle, n'existent pas. Situées, les « données » sont toujours données sous certaines conditions, pour certains acteurs disposant de certains horizons de préoccupations (ancrage organisationnel) et surtout obtenues à travers une série d'opérations, un travail ; elles sont en un mot toujours des données « métier », de quoi abandonner définitivement l'idée d'une rationalité intrinsèque à la quantification.

## Conclusion

- 12 Au terme de la lecture de l'ouvrage de Jérôme Denis, nous comprenons que l'enjeu est moins de se demander « qu'est-ce qu'une donnée » que « quand est-ce qu'il y a une donnée ». Chaque configuration étudiée par l'ouvrage débouche sur une certaine définition de la donnée, de son rôle, de sa force et de sa valeur, et qui se joue à la fois dans la distribution du travail et de sa visibilité. La donnée n'est pas un phénomène stable aux frontières nettes mais une qualité relationnelle : obtenue par certains, elle est donnée pour d'autres. Tout l'intérêt politique et scientifique de l'enquête ontologique amorcée par l'auteur se joue dans la variété de ces configurations et de ces définitions.
- 13 *Le travail invisible des données. Éléments pour une sociologie des infrastructures scripturales* augure un important programme de recherche à l'heure où la transparence et l'automatisation constituent les maîtres-mots de l'innovation, comme il en est par exemple

dans le domaine de l'intelligence artificielle et du *machine learning*. Rappeler le travail et notamment le travail d'entretien et de maintenance que requièrent nos systèmes d'information pour exister et perdurer apparaît dans ce contexte cardinal. Du reste et comme le dit l'auteur, il est sans doute des situations où le travail des données est reconnu, voire valorisé. Il serait intéressant de voir « quel autre monde peut émerger de ces configurations, qui cesserait de conditionner la valeur des données à leur apparente autonomie et à l'effacement du désordre, de la fragilité et des ajustements qui vont avec » (p.184). À ce programme de recherche et pour conclure ce commentaire, j'ajouterais volontiers pour ma part un point d'interrogation spécifiquement lié au travail des données : celui des affects qui le composent.

- 14 Dans l'attention aux formes d'engagement que requiert de ses opérateurs le travail des données et à la nature des compétences qui en découlent, l'auteur a tout l'air d'évacuer du paysage la question des affects ou des émotions qui y prennent part. Une prise en considération de ces émotions – existantes à n'en pas douter – enrichirait pourtant l'analyse. Car non seulement les émotions orientent les interactions matérielles entre personnes et choses, donnant une certaine forme au travail et à ses réalisations, en ajustant ainsi pour exemple l'attention humaine, la sensibilité et l'effort, comme a pu le démontrer Dant dans son étude sur les réparateurs de voitures (Dant, 2010). Mais aussi donnent-elles à voir l'organisation et les conditions de travail dans lesquelles se déploient ces interactions, où certaines émotions seront ainsi pour exemple prescrites/proscrites par le management en vue d'une finalité productive, comme cela est fréquemment le cas dans les relations de service.
- 15 L'engagement au travail n'est pas que pratique et intellectuel, il est aussi émotionnel, et ces émotions – situées dans les corps (*embodied*) en même temps qu'entre les corps et les choses (inter-corporelles) ainsi que socialement diffuses et comprises entre les personnes (intersubjectives) (Stowell et Warren, 2018, p.791) – font elles aussi, littéralement, tenir le monde.
- 16 En prenant en compte les émotions, il s'agit de rendre au travail des données la part d'affects qui caractérise toute vie sociale et éventuellement, de le rendre plus juste : « car plus sensible, plus à l'écoute de tous, et davantage en rapport avec l'activité et son sens » (Jeantet, 2018, p. 298). Il est du reste probable que cette prise en considération des émotions nous conduise, elle aussi, à revisiter en partie nos manières de faire et de rendre compte de la recherche en sciences sociales (Stiefel, 2018).

---

## BIBLIOGRAPHIE

Dant, T. (2010). The work of repair: Gesture, emotion and sensual knowledge. *Sociological Research Online*, 15(3), 1-22.

Jeantet, A. (2018). *Les émotions au travail*. Paris : CNRS Éditions.

Stowell, A.F., Warren, S. (2018). The Institutionalization of Suffering: Embodied inhabitation and the maintenance of health and safety in e-waste recycling. *Organization Studies*, 39(5-6), 785-809.

## AUTEURS

LÉA STIEFEL

STSLab, Institut des Sciences Sociales, Université de Lausanne

Courriel : lea.stiefel[at]unil.ch